

Ministère de l'Education Nationale
Archives Générales du Royaume

**CENTRE DE RECHERCHES
ET D'ETUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La Grande-Bretagne, la Belgique et le
« Cas-Hollande » - Le « Brüsseler Zei-
tung » - L'aide aux mobilisés en Flandre
Occidentale - Himmler-Reeder : août 1943-
juillet 1944 - Les Cantons de l'Est dans la
guerre.

Comité scientifique :

Présidents : D. Coens, M. Tromont, ministres de l'Education nationale ;

Vice-présidents : E. Lamberts, L. Somerhausen † ;

Membres : A. Alers, H. Balthazar, J.L. Charles, H. Corijn, E. Dedoyard, E. Dejean, L. de Landsheere, Fr. De Moor, F. Erauw, L.-E. Halkin, A. Haulot, J. Lory, C. Segers, J. Stengers, R. Van Santbergen, J. Vanwelkenhuyzen, D. Vercauteren, J. Willequet, E. Witte, C. Wyffels.

Comité de rédaction :

Directeur : J. Vanwelkenhuyzen ;

Secrétaire de rédaction : J. Gotovitch ;

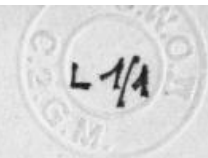
Collaborateurs scientifiques : A. Dantoing, J. Dujardin, L. Kongs, D. Martin, W. Meyers, F. Selleslagh.

Les articles publiés dans les *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale* n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction intégrale ou partielle des *Cahiers* est interdite sauf autorisation expresse du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale. ©

Les *Cahiers* existent en néerlandais : *Bijdragen tot de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*.

Les articles paraissant dans cette revue sont résumés et répertoriés dans *Historical Abstracts* et *America : History and Life*.



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
CAHIERS D'HISTOIRE INTERNATIONALE
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Archives 7 Centrales du Royaume
avril 1982

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CAHIERS D'HISTOIRE
DE LA SECONDE
GUERRE MONDIALE

7
avril 1982

SOMMAIRE

Martin S. Alexander

Les réactions à la menace stratégique allemande
en Europe Occidentale : la Grande-Bretagne, la
Belgique et le « Cas Hollandais » (décembre 1939-
février 1940) pp. 5-39

R. Feltzer

Le « Brüsseler Zeitung » (1940-1944) pp. 39-82

Les Schepens

L'assistance aux mobilisés et à leurs familles en
Flandre Occidentale (septembre 1939-mai 1940) pp. 83-93

A. De Jonghe

La liste Himmler-Reecer pour la nomination d'un
NSDAP à Bruxelles, Cinquième partie : Solihourg
avant et après. Évolution politique d'août 1943 à
juillet 1944 pp. 95-144

Karl Fagnoul

Aspects de la seconde guerre mondiale en pays de
Saint-Vith p. 145-211

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Archives Générales du Royaume

**CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

7
avril 1982

SOMMAIRE :

Martin S. Alexander

Les réactions à la menace stratégique allemande
en Europe Occidentale : la Grande-Bretagne, la
Belgique et le « Cas Hollande » (décembre 1938-
février 1939)

pp. 5- 38

R. Falter

Le « Brüsseler Zeitung » (1940-1944)

pp. 39- 48

Luk Schepens

L'assistance aux mobilisés et à leurs familles en
Flandre Occidentale (septembre 1939-mai 1940)

pp. 83- 93

A. De Jonghe

La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un
HSSPF à Bruxelles. Quatrième partie : Salzbourg
avant et après. Evolution politique d'août 1943 à
juillet 1944

pp. 95-184

Kurt Fagnoul

Aspects de la seconde guerre mondiale au pays de
Saint-Vith

p. 185 - 211

PLACE DE LOUVAIN, 4, Bte 19 - 1000 BRUXELLES - TEL. 218.45.27

Martin S. Alexander *

(St. Antony's College, Oxford)

LES REACTIONS A LA MENACE STRATEGIQUE ALLEMANDE EN EUROPE OCCIDENTALE :

LA GRANDE-BRETAGNE, LA BELGIQUE ET LE "CAS HOLLANDE" DÉCEMBRE 1938 - FÉVRIER 1939**

Jusque fin 1938, la base stratégique de la politique étrangère de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Allemagne nazie était fondée sur le refus de contracter des obligations concernant la défense de n'importe quelle puissance européenne (1). Tout au long des années 30, ce refus avait déçu aussi bien la Belgique que la France dans leur quête de garanties de sécurité contre une agression allemande. Le refus était inspiré par un intérêt étroitement britannique. La Grande-Bretagne et spécialement Neville Chamberlain, son Premier ministre depuis mai 1937, ne croyait pas que l'Allemagne envisageât une agression en Europe occidentale, soit directement contre les Iles Britanniques, soit contre ses voisins : la France, la Belgique et les Pays-Bas (2). Le revirement de cette thèse britannique, en décembre 1938 et janvier 1939,

* L'auteur se plaît à signaler que ses recherches dans les archives à Bruxelles ont pu être effectuées grâce à un subside de l'« Educational Trust » de la Imperial Chemical Industries Limited.

** Traduit de l'anglais.

(1) Voir l'analyse de Michael E. HOWARD : « *The Continental Commitment — the dilemma of British Defence Policy in the era of the World Wars* », Penguin Books, London, 1974, pp. 94-122.

(2) L'évaluation différente par la France, la Belgique et la Grande-Bretagne de leurs intérêts sur le plan de la sécurité est étudiée dans la thèse de doctorat que l'auteur présentera à l'Université d'Oxford : « *Maurice Gamelin and the defence of France — French military policy, the United Kingdom land contribution and defence against Germany, 1935-39* ».

suite aux rumeurs concernant une attaque allemande imminente contre la Hollande, constitue le point de départ du présent article. L'éclatement de la psychose de guerre dite « cas Hollande » mit brutalement fin au calme avec lequel le gouvernement britannique avait coutume d'observer le développement des tensions et crises en Europe. La psychose de guerre relative à la Hollande au cours de l'hiver 1938-39 est examinée ici dans une double perspective : premièrement, la révélation de l'incapacité de la Grande-Bretagne à persuader les petites puissances d'Europe occidentale qu'elles étaient directement menacées par l'Allemagne et subséquemment son incapacité à rallier la Belgique et la Hollande à une coopération défensive avec elle et la France pour enrayer la menace ; deuxièmement, l'illustration des réactions divergentes de toutes les puissances européennes menacées vis-à-vis du même problème, à savoir le danger allemand. Il est intéressant de noter, et cet article le révèle, comment la même information, recueillie par des diplomates et des attachés militaires et retransmise à leurs gouvernements respectifs, peut être différemment sélectionnée et interprétée.

Afin de situer exactement les problèmes rencontrés par la Grande-Bretagne lors des négociations avec la Belgique (point de passage obligé pour l'acheminement de l'aide française et britannique à la Hollande) au sujet de mesures de sécurité réciproques, il importe de souligner d'abord la froideur des relations entre Bruxelles et La Haye. Fin 1938, comme tout au long des années 30, les Pays-Bas n'attachaient que peu de foi à l'annonce d'un danger d'invasion de la part de l'Allemagne. Les Hollandais avaient évité avec succès d'être impliqués dans la Première Guerre Mondiale. Ils s'étaient tenus en dehors des pactes et systèmes d'alliance de l'après-guerre. En 1938, le gouvernement Colijn croyait pouvoir rester en dehors d'un second conflit (si conflit il y avait) à condition de ne pas compromettre sa neutralité aux yeux des Allemands. La neutralité hollandaise, poursuivie avec une conviction rigide, servait de modèle à ceux qui, en Flandre et à Bruxelles, étaient les avocats d'une politique étrangère similaire, strictement indépendante, pour la Belgique. Les Belges réalistes, eux, savaient que le manque relatif de préparation militaire des Pays-Bas constituait une invitation ouverte à une agression allemande au cas où les généraux d'Hitler décidaient une manœuvre d'encerclement des fortifications belges septentrionales, le long de la Meuse, autour de Liège et à Eben-Emael⁽³⁾. Le baron Pierre Van Zuylen, directeur de la Politique au Ministère des Affaires étrangères belge à l'époque de la psychose de guerre 1938-39, percevait bien tout cela. La préservation des « mains libres », comme le suggère le titre de ses mémoires, était le

(3) Les chefs militaires belges informèrent les Français de leurs craintes au sujet de la défense de leur frontière avec la Hollande à partir de novembre 1934. Voir Général Raoul VAN OVERSTRAETEN : « *Albert I^{er}, Léopold III, Vingt ans de politique militaire belge, 1920-1940* », s.l.n.d., Desclée de Brouwer, pp. 140-146, cité comme V.O. « *Albert I^{er}, Léopold III* » ; et « *Les Relations Militaires Franco-Belges de Mars 1936 au 10 Mai 1940 : travaux d'un colloque d'historiens belges et français* », Editions du Centre National de la Recherche Scientifique, Paris, 1968, pp. 47-51 et 52-58, (procès-verbaux des conférences militaires franco-belges des 5 avril 1935 et 15 mai 1936), cité comme « *R.M.F.B.* ».

thème constant de ses conseils aux ministres responsables de la politique étrangère de son pays (4).

Tout au long des années 30, Van Zuylen, comme beaucoup de Belges, avait mené campagne contre des obligations militaires envers la France, qui auraient entraîné le risque d'être impliqué dans des différends franco-allemands étrangers aux intérêts belges (5). Tout comme il souhaitait préserver l'indépendance vis-à-vis de la France (réalisée par la résiliation de l'accord militaire de 1920 par l'échange de lettres du 6 mars 1936) (6), Van Zuylen était réticent à l'égard d'obligations politiques ou militaires envers la Hollande. Ce que recherchait, sous son impulsion, le Ministère belge des Affaires étrangères, était un échange continu — secret et pratiqué à un échelon inférieur — d'informations militaires avec des pays voisins amis, grands ou petits, sans que cet échange entraîne des mesures politiques (7). Ce pragmatisme prudent revient sans cesse dans un mémoire sur les relations belgo-hollandaises rédigé par Van Zuylen en novembre 1938, immédiatement avant la crise du « Cas Hollande ».

Regrettant la décision du gouvernement hollandais interdisant à son attaché militaire à Bruxelles de contacter l'Etat-major belge (8), ce mémoire fait observer que :

« Il serait cependant utile que nous puissions compter sur une sérieuse résistance de l'armée hollandaise à la frontière Est... De même que nous couvrons la Hollande contre une attaque Sud, il est équitable, et d'ailleurs avantageux pour elle, qu'elle nous couvre contre une attaque venant du Nord-Est. Il est d'ailleurs vraisemblable que les fortifications élevées par la Belgique... amèneront les Pays-Bas à envisager l'utilité d'une collaboration. *Mais il faut les laisser venir* » (9).

Cette dernière remarque caractérisait bien la façon de penser tant de Van Zuylen que de Paul-Henri Spaak, alors Premier ministre et (simultanément) Ministre des Affaires étrangères, quant à l'établissement d'« ententes » ou de pactes politiques de n'importe quelle nature avec les voisins de la Belgique. La politique étrangère belge était conçue, avant tout, pour servir des intérêts purement belges — assurant ainsi un consensus national aussi bien de la part des Flamands que des Wallons pour cette politique *et* pour les charges militaires rendues nécessaires pour la protection effective de la sécurité belge sans le concours d'autres puissances. La politique belge avait suivi cette orientation depuis la controverse au sujet de la loi de réforme mi-

(4) Voir Baron Pierre VAN ZUYLEN, « *Les Mains Libres : Politique extérieure de la Belgique, 1914-1940* », Desclée de Brouwer, Paris-Bruxelles, 1950.

(5) Voir VAN ZUYLEN, *op. cit.*, p. 336.

(6) *Ibid.*, pp. 331 à 341 ; et « *R.M.F.B.* », pp. 46 et 47.

(7) Voir VAN ZUYLEN, *op. cit.*, pp. 332, 333 et 341.

(8) Une rupture provoquée par un discours provocant du baron Nothomb au Sénat belge : voir « *R.M.F.B.* », p. 64.

(9) « *Nos Relations avec les Pays-Bas* », mémoire du baron VAN ZUYLEN, daté du 18 novembre 1938, Archives du Ministère Belge des Affaires Etrangères (cité ci-après A.M.B.A.E.), Bruxelles, Carton II. 984.

litaire d'Albert Devèze sous le gouvernement Paul Van Zeeland en 1935-36⁽¹⁰⁾. Depuis lors, ainsi que la rupture de liens formels avec la France, les relations de la Belgique avec les démocraties voisines avaient été guidées — dans un esprit d'indépendance — par une recherche prudente de véritables champs d'intérêt communs. L'emploi de la pression diplomatique (parfois appelée « persuasion ») pendant la crise du « cas Hollande » fut une tactique anglo-française, jamais belge. Malgré son désir indubitable d'une collaboration plus étroite avec la Hollande en novembre 1938, Van Zuylen déclarait dans son mémoire : « Il sera préférable en général d'attendre les suggestions hollandaises plutôt que de les provoquer »⁽¹¹⁾.

La subtilité, la prudence et la mesure qui guidaient la politique étrangère de la Belgique furent mises en évidence lorsque surgirent les rumeurs d'une menace contre la Hollande, quinze jours après la mise en circulation du mémoire de Van Zuylen. Le 6 décembre, l'attaché militaire belge à La Haye, le colonel Pierre Diepenrykx, rapporta au Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles que certains dirigeants hollandais manifestaient pour la première fois quelque nervosité à propos de « l'intérêt que les deux partis (la Grande-Bretagne et la France d'une part, l'Allemagne de l'autre) auraient à mettre, le plus tôt possible, la main sur les aérodromes en Hollande ». L'attaché ajoutait : « C'est en présence de ces considérations que certains officiers néerlandais se montrent... acquis à une collaboration plus étroite avec la Belgique ». Toutefois, Diepenrykx disait aussi qu'il croyait que l'intérêt personnel des Hollandais (plutôt que de la sympathie pour la position internationale difficile de la Belgique en tant que nation neutre située géographiquement dans une aire stratégiquement vitale en cas d'hostilités franco-allemandes) était à la base de la tendance à améliorer la coopération hollando-belge. Diepenrykx argumentait qu'il était essentiel d'éviter de manifester « trop bruyamment » la satisfaction belge devant ces signes d'amitié hollandaise, vu qu'ils ne reflétaient pas encore un changement de politique (d'abandon de la neutralité) de la part du gouvernement Colijn ou du Haut commandement hollandais. Diepenrykx avertissait que parmi les généraux les plus élevés en grade il régnait « une grande circonspection » à l'égard ne fût-ce que d'une reprise d'échanges d'informations. D'autre part, ce message laissait entendre que des officiers hollandais de rang moins élevé :

« ne craignent plus de parler de la nécessité d'une certaine collaboration sous forme de contact entre Etats-Majors... quelques-uns, peu nombreux, n'hésitent même pas de parler d'accord militaire. Ils sont d'avis que, en cas de conflit, les Pays-Bas courent actuellement plus de dangers que la Belgique en raison des grandes possibilités de la guerre sous-marine et de la guerre aérienne ».

(10) Voir VAN ZUYLEN : « *Les Mains Libres...* », pp. 331 à 333 et 337 ; Paul-Henri SPAAK : « *Combats Inachevés*, Tome I, *De l'Indépendance à l'Alliance* », Arthème Fayard, Paris, 1969, pp. 40 à 53 ; et Jacques WILLEQUET, « *Paul-Henri Spaak : un homme, des combats* », La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1975, pp. 50 à 59.

(11) « *Nos Relations avec les Pays-Bas* », mémoire cité ci-dessus, note 9.

Diepenrykx concluait que la Belgique devait procéder prudemment, afin d'« élargir le courant de sympathie » évident parmi les Hollandais et par conséquent tendre vers la restauration d'une forme de coopération militaire effective mais clandestine contre la menace d'une violation de leur neutralité (12).

Quelques jours plus tard à peine les Britanniques commencèrent à craindre pour la première fois qu'une telle violation pût être imminente. Ainsi que Sir Alexander Cadogan, sous-secrétaire permanent au « Foreign Office », le nota dans son journal à la date du 15 décembre, Ivone Kirkpatrick (Premier secrétaire auprès de l'ambassade britannique en Allemagne) « ...arriva de Berlin. Il a entendu dire... qu'Hitler allait bombarder Londres en mars ! ». Le soir même, le Ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Halifax, confia cette nouvelle alarmante au Premier ministre, qui la prit « au sérieux » (13). Deux jours après, Chamberlain convoqua le Comité impérial de la défense, afin de consulter les chefs d'Etat-major britanniques au sujet de cette rumeur menaçante (14). Pour la première fois depuis l'avènement au pouvoir des nazis, il semblait que les Britanniques eux-mêmes, et non plus une quelconque nation d'Europe centrale, pussent être le prochain objet d'une agression allemande.

Peu après avoir reçu l'information de Kirkpatrick, Londres reçut un nouveau choc sous la forme d'un mémoire de l'attaché militaire britannique à Paris, le colonel William Fraser. Ce document analysait la condition de l'armée française, ses capacités et ses carences. Il était basé sur des conversations avec le « généralissime » français, Maurice Gamelin, et le colonel Jean Petibon (chef de cabinet de Gamelin), ainsi que sur les observations personnelles de Fraser. Il concluait avec l'affirmation angoissante que, pour la première fois, le Commandement français « considère qu'ils ne sont pas en état de se défendre eux-mêmes contre l'Allemagne, sans assistance militaire de notre part » (15).

Avant même que les chefs d'Etat-major britanniques aient assimilé les implications de la vulnérabilité supposée de la France, Londres fut soumis à une troisième alarme. C'était la nouvelle, à nouveau transmise par Fraser, que Gamelin croyait que la *Wehrmacht* était en train de faire des préparatifs pour s'emparer des Pays-Bas. Ce brusque « coup de main » était projeté (selon le chef du « Deuxième Bureau » de l'armée française, le colonel Maurice Gauché) pour menacer la Grande-Bretagne d'une

(12) Diepenrykx au Ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles, en date du 6 décembre 1938, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

(13) David DILKS (Editeur) : « *The Diaries of Sir Alexander Cadogan, 1938 to 1945* », Cassell, London, 1971, p. 130 (cité comme « *Cadogan Diaries* »).

(14) Voir John HARVEY (Editeur) : « *The Diplomatic Diaries of Oliver Harvey, 1937 to 1940* », Collins, London, 1970, p. 228 (cité comme « *Harvey Diaries* »).

(15) Mémoire du 22 décembre 1938 du colonel FRASER, intitulé : « *The French Strategic Position after Munich* », Public Records Office, London, (cité ci-après comme P.R. O.), F.O.371 Series, File 22915.

façon qui rendrait l'armée française incapable d'intervenir, vu l'absence d'accord entre la France et Bruxelles permettant le passage d'unités françaises à travers la Belgique pour porter secours aux Hollandais⁽¹⁶⁾. Soudainement, le caractère non fondé des suppositions britanniques quant à la capacité de l'armée française de contrer toute menace allemande contre la sécurité franco-britannique (soit *directement* ou, par pression sur la Belgique et la Hollande, *indirectement*) éclatait brutalement. Ce triple ébranlement des fondements stratégiques de la politique étrangère britannique déclencha à Londres la crise du « cas Hollande ».

Au cours de la troisième semaine de décembre, l'ambassadeur britannique à La Haye, Sir Neville Bland, avertit le gouvernement Colijn des premières rumeurs concernant un danger imminent. Le 21 décembre, les rumeurs furent l'objet d'une conversation à table entre le baron Herry (ambassadeur de Belgique à La Haye) et le général Van Voorst tot Voorst (Commandant de l'armée de terre hollandaise). Dans son rapport sur cet entretien, Herry dit à Spaak que le général hollandais semblait réellement craindre que l'Allemagne voulût prochainement s'emparer des Pays-Bas comme base pour la conduite d'une guerre contre la Grande-Bretagne. Confirmant les grandes lignes de la dépêche de Diepenrykx du 6 décembre, Herry affirmait que les préoccupations hollandaises semblaient renforcer à La Haye la conscience de la communauté d'intérêts économiques et militaires de la Hollande et de la Belgique. Il soulignait toutefois la nécessité « de procéder avec beaucoup de prudence ». Il rappelait à Spaak que, pour éviter de rallumer les anciens antagonismes et la méfiance en Hollande, les démarches pour restaurer les contacts entre les états-majors et l'échange d'information militaire devraient émaner des Hollandais. Néanmoins, concluait Herry, le rétablissement des contacts aura lieu, mais « sans que cela constitue un accord, qui n'est nullement nécessaire pour l'instant »⁽¹⁷⁾. Ces arguments furent repris huit jours plus tard, lorsque Herry rappela aux autorités de Bruxelles que l'opinion publique hollandaise était unanimement d'avis que des accords militaires étaient incompatibles avec la politique étrangère d'indépendance menée par les ministres de la reine Wilhelmine et ratifiée par le peuple. Personnellement, Herry estimait que, tant pour la Hollande que pour la Belgique, « il est indispensable cependant qu'une *collaboration de fait*, basée sur l'intérêt et n'engageant aucune question de principe, puisse exister entre les attachés militaires réciproques et les Etats-Majors auxquels ils sont attachés »⁽¹⁸⁾. Il est frappant de noter combien les diplomates belges se montraient compréhensifs à l'égard de l'antipathie des Hollandais pour des pactes défensifs et des accords politiques officiels, alors que les diplomates français ne réussissaient pas à comprendre le même fait en ce qui concerne la Belgique.

(16) Voir le rapport du 23 décembre 1938 de Sir Eric Phipps (ambassadeur britannique à Paris) à Lord Halifax ; et procès-verbal d'une conversation entre les colonels Fraser et Gauché, le 29 décembre 1938, P.R.O., F.O.371 Series, Files 21597 et 22915.

(17) Baron Herry à P.-H. Spaak, 22 décembre 1938, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

(18) Baron Herry à P.-H. Spaak, 30 décembre 1938, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

Entretemps, ce même 22 décembre, les Français évaluèrent la réaction hollandaise devant les rumeurs d'une invasion imminente. Dans une dépêche à Georges Bonnet (ministre français des Affaires étrangères), Arnauld de Vitrolles (ambassadeur de France à La Haye) rapporta que le Ministre des Affaires étrangères, Patijn, semblait croire :

« que les projets dont il a été averti pourraient avoir été réellement élaborés, mais que l'Allemagne n'aurait en vue qu'une prise de gages destinée à empêcher l'Europe occidentale d'intervenir contre elle et d'obliger ainsi ses adversaires éventuels à l'attaquer dans les pays neutres où elle se serait installée ».

Selon le rapport de de Vitrolles, l'état d'esprit de Patijn était essentiellement inspiré par la crainte : crainte que l'Allemagne eût en effet élaboré des plans d'invasion visant la Hollande ; crainte aussi que la France et la Grande-Bretagne, en s'opposant à (ce que Patijn croyait plus probable) une agression allemande en Europe orientale (par exemple la conquête de l'Ukraine) incitent Hitler à un usage préventif de ces plans contre les Hollandais ⁽¹⁹⁾.

Les Français, comme nous l'avons noté ci-dessus, informèrent fin décembre l'attaché militaire britannique à Paris des conjectures de leurs services de renseignement au sujet de la menace qui pesait sur la Hollande. Le gouvernement de Londres reçut bientôt une information plus directe car le 1^{er} janvier 1939 Leslie Hore-Belisha (ministre britannique de la guerre) s'arrêta à Paris à son retour de vacances dans les Vosges. Ayant été fort impressionné par ce qu'il avait vu des défenses allemandes sur le Rhin durant son séjour en Alsace, Hore-Belisha s'entretint avec Gamelin et nota : « Il me dit qu'il faudrait beaucoup de temps et d'argent pour achever la Ligne Maginot au Nord et au Sud et en renforcer les points faibles... Gamelin dit qu'il y avait des concentrations allemandes à la frontière hollandaise et il pensait qu'elles pourraient occuper la Hollande sans nécessairement passer par la Belgique. Il pensait qu'elles convertiraient la Hollande en base aérienne et sous-marine ». Confirmant apparemment les rapports pessimistes du colonel Fraser du mois de décembre au Ministre de la guerre, Hore-Belisha fit observer que Gamelin était « beaucoup moins optimiste » que lorsqu'il l'avait vu la dernière fois ⁽²⁰⁾. Le retour de Hore-Belisha à Londres installa la crainte pour l'intégrité territoriale de l'Europe occidentale au cœur du Cabinet britannique, qui envisageait déjà avec nervosité la menace aérienne allemande contre Londres, selon la rumeur qui circulait ⁽²¹⁾.

(19) Voir : Commission pour la publication des documents relatifs aux origines de la guerre 1939-1945, sous la direction de Pierre Renouvin, Maurice Baumont et Jean-Baptiste Duroselle : « Documents Diplomatiques Français 1932-1939 » (cité ci-après comme « D.D.F. »), 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIII, Imprimerie Nationale, Paris, 1979, Document n° 200, p. 373, A. de Vitrolles à G. Bonnet, 22 décembre 1938.

(20) R.J. MINNEY (Editeur) : « *The Private Papers of Hore-Belisha* », Collins, London, 1960, pp. 167 à 169.

(21) Les craintes de Hore-Belisha sont exprimées dans une lettre du 9 janvier 1939 à Halifax, la veille du départ du Ministre des Affaires Etrangères pour une mission en Italie. Voir P.R.O., F.O.371 Series, File 22915.

Le 5 janvier, Spaak reçut un nouveau message de La Haye. Cette fois, sur un ton qui se faisait l'écho de l'appréciation émise par de Vitrolles à Bonnet quinze jours plus tôt, le baron Herry soulignait le climat d'anxiété perceptible parmi les autorités hollandaises. « La Hollande », disait-il à Spaak, est devenue très chatouilleuse. La moindre allusion à la faiblesse de sa défense lui paraît une tentative de viol et elle frémit d'horreur... Les miracles ne se répètent pas facilement, disaient-ils. Celui de 1914 était sans doute de ceux-ci » (22). Trois jours plus tard, en réponse à des rumeurs selon lesquelles la Hollande pourrait s'incliner devant une « force majeure » allemande plutôt que de voir son territoire ravagé, Spaak apprit que le gouvernement Colijn avait publié un communiqué confirmant la détermination hollandaise de défendre son intégrité (23).

L'opinion des chefs militaires hollandais sur le risque que courait leur pays est analysée dans la dépêche du colonel Diepenrykx du 13 janvier. Faisant rapport au colonel Gilbert, chef de cabinet du Ministre de la Défense nationale, le général Henri Denis, il estimait que :

« Tout en reconnaissant que l'avenir est plein de menaces, les Hautes Autorités militaires néerlandaises envisagent ou paraissent envisager la situation, en ce qui concerne les Pays-Bas, avec sérénité... Tous considèrent une action immédiate vers l'Ouest comme peu probable » (24).

Les Hollandais, disait Diepenrykx, s'attendaient à ce que la prochaine poussée expansionniste allemande s'effectue une fois de plus en direction de l'Europe centrale ou orientale. On estimait à La Haye que le succès obtenu par Hitler en 1938, grâce à la complaisance franco-britannique, dans la solution du différend avec la Tchécoslovaquie au sujet des Sudètes, servirait de modèle à l'Allemagne pour son action en 1939. Vu l'inachèvement du réarmement britannique, disait Diepenrykx, les Hollandais ne s'attendaient pas à ce que la Grande-Bretagne réagisse fermement contre le prochain coup d'Hitler.

Ce rapport concluait par une analyse de l'efficacité de la réorganisation de la défense en cours en Hollande. Diepenrykx décrivait comment la production d'une nouvelle artillerie de campagne et anti-chars était intensifiée et informait ses supérieurs de l'achat par la Hollande d'armes anti-aériennes en Suisse. Toutefois, l'impression que dégageait le rapport était que l'Etat-major général hollandais était relativement insouciant en ce qui concernait le proche avenir et ne manifestait pas un sentiment d'urgence au sujet de l'effort de réarmement (25). Souffrant toujours du retrait, au cours de l'automne précédent, de ses facilités spéciales d'information, Diepenrykx éprou-

(22) Baron Herry à P.-H. Spaak, 5 janvier 1939, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

(23) Léon Nery (La Haye) à P.-H. Spaak, 8 janvier 1939, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

(24) Diepenrykx au colonel Chef de Cabinet du Ministre de la Défense Nationale, et à l'Etat-Major, 2^{me} Section, 13 janvier 1939, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

(25) *Ibid.* Diepenrykx rapporta que les unités hollandaises ne recevraient leur nouvelle artillerie de campagne et anti-chars que vers le mois de mai de 1940.

vait quelque difficulté à évaluer les mesures de défense de la Hollande. Dressant un rapport sur la mobilisation préventive à l'occasion de la crise des Sudètes, il ne pouvait conclure à cet égard que :

« Le développement lent de la crise internationale de septembre 1938 a permis à l'autorité militaire néerlandaise de procéder à une mise en garde progressive. Il en résulte que l'étude des mesures prises... ne permet toutefois aucune déduction ferme en ce qui concerne le temps nécessaire à leur entrée en vigueur en cas d'événements brusqués » (26).

Entretemps, à Paris, un mémoire de Georges Bonnet du 13 janvier mit au courant Edouard Daladier (président du Conseil et ministre de la Défense nationale) et César Campinchi (ministre de la Marine) de l'information transmise au Quai d'Orsay par de Vitrolles au sujet de la réaction à La Haye devant la rumeur de menace allemande contre la Hollande. Après avoir répété presque littéralement le contenu de la dépêche de de Vitrolles du 22 décembre, ce document disait que :

« Au cours d'une conversation avec notre ministre à La Haye, son collègue belge lui a confié qu'à son sentiment personnel le projet prêté au gouvernement allemand existerait réellement ; il tendrait non à impressionner ses adversaires éventuels, mais à mettre à la disposition des sous-marins allemands les bouches de l'Escaut. Le moment venu, le gouvernement hollandais serait invité à laisser les armées allemandes gagner cette région par le Sud et l'Ouest du pays...

Dans le même ordre d'idées, le ministre des Etats-Unis à La Haye retirerait d'informations lui parvenant de ses collègues accrédités dans d'autres capitales du continent l'impression que la mobilisation allemande serait achevée le 31 janvier et que l'Allemagne prendrait une décision importante aux environs du 15 février... De plus, de l'avis personnel du ministre des Etats-Unis à La Haye, il y aurait lieu de ne pas écarter l'éventualité d'une invasion de la Belgique par Maestricht.

Enfin, notre ministre à La Haye m'a fait savoir... Que le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas se montre très préoccupé par la situation internationale. Il pense que son pays est plus que jamais exposé à devenir le champ clos dans lequel s'affronteront l'Angleterre et l'Allemagne.

D'après lui, c'est contre l'Angleterre qu'aurait lieu l'effort allemand à l'Ouest, la France, couverte par la Belgique neutre, devant être laissée de côté...

Les hauts fonctionnaires du ministère royal des Affaires étrangères affectent de considérer l'avertissement anglais... comme une manœuvre ayant pour but d'entraîner la Hollande dans le sillage britannique... » (27).

Ainsi, dès la deuxième semaine de janvier, les intentions des puissances stratégiquement concernées par la menace qui selon les rumeurs pesait sur la Hollande, étaient déjà influencées par des interprétations divergentes de la situation et de la réaction hollandaise à celle-ci. Le gouvernement français, avec son expérience des campagnes décevantes des années 30 pour s'assurer

(26) Rapport de Diepenrykx concernant les mesures de mobilisation hollandaises durant la crise des Sudètes, daté du 18 janvier 1939, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

(27) « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIII, Document n° 363, pp. 646 et 647, Bonnet à Campinchi, 13 janvier 1939.

la coopération belge, se rendait compte que l'usage des canaux diplomatiques pour souligner le danger du « cas Hollande » offrait peu de chances de créer un front commun anti-allemand entre Paris, Londres, Bruxelles et La Haye. Cependant, le Quai d'Orsay et le Haut commandement français espéraient toujours que le réveil de l'intérêt britannique pour l'intégrité de la Hollande forcerait la Grande-Bretagne à négocier avec le gouvernement belge au sujet d'un pacte défensif qui, tout en permettant de secourir les Hollandais par voie terrestre, mettrait en même temps fin à l'absence préoccupante de coopération de la Belgique avec la France.

La deuxième semaine de janvier vit également Chamberlain, Halifax et des fonctionnaires supérieurs prendre le chemin de Rome pour y discuter avec Mussolini. En leur absence, les craintes grandirent à Londres. Oliver Harvey, secrétaire privé de Lord Halifax, nota dans son journal que dès le retour de la délégation britannique d'Italie, le 17 janvier :

« Nous... nous rendîmes immédiatement au ' Foreign Office '. Nous constatâmes alors qu'Alec Cadogan avait rassemblé une série de documents parvenus au Ministère de sources secrètes et autres, qui tous signalaient une offensive allemande au printemps, soit à l'Est ou à l'Ouest (c'est-à-dire nous autres) — c'est trop pour pouvoir le négliger » (28).

Le soir venu, Halifax avait reçu un mémoire de Cadogan, intitulé : « *La possibilité d'une attaque allemande à l'Ouest* ». Ce document admettait qu'il était difficile de fixer avec précision quelles étaient les intentions de Hitler, mais il prétendait que si l'Allemagne s'engageait à l'Ouest, la Grande-Bretagne serait l'objectif principal de l'attaque, les troupes allemandes empêchant en même temps (par la menace de bombardements aériens ou par une invasion de la Hollande) les Français de venir en aide à la Grande-Bretagne. Cadogan faisait observer que :

« Il a toujours été admis que l'indépendance des Pays-Bas est d'un intérêt vital pour ce pays et en cette époque de guerre aérienne et sous-marine cela semble être plus vrai que jamais. Je suis d'avis que... une fois en possession de la Hollande et de la côte hollandaise, l'Allemagne cherchera à nous dicter des conditions, sous la menace... » (29).

A la lecture de cette appréciation, Chamberlain décida que le Comité ministériel des Affaires étrangères se réunirait le 23 janvier pour discuter la réaction britannique à la crise (30).

Le 17 janvier, l'Attaché militaire britannique à Bruxelles, le colonel D.K. Paris, rédigea un rapport pour les autorités de Londres, dans lequel il expli-

(28) « *Harvey Diaries* », *op. cit.*, p. 245. La délégation britannique interrompit son voyage de retour de Rome pour passer les 15 et 16 janvier à Genève et Harvey nota : « ...J'ai déjeuné avec Masdyk, le correspondant à Berlin du *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, qui nous prédit de la façon la plus formelle que Hitler entreprendrait une action offensive au printemps. Il est convaincu qu'Hitler a l'intention d'occuper la Hollande afin de nous acculer à la reddition ; les extrémistes... ont le contrôle... il ne croyait pas que le plan pour l'Ukraine était déjà mûr. Je le présentai à Halifax » (*Ibid.*, p. 245).

(29) « *Cadogan Diaries* », *op. cit.*, pp. 139-140.

(30) Voir « *Harvey Diaries* », *op. cit.*, p. 245.

quait la nature réelle et la gravité de la méfiance mutuelle entre les Français et les Belges. Parce qu'il était presque au terme de ses quatre années à Bruxelles, le colonel Paris avait ce matin-là rendu visite à son collègue français, le colonel Edmond Laurent, afin d'en savoir plus sur les sentiments actuels des Belges à l'égard d'une collaboration avec les démocraties voisines dans le domaine de la défense. L'Attaché britannique rapporta toutefois : « J'eus nettement l'impression que le colonel Laurent ne reçoit pas autant d'informations confidentielles du général Van den Bergen que moi ». Le colonel Paris déduisait de leur conversation que les Français ne disposaient pas de détails précis quant aux dispositifs de guerre de l'armée de campagne belge. Mais ce qu'il y avait de plus inquiétant dans le rapport de l'Attaché, compte tenu de la crainte ressentie à Londres au sujet de la sécurité de la Hollande et de la Belgique, était que Laurent avait dit qu'après la « proclamation de la neutralité » du roi Léopold le 14 octobre 1936, « les Français avaient dû élaborer un nouveau plan, qui n'envisageait pas l'envoi de divisions en Belgique ». Comme conclusion de son catalogue de plaintes concernant la nature insatisfaisante (du point de vue du Commandement français) des relations franco-belges, Laurent dit qu'une invite de la Grande-Bretagne à la Belgique, suggérant une reprise de pourparlers d'états-majors entre Van den Bergen et Gamelin « aurait probablement plus de succès que tout ce que les Français pourraient faire eux-mêmes » ⁽³¹⁾.

La tactique diplomatique de la France consistait apparemment à se servir de la position (supposée) plus favorable de la Grande-Bretagne à Bruxelles pour essayer d'amener un revirement de la politique belge de stricte neutralité vers une coopération militaire avec la France. Les Français croyaient que la Grande-Bretagne épouserait cette tactique en raison de son souci de maintenir la menace militaire allemande éloignée des côtes de La Manche. Parfaitement au courant de la faiblesse de l'armée expéditionnaire britannique pour des opérations européennes, les Français savaient que leur propre armée avait été considérée pendant des années à Londres comme une garantie effective contre une violation allemande de l'intégrité territoriale de la Belgique. La déclaration de Laurent, que le Commandement français avait renoncé à ses plans d'envoyer des troupes au secours de la Belgique, était malhonnête. A ce moment, Gamelin avait l'intention d'avancer la Première armée française au moins jusqu'à l'Escaut, malgré que la politique « d'indépendance » des gouvernements belges successifs depuis 1936 eût empêché l'élaboration d'un plan de défense commun franco-belge. Mais en laissant entendre que ses forces pourraient adopter une stratégie défensive limitée à la protection des frontières septentrionales de la France, Gamelin pensait pouvoir effrayer suffisamment les Britanniques pour les inciter à effectuer

(31) Compte rendu du colonel Paris d'une conversation avec le colonel Laurent, en date du 17 janvier 1939, Document n° C677/G, Archives du Service Historique des Forces Armées Belges, Bruxelles (ci-après A.S.H.F.A.B.), E.2.G., Carton 14 : Documents Britanniques 1935 à 1940, sous-dossier « 1939 » ; malheureusement le carton correspondant (n° 7N2731) au Service Historique de l'Armée de Terre à Vincennes, ne contient pas de rapport de Laurent sur cet entretien.

des démarches à Bruxelles offrant une possibilité de réinsérer la Belgique dans un front commun contre l'Allemagne et de restaurer la collaboration militaire franco-belge souhaitée par Gamelin. Dans cette éventualité, Gamelin pourrait préparer sans crainte l'avance de sa Première Armée vers sa ligne de défense « optima » contre une attaque allemande : les positions belges sur le Canal Albert, la Meuse et Namur. Cette avance, à son tour, répondrait au souci britannique d'assurer l'intégrité territoriale de la Belgique. Enfin, si les forces françaises (par suite du rétablissement des accords d'états-majors entre Français et Belges) obtenaient la possibilité d'occuper des positions en Belgique en cas de tension internationale, elles seraient idéalement placées pour percer vers la Hollande, si nécessaire, et libérer la Grande-Bretagne de la menace d'une mainmise allemande sur les bases aériennes et sous-marines hollandaises ⁽³²⁾.

Au début, la diplomatie militaire du Commandement français parut avoir des chances de succès. Le rapport du colonel Paris sur sa conversation avec Laurent fut immédiatement envoyé à Londres. Il était accompagné d'une note de Sir Robert Clive (ambassadeur britannique à Bruxelles) à Sir Orme Sargent (sous-secrétaire adjoint au « Foreign Office »), soulignant que « pour tout rapprochement entre les deux états-majors (français et belge), il est évident que le premier pas doit venir des Belges ». Sondant le point de vue du *Foreign Office* quant à la sagesse d'entamer des démarches à Bruxelles, Clive émit l'avis qu'une « invite à l'adresse du général Van den Bergen, qui est fort francophile, ne ferait pas de mal » ⁽³³⁾.

Le 19 janvier, au *Foreign Office*, les rumeurs concernant une attaque allemande imminente à l'Ouest firent l'objet d'un échange de vues entre Cadogan et Sir Horace Wilson, le principal conseiller industriel de Chamberlain. Le sous-secrétaire permanent nota par après dans son journal : « personnellement, je ne voudrais pas prendre la responsabilité de négliger tous ces rapports. De toute façon, cela ne nous fera pas de tort de nous attendre à un choc d'ici six semaines — cela ne peut que nous faire du bien » ⁽³⁴⁾. L'Ambassadeur britannique à La Haye avait sondé entretemps l'opinion du gouvernement hollandais à propos de la situation internationale, tout en soulignant la crainte de la Grande-Bretagne de ce que la Hollande elle-même se trouvât présentement en grand danger.

(32) Il existe une abondante littérature sur le traitement du « problème belge » de l'Etat-Major général français par Gamelin. Les ouvrages suivants sont les plus instructifs en la matière pour la période avant 1939 : « R.M.F.B. », pp. 17 à 41 ; Général Maurice GAMELIN, « *Servir* : Tome I, *Les Armées françaises de 1940* », Plon, Paris, 1946, pp. 81 à 107 et Tome II, « *Le Prologue du Drame, 1930 à Août 1939* », pp. 215-216, 239, 334 ; « Les exercices du Conseil Supérieur de la Guerre 1936-1937 et 1937-1938, documents présentés par le colonel Jean Delmas » in « *Revue Historique des Armées* », 1979, n° 4 (Vincennes, Service Historique des Armées françaises) ; Colonel Pierre LE GOYET, « *Le Mystère Gamelin* », Presses de la Cité, Paris, 1976, pp. 217 à 224 ; et du même auteur : « *Missions de Liaison* », Presses de la Cité, Paris, 1978, pp. 261 à 300.

(33) Sir R. Clive à Sir O.G. Sargent, 17 janvier 1939, A.S.H.F.A.B., E.2G. Carton 14 : Documents Britanniques 1935 à 1940, Sous-dossier « 1939 ».

(34) « *Cadogan Diaries* », *op. cit.*, p. 140.

Bruxelles commença à avoir vent de cette activité diplomatique britannique. Après un entretien avec Patijn, le 20 janvier le baron Herry informa Spaak que bien que l'Etat-Major hollandais eût obtenu quelques crédits additionnels pour la construction de fortifications supplémentaires en Brabant et au Limbourg, le gouvernement de La Haye n'était pas enclin à prêter l'oreille aux rumeurs concernant une violation imminente de son territoire. Selon Herry, Patijn avait dit : « Je ne crois vraiment pas à un danger de ce côté dans un avenir prochain. Je ne comprends pas l'inquiétude exprimée si souvent dans les milieux britanniques »⁽³⁵⁾.

Tandis que ce scepticisme prévalait en Hollande, le Comité ministériel britannique des Affaires étrangères se réunit à Londres. Cadogan, dont le mémoire sur « *la possibilité d'une attaque allemande à l'Ouest* » avait servi de document de travail aux ministres, trouvait que l'opinion des politiciens les plus autorisés commençait enfin à se faire unanime autour de la nécessité de faire face à Hitler. Ce changement était sans aucun doute dû au fait que la nouvelle menace nazie était ressentie comme une menace directe et sérieuse pour la propre sécurité de la Grande-Bretagne. Ceci n'avait certainement pas été le cas au cours de la crise des Sudètes quatre mois auparavant, quels qu'aient été les principes et les sentiments moraux. Maintenant, nota Cadogan, les ministres « ...étaient tout disposés à affronter le risque d'une attaque allemande ». Chamberlain, Halifax et Sir Samuel Hoare (ministre de l'Intérieur) « dirent tous que nous devons intervenir si la Hollande est attaquée ». Une autre preuve que la menace contre la Hollande était prise au sérieux par les Britanniques est le fait qu'ils jugèrent nécessaire d'informer le Président des Etats-Unis, Franklin Roosevelt, des raisons et de l'étendue de leur crainte concernant une guerre européenne. Cadogan constata ce jour-là que les ministres britanniques étaient « d'accord pour mettre les Etats-Unis dans la confiance »⁽³⁶⁾. Oliver Harvey nota que :

« ...il fut décidé d'envoyer un télégramme à Washington, exposant à Roosevelt ce que nous apprenions et craignons, c'est-à-dire la possibilité d'un coup contre l'Ouest ; en ajoutant qu'en cas de crise nous pourrions proposer la nomination de trois arbitres neutres. Il fut également décidé de charger les chefs d'Etat-Major d'une étude sur l'importance stratégique de la Hollande pour nous et ce que nous pouvions faire pour la protéger »⁽³⁷⁾.

Les chefs d'Etat-major britanniques présentèrent avec toute la promptitude requise deux mémoires qui fournissaient au gouvernement une base pour prendre une décision au sujet de l'interconnexion de la sécurité britannique et hollandaise. Le premier analysait la question de savoir si la Hollande était, oui ou non, d'un intérêt stratégique à ce point vital pour la Grande-Bretagne que son invasion par l'Allemagne devait être traitée à Londres comme un *casus belli*. Le second esquissait les grandes lignes des mesures militaires que la

(35) Baron Herry à P.-H. Spaak, 20 janvier 1939, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

(36) « *Cadogan Diaries* », *op. cit.*, p. 140 (annotation du 23 janvier).

(37) « *Harvey Diaries* », *op. cit.*, pp. 247-248.

Grande-Bretagne pouvait prendre pour renforcer la défense des Pays-Bas ⁽³⁸⁾. Cette réponse rapide était rendue possible par le fait que (à la demande du *Foreign Office*) ils étudiaient depuis le 12 janvier la capacité de résistance française à une attaque allemande au cas où, au début d'un conflit (comme les Français en avaient été informés à plusieurs reprises en 1938) la Grande-Bretagne n'enverrait que deux divisions de l'autre côté de la Manche ⁽³⁹⁾. Dans leur étude de cette situation, les chefs d'Etat-major avaient naturellement examiné le rapport des forces franco-allemand. Ils s'étaient bien entendu penchés également sur le danger stratégique le plus probable auquel serait exposée la France : une offensive allemande, dont le fer de lance serait constitué par des unités motorisées et des chars, violant le territoire belge (et peut-être hollandais) afin de contourner le flanc gauche de la Ligne Maginot. Les chefs d'Etat-major britanniques avaient déjà appris par le colonel Fraser à Paris et par Hore-Belisha que la rapidité du réarmement allemand donnait par lui-même aux Français un sentiment de vulnérabilité ⁽⁴⁰⁾. La faiblesse de l'aide militaire que la Grande-Bretagne se proposait d'envoyer en France était un facteur alarmant supplémentaire (Fraser avait rapporté en décembre 1938 l'opinion du colonel Petibon « que la question qui ennuyait le plus l'Etat-major général français était notre refus d'admettre la nécessité de disposer d'une armée prête au combat ») ⁽⁴¹⁾. Enfin, les Britanniques connaissaient la méfiance qui caractérisait les contacts entre Paris et Bruxelles et ils devaient en peser les conséquences stratégiques. Fraser avait attiré l'attention sur cette méfiance et elle fut soulignée par les notes rédigées le 17 janvier par Sir Robert Clive et le colonel Paris. Ces notes renforcèrent la conscience du *Foreign Office* de ce que « Les relations actuelles entre les états-majors généraux français et belge... sont des plus insatisfaisantes à notre point de vue » ⁽⁴²⁾.

Les chefs militaires, les diplomates et le Cabinet britanniques ressentirent alors vivement les difficultés diplomatiques provoquées par les réticences antérieures de la Grande-Bretagne à donner aux puissances continentales voisines des garanties d'aide militaire contre la menace nazie. A en juger par les journaux et les documents contemporains, une atmosphère de crainte imprégnait Whitehall. La tension monta lorsque les Britanniques apprirent que le Ministre belge de la Défense nationale croyait apparemment fondées les rumeurs concernant une invasion de la Hollande. Dans une conversation avec le colonel Paris (rapportée à l'ambassade britannique à Bruxelles le 23

(38) Voir les papiers des chefs d'Etat-major nos 829 et 830, des 24 et 25 janvier 1939, P.R.O., Cabinet 53 Series, File 44.

(39) Voir les instructions de William Strang (*Foreign Office*) au colonel Ismay (secrétaire du Comité impérial de la défense), 12 janvier 1939, P.R.O., F.O. 371 Series, File 22915.

(40) Voir ci-dessus, pp. 9-12.

(41) Le colonel Fraser à Sir E. Phipps, 23 décembre 1938, P.R.O., F.O. Series, File 22915.

(42) Note de R. Barclay (*Foreign Office*) sur le mémoire du colonel Fraser du 22 décembre 1938, P.R.O., F.O. 371 Series, File 21597.

janvier), le général Denis avait dit que si les Hollandais étaient attaqués, « la Belgique interviendrait certainement. Une Hollande neutre ne constituait pas un danger pour la Belgique, tandis qu'une Hollande occupée par les Allemands représentait une menace directe qu'on ne pouvait ignorer... ». Selon le colonel Paris, le Ministre de la Défense nationale était d'avis « que la seule source d'aide par voie terrestre était la France » (43). Les conclusions tirées de cette conversation entre Denis et l'Attaché militaire britannique influencèrent fortement la réorientation de la politique du gouvernement Chamberlain. Celui-ci commença à pencher vers l'acceptation d'obligations militaires envers des alliés européens probables pour contrer le prochain acte d'agression de Hitler. Pour ce qui est de la menace spécifique contre la côte de la Manche, l'opinion de Denis amena le colonel Paris à déduire qu'à Bruxelles les conditions étaient devenues plus favorables à l'égard d'une réouverture de pourparlers anglo-belges et franco-belges au niveau des Etats-majors. L'Attaché militaire britannique proposa de considérer désormais des contacts militaires franco-belges comme « essentiels pour l'intérêt commun » (44). Il voulait sans doute dire par là que de tels contacts étaient essentiels pour l'intérêt *britannique*. Cette conclusion fut tirée simultanément à Londres, suite à l'information reçue du colonel Fraser et de Sir Eric Phipps, ambassadeur britannique en France. Cependant, après avoir fait part de son opinion que les autorités belges étaient devenues plus favorables à l'égard d'une collaboration avec la France et la Grande-Bretagne en matière de défense, le colonel Paris ajouta la prédiction fallacieuse que la Belgique (à cause des sentiments du général Denis) pourrait bientôt se réjouir d'une telle collaboration (45). Ainsi le *Foreign Office* était-il induit à penser que le gouvernement belge était prêt à envisager — et à discuter — une renonciation de sa politique d'indépendance.

A Londres, on passa la journée du 24 janvier à rédiger le texte du télégramme à Roosevelt que le Comité ministériel des Affaires étrangères avait décidé la veille d'envoyer à Washington. Au soir, le télégramme avait été approuvé par Chamberlain et envoyé, au nom de Halifax, à la Maison Blanche. Une copie fut également remise à Herschel Johnson, Chargé d'Affaires à l'ambassade américaine de Londres, qui dit à Cadogan que son contenu « le rendait positivement malade » (46). Comme le professeur David Dilks l'a souligné : « Le télégramme... est remarquable, non seulement parce qu'il démontre la difficulté d'évaluer des informations secrètes, mais aussi parce qu'il détruit la légende d'une administration (britannique) assoupie qui ne fut arrachée à ses rêves roses que par les événements de mars » (47),

(43) Annotation par le colonel Paris d'une conversation avec le général Denis, 23 janvier 1939, A.S.H.F.A.B., E.2.G. Carton 14 : Documents Britanniques, 1935 à 1940, Sous-dossier « 1939 ».

(44) *Ibid.*

(45) *Ibid.*

(46) « *Cadogan Diaries* », *op. cit.*, p. 141.

(47) *Ibid.*

c'est-à-dire l'annexion par l'Allemagne de la Bohême et de la Moravie, en violation des accords de Munich de septembre 1938.

Le long télégramme britannique faisait remarquer que le gouvernement Chamberlain ignorait si Hitler avait déjà fixé sa prochaine cible. Plusieurs possibilités s'offraient à l'Allemagne. L'une d'elles était « une brusque attaque aérienne, sans prétexte, contre l'Angleterre... suivie par des opérations terrestres et maritimes contre les puissances occidentales ». On attirait l'attention sur le fait que des « informations précises » avaient été obtenues d'un Allemand (non nommé, mais « haut placé ») selon lesquelles « des préparatifs pour un coup de ce genre sont actuellement en cours ». Une autre option allemande (qui n'excluait pas pour autant la possibilité d'une attaque aérienne simultanée contre la Grande-Bretagne) était « une attaque contre la Hollande ». Le télégramme poursuivait : « Le Président aura remarqué la récente détérioration des relations germano-hollandaises et le ton critique adopté par la presse allemande à l'égard de la Hollande. Une fois en possession de la Hollande et de la côte hollandaise, l'Allemagne voudrait nous dicter ses conditions et paralyser la France ». Le message britannique mentionnait également des « nouvelles selon lesquelles des ordres ont été lancés pour une mobilisation (en Allemagne) vers la mi-février ». Nos informations démontrent, disait-on à Roosevelt, que l'Allemagne « envisage une attaque à l'Ouest comme préliminaire à une action subséquente à l'Est ». Enfin, le télégramme disait que :

« au cas où l'Allemagne chercherait noise à la Hollande, le Gouvernement de Sa Majesté envisage la nécessité, par mesure de précaution et pour des raisons tactiques, de proposer immédiatement aux deux gouvernements la nomination d'un comité de trois arbitres par des gouvernements neutres. Une telle proposition n'aurait peut-être aucun effet, mais si l'Allemagne rejetait un arbitrage ou passait outre, le résultat serait clair et le Gouvernement de Sa Majesté aurait un *locus standi* pour une action appropriée » (48).

L'idée de la Grande-Bretagne de proposer un arbitrage en cas d'invasion de la Hollande était considérée comme nécessaire en l'absence d'un accord défensif anglo-hollandais. Mais pendant un certain temps les Français soupçonnèrent qu'il s'agissait d'une nouvelle ruse britannique pour éviter de secourir d'autres pays menacés (49).

Ce télégramme à Washington démontre toutefois que le Gouvernement britannique jugeait qu'il valait la peine de solliciter des déclarations de Roosevelt en vue d'apaiser la tension internationale. Il révèle l'importance que les Britanniques attachaient à une position de rectitude morale aux yeux

(48) *Ibidi.*, pp. 141-144 (une reproduction du texte du télégramme britannique au Président Roosevelt, 24 janvier 1939).

(49) Le 6 février 1939, Daladier laissa entendre à l'ambassadeur américain à Paris, William C. Bullitt, qu'il soupçonnait les Britanniques de vouloir jouer le rôle de « courtier » entre la France et l'Italie, ou entre l'Allemagne et la Hollande. Voir Orville H. BULLITT (Editeur), « *For the President, Personal and Secret : Correspondence between Franklin D. Roosevelt and William C. Bullitt* », André Deutsch, London, 1973, pp. 308-311.

de l'opinion publique des Etats-Unis. Avant de s'embarquer dans une action militaire en réponse à une agression allemande, la Grande-Bretagne voulait s'assurer que les dirigeants américains considéreraient une telle action comme une préservation justifiable des principes d'intégrité et d'indépendance nationales que les Etats-Unis eux-mêmes professaient publiquement. Sur le plan de la nécessité stratégique, les Britanniques savaient que pour soutenir une longue guerre, dont on s'attendait à ce qu'elle fût une répétition de la guerre d'usure de 1914-18, ils avaient au moins besoin de la neutralité bienveillante des Américains pour la fourniture d'armes, de matières premières et de crédits financiers. C'est pourquoi la Grande-Bretagne faisait tout le nécessaire afin de s'assurer qu'une déclaration de guerre pour sauvegarder l'intégrité de la Hollande remporterait l'approbation américaine.

Roosevelt réagit à la crainte exprimée dans le télégramme britannique en convoquant l'ambassadeur hollandais à la Maison Blanche. Le Président américain l'avertit que trois sources différentes indiquaient qu'une attaque allemande contre les Pays-Bas était imminente. Avant le 26 janvier, le signe d'alarme de Roosevelt avait, à son tour, été transmis au gouvernement Colijn⁽⁵⁰⁾.

Sur ces entrefaites, à Londres, les ministres de Chamberlain reçurent le mémoire des chefs d'Etats-majors sur la signification de l'intégrité de la Hollande pour la position stratégique de la Grande-Bretagne. Ainsi que le nota dans son journal le général Sir Henry Pownall (chef des opérations militaires et des services de renseignements de l'armée britannique), demander aux spécialistes militaires s'il fallait, oui ou non, déclarer la guerre pour secourir les Hollandais contre une invasion allemande, était une question indécise. Il ajouta cependant : « Les Français savent que nous considérons les Pays-Bas comme un élément vital pour notre sécurité et ils se servent de cette connaissance comme d'un levier... »⁽⁵¹⁾. La Grande-Bretagne avait la crainte séculaire de voir une puissance ennemie potentielle contrôler les côtes de la Manche. Aussi, les chefs d'Etat-major britanniques reconnaissaient-ils que l'intégrité et l'indépendance de la Hollande étaient de la plus haute importance pour le Royaume-Uni et ils déclarèrent qu'ils ne s'opposeraient pas, pour des raisons militaires, à une décision gouvernementale de venir en aide aux Hollandais.

Néanmoins, ils adressaient un avertissement sans équivoque à leur Gouvernement à propos de la faiblesse des forces disponibles pour être envoyées au secours de la Hollande. « Rien de ce que nous pourrions entreprendre... », déclarèrent-ils, n'empêcherait les Hollandais « d'être finalement — ou même rapidement — piétinés par l'Allemagne ». Ils estimaient que le mince corps expéditionnaire britannique trouverait son meilleur emploi aux côtés des

(50) Voir « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIII, Document n° 438, pp. 798-799, A. de Vitrolles à G. Bonnet, 27 janvier 1939.

(51) Brian J. BOND (Editeur), « *Chief of Staff : the diaries of Lieutenant-General Sir Henry Pownall* », Volume 1, 1933-1940, Lee Cooper, London, 1972, p. 183, annotation du 23 janvier 1939.

armées de Gamelin. Ils reconnaissaient que ce déploiement ne retarderait pas l'asservissement de la Hollande, mais étaient d'avis que cela montrerait aux gouvernements français et belge que la Grande-Bretagne était consciente de ce que « ne pas relever ce défi équivaldrait à placer l'Allemagne dans une position prédominante en Europe, offrant à la *Wehrmacht* un avantage initial substantiel dans une attaque subséquente contre notre pays ». En outre, ils estimaient qu'une expression sans équivoque de l'intention britannique de soutenir les démocraties occidentales voisines encouragerait Gamelin à avancer, en cas de crise, des divisions françaises à l'appui de l'armée belge. Les chefs militaires britanniques estimaient qu'en cas d'attaque à l'Ouest, seules les forces françaises étaient en mesure de sauver la Belgique d'une déconfiture comme celle de la Hollande⁽⁵²⁾. Ainsi l'intérêt stratégique de Gamelin à obtenir le droit à une entrée militaire préventive en Belgique concordait-il avec la revendication britannique de refuser aux Allemands l'accès aux ports et aux aérodromes hollandais et belges. De cette façon, les intérêts politiques et stratégiques de la France et de la Grande-Bretagne se rejoignirent finalement en janvier 1939. En échange des interventions de la diplomatie militaire britannique auprès de Bruxelles, pivot de l'opération, les Français pouvaient offrir au gouvernement Chamberlain les forces armées au moyen desquelles on pourrait résister à la tentative d'Hitler de s'emparer des Pays-Bas.

Le 25 janvier, le Cabinet britannique se réunit au 10, Downing Street pour y discuter, à la lumière de l'avis des chefs d'Etat-major, la politique à suivre en relation avec le danger qui menaçait la Hollande. Chamberlain était d'avis que « ...si l'Allemagne attaquait la Hollande, nous serions obligés d'intervenir... ». Hoare était partisan d'obligations formelles et proposait d'entamer des pourparlers entre Etats-majors. Il ajouta que « nos contacts avec les Etats-majors français et belge devraient être plus définitifs ». Halifax, par contre, (informé par Bland du scepticisme hollandais à l'égard des rumeurs d'une menace allemande), fit remarquer qu'une coopération militaire pourrait être rejetée parce que « les Hollandais étaient très réservés et avaient été fortement opposés dans le passé à toute action pouvant mener à jeter le doute sur leur neutralité... ». Hore-Belisha conseilla, lui aussi, la prudence. Il rappela à ses collègues du Cabinet l'insignifiance de la possibilité d'aide militaire à la Hollande. La réunion se termina sur un accord pour secourir la Hollande, tout en gardant cette décision secrète afin d'éviter toute accusation de provocation à l'égard de l'Allemagne. La question d'une reprise de pourparlers d'Etat-majors avec la Belgique et la Hollande fut renvoyée à une nouvelle réunion du Comité ministériel des Affaires étrangères⁽⁵³⁾.

Dans sa réunion du lendemain, ce Comité discuta le mémoire des chefs d'Etat-major concernant l'étendue de l'action militaire que la Grande-Bretagne était à même de mener pour soutenir la défense hollandaise contre une

(52) Voir Papiers des Chefs d'Etat-Major n° 830, cité ci-dessus, note 38.

(53) Voir Conclusions du Cabinet (39), 25 janvier 1939, P.R.O., Cabinet Series, File CAB. 23/97 ; et « *Harvey Diaries* », *op. cit.*, p. 248.

agression. Une fois de plus, les chefs d'Etat-major soulignèrent qu'ils devraient « ...considérer une invasion allemande de la Hollande comme une menace directe pour notre sécurité », mais ils brossèrent un sombre tableau de la capacité de la Grande-Bretagne de relever ce défi. Ils firent remarquer que l'armée hollandaise était « mal équipée et insuffisamment entraînée ». Les Britanniques pensaient qu'elle serait vite écrasée par la *Wehrmacht* et que « le sort final de la Hollande dépendrait du déroulement ultérieur de la guerre ». Les chefs d'Etat-major conclurent avec la remarque que ni les deux divisions de la *Field Force*, ni l'intervention de la *Royal Air Force* ne pourraient retarder la défaite des Hollandais ⁽⁵⁴⁾. Le Comité ministériel des Affaires étrangères décida néanmoins que le danger encouru par les Pays-Bas (dans le parler britannique, la Hollande et la Belgique : *Low Countries*) justifiait des démarches en vue de contacts d'Etats-majors avec la Belgique et la France. Tout en admettant leur incapacité à protéger la Hollande, les Britanniques espéraient tout au moins empêcher la Belgique d'être subjuguée à son tour. Chamberlain abandonna son opposition à la conduite de négociations militaires avec les puissances européennes occidentales. Il dit qu'il était nécessaire « de changer notre attitude à ce sujet ». Dans son désir d'assurer la solidarité occidentale contre Hitler, la Grande-Bretagne se réconcilia enfin avec « des contacts périodiques réguliers avec les états-majors français (et belge) ». Lord Halifax fut chargé d'entreprendre immédiatement des démarches pour essayer d'établir des accords défensifs réciproques avec les gouvernements Daladier et Spaak ⁽⁵⁵⁾. Alors que Gamelin était satisfait de ce que les Britanniques favorisent enfin des accords de ce genre, ces derniers n'allèrent pas tarder à faire l'expérience de la profondeur de la méfiance hollandaise et surtout belge à l'égard de l'idée d'une alliance entre les démocraties occidentales.

Les Britanniques commencèrent à se rendre compte des difficultés qui attendaient leur nouvelle politique lorsque le *Foreign Office* entra en action pour vérifier la probabilité d'une résistance hollandaise à l'attaque allemande attendue. Le *Foreign Office* craignait que la France et la Belgique ne réagissent pas fermement si elles étaient confrontées à une agression contre la Hollande seule. De plus, on n'excluait pas la possibilité de ce que la propagande nazie pût saper la volonté de résistance hollandaise, donnant quelque chance à l'Allemagne de réussir son coup sans guerre. C'est pourquoi, le soir du 26 janvier, Cadogan envoya un télégramme à l'ambassadeur britannique à La Haye, l'informant que Londres préparait une déclaration sur l'attitude de la Grande-Bretagne en cas de crise hollando-germanique. Sir Neville Bland fut chargé de découvrir le plus tôt possible quelle serait l'attitude du gouvernement Colijn dans l'éventualité d'un ultimatum (ou d'une attaque)

(54) Voir Papiers des Chefs d'Etat-Major n° 830, cité ci-dessus, note 38.

(55) Voir le rapport du Comité ministériel des Affaires Etrangères du 27 janvier 1939 sur une agression allemande éventuelle contre la Hollande, P.R.O., Cabinet Series, File CAB.27/624 ; « *Harvey Diaries* », *op. cit.*, p. 248 ; et « *Cadogan Diaries* », *op. cit.*, p. 144.

d'Hitler (56). Sur ce, le 27 janvier, Bland rendit visite au Ministère des Affaires étrangères. Il y répéta les rumeurs concernant une action allemande imminente et essaya de découvrir quelle serait la réponse probable des Pays-Bas. Dans le courant de la journée, l'Ambassadeur envoya trois télégrammes à Londres pour faire la relation de ses investigations. Dans le premier, il dit que les Hollandais avaient maintenant reçu un avertissement depuis les États-Unis au sujet de l'imminence d'une « invasion-éclair de la Hollande ». Bland rapporta que si cela se produisait, « je crois que les Hollandais se battraient jusqu'à la dernière digue » (57). C'était encourageant pour les Britanniques. De même, le deuxième télégramme de Bland faisait savoir que l'Ambassadeur avait parlé avec Patijn et que celui-ci avait demandé à rencontrer Halifax à Londres, en secret, vers la mi-février, afin de discuter en détail la politique britannique à l'égard de la Hollande (58). La troisième communication de Bland, par contre, était préoccupante pour Londres. Après avoir fait part de l'opinion de Patijn selon laquelle la Grande-Bretagne « ne pourrait rester à l'écart pendant que la Hollande était envahie... », l'Ambassadeur ajouta :

« Je me demande ce que nous pourrions faire au cas où la Hollande se verrait contrainte de céder à l'influence allemande au point de ne pas se sentir obligée de se battre, mais où les concessions extorquées... constitueraient une menace sérieuse pour nous ? » (59).

On se rendait compte à Londres que si une pression (d'ordre militaire ou non) était exercée sur la Hollande, l'attitude de la Belgique serait décisive pour permettre ou empêcher une aide britannique à la Hollande. La coopération belge était essentielle pour l'ouverture d'une voie par laquelle des renforts militaires franco-britanniques pourraient être envoyés à des troupes hollandaises en retraite vers l'Ouest sous la pression d'une offensive de la *Wehrmacht*.

Le 27 janvier toujours, Arnauld de Vitrolles envoya de son côté deux télégrammes à Paris en rapport avec le développement du climat à La Haye. Le premier était accompagné d'une traduction du texte du télégramme envoyé la veille à son Gouvernement par l'ambassadeur hollandais à Washington. Ce texte avait transmis les avertissements des États-Unis concernant une attaque allemande éventuelle et faisait savoir que « dans un ou plusieurs projets, dont aucun ne viserait la Belgique, il est question d'un conflit avec les Pays-Bas, que voudrait provoquer l'Allemagne au cours des mois prochains... ». Le texte ajoutait que l'ambassadeur hollandais avait demandé si la Hollande se trouverait seule « dans le cas où cette hypothèse se réaliserait ». Il disait que Roosevelt lui avait répondu que :

(56) Voir Rohan BUTLER et E.L. WOODWARD (Editeurs), « *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939* » (cité ci-après comme *D.B.F.P.*), Her Majesty's Stationery Office, London, 1949 - Third Series, Volume IV, Document n° 18, Sir A. Cadogan à Sir N. Bland, 26 janvier 1939.

(57) « *D.B.F.P.* », Third Series, Vol. IV, Document n° 27, Sir N. Bland à Sir A. Cadogan, 27 janvier 1939.

(58) *Ibid.*, Document n° 30, Sir N. Bland à Sir A. Cadogan, 27 janvier 1939.

(59) *Ibid.*, Document n° 39, Sir N. Bland à Sir A. Cadogan, 27 janvier 1939.

« cela dépendrait de la Grande-Bretagne. Dans l'absence d'une convention néerlandaise-britannique le Président prévoit que la Grande-Bretagne ne pourrait intervenir qu'après un refus de la part de l'Allemagne de régler l'incident provoqué par des moyens pacifiques... Le Président déclara voir pour les Pays-Bas un avenir de quasi-dépendance, Rotterdam et Amsterdam constituant des ports francs allemands et le pays tout entier étant incorporé dans l'économie allemande » (60).

Dans sa note annexe à Georges Bonnet, de Vitrolles dit qu'en remettant la copie, au Ministère des Affaires étrangères hollandais, Patijn avait déclaré qu'« il escompte l'appui de l'Angleterre pour résister à la pression dont son Gouvernement pourrait être l'objet... et espère que l'entente franco-anglaise jouerait dans cette hypothèse ». de Vitrolles faisait également remarquer que, vu que les sources d'information de Roosevelt n'avaient pas été divulguées, il était possible qu'elles émanent toutes, en circuit fermé, de l'avertissement britannique à la Hollande en décembre 1938 — et non pas de quelque information nouvelle recueillie par les Américains eux-mêmes (61). En vue de cette possibilité d'« intimidation », voire de chantage diplomatique de la part de la Grande-Bretagne, Patijn avait, continuait de Vitrolles, « exprimé le désir de recevoir communication des précisions que le gouvernement français pourrait recevoir à ce sujet » (62). L'incertitude, autant que l'angoisse, pesait maintenant sur le Ministère des Affaires étrangères hollandais. S'ils étaient vraiment menacés, les Hollandais souhaitaient l'aide de la Grande-Bretagne. D'un autre côté, la menace supposée était-elle autre chose qu'une invention cynique des Britanniques ?

Ainsi que le rapporta de Vitrolles dans son second télégramme à Paris, le 27 janvier, le représentant de l'Allemagne dans la capitale hollandaise « émet les protestations les plus rassurantes de la part de son gouvernement et ne cesse de protester en son nom contre les projets qui lui sont prêtés ». Les Hollandais ne savaient plus qui croire. On observait une tendance à ne pas tenir compte des avertissements britanniques. « L'espoir relatif », fit remarquer de Vitrolles, « est renforcé par les communications du ministre hollandais à Berlin » (63). Le dernier événement important de cette journée fut le retour du baron Herry à Bruxelles pour y faire un exposé de première main de ses impressions relatives à la menace à laquelle était exposée la Hollande. Selon les mémoires du comte Robert Capelle (secrétaire privé du roi Léopold), Herry était « porteur d'un message pour le Roi et son Gouvernement : le président Roosevelt prévient que la Hollande court de graves dangers venant de l'Allemagne ; la Belgique ne sera pas menacée » (64). Ainsi, du point de vue britannique, l'entrée en jeu de la diplomatie américaine avait été complètement inutile. Au soir du 27 janvier, aussi bien les

(60) « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIII, Document n° 438, p. 799, A. de Vitrolles à G. Bonnet, 27 janvier 1939.

(61) *Ibid.*, p. 798.

(62) *Ibid.*, p. 799.

(63) *Ibid.*, Document n° 439, pp. 799-800, A. de Vitrolles à C. Bonnet, 27 janvier 1939.

(64) Comte Robert CAPELLE, « Dix-huit ans auprès du roi Léopold », Arthème Fayard, Paris, 1970, p. 144.

autorités hollandaises que belges affichaient — grâce à l'information reçue de Washington — un scepticisme croissant à l'égard des rumeurs concernant les intentions allemandes à l'Ouest. Pire encore pour les Britanniques, était le fait que la Belgique (d'une importance vitale dans leurs calculs stratégiques) avait maintenant des raisons de croire qu'elle ne courait elle-même aucun risque — et que le maintien de sa stricte « indépendance » était donc justifié. Sans doute, les Hollandais étaient toujours inquiets — mais pas suffisamment pour tenter de restaurer une coopération militaire avec le Gouvernement de Léopold ou d'obtenir le passage à travers la Belgique de troupes franco-britanniques qui pourraient soutenir la défense hollandaise.

A Londres, le 28 janvier, Halifax commença par envoyer des instructions aux ambassadeurs Phipps et Clive aux fins de transmettre une note secrète aux gouvernements français et belge. Cette note affirmait l'intention britannique de traiter une agression de la Hollande comme un *casus belli*. La note enjoignait aux ambassadeurs britanniques de recueillir un maximum d'informations sur les mesures politiques susceptibles d'être prises par Paris et Bruxelles si une violation de l'intégrité hollandaise avait lieu. Pour désarmer la critique que la politique britannique ne visait que son intérêt propre, Halifax chargea ses diplomates de dépeindre une agression de la Hollande comme « une menace directe pour la sécurité des puissances occidentales » (65). Les Britanniques espéraient que la crainte éprouvée par la Belgique la pousserait à appeler à l'aide. L'occasion serait ainsi offerte pour la reprise d'une coopération entre les Etats-majors britannique, français et belge. Ensuite, Halifax convoqua l'ambassadeur de Belgique à Londres, le baron Emile Cartier de Marchienne, pour des consultations au *Foreign Office*. Le Ministre britannique des Affaires étrangères rapporta que le baron Cartier « n'était pas en mesure de prédire quels seraient les sentiments de son Gouvernement si la Hollande était envahie... mais il me donna l'impression que la Belgique désirerait rester à l'écart, à moins d'être obligée d'y prendre part en étant elle-même l'objet d'une attaque » (66). De son côté, l'ambassadeur belge téléphona au secrétaire du Roi pour l'informer de cette conversation. Les mémoires du comte Capelle mentionnent à ce propos : « Cartier a confirmé au ministre anglais la volonté inébranlable de la Belgique de respecter la politique d'indépendance » (67).

Le 29 janvier, Clive remit la note britannique sur l'action allemande attendue à l'Ouest au nouveau ministre des Affaires étrangères belge, Paul-Emile Janson (68). La note esquissait l'hypothèse d'une attaque allemande

(65) « D.B.F.P. », Third Series, Volume IV, Document n° 40, Lord Halifax à Sir E. Phipps et Sir R. Clive, 28 janvier 1939 ; voir aussi « *Cadogan Diaries* », *op. cit.*, p. 145.

(66) « D.B.F.P. », Third Series, Volume IV, Document n° 45, Lord Halifax à Sir R. Clive, 28 janvier 1939.

(67) CAPELLE, « *Dix-huit ans auprès du roi Léopold* », *op. cit.*, pp. 144-145.

(68) Voir VAN ZUYLEN, « *Les Mains Libres...* », *op. cit.*, p. 462. Janson avait succédé à Spaak au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles, suite à un remaniement du gouvernement.

en deux phases : premièrement, la soumission de la Hollande ; deuxièmement, une offensive à travers la Belgique ayant pour but la défaite de la France en contournant la Ligne Maginot. Les Britanniques soulignaient que la première phase de cette agression ne menacerait pas seulement la Grande-Bretagne, par l'installation de forces allemandes dans les bases hollandaises, mais également les lignes de défense belges de Liège à Anvers ⁽⁶⁹⁾. La démarche britannique fut accueillie froidement à Bruxelles. Ce soir-là, Janson, Van Langenhove, Van Zuylen et Capelle se réunirent pour discuter la note et rédiger la réponse. Il ne semble pas que des détails de cette réunion aient été conservés ⁽⁷⁰⁾. Mais il apparaît clairement des mémoires de Van Zuylen que dans l'ensemble, le Ministère des Affaires étrangères belge soupçonnait à ce stade-là que « les Alliés cherchaient à nous embrigader, en vue de la lutte prochaine ». Van Zuylen fit observer que, malgré que les Britanniques énuméraient plusieurs motifs de conflit possibles, « aucun indice ou fait précis n'était allégué pour établir la vraisemblance ou la possibilité de ces hypothèses » ⁽⁷¹⁾. C'est dans ce sens que la Belgique allait répondre à l'initiative de Clive.

Entretemps, à Paris, Sir Eric Phipps avait remis une note identique au Quai d'Orsay ⁽⁷²⁾. Les autorités françaises étaient préparées à cette démarche parce que sa teneur avait déjà été esquissée le 28 janvier à Charles Corbin, leur ambassadeur à Londres, par Lord Halifax. Corbin, ainsi qu'il le dit à Bonnet, avait déjà averti le ministre des Affaires étrangères britannique que la France était plus préoccupée par une action allemande contre la Suisse, « terrain de jonction éventuel entre les forces allemandes et italiennes », que contre la Hollande, au sujet de laquelle « nos renseignements... ne concordent pas entièrement avec ceux du gouvernement anglais » ⁽⁷³⁾. Lorsque Phipps remit sa note, le 29 janvier, il s'entendit dire par Emile Charvériat, directeur politique au Quai d'Orsay, qu'aux yeux des Français « il serait vain de considérer sous le seul aspect d'une attaque contre les Pays-Bas l'éventualité d'un conflit prochain » ⁽⁷⁴⁾. Le même soir, Phipps en apprit plus sur la façon dont la France voyait la situation, lorsqu'il rencontra Daladier et Bonnet. Les Français se montrèrent surtout inquiets quant à leurs flancs méridional et nord-africain. Ils laissèrent entendre qu'on ne devait pas trop se fier à la détermination des Hollandais de se battre s'ils étaient attaqués et Daladier exprima sa crainte particulière de ce que la France pourrait devenir la victime d'une vaste offensive germano-italienne à travers la Hol-

(69) Voir V.O., « Albert I^{er}, Léopold III », *op. cit.*, pp. 317-318.

(70) La preuve que la réunion eut lieu nous est fournie par le comte CAPELLE. Voir ses « Dix-huit ans auprès du roi Léopold », *op. cit.*, p. 145.

(71) VAN ZUYLEN, « Les Mains Libres... », *op. cit.*, p. 462.

(72) Le texte en est reproduit dans les « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIII, Document n° 454, pp. 821-823, Annexe à la note du Directeur Politique du 29 janvier 1939.

(73) « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIII, Document n° 445, pp. 807-809, C. Corbin à G. Bonnet, 28 janvier 1939.

(74) *Ibid.*, Tome XIII, Document n° 454, pp. 819-821, « Note du Directeur Politique », 29 janvier 1939.

lande, la Suisse et la Tunisie ⁽⁷⁵⁾. Dans sa conversation avec Phipps, le Premier ministre français suivait apparemment l'avis tactique émis par Charvériat plus tôt dans la journée, à savoir que : « il n'est pas sans intérêt de voir le Gouvernement britannique se présenter en demandeur et rechercher lui-même notre concours ; il est même essentiel de saisir l'occasion pour fixer cette attitude et en tirer les conséquences pratiques » ⁽⁷⁶⁾. En tout cas, le rapport de Phipps sur ces entretiens indiquait que, si les Français étaient bien « ...enclins à penser qu'une attaque allemande contre la Hollande — que celle-ci décide de se défendre ou non — devait être considérée comme un *casus belli* », une contrepartie serait exigée sous forme de mesures britanniques visant à protéger la Suisse au même titre que la Hollande et à défendre la France elle-même ⁽⁷⁷⁾.

Les ministres français et les fonctionnaires du Quai d'Orsay consacrèrent les journées du 30 et du 31 janvier à la rédaction de leur réplique à la note britannique. Bien qu'ils ne fussent pas convaincus de la gravité ou de l'imminence du danger que les Britanniques percevaient pour la Hollande, les Français décidèrent de tirer le maximum de profit politique de la nervosité extrême affichée par le gouvernement Chamberlain. Une note d'Henri Hoppenot, sous-directeur d'Europe au Quai d'Orsay, releva « les traces d'une rédaction précipitée et d'une certaine impulsion émotive » dans la note britannique ⁽⁷⁸⁾. Hoppenot faisait remarquer que la crainte de Londres concernant le sort de la Hollande était basée sur une information, peut-être douteuse, en tout cas limitée, de provenance allemande et étrangère. Il était à remarquer que dans l'analyse britannique « un seul fait précis est cité : la formation en Bavière d'un régiment de réserve composé de recrues libérées d'obligations militaires. C'est un indice intéressant, mais un peu grêle » ⁽⁷⁹⁾. Le Quai d'Orsay se rendait compte qu'une occasion unique lui était offerte, tout à la fois d'arracher un engagement continental à Chamberlain et d'utiliser l'influence britannique pour modifier la froideur de l'attitude belge envers la France. Hoppenot était d'avis que le but immédiat de la France devait être l'obtention d'un engagement irrévocable et inconditionnel de la Grande-Bretagne de se battre pour l'intégrité des puissances occidentales, car, avertissait-il, il est :

« singulier que la note anglaise, après avoir souligné la gravité que présenteraient les conséquences d'une invasion de la Hollande par l'Allemagne... subordonne l'existence d'un *casus belli* à la condition d'une résistance du gouvernement hollandais à l'agression. Ce qui paraît indiquer que si le gouvernement des Pays-Bas livrait passage aux forces alle-

(75) Voir « D.B.F.P. », Third Series, Volume IV, Documents nos 51, 53 et 54, Sir E. Phipps à Lord Halifax, 29 janvier 1939.

(76) « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIII, Document n° 454, p. 820, « Note du Directeur Politique », 29 janvier 1939.

(77) « D.B.F.P. », Third Series, Volume IV, Document n° 51, cité ci-dessus, note 75.

(78) « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIII, Document n° 460, p. 830, Note du Sous-Directeur d'Europe au sujet de l'aide-mémoire remis par l'ambassade de Grande-Bretagne le 29 janvier, 30 janvier 1939.

(79) *Ibid.*

mandes, le gouvernement britannique s'inclinerait, malgré ses conséquences, devant le fait accompli »⁽⁸⁰⁾.

La façon de voir de Hoppenot concordait avec les conceptions que Daladier et Bonnet avaient déjà exposées en privé à Phipps le soir du 29 janvier. La position française était résumée dans la réponse du Quai d'Orsay du 1^{er} février à la note britannique. La reproduction ci-dessous du paragraphe fondamental du document français montre combien le Quai d'Orsay était profondément convaincu d'avoir enfin reconquis l'initiative dans les négociations sur des accords de sécurité avec les Britanniques :

« Le gouvernement français estime que le risque auquel sont exposées les puissances occidentales est égal pour toutes ces puissances et doit être envisagé comme indivisible. Il considère que leur sécurité se trouverait directement menacée quelle que fût la direction initiale de l'attaque allemande ou italienne... et il lui paraît impossible de concevoir une localisation du conflit... Cette situation crée donc en fait une communauté de risque qui doit logiquement entraîner une solidarité de fait en présence de toute attaque non provoquée... Le gouvernement français tiendrait, d'autre part, à être assuré qu'une invasion de la Suisse, aussi bien qu'une invasion de la Belgique, devant constituer également une menace directe à la sécurité des puissances occidentales, serait, au même titre qu'une invasion de la Hollande, considérée dès maintenant comme de nature à justifier et déterminer la décision envisagée par le gouvernement britannique »⁽⁸¹⁾.

La confiance française à l'égard de la réaction probable du gouvernement Chamberlain n'était pas déplacée. Les Britanniques étaient suffisamment préoccupés par les dangers stratégiques qui résulteraient d'après eux d'un effondrement hollandais, pour être prêts à accepter n'importe quelle mesure raisonnable suggérée par la France. Lorsque le Cabinet se réunit à Londres le 1^{er} février, Halifax lui-même fut le chef de file des partisans d'un « engagement continental » définitif. Ses collègues furent vite persuadés (comme l'avait déjà été Chamberlain à la réunion du Comité ministériel des Affaires étrangères, le 26 janvier) que des pourparlers d'Etat-major formels avec Gampelin étaient maintenant essentiels pour la sécurité du Royaume-Uni⁽⁸²⁾. Le 6 février, le Premier ministre britannique prononça un discours historique devant le Parlement, dans lequel il déclara que les intérêts anglo-français étaient devenus tellement inséparables « que toute menace contre les intérêts vitaux de la France doit, d'où qu'elle vienne, provoquer la coopération immédiate du Royaume-Uni »⁽⁸³⁾.

(80) *Ibid.*, p. 831.

(81) « *D.D.F.* », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIV, Imprimerie Nationale, Paris, 1980, Document n° 5, pp. 7 et 8 : Communication du Département à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris, 1^{er} février 1939.

(82) Voir Conclusions du Cabinet 3 (39), 1^{er} février 1939, P.R.O., Cabinet Series, File CAB.23/97.

(83) Voir « *D.D.F.* », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIV, Document n° 106, pp. 189-191 : « Communication de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris au Département », 13 février 1939. Le texte anglais de la déclaration de Chamberlain figure dans « *Cadogan Diaries* », *op. cit.*, p. 147.

Ayant persuadé le gouvernement Chamberlain de donner — en vue de sa propre sécurité — des garanties d'assistance aux puissances voisines amies de l'Europe occidentale, les Français tentèrent dans la phase finale de l'épisode « cas Hollande » de mettre à profit les bons offices de la Grande-Bretagne pour obtenir une plus grande coopération de la part de la Belgique. Gamelin et les fonctionnaires du Quai d'Orsay (qui n'avaient pas réussi eux-mêmes à modifier la position de stricte neutralité adoptée par la Belgique depuis 1936) espéraient que des démarches moins directes, par le biais de la diplomatie britannique, rendraient possible une rentrée de la Belgique dans une coalition défensive *de facto* contre l'Allemagne. Si cela pouvait être réalisé, les Britanniques auraient les moyens de venir en aide à l'armée hollandaise et les Français eux-mêmes seraient en mesure d'avancer jusqu'au Canal Albert et jusqu'à la Meuse — en fait, leur vieux rêve de protéger en Belgique leur frontière non fortifiée au Nord de Montmédy. Ces avantages étaient certes concluants et les Britanniques furent rapidement d'accord pour faire les ouvertures nécessaires. En proposant de les entamer, le colonel Petibon fit remarquer à l'attaché militaire britannique à Paris, le 30 janvier, que le Royaume-Uni était « mieux placé que le gouvernement français pour sonder la Belgique à ce sujet » (84).

Les diplomates britanniques découvrirent presque immédiatement qu'il leur serait tout aussi impossible qu'aux Français d'ébranler l'attachement de la Belgique au non-alignement. Tandis que le Ministère des Affaires étrangères belge préparait sa réponse à la note remise par Clive le 29 janvier, l'ambassadeur britannique s'efforça de recueillir à Bruxelles l'opinion des milieux les plus variés au sujet d'accords défensifs communs. A l'occasion d'un dîner diplomatique, le 30 janvier, Clive souleva la question d'une réouverture de pourparlers d'Etat-major anglo-franco-belges en présence du comte Capelle, mais il s'entendit dire — et rapporta à Londres — « que le Roi y est opposé » (85). Le secrétaire privé de Léopold fit part de sa conversation avec Clive à Janson et au général Raoul Van Overstraeten, le conseiller militaire du Roi. Capelle relate dans ses mémoires que le général prit note de la façon la plus détaillée de ce qui avait été dit entre le secrétaire de Léopold et le diplomate britannique qui commenta d'une façon circonstanciée la note de son Gouvernement (86). Van Overstraeten relate que :

« L'Ambassadeur est d'avis que... l'invasion des Pays-Bas ne serait pas un but, mais un moyen d'atteindre l'Angleterre en contournant les défenses belges et françaises. Cela fait, le Reich choisira la première occasion pour envahir la Belgique et attaquer aussi la France à l'endroit le plus vulnérable... Le baron Capelle a exposé notre politique d'indépendance et notre désir d'éviter que notre territoire ne serve une fois de plus de champ de bataille ; attitude conforme à l'intérêt des puissances

(84) « D.B.F.P. », Third Series, Volume IV, Document n° 58 : Rapport du colonel Fraser sur sa rencontre avec le colonel Petibon, joint en annexe par Sir E. Phipps à Lord Halifax, 30 janvier 1939.

(85) « D.B.F.P. », Third Series, Volume IV, Document n° 70, Sir R. Clive à Sir O. Sargent, 31 janvier 1939.

(86) Voir comte CAPELLE, « Dix-huit ans auprès du roi Léopold », *op. cit.*, p. 145.

occidentales. L'ambassadeur a suggéré que nous reprenions des contacts d'États-Majors avec la France. Le secrétaire du roi a répondu que des conversations de ce genre menaceraient le crédit de notre politique d'indépendance » (87).

Clive pouvait donc prévoir la teneur de la réponse officielle à la note britannique, communiquée par Janson le 1^{er} février. Il y était dit que : « La Belgique se conformera résolument à la politique d'indépendance qui a reçu l'adhésion unanime du pays et qui reste la plus conforme à la situation de la Belgique et aux intérêts de l'Europe » (88).

Ainsi le gouvernement Chamberlain s'entendit-il dire expressément que la Belgique n'entendait pas débarrasser la Grande-Bretagne de son « problème hollandais » et n'accepterait pas d'obligations militaires envers des nations voisines. La Belgique allait, si besoin en était, se battre tout simplement pour protéger l'intégrité belge. C'était exactement ce que le baron Cartier avait prédit à Lord Halifax au cours de leur conversation du 28 janvier (89). Ainsi que l'expliquait la note de Janson, la politique belge était guidée par la nécessité de préserver l'union nationale que « la politique d'indépendance » avait établie depuis 1936. C'était aussi, comme l'écrivait Van Overstraeten, une politique guidée par la réalité du rapport des forces en Europe à l'époque :

« A mon avis, la question se pose ainsi : Prenant conscience du péril que lui crée son impréparation militaire, la Grande-Bretagne cherche à se forger un bouclier continental en associant la Belgique avec la France et les Pays-Bas. Malheureusement, la frontière entièrement ouverte de la Hollande et la faiblesse militaire de ce pays rendent le problème mathématiquement insoluble en raison de l'extension du front à défendre » (90).

L'opinion de Van Overstraeten était partagée par les dirigeants belges. Lorsqu'après avoir reçu la note officielle belge, le 1^{er} février, Clive eut un entretien privé avec Janson, il apprit que le Ministre des Affaires étrangères « ne croyait pas qu'aujourd'hui, ayant trois frontières à défendre, la France pourrait libérer des troupes pour la Belgique ». Janson dit aussi qu'il ne croyait pas qu'il existât vraiment un grand danger d'une attaque contre la Hollande. Pour ces raisons (et parce que les Belges craignaient qu'il serait impossible de garder le secret absolu sur des entretiens militaires), rapporta Clive, Janson laissa nettement entendre qu'à Bruxelles les démarches britanniques semblaient poursuivre uniquement des buts franco-britanniques (91).

Clive entendit pratiquement le même langage lorsqu'il alla trouver, en

(87) V.O., « *Albert I^{er}, Léopold III* », *op. cit.*, pp. 318 et 319.

(88) « *R.M.F.B.* », p. 63 (reproduction du texte remis par P.-E. Janson à Sir R. Clive, 1^{er} février 1939).

(89) Voir ci-dessus, p. 37.

(90) V.O., « *Albert I^{er}, Léopold III* », *op. cit.*, p. 320 ; voir aussi la seconde version des mémoires de VAN OVERSTRAETEN : « *Au Service de la Belgique : Dans l'Étau* », Plon, Paris, 1960, p. 90.

(91) « *D.B.F.P.* », Third Series, Volume IV, Document n° 75, Sir R. Clive à Lord Halifax, 1^{er} février 1939.

compagnie du colonel Paris, le baron Van Zuylen pour lui adresser un nouvel avertissement privé quant au risque encouru par la Hollande. Le diplomate belge fit observer plus tard que l'Angleterre « cherchait à reconstituer le bloc occidental » (92). Informé de cette entrevue par Van Zuylen, Van Overstraeten nota que : « Le directeur général de la politique a fait remarquer que l'Allemagne avait plutôt intérêt à attendre, puisqu'elle pourrait dans un couple d'années aligner 200 divisions au lieu des 70 formées actuellement. D'autre part, les Hollandais attribuent l'origine des bruits alarmistes à des sources anglaises » (93). A ce stade, les responsables de la politique étrangère belge étaient convaincus que la menace allemande contre l'Ouest était un mythe que les Britanniques avaient enflé outre mesure dans leur propre intérêt. Comme le disait Van Zuylen à Van Overstraeten : « L'invasion des Pays-Bas créerait pour l'Angleterre une situation critique aux points de vue aérien et naval. Londres a donc avantage à ce que les troupes françaises traversent notre territoire pour aller au secours de la Hollande » (94). Cette analyse était pratiquement la même qu'avaient faite une semaine auparavant les chefs d'Etat-major britanniques à Londres (95). Les efforts de Clive pour réorienter la politique belge échouèrent rapidement.

Pendant tout ce temps, Paul Bargeton, l'ambassadeur français à Bruxelles, était réduit au rôle de spectateur impuissant. La France était elle-même déjà l'objet d'une telle méfiance de la part des dirigeants belges qu'elle n'osait intervenir, de crainte de rendre encore plus difficile la tâche des Britanniques. Lorsque les initiatives anglaises échouèrent, Bargeton rencontra Van Zuylen, le 31 janvier, mais comme il le rapporta au Quai d'Orsay : « Je me suis borné à exprimer des craintes concernant la menace allemande à l'égard de la Hollande, notre attitude générale étant de laisser sur ce terrain l'initiative au gouvernement anglais » (96). Le même jour, Clive dîna à l'ambassade de France pour tenir au courant son collègue français, réduit pratiquement au rôle de spectateur sur la touche. Clive l'informa de la remise de la note britannique à Janson deux jours auparavant. Il lui transmit également l'information (recueillie la semaine précédente par le colonel Paris) que de tous les ministres belges seul le général Denis paraissait inquiet au sujet du sort de la Hollande et prêt à admettre que la Belgique serait inévitablement impliquée dans une attaque contre la Hollande. Bargeton rapporta tout cela, ainsi que le fait que le gouvernement belge était « très embarrassé » par les démarches de Clive. Le Quai d'Orsay était préparé à l'annonce d'une défaite (97).

(92) VAN ZUYLEN, « *Les Mains Libres...* », *op. cit.*, p. 463.

(93) V.O., « *Albert I^{er}, Léopold III* », *op. cit.*, p. 319.

(94) *Ibid.*, pp. 319-320.

(95) Voir ci-dessus, pp. 27-31.

(96) « *D.D.F.* », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIV, Document n° 7, p. 13, P. Bargeton à G. Bonnet, 1^{er} février 1939.

(97) *Ibid.*, pp. 12 et 13.

Dans l'après-midi du 2 février, Bargeton dut constater que l'espoir que son pays avait nourri à l'égard des initiatives britanniques avait avorté. Au cours d'une réception au Ministère des Affaires étrangères belge, Janson lui révéla que l'alarmisme britannique et les ouvertures qu'il avait inspirées étaient formellement rejetées, « les Anglais qui lui en avaient parlé ne donnant pas de précisions suffisantes sur leurs motifs de crainte ». En conclusion, continua Bargeton, Janson déclara que le point de vue de la Belgique était que « des conversations particulières, surtout si elles portaient sur des questions militaires et venaient à être connues, pouvaient fournir au gouvernement allemand un prétexte à une accusation de partialité, sinon même à une dénonciation des engagements pris envers la Belgique ». Sitôt la réception terminée, Clive se rendit à nouveau à l'ambassade française, cette fois pour informer Bargeton du contenu de la note belge⁽⁹⁸⁾. Les autorités belges n'étaient tout simplement pas disposées à renoncer à la garantie allemande relative à l'intégrité du territoire belge pour conclure (sur la base de rumeurs dont ils croyaient qu'elles pouvaient de toute façon être d'origine allemande et faire partie de la « guerre des nerfs » d'Hitler contre les démocraties) un accord avec la Grande-Bretagne dont seule cette dernière tirerait des avantages⁽⁹⁹⁾. C'est donc un ambassadeur français fort déçu qui informa Georges Bonnet que : « Mon collègue anglais a le sentiment, dont il a fait part à son gouvernement, que, tout au moins dans les circonstances présentes, il serait inopportun de presser sur ce sujet le gouvernement belge »⁽¹⁰⁰⁾.

Avant, toutefois, d'exposer ce point de vue à ses supérieurs à Londres, Clive s'assura que toute sphère d'influence, tous les moyens d'exercer une pression, à Bruxelles, avaient été envisagés. C'est ainsi que, tandis que Clive lui-même se trouvait en visite rue de la Loi, le 1^{er} février⁽¹⁰¹⁾ pour recevoir la note de Janson et des explications sur la froideur de celle-ci dans un entretien personnel avec le Ministre des Affaires étrangères belge, le colonel Paris était en train d'arranger une entrevue secrète pour ce même soir avec les généraux Denis et Van den Bergen. Ce rendez-vous eut un résultat réjouissant pour la Grande-Bretagne. Il apparut que les deux généraux belges étaient extrêmement conscients de la nécessité de pourvoir à la défense du Nord du pays et à des mesures de mobilisation pour contrer une invasion allemande de la Hollande. Le colonel Paris rapporta que le général Denis était :

(98) « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIV, Document n° 22, pp. 40-41, P. Bargeton à G. Bonnet, 2 février 1939.

(99) Le 13 octobre 1937, les Allemands s'étaient déclarés prêts à respecter l'intégrité du territoire belge « sauf, cela va sans dire, au cas où la Belgique, dans un conflit armé où l'Allemagne se trouverait engagée, concourrait à une action militaire contre elle ». (Texte reproduit in « R.M.F.B. », pp. 59-60).

(100) « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIV, Document n° 22, p. 41, cité ci-dessus, note 98.

(101) Le Ministère des Affaires Etrangères belge était alors situé au n° 8 de la rue de la Loi, à Bruxelles.

« encore plus franc que lors de notre conversation précédente à laquelle je me suis référé dans ma dépêche du 23 janvier 1939. Il dit qu'il serait impossible pour la Belgique de rester neutre si la Hollande était envahie et ajouta qu'il était essentiel d'élaborer de nouveaux plans pour faire face à cette éventualité » (102).

La réunion donna également l'occasion à Van den Bergen d'expliquer que les généraux ne pouvaient rien faire pour réorienter la politique étrangère belge — et fort peu pour alléger les soucis anglo-français concernant la difficulté de protéger les nations de l'Europe occidentale et septentrionale. Le Chef d'Etat-major belge exprima sa disposition (de par sa responsabilité professionnelle pour la sécurité de son pays « dans n'importe quelle situation ») à échanger des informations et des plans avec l'armée britannique, ainsi qu'avec l'attaché militaire français. Cependant, il insista en même temps sur l'insécurité de sa propre position, citant la rupture d'échanges militaires avec le Haut commandement hollandais, et sur la nécessité de garder le secret sur ses contacts avec le colonel Paris vis-à-vis de l'Etat-major de la force aérienne belge. Il conclua « amèrement que les politiciens constituaient un obstacle important pour le chef de l'Etat-major général... ». Denis avait été impliqué dans les contacts avec les Britanniques, non pas parce qu'il était le ministre responsable, mais, dit Van den Bergen, « en tant qu'ami de toujours et comme soldat ». Par ailleurs, le Chef d'Etat-major belge déclara, lui aussi, qu'il considérait qu'une agression contre la Hollande était uniquement « possible... pas probable » (103).

En transmettant les informations de son attaché militaire à Londres, le 2 février (les dépêches arrivèrent le 6, alors que Chamberlain promettait son aide aux Français), l'ambassadeur Clive y joignit une note dont l'analyse démontre que les Britanniques comprenaient enfin l'échec de leur diplomatie et l'inutilité de chercher à modifier la politique belge par le chantage. Clive écrivait que Van den Bergen et Denis « ont une vue plus réaliste des dangers qui entourent la Belgique que Sa Majesté et ses conseillers civils ». Il expliqua cependant que les généraux ne contrôlaient pas la politique belge et ne reflétaient pas l'opinion actuelle belge. Tout ce qu'il restait à faire aux Britanniques était d'encourager ces Belges « aimables et bien disposés », de les soutenir discrètement et d'attendre patiemment dans l'espoir que la fermeté, le prestige et les arguments stratégiques du général Denis « prennent finalement le dessus ». En réalité, la position du général Denis à Bruxelles était beaucoup moins influente que Clive se l'imaginait et bien que la politique de l'ambassadeur ait été poursuivie tout au long du printemps et de l'été de 1939, elle aussi était condamnée à l'échec. Les sentiments que Clive qualifiait de « extrêmement clairs » étaient ceux qui — comme il était facile à comprendre — motivèrent la politique de Bruxelles jusqu'au 10 mai 1940, en d'autres mots « que le Roi et le gouvernement belge sont décidés à main-

(102) « R.M.F.B. », p. 63 (Rapport du lieutenant-colonel Paris à Sir R. Clive, Bruxelles, 2 février 1939).

(103) *Ibid.*, p. 64.

tenir — presque à tout prix — la Belgique en dehors de la guerre... » (104).

L'échec de l'épouvantail « cas Hollande » comme catalyseur de la coopération occidentale contre Hitler fut également signalé depuis La Haye. Là, en effet, l'ambassadeur britannique questionna le 30 janvier son collègue belge au sujet de l'intérêt qu'avait Bruxelles à aider la Hollande à se défendre elle-même. Mais le rapport de Bland fit savoir que le baron Herry :

« ...m'assura que la concentration de troupes allemandes à cette frontière était telle que l'Allemagne pourrait lancer une force écrasante contre la Hollande dans un délai tellement court qu'elle pourrait s'emparer des centres de la mobilisation hollandaise avant que les Hollandais n'aient le temps de mobiliser » (105).

Selon Bland, Patijn estimait que les Hollandais pourraient opposer une résistance effective à une invasion pendant trois ou quatre jours. Herry, par contre, déclarait qu'il s'attendait à ce que les Pays-Bas succombent à une attaque endéans les vingt-quatre heures. Les Britanniques se rendirent compte que la Belgique s'attendait à un effondrement hollandais tellement rapide que tout espoir de leur venir en aide ou tout pacte d'assistance était vain. La Belgique ne pouvait pas sauver la Hollande et les Britanniques et les Français ne le pouvaient pas davantage. C'est pourquoi la Belgique ne voulait pas galvauder ses propres chances — aussi minces fussent-elles — de rester en dehors de la sphère d'influence de l'Allemagne à cause d'une aide purement symbolique à un voisin condamné (106). Ainsi que le rapporta Arnauld de

(104) *Ibid.*, pp. 62-63 (Sir R. Clive au vicomte Halifax, 2 février 1939). L'espoir de l'Ambassadeur d'obtenir une coopération militaire discrète du Haut Commandement belge fut anéanti par l'« affaire Beaumont-Nesbitt ». En mai 1939, Clive arrangea avec le gouvernement belge une visite à Bruxelles du général Frederik Beaumont-Nesbitt, directeur-adjoint du Service d'information militaire britannique et ancien attaché militaire à Paris, pour y rencontrer Denis et Van den Bergen. En fait, à son arrivée dans la capitale belge, Beaumont-Nesbitt se vit refuser l'accès auprès du Ministre de la Défense et ne put voir que brièvement, le 23 mai, le Chef d'Etat-Major. Ce dernier « lui dit nettement qu'il n'était pas autorisé à discuter le plan de campagne belge... de même qu'il ne pouvait s'engager dans d'autres discussions... il mit fermement fin à l'entretien sur ordre de l'autorité supérieure », rapporta l'ambassadeur britannique à Londres. Voir P.R.O., F.O. 371 Series, File 22859 : Sir R. Clive à Lord Halifax, 23 mai 1939 ; pour plus de documentation sur cet épisode, voir dans le même dossier : Sir R. Clive à Sir O.G. Sargent, 6 juin 1939 ; File 22871, « Note on a conversation with the Belgian military attaché, by General Sir H. Pownall », 23 juin 1939 et une lettre de Sir R. Clive à I. Kirkpatrick (*Foreign Office*), 7 juillet 1939 ; « R.M.F.B. », p. 65 (reproduction d'une note de F. Van Langenhove intitulée « Entretien entre le Premier Ministre et l'Ambassadeur d'Angleterre, le 19 mai 1939 ») ; et Charles de VISSCHER et Fernand VAN LANGENHOVE, « Documents relatifs au statut international de la Belgique depuis 1830 — 1 — Documents Diplomatiques Belges 1920-1940 : La Politique de Sécurité Extérieure », Tome V, 1938 à 1940, Académie Royale de Belgique, Commission Royale d'Histoire, Palais des Académies, Bruxelles, 1966, Documents n^{os} 70, 71 et Annexe, et 74.

(105) « D.B.F.P. », Third Series, Volume IV, Document n^o 57, Sir N. Bland à Lord Halifax, 30 janvier 1939.

(106) *Ibid.* Ce rapport illustre que le gouvernement britannique ne se préoccupait pas suffisamment d'une représentation effective de ses intérêts en Belgique et en Hollande. En effet, Bland fait remarquer que l'absence d'un attaché militaire permanent l'empêche, en tant que civil non spécialisé, de juger à leur juste valeur les estimations de Patijn et de Herry concernant les capacités défensives de la Hollande. (Bland ne disposait que de l'aide partielle en matières militaires du major F.A.A. Blake, l'assistant — et successeur — du colonel Paris à Bruxelles.)

Vitrolles, après en avoir parlé avec Herry le 4 février, le diplomate belge « ne m'a pas caché que tout en déplorant les dangers auxquels le pays frère semblait de plus en plus exposé, 'Bruxelles' n'en avait pas moins éprouvé la satisfaction de se voir momentanément à l'abri des foudres allemandes » (107). Il semble en effet que la politique belge eût probablement été la même, si les dirigeants hollandais avaient été vraiment convaincus par les rumeurs d'un danger imminent. En réalité, tout au long de la crise, les Hollandais s'en tinrent rigoureusement à leur neutralité et cette neutralité ne fut pas modifiée par la crise. C'est ce que confirma Herry dans une dépêche à Janson en date du 3 février : « Les Pays-Bas n'adoptent qu'une seule attitude : celle d'être indépendants et prêts sur toutes leurs frontières ; l'agresseur de personne, le disciple de personne » (108).

A travers les démarches de Bland et de Vitrolles à La Haye et les discussions de ceux-ci avec le baron Herry au sujet des relations hollando-belges, les Britanniques et les Français comprirent enfin combien grandes avaient été leurs illusions concernant la possibilité de former un « bloc » cohérent des quatre puissances à l'Ouest, dont la politique commune aurait tenu en échec les ambitions d'Hitler. Chamberlain et Daladier avaient découvert à travers un rude apprentissage que la politique étrangère hollandaise était substantiellement différente de l'« indépendance » des Belges. Contrairement à ces derniers, les Hollandais voulaient garder une véritable *neutralité* — une position qui n'admettait même pas la reconnaissance, moins encore l'acceptation, de garanties ou de déclarations du genre des déclarations franco-britannique et allemande sur la Belgique d'avril et d'octobre 1937.

Rétrospectivement, il est évident que le gouvernement Daladier fut le seul « vainqueur » des manœuvres diplomatiques que la crise du « cas Hollande » déclencha dans les capitales occidentales. Car à la mi-février de 1939 celui-ci au moins avait atteint un but longuement poursuivi : l'obtention d'une garantie britannique de l'intégrité de la France (109). De plus, il avait obtenu une garantie concernant l'intégrité de la Hollande et de la Suisse en tant que « d'intérêt vital » pour la France et la Grande-Bretagne. Ce qui était plus précieux encore, il sortait de la crise avec l'accord de Chamberlain pour entamer les pourparlers d'Etat-major « d'un caractère plus intime que dans le passé » afin de donner une signification pratique à ces entreprises politiques (110). Toutefois, ces succès, aussi importants et historiques fussent-ils, étaient contrebalancés par l'échec crucial de l'effort britannique pour rompre l'adhésion rigide de la Belgique à son indépendance (111). Cet échec signifiait qu'en février 1939 Gamelin ne disposait pas de plus de moyens pour

(107) « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIV, Document n° 36, pp. 61-62, A. de Vitrolles à G. Bonnet, 4 février 1939.

(108) Le baron Herry à P.-E. Janson, 3 février 1939, A.M.B.A.E., Carton II. 984.

(109) Voir « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIV, Document n° 40, pp. 68-69, G. Bonnet à C. Corbin, 5 février 1939.

(110) *Ibid.*, Document n° 106, p. 191 (cité ci-dessus, note 83).

(111) Voir « R.M.F.B. », pp. 35-36.

éliminer la menace stratégique qui pesait sur le Nord de la France qu'en décembre 1938. La France avait été incitée à entretenir la crainte de la Grande-Bretagne au sujet de la Hollande dans l'idée que, une fois les Britanniques impliqués dans le sort du Nord-Ouest de l'Europe, la Belgique serait disposée à rejoindre un camp anti-allemand élargi. Cela démontre que les dirigeants français se méprenaient eux aussi sur la vision militaire de garanties ou de promesses d'aide britanniques (112).

Ce que les Britanniques et les Français ne réussirent vraiment pas à comprendre, c'était la mesure dans laquelle le passé conditionnait en 1939 les dirigeants belges — fût-ce Spaak ou Janson, Van Zuylen ou Van Overstraeten. Au cours des années 20, et de nouveau au début des années 30, les Belges avaient exprimé leur désir de conclure un pacte de sécurité avec la Grande-Bretagne. Les Britanniques avaient refusé de prendre un tel engagement, qu'ils considéraient comme inutile (113). Aussi était-il tout naturel que les approches britanniques en vue d'accords militaires avec la Belgique fussent considérées par les gouvernements et les conseillers de Léopold comme étant inspirées par les intérêts de la Grande-Bretagne et non de la Belgique. Van Zuylen et Van Overstraeten soupçonnaient surtout la Grande-Bretagne de vouloir se servir de la Belgique pour combler l'écart créé par la lenteur du réarmement britannique. De là l'accusation belge à l'adresse des Britanniques de les employer cyniquement comme un « bouclier continental » pour Londres (114). Par ailleurs, une assistance française à la Belgique semblait tout aussi incertaine qu'une aide britannique à la Hollande. La réaction de la Belgique à la crise du « cas Hollande » était donc le résultat de la croyance qu'elle avait les atouts en main ; qu'elle avait beaucoup à offrir aux Britanniques, alors que ceux-ci avaient peu à lui donner en échange ; que par conséquent le maintien de son indépendance, combinée avec une défense vigilante, était la seule politique qui lui offrait une chance de ne pas devenir à nouveau, comme en 1914, le « champ de bataille de l'Europe » (115).

Enfin, il faut critiquer la maladresse et les arrogantes erreurs d'interprétation de la politique britannique durant cette crise. Lorsqu'en décembre 1938 les flots d'anxiété au sujet de l'intégrité hollandaise déferlèrent dans les allées du pouvoir à Whitehall, les dirigeants britanniques devinrent les victimes de leur propre négligence des changements fondamentaux intervenus à La Haye et à Bruxelles dans le domaine des sentiments et de la politique étrangère. Trop longtemps, l'attention britannique avait été — naturellement, mais fatalement — concentrée sur le péril japonais, la guerre civile en Espagne, les ambitions de Mussolini et — surtout en 1938, évidemment — l'antagonisme germano-tchèque. Trop longtemps, ceux parmi

(112) Voir « D.D.F. », 2^{me} Série (1936-1939), Tome XIV, Document n° 88, p. 161, P. Bargeton à G. Bonnet, 10 février 1939.

(113) Voir Fernand VAN LANGENHOVE, « La Belgique en quête de Sécurité, 1920-1940 », La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1969, pp. 29-40 et 67-69.

(114) Voir ci-dessus, p. 31.

(115) Voir VAN ZUYLEN, « Les Mains Libres... », *op. cit.*, pp. 464-466.

les politiciens et les militaires qui *avaient* porté leur attention sur la Hollande et la Belgique s'étaient contentés de réaffirmer la nécessité de dénier le contrôle des Pays-Bas à des grandes puissances potentiellement hostiles. Peu d'entre eux s'étaient demandé avec la rigueur nécessaire *comment* la Grande-Bretagne pourrait protéger les Pays-Bas avec un corps expéditionnaire aussi restreint ⁽¹¹⁶⁾. Il avait été admis de façon simpliste que, si jamais une menace surgissait, les Belges et les Hollandais allaient de toute évidence s'entraider. En réalité, lorsque la crise éclata, la position de la Belgique était déjà similaire à celle exprimée par Van Overstraeten à l'attaché militaire britannique en mars 1939, c'est-à-dire « qu'il ne servirait pas à grand-chose de tâcher d'aider un pays qui sur le plan militaire pouvait faire si peu pour se sauver lui-même » ⁽¹¹⁷⁾.

Trop longtemps aussi, il avait été peu probable qu'une menace contre la Hollande ou la Belgique se matérialise. Rien n'avait donc incité les Britanniques à se familiariser pleinement avec la différence entre l'ambiance politique hollandaise et belge ; rien n'avait incité les Britanniques à « nous voir tels que les autres nous voient ». Le gouvernement Chamberlain commit l'erreur fondamentale de ne pas traiter les motivations politiques de la Hollande et de la Belgique selon leur mérite propre. De petits pays d'une telle importance stratégique devaient être approchés avec sympathie, respect et compréhension. Au lieu de cela, ils furent traités avec des préjugés et ensuite avec une tactique qui confinait au chantage. La conception du danger allemand pour l'Europe n'était pas la même à Bruxelles qu'à Londres. C'est ainsi qu'en janvier 1939 les Britanniques durent apprendre à leurs dépens que les Belges n'étaient pas du tout d'accord avec Londres pour considérer qu'un groupement des forces dans des accords réciproques contre une attaque était la solution du « bon sens ». Handicapés par l'habitude de réunir la Hollande et la Belgique sous l'étiquette géographique « Les Pays-Bas » (*Low Countries*), les diplomates britanniques durent premièrement se libérer de leurs illusions quant aux affinités hollando-belges ; deuxièmement, faire face à une incrédulité ouverte à propos des rumeurs concernant une agression ; et enfin, affronter les accusations que les démarches conçues à Londres étaient uniquement inspirées par l'égoïsme britannique. Des conceptions erronées quant à l'image de leur pays à Bruxelles induisirent ainsi la Grande-Bretagne à pratiquer une diplomatie brusquée et présomptueuse au cours de la crise de l'hiver 1938-39. Cette attitude était préjudiciable à une révision de la politique belge et créa, pour le plus grand malheur, ce climat de méfiance finalement catastrophique qui empoisonna les relations entre les Alliés occidentaux et la Belgique durant l'hiver suivant, et décisif, de 1939-40.

(janvier 1981).

(116) Le sentiment belge : que des échanges d'information militaire, plutôt que des accords d'états-majors politiquement émotionnels, assuraient une coordination suffisante en temps de paix avec des voisins amis, fut partagé en 1938 par l'Etat-Major général britannique. Voir BOND (Ed.), « *Chief of Staff...* », *op. cit.*, pp. 142-144.

(117) Compte rendu d'une conversation avec le général Van Overstraeten, rapporté par le colonel Blake à Sir R. Clive, le 23 mars 1939, P.R.O., F.O. 371 Series, File 22859.

R. Falter

LE « BRÜSSELER ZEITUNG » (1940-1944) *

« Dans la guerre moderne, la propagande n'est pas seulement une arme parmi d'autres, mais une des plus importantes qui soient. Elle se situe au même rang que la force armée » (1). Cette déclaration du *Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda*, Joseph Goebbels, en novembre 1939, illustre bien l'importance qu'attachait le Troisième Reich à la propagande, aussi et surtout en tant qu'arme de guerre. Il n'est donc pas étonnant que lors de l'occupation de la Belgique, fin mai 1940, elle fut l'un des moyens de gouvernement qui retint la plus grande attention des Allemands. C'est pourquoi ils créèrent un ensemble d'institutions, étayées par un réseau de réglementations, destiné à organiser l'endoctrinement des masses dans le territoire conquis. Les techniques de manipulation mises à l'essai dans le Troisième Reich depuis sept ans déjà trouvèrent un nouveau terrain d'application dans le pays occupé. Mais cette transplantation introduisit également le *kalkulierte Chaos* (Chaos calculé) sous le trône d'Hitler, la lutte organisée pour le pouvoir entre différentes instances dont les compétences se chevauchaient, et notamment sur le plan de la propagande (2). Le *Brüsseler Zeitung* fut le produit remarquable de tout cela. Il s'agit d'un journal allemand imprimé dans la capitale et que les Belges virent quotidiennement étalé dans les kiosques entre le 1^{er} juillet 1940 et le 1^{er} septembre 1944.

1. UN PRODUIT DE LA « EUROPA-VERLAG »

Le *Brüsseler Zeitung* n'était nullement unique en tant que journal alle-

* Traduit du néerlandais.

(1) « Propaganda ist im modernen Krieg nicht nur ein Kriegsmittel wie andere auch, sondern eines der bedeutendsten überhaupt. Sie steht im Rang der bewaffneten Macht gleich. » Cité in M. SOMMERFELDT, *Das Oberkommando der Wehrmacht gibt bekannt*, Frankfurt am Main, 1952, p. 44.

(2) Concernant l'implantation des structures de presse allemandes en Belgique, cfr E. DE BENS, *De Belgische dagbladers onder Duitse censuur (1940-1944)*, Antwerpen-Utrecht, 1973.

mand dans un territoire occupé (3). Vu l'importance qu'attachait le régime national-socialiste du Troisième Reich à la domination et la manipulation de tous les media possibles, cela n'a pas de quoi étonner. Les instances responsables de la propagande emboîtaient le pas à l'armée et souvent elles étaient installées dans les territoires occupés avant même celles qui devaient répondre du pillage économique, de la répression ou de la persécution des Juifs, quelque affamées de biens et assoiffées de sang aient été ces dernières. Cela ne pouvait évidemment se faire sans l'inévitable lutte entre les pouvoirs et les manœuvres indispensables. La création d'une presse allemande à l'étranger était pareillement soumise à ce jeu. Le résultat de ces batailles bureaucratiques fut surprenant et remarquable, car du fait que le maître traditionnel de la propagande Goebbels eut le dessous, il se développa à l'étranger plus qu'un simple produit d'exportation de la presse allemande.

De pair avec l'expansion du Troisième Reich, toute une série de journaux à tendance nationale-socialiste avaient vu le jour. Après l'Anschluss de l'Autriche, le *Völkische Beobachter*, le journal du parti national-socialiste, parut dorénavant avec une édition viennoise. A Reichenberg, dans le Pays des Sudètes annexé le 1^{er} octobre 1938, *Die Zeit* sortit rapidement de presse. A Prague les choses s'avèrent un peu plus difficiles. En effet, la Bohême et la Moravie, qui furent annexées le 16 mars 1939, reçurent un statut spécial de *Protectorat*, dont l'intention était évidemment d'amener en fait les deux territoires sous administration allemande et de les germaniser, tout en arborant l'enseigne d'une différence juridique avec le Troisième Reich. Cette différence était surtout destinée à jeter de la poudre aux yeux de l'opinion publique en Allemagne et en Europe en ce qui concernait les plans d'Hitler. Aussi, le journal qui parut plus tard dans la capitale tchèque, *Der Neue Tag*, ne se manifesta-t-il pas comme *Reichszeitung*, mais comme source d'information pour les Allemands dans le protectorat. Memel, l'étroit territoire qui faisait frontière avec la Prusse Orientale et fut arraché à la Lituanie le 22 mars 1939, reçut également son journal : le *Memeler Dampfboot*. Dans la ville libre de Dantzig, annexée en septembre 1939, il n'y eut pas de problèmes : le *Danziger Vorposten*, le *Danziger Neuesten Nachrichten* et le *Danziger Morgenzeitung* y parurent comme de nouveaux journaux. Les territoires polonais annexés purent également être traités comme parties intégrantes de l'Allemagne, puisque le Troisième Reich était maintenant en guerre avec

(3) Les sources pour cette étude étaient fort maigres. Les véritables archives du BZ furent détruites en trois phases en 1944 et 1945. C'est pourquoi l'information a été cherchée dans le journal même et dans les archives des instances allemandes responsables de la propagande et de l'administration en Belgique occupée. D'autres données furent trouvées dans les dossiers de l'Auditorat général près la Cour Militaire, plus spécialement quant à la collaboration belge au journal. D'autres sources encore furent les papiers de feu mon oncle Jacob Frank, d'Eupen, ancien chef du personnel du BZ et les réponses écrites du Dr. Heinrich Tötter, ancien rédacteur en chef du journal, aux questions qui lui ont été posées. La limitation géographique de cette étude aux données disponibles en Belgique constitue une restriction importante. Il est probable qu'il existe encore d'autres sources concernant le BZ à l'étranger et certainement en Allemagne.

l'Angleterre et la France et n'avait plus à se soucier de l'indignation soulevée de ce côté-là. C'est ainsi que parut à Poznan, avant la première guerre mondiale encore allemande, un *Ostdeutsche Beobachter*, dont le titre se passe de tout commentaire. Dans le centre sidérurgique de Lodz, qui — excepté entre 1793 et 1807, lorsqu'il appartenait à la Prusse comme un coin perdu totalement inconnu — n'avait jamais été territoire allemand, on sortit un journal au titre plus modeste : le *Deutsche Lodzer Zeitung* (4). Mais puisque toutes ces régions — sauf la Bohème et la Moravie — étaient administrées comme faisant partie du Troisième Reich, le problème du contrôle de la presse allemande à l'étranger ne se posait pas encore. La plupart de ces journaux étaient donc sans doute des éditions de la *Eber-Verlag*, la maison d'édition et trust journalistique de Max Amann, et il est probable que leurs rédactions ne devaient obéir à d'autres consignes que celles de Berlin.

Les problèmes relatifs à la création d'une presse allemande dans les pays conquis commencèrent seulement à se poser lorsque les Allemands en vinrent à contrôler des territoires qu'ils considéraient eux-mêmes comme occupés, mais non annexés. Cette attitude se concrétisa dans un statut administratif spécial pour ces pays, sous direction allemande. Le premier cas de ce genre, après la Tchécoslovaquie, se produisit en Pologne, où le territoire non annexé par les Allemands ou les Russes, se situant *grosso modo* dans le triangle Varsovie-Cracovie-Lublin, reçut le statut de *Generalgouvernement* sous un gouverneur allemand. La différence avec la partie annexée de la Pologne était que dans cette région considérée comme non allemande on pouvait organiser un pillage, une chasse aux esclaves et une persécution des Juifs impitoyables. Les militaires y avaient rapidement abandonné l'initiative au profit des instances du Parti, ce qui sur le plan de la propagande avait assuré la prépondérance de Goebbels. Mais sa victoire s'avéra ne pas être totale : Rolf Rienhardt, *Stableiter* du *Verwaltungsamt* du *Reichsleiter für die Presse der NSDAP* Max Amann, mais surtout son secrétaire et représentant personnel, avait rapidement compris les possibilités de la présence d'un grand nombre d'Allemands dans la Pologne occupée. Il se rendait compte qu'il tenait là une chance pour une nouvelle expansion de la *Eber-Verlag* d'Amann. Alors que la conquête de la Pologne était encore en cours, il avait déjà obtenu de la part de l'armée les facilités nécessaires pour éditer avec son équipe des journaux en territoire occupé : le *Krakauer Zeitung* à Cracovie et son édition varsovienne qui parut sous le titre : *Warschauer Zeitung* (5).

Ce n'est toutefois qu'à partir de novembre 1939 que les deux journaux sortirent de presse (6). En effet, rédacteurs, personnel et matériel devaient être amenés d'Allemagne, l'apport de l'information, surtout à travers l'agence

(4) H. SCHULZE-GATTERBAN, *Das Wachstum der deutschen Presse*, BZ, 21-9-40, p. 2.

(5) O.J. HALE, *The captive press in the Third Reich*, Princeton, 1964, p. 279.

(6) R. SCHMELZER, *Die deutschen Auslandszeitungen*, BZ, 1-7-42, p. 2.

de presse *Deutsches Nachrichtenbüro* (DNB), devait être organisé et la distribution et les finances mises sur pied. Rienhardt eut gain de cause et du coup Goebbels commença à mettre des bâtons dans les roues. Parce que tous les éditeurs, directeurs et rédacteurs avaient été nommés sans son approbation, il exigea le droit de les contrôler et le cas échéant de les congédier. Amann vint cependant trouver Goebbels et au cours d'un entretien de deux heures le remit à sa place en lui signalant « l'inutilité » de son « misérable ministère ». Le chef de la propagande allemande s'inclina devant son « *lieber Parteigenosse* » et celui-ci eut les mains libres pour poursuivre ses activités dans les territoires occupés (7).

C'est ainsi qu'après la conquête de la Norvège et l'installation d'une *Zivilverwaltung* dans ce pays, le *Reichskommissar* Terboven s'adressa à Amann pour lui demander de mettre à sa disposition les moyens financiers, une équipe rédactionnelle et le personnel administratif et technique pour l'édition d'un journal allemand. Apparemment Terboven s'était déjà occupé lui-même du matériel, probablement par la réquisition de l'imprimerie d'un journal d'avant-guerre. Le *Deutsche Zeitung in Norwegen* parut pour la première fois le 19 mai 1940 et eut d'emblée un tel succès que d'autres journaux ne tardèrent pas à suivre. C'est la raison pour laquelle fut créée une nouvelle maison d'édition à Berlin, la *Europa-Verlag*, qui était à la fois un organisme coordinateur pour toutes les entreprises journalistiques allemandes érigées dans les pays occupés et une filiale de la *Eher-Verlag*. La *Europa-Verlag* était dirigée par le staff de Rienhardt (8).

Au total, cette maison d'édition allait administrer quelque vingt journaux dans les territoires occupés et à l'étranger. Il s'agissait — outre *Der Neue Tag*, *Krakauer Zeitung*, *Warschauer Zeitung* et *Deutsche Zeitung in Norwegen* déjà cités — des titres suivants : le *Deutsche Zeitung in den Niederlanden* (Amsterdam, à partir du 5 juin 1940), le *Brüsseler Zeitung* (Bruxelles, à partir du 1^{er} juillet 1940), le *Pariser Zeitung* (Paris, à partir du 15 janvier 1941), le *Donauzeitung* (Belgrade, à partir du 15 juillet 1941), le *Deutsche Zeitung in Kroatien* (Zagreb, juillet 1941), le *Deutsche Nachrichten in Griechenland* (Athènes, été 1941), le *Kauener Zeitung* (dans la capitale de la Lituanie, Kaunas, date inconnue, probablement seconde moitié de 1941), le *Deutsche Zeitung in Ostland* (dans la capitale de la Lettonie, Riga, date inconnue, probablement seconde moitié de 1941), le *Revaler Zeitung* (dans la capitale de l'Estonie, Tallinn, très probablement à partir de janvier 1942), le *Deutsche Ukraine Zeitung* (Kiev, très probablement à partir du 1^{er} février 1942), le *Minsker Zeitung* (Minsk, à partir de juin 1942) et le *Deutsche Adria Zeitung* (Trieste, à partir du 14 janvier 1944). En Hon-

(7) HALE, *op. cit.*, p. 280.

(8) *Ibidem*, pp. 280-281; England-Nachrichten de l'Ausland-Dienst der deutschen Gesandtschaft in Bern, n° 72, 17 avril 1942 (T-77, 1030, 506500) (il s'agit d'un rapport allié sur la presse d'occupation en langue allemande, intercepté par les Allemands, cité dorénavant comme « England-Nachrichten »); K. KOSZYK, *Geschichte der deutschen Presse*, tome 3 : *Deutsche Presse 1914-1945*, Berlin, 1972, p. 387.

grie, qui ne fut pas vraiment conquise, parut pour les Allemands dans ce pays le *Deutsche Zeitung in Ungarn*, dont la date de parution nous est inconnue. Le *Bukarester Tagesblatt* (1941) constituait un cas spécial : il était déjà imprimé dans la capitale roumaine avant la guerre, encore que sous un autre titre et comme hebdomadaire. Dans ce pays, les minorités allemandes en Siebenbürgen et au Banat possédaient aussi leurs journaux avant la guerre : le *Deutscher Tagesblätter in Siebenbürgen* à Hermannstadt, la Sibiu roumaine, et le *Banater deutscher Zeitung* à Temesvar, la Timishoara roumaine. A partir de 1941, les deux journaux fusionnèrent en un seul *Südostdeutsche Zeitung* avec des éditions régionales dans les villes susmentionnées⁽⁹⁾. Le *Türkische Post* à Istanbul et le *Ostasiatische Lloyd* à Shanghaï constituaient d'autres productions de la *Europa Verlag*. Le Danemark seul, pour des raisons inconnues, ne connut pas de journal allemand⁽¹⁰⁾.

L'activité de la centrale berlinoise de la *Europa-Verlag* s'accrût donc au fur et à mesure que les armées allemandes occupèrent de plus en plus de terrain. C'est de là que rédacteurs et personnel d'autres journaux de l'empire d'Amann étaient convoqués pour être envoyés à l'étranger. On y établissait aussi des contacts avec les autorités militaires d'occupation pour fournir l'équipement technique, ainsi que pour pouvoir disposer des communications par télégraphe, téléphone et radio. Parfois on concluait un accord avec la maison d'édition d'un journal local pour y éditer en même temps le journal en langue allemande, comme avec *De Telegraaf* aux Pays-Bas. Dans d'autres cas on réquisitionnait et reprenait tout simplement les locaux et l'équipement d'une imprimerie d'avant-guerre, comme avec *La Dernière Heure* à Bruxelles. Le plus souvent c'était toujours le même groupe d'Allemands — des hommes à Rienhardt — qui mettait sur pied un journal de ce genre et le guidait à travers les premiers mois difficiles, pour ensuite disparaître et réparaître ailleurs. Pour le succès commercial de la *Europa-Verlag* — car Amann n'aimait pas les chiffres rouges — la bonne entente avec l'armée était importante. Cette dernière faisait volontiers appel à ces journaux allemands qu'elle avait sous la main pour procurer de la lecture à ses soldats et au personnel local. Un achat ferme par l'armée signifiait en même temps un tirage appréciable pour chacun de ces journaux et par conséquent la sécurité financière. Aussi leur but principal était-il d'informer et de distraire les soldats. Mais ils se chargeaient aussi d'autres tâches : favoriser le rapprochement avec la population du territoire occupé, soutenir des groupements

(9) A partir de 1941, la Roumanie était en guerre contre l'Union Soviétique, aux côtés de l'Allemagne. De là les changements au cours de cette année, encore que les Roumains aient dû ouvrir de grands yeux en voyant leurs alliés publier un *Südostdeutsche Zeitung* pour la minorité allemande dans toute la moitié ouest du pays. En comparaison avec les titres des autres journaux, cela révèle des aspirations tout autres que modérées.

(10) Les données pour cette énumération ont été puisées dans : HALE, *op. cit.*, pp. 281-282 ; *Neue deutsche Zeitung in Paris*, BZ, 16-11-41, p. 2 ; W. SCHOENE, *Deutsche Ukraine Zeitung*, BZ, 3-2-42, p. 2 ; R. SCHMELZER, *Die deutschen Auslandszeitungen*, BZ, 1-7-42, p. 2 ; *Deutsche Adria-Zeitung*, BZ, 20-1-44, p. 1 ; *England-Nachrichten* (T-77, 1034, 506499-506504).

de collaborateurs, informer et influencer des milieux financiers et économiques dans les pays conquis ⁽¹¹⁾.

Pour mener à bien cette quadruple tâche, on ne pouvait se contenter de sortir une quelconque feuille de chou avec des journalistes de troisième ordre derrière les machines à écrire. Il fallait au contraire faire appel à des gens de métier, possédant en plus pas mal de talent d'improvisation vu les conditions de travail parfois difficiles dans un territoire étranger et souvent hostile. Bien souvent cela dotait les journaux de la *Europa-Verlag* d'une qualité supérieure. Mais celle-ci était tellement exceptionnelle pour la presse nationale-socialiste, qu'elle ne peut être expliquée par cela seul. Nous rencontrons ici la figure de Rolf Rienhardt, qui mérite une étude plus poussée. Rienhardt avait fait carrière dans la presse nationale-socialiste en gravissant tous les échelons jusqu'à accéder au poste de bras droit et homme de confiance de Max Amann. C'était quelqu'un d'intelligent et de rusé, qui contribua amplement à la croissance du trust journalistique d'Amann et dont la capacité de jugement lui procura un grand pouvoir dans le monde de la presse. Il atteignit son apogée au cours des premières années de la guerre, mais le pouvoir lui devint finalement fatal lorsqu'à la fin de 1943 Amann commença à craindre que Rienhardt le supplante, et il le congédia ⁽¹²⁾.

Le fait que Rienhardt fût l'étoile montante dans la presse nationale-socialiste se manifestait également dans ses idées. En collaboration avec le journaliste Rudolf Sparing, il élaborait la formule selon laquelle serait conçu l'hebdomadaire *Das Reich*. Il s'agissait de réanimer, par la création de ce périodique, la presse nationale-socialiste moribonde et de présenter en même temps une enseigne de qualité supérieure aux yeux de l'étranger. A cet effet, *Das Reich* reçut plus de liberté que les autres organes de presse allemands. En plus, on attira des rédacteurs qui étaient connus pour leur talent et leur pragmatisme plus que pour leur sympathie formelle à l'égard du régime. Tout ce qu'on exigeait d'eux était d'être disposés à travailler dans une marge de liberté quelque peu élargie à l'intérieur du cadre totalitaire de l'Etat national-socialiste. Il en résulta un périodique dont la plupart des journalistes étaient réticents ou sceptiques à l'égard du régime, mais dont le contenu gardait cependant un accent essentiellement national-socialiste, fût-ce enveloppé dans une forme plus soignée et exprimé sur un ton moins inconditionnel qu'auparavant. Goebbels lui-même fut convaincu d'écrire chaque semaine un éditorial. Ce ne fut pas la raison qui l'amena à autoriser la parution de *Das Reich*, qui sortit pour la première fois en 1940. Le ministre comprenait d'ailleurs la nécessité de réformes. Et l'ayant comme collaborateur, la rédaction de son côté était à l'abri de représailles. *Das Reich* devint un merle blanc dans la presse nationale-socialiste, faisant preuve d'un large intérêt pour les affaires politiques, culturelles et socio-économiques. Le succès de la formule ne tarda pas à se manifester, mais il ne dura guère. Lorsque la

(11) HALE, *op. cit.*, pp. 281-282 ; *England-Nachrichten* (T-77, 1034, 506499-506500).

(12) DE BENS, *op. cit.*, p. 52.

fortune des armes se retourna, le système de la contrainte reprit le dessus (13).

Ce qu'il y avait de nouveau dans la conception de Rienhardt et Sparing était précisément le relâchement de la contrainte par directives, conférences de presse ou censure. Ils optaient plutôt pour la manipulation du personnel des journaux (14). En attirant des journalistes qui répondaient à leur norme de « nationaux-socialistes objectifs », ils pouvaient se permettre d'alléger la pression. Ce genre de journalistes n'avait pas besoin de menaces, ils étaient déjà incorporés au système par leur formation ou par une longue expérience avec lui. Avec une telle conception, Rienhardt et Sparing avaient en fait déjà atteint un autre stade dans l'évolution d'un régime totalitaire : celui où il s'est solidement établi, et où les combattants cèdent la place à des technocrates et bureaucrates plus pragmatiques, qui agissent et se conduisent comme s'il n'avait jamais existé d'autre système, qui se sont parfaitement familiarisés avec la terminologie officielle, tout en ne posant pas toujours des actes qui y correspondent (15). Rienhardt et Sparing, tout comme les journalistes qu'ils attiraient, étaient des hommes qui considéraient le national-socialisme comme une chose plus ou moins normale, qui détestaient les extrémistes du régime et qui, à l'intérieur de ce cadre, recherchaient avant tout l'efficacité, dans ce cas un journalisme de haute qualité.

En fait, le même procédé était appliqué dans au moins une partie des éditions de la *Europa-Verlag*. Le résultat en était que dans ces journaux on retrouvait bien le même ton que dans la presse du Troisième Reich, mais qu'on y trouvait aussi une information plus sérieuse et plus soignée. La liberté plus grande dont jouissaient les rédacteurs donna naissance à des journaux qui étaient meilleurs que ce que les Allemands pouvaient lire chez eux et ce n'était pas étranger à leur succès. Tout cela n'était évidemment pas du goût de tout le monde : à plusieurs reprises, Goebbels et Dietrich formulèrent des objections et menacèrent d'empêcher la diffusion de ces journaux en Allemagne. Cela fut cependant évité par un Amann énergique qui fit valoir que ce genre de journaux devait contenir plus que de la propagande nationale-socialiste puisqu'ils étaient destinés à l'étranger. Opinion que pouvaient certainement partager les services de renseignements alliés, qui épiluchaient eux aussi les journaux de la *Europa-Verlag* parce qu'ils contenaient plus d'informations précieuses que la presse dans le Troisième Reich, en particulier en ce qui concernait les territoires occupés (16).

(13) K.D. ABEL, *Presselenkung im NS-Staat*, Berlin, 1968, p. 73, etc.

(14) G. HOFFMANN, *NS-Propaganda in den Niederlanden*, Berlin, 1972, p. 87.

(15) Il s'agit d'un processus assez logique. Une fois qu'un régime qui est venu au pouvoir d'une façon plus ou moins révolutionnaire s'est acquis une légitimité à la suite d'un long règne qui l'a rendu plus stable, les passions s'apaisent. Les combattants fanatiques de la première heure cèdent peu à peu la place à ceux qui n'ont pas dû lutter pour l'établissement du système, mais qui ne l'ont jamais connu que tel qu'il est. Les adversaires de jadis ont généralement disparu alors ou se sont graduellement ralliés. On obtient alors un nivellement vers le centre modéré. Cela peut le mieux se comparer à d'autres phénomènes post-révolutionnaires tels que le Bonapartisme ou le communisme russe après Staline.

(16) HALE, *op. cit.*, p. 281.

Rienhardt était aux Pays-Bas en mai 1940 et il est presque hors de doute qu'il y aida à la mise sur pied du *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*. Le journal était imprimé sur les presses du *De Telegraaf*, ceci en accord avec la direction de celui-ci (17). Il était considéré comme le porte-parole officiel du Commissaire du Reich (18). Sa tâche consistait d'une part à informer les soldats et d'autre part à tenter un rapprochement avec la population, surtout les milieux économiques du pays. Il se voulait surtout « l'extrême avant-poste journalistique contre l'Angleterre » (19). Pragmatisme et national-socialisme modéré composaient la tonalité principale du *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*. Dans sa première année il comptait douze pages : une culturelle, une consacrée aux nouvelles locales, une socio-économique, une sportive, trois publicitaires, quatre politico-militaires et la « *Seite des Tages* » (page du jour) qui approfondissait un thème historique ou culturel. Grâce à son commentaire quotidien (« *Glosse* ») en première page, son article de fond (« *Leitartikel* ») sur les deux premières pages, un matériel photographique riche et soigné et l'usage abondant de cartes et de croquis, le lecteur était immédiatement frappé par la grande ressemblance avec *Das Reich* ou le *Frankfurter Zeitung*, le réfractaire libéral dans la presse du Troisième Reich (20). De ce fait, les conceptions de Rienhardt étaient manifestement devenues un produit d'exportation. Cela convenait bien au *Reichskommissar* aux Pays-Bas, qui pouvait à sa guise intégrer le journal à sa politique, mais beaucoup moins à Goebbels ou aux instances SS à La Haye. Conflits et plaintes ne tardèrent pas à se manifester et ils atteignirent un point culminant le 17 mai 1941, lorsque le *Deutsche Zeitung in den Niederlanden* fut saisi pour ne pas s'en être tenu aux consignes relatives à la fuite de Rudolf Hess vers l'Angleterre (21).

Nous manquons de données pour pouvoir affirmer que cette tendance fut introduite dans tous les journaux de la *Europa-Verlag*. Ce ne fut sans doute pas le cas pour le *Krakauer Zeitung* et le *Warschauer Zeitung*, mais bien pour le *Deutsche Zeitung in Norwegen*, le *Pariser Zeitung* et le *Brüsseler Zeitung* (22). Rienhardt lui-même n'assista vraisemblablement pas à la mise sur pied de ce dernier journal, contrairement à son assistant et coreligionnaire Rudolf Sparing.

(17) VANDER LEEUW, *La presse néerlandaise sous l'occupation allemande*, in *Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale*, LXXX, 1970, p. 38.

(18) HOFFMANN, *op. cit.*, p. 82.

(19) *Ibidem*, p. 81 ; *England-Nachrichten* (T-77, R. 1034, 506501).

(20) *England-Nachrichten* (T-77, R. 1034, 506502).

(21) HOFFMANN, *op. cit.*, p. 90.

(22) H. SCHULZE-GATTERMAN, *Das Wachstum der deutschen Presse*, BZ, 21-9-40, p. 2. Schulze-Gatterman fait une distinction très nette entre les deux journaux cités en premier lieu et les trois autres, auxquels il ajoute également le *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*. Nous ignorons tout des journaux qui parurent plus tard en Europe orientale, sauf qu'on assigna au *Donauzeitung* le même genre de journalistes qu'ailleurs.

2. LA CREATION DU BRÜSSELER ZEITUNG

C'est le 7 juillet 1940 qu'Eggert Reeder, le *Militärverwaltungschef* chef de la Belgique occupée, fit pour la première fois mention du *Brüsseler Zeitung* dans un rapport à l'*Oberkommando des Heeres* (OKH) : lorsqu'il fut établi que le journal militaire « *Die Westfront* » cesserait de paraître, le « *Militärbefehlshaber* » a stimulé la création d'un journal allemand en Belgique parce que les circonstances difficiles — uniquement des journaux en langue étrangère, pas de communication téléphonique, mauvaise réception de la radio, rapports des soldats avec la population — exigeaient d'une façon pressante une solide formation politique⁽²³⁾. Le fait que Reeder ait écrit « stimulé » indique que les tentatives pour éditer un journal allemand en Belgique étaient déjà en cours avant la disparition de *Die Westfront* — probablement vers le 18 juin, lorsque le front occidental cessa lui aussi d'exister — et avant l'appui de la *Militärverwaltung*. A la différence de la Norvège, l'initiative ne fut donc pas prise par l'administration d'occupation. Il ne peut donc non plus être question d'un plan longuement préparé, tout au moins de ce côté-là. Par contre, on aurait pu supposer que, vu les expériences antérieures des conquêtes allemandes, la centrale berlinoise de la *Europa-Verlag* était bel et bien préparée pour l'édition éventuelle d'un journal allemand en Belgique. L'énorme déploiement, en un court laps de temps, de la main-d'œuvre et du matériel nécessaires à cet effet semble confirmer cette supposition. Cependant, à la lumière de ce qui suit il apparaît que cela n'était précisément pas le cas⁽²⁴⁾. Cela nous mène à la conclusion que seuls quelques-uns, dont Rudolf Sparing, étaient préparés à la possibilité de la création d'un organe de presse allemand en Belgique et que, sans opposition, cela fut suffisant pour mettre assez rapidement en marche tout un mécanisme.

Rudolf Sparing était originaire de la Prusse Orientale et avait 35 ans en 1940⁽²⁵⁾. Il avait travaillé comme journaliste au *Frankfurter Zeitung* et s'était affilié au NSDAP en 1937⁽²⁶⁾. Probablement deux années plus tard, Sparing devint le collaborateur de Rienhardt, non seulement en ce qui concerne la fondation de *Das Reich*, mais aussi quant à la création d'une presse

(23) « Nachdem feststand, dass die deutsche Soldatenzeitung *Die Westfront* ihr Erscheinen einstellen musste, hat der Mbh. die Schaffung einer deutschen Zeitung gefördert, da die hiesigen schwierigen Verhältnisse : nur fremdsprachige Zeitungen, schlechter Radioempfang, kein Telefonverkehr, Verkehr der Soldaten mit der Bevölkerung, dringend eine eingehende politische Unterrichtung erforderten. » TB Reeder 5, 7 juillet 1940 (T-501, 102, 492).

(24) L'argument de la parution rapide du journal comme preuve d'une longue préparation fut employé dans le Rapport d'expertise de la BZ (partie générale), p. 7, AUDITORAT-GENERAL (cité dorénavant comme « Rapport d'expertise, AG »).

(25) BZ, 32 juin (ce que nous qualifions de « BZ, 32 juin » est un numéro de BZ paru sur ce petit format et en tirage réduit fin juin 1941, dans lequel la rédaction ironisait sur elle-même. Il portait la date du 32 juin) ; E. MARTENS, *Zum Beispiel « Das Reich », Zur Phänomenologie der Presse im totalitären Regime*, Cologne, 1972, p. 74. Sparing était né le 6 novembre 1914.

(26) ABEL, *op cit.*, p. 83 ; MARTENS, *op cit.*, p. 74.

allemande dans les territoires polonais occupés (27). Il était à ce qu'il paraît un national-socialiste convaincu, mais il se distançait des manifestations extrêmes. Pour la presse, il préconisait une attitude modérée et pragmatique, sans doute un héritage de sa période auprès du libéral *Frankfurter Zeitung* (28). De taille moyenne, trapu, il était connu pour son énorme capacité de travail et ses explosions émotionnelles. Il ne semblait pas être lui-même un grand journaliste, mais il savait distinguer les qualités des autres et les laisser s'épanouir au maximum (29). En tout cas, Sparing laissa un souvenir admiratif parmi ses collègues du *Brüsseler Zeitung* (30).

La chronologie des faits en mai et juin 1940 n'est pas sans importance. Le 14 mai, les Pays-Bas capitulèrent. Du 19 au 29, von Falkenhausen y fut le chef de l'administration d'occupation (31). En mai encore, Rienhardt séjourna aux Pays-Bas. Et le 5 juin parut le premier numéro du *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*. Il ne fait donc presque pas de doute que, durant sa courte existence, la *Militärverwaltung* à La Haye ait eu connaissance des plans pour éditer un journal allemand. Malgré cela, cette même *Militärverwaltung*, une fois à Bruxelles, ne prit pas l'initiative pour faire de même en Belgique. Ce n'est qu'après la disparition du *Die Westfront* qu'elle appuya franchement les plans. On ne peut donc prétendre que la *Militärverwaltung* trépignait d'impatience pour faire paraître le *Brüsseler Zeitung*. Reste à savoir si au début elle a contrecarré la *Europa-Verlag* (32).

Le 20 juin 1940, Rudolf Sparing et quelques rédacteurs, parmi lesquels Emil Jöckle et probablement aussi Franz Rodens, Wilhelm Jungermann et Arthur Van Dijck, ainsi que des gens de la future équipe administrative et technique du *Brüsseler Zeitung*, se rencontrèrent à Aix-la-Chapelle. Heinrich Tötter et Theo Hansen poursuivirent le voyage en voiture, les autres, dont Carl Gilfert et Fritz Horstmann, dans un vieux petit bus. En cours de route ils se trompèrent plusieurs fois de chemin, mais ils ne manquèrent pas les auberges belges, fort bienvenues par la chaleur accablante qui régnait. Sparing avait « un beau jour » averti la plupart d'entre eux par téléphone qu'ils devaient gagner Bruxelles (33). C'est ce qu'Emil Jöckle appela le *Marschbefehl : ab nach Brüssel* qui l'avait surpris à son travail (34). Les rédacteurs

(27) HALE, *op. cit.*, p. 280.

(28) ABEL, *op. cit.*, p. 102.

(29) MARTENS, *op. cit.*, p. 74.

(30) Ils l'appelaient « der Unermüdliche », BZ, 32 juin.

(31) A. DE JONGHE, *Hitler en het politieke lot van België*, I, Antwerpen-Utrecht, 1972, p. 40.

(32) On peut apporter aussi bien des arguments en faveur que contre. La *Europa-Verlag* était une entreprise de personnages du parti et les militaires n'étaient pas friands d'une infiltration de ce côté-là. En Pologne, en Norvège et bientôt aussi aux Pays-Bas, les journaux étaient d'ailleurs les porte-parole d'une administration civile. D'autre part, si l'on exclut la possibilité d'un revirement total, l'enthousiasme ultérieur de l'administration militaire pour le BZ paraît difficilement explicable à partir d'une opposition au début de juin 1940.

(33) BZ, 32 juin.

(34) E. JÖCKLE, ... und denn lief die Rotation, BZ, 2-7-40, p. 5.

venaient de diverses régions du Troisième Reich et la plupart d'entre eux, si pas tous, avaient moins de quarante ans.

Nonobstant toutes les difficultés rencontrées en route par suite des destructions, les premiers ne doivent quand même pas être arrivés à Bruxelles plus tard que le 21 juin. La plupart logèrent probablement dans un hôtel ⁽³⁵⁾. Paradoxalement, si nos données chronologiques sont exactes, à ce moment-là ils n'avaient même pas encore un journal à leur disposition. En effet, ce n'est que le 24 juin qu'un officier de presse allemand, le *Sonderführer* W. Sinn, vint trouver le chef-comptable De Meulemeester de *La Dernière Heure*, qui avait été nommé par la direction pour la représenter. Il lui fit savoir que par ordonnance du *Militärbefehlshaber* les locaux du journal étaient transférés au Dr. Viktor Muckel, éditeur de journaux à Düsseldorf, avec l'intention d'y imprimer dorénavant un journal allemand. De Meulemeester apprit ainsi le sort futur de l'entreprise, dont il lui avait été annoncé dès les premiers jours de l'occupation qu'elle était réquisitionnée par les Allemands ⁽³⁶⁾.

Le *Sonderführer* W. Sinn faisait partie de la *Propaganda-Kompanie* qui entra en Belgique sur les traces de l'armée. Il fut le premier à prendre contact avec un certain nombre de journaux et put faire en sorte qu'avant même la capitulation des troupes belges deux d'entre eux parurent à nouveau à Bruxelles. Plus tard il devint censeur de la presse francophone auprès de la *Propaganda-Abteilung*, une fonction dont il fut relevé fin 1940 à l'instigation de la *Militärverwaltung* et de l'ambassade allemande qui lui étaient hostiles ⁽³⁷⁾. Au moment d'entrer en contact avec De Meulemeester, Sinn était déjà bien au courant de la situation dans le monde des éditeurs de journaux belges. Le 24 juin il ne restait plus que le choix entre les imprimeries de *L'Indépendance Belge*, *La Cité Nouvelle*, *La Libre Belgique*, *Le Peuple* et *La Dernière Heure*. Ce dernier journal, qui obtint finalement la préférence, avait été banni à cause de son « caractère libéral maçonnique », mais les raisons du choix de ses locaux pour imprimer le *Brüsseler Zeitung* demeurent obscures ⁽³⁸⁾. Des raisons techniques auront sans doute joué, malgré que les rédacteurs du journal allemand parlèrent plus tard des « locaux moisés de *La Dernière Heure* » ⁽³⁹⁾.

De toute évidence, il reste plusieurs énigmes à résoudre. Pourquoi la décision de la reprise de *La Dernière Heure* par le *Brüsseler Zeitung* vint-elle si tard ? Quel était le rôle de la position de Sinn, qui n'était pas bien vu par la *Militärverwaltung* ? Que firent les futurs employés du *Brüsseler Zeitung* arrivés à Bruxelles, entre le 21 et le 24 juin ? Autant de questions qui doivent rester sans réponse, faute de sources. Ce qui est clair, c'est le rôle de Viktor Muckel. Il était un des hommes du trust d'Amann, probable-

(35) « *Denn sie müssen bellen* », BZ, 8-7-40, p. 5.

(36) Rapport d'expertises, p. 4, AG.

(37) DE BENS, *op. cit.*, p. 72, 116, 334, 338.

(38) J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40*, Bruxelles, 1971, pp. 307-308.

(39) « *verschimmelten Gebäude der Dernière Heure* », BZ, 32 juin.

ment directeur du *Westdeutsche Beobachter*, qui dès 1940 s'activèrent dans la *Europa-Verlag* (40). Son nom apparaît pour la première fois au *Brüsseler Zeitung*. Il y fut nommé *Kommissarischer Verwalter*, c'est-à-dire administrateur du séquestre de la *Société Anonyme d'Édition et de Publicité*, la maison d'édition de *La Dernière Heure* dans la rue du Pont Neuf à Bruxelles. Entre le 24 et le 30 juin, il réussit à persuader une grande partie du personnel à reprendre le travail. Dans cette période, le chef-comptable De Meulemeester fut rendu responsable pour tout acte de sabotage éventuel. Les postes de direction dans l'entreprise passèrent en mains allemandes, de sorte que les anciens cadres devinrent inutiles. Ils s'occupèrent encore un certain temps de tâches administratives, puis restèrent finalement sans emploi (41).

Entretemps, la *Militärverwaltung* n'était pas restée les bras croisés. Elle conclut un accord avec la *Luftgau Belgien*, responsable du trafic aérien au-dessus du pays occupé, pour assurer la communication de l'information depuis Berlin et la diffusion du *Brüsseler Zeitung* en Allemagne. L'OKH fut prié de stimuler la vente du journal auprès des soldats et les *Kommandanturen* reçurent la même requête. Il fut convenu avec la rédaction qu'elle publierait tous les communiqués officiels de la *Militärverwaltung*. Tout cela a dû se faire très vite, car le 1^{er} juillet 1940 le premier numéro du *Brüsseler Zeitung* sortit de presse. Le journal reçut un autre titre que ses prédécesseurs : qu'il ne s'intitulât pas *Deutsche Zeitung in Belgien* était dû au fait qu'il était destiné à tout le ressort de von Falkenhausen, donc également au Nord de la France (42).

Ce départ rapide exigea cependant un lourd tribut. Pour les rédacteurs, le début n'était certainement pas une sinécure. Ils travaillaient largement seize heures par jour, d'avant sept heures du matin jusqu'après dix heures du soir (43). Tous les rédacteurs n'étaient même pas encore sur place et en Belgique, aussi les contacts étaient encore limités, ce qui se faisait surtout sentir sur le plan de l'information locale (44). De ce fait, beaucoup de nouvelles et pas mal d'articles, surtout de nature politique, devaient être fournis par Berlin. Cela ne se faisait pas par téléphone ou radio, car ces liaisons n'étaient pas encore rétablies, ni par la poste qui elle non plus ne fonctionnait pas encore normalement, mais par avion et au moyen de la moto avec laquelle le rédacteur Horst Heinzmann allait régulièrement recueillir le courrier à Melsbroek (45). Il y avait également des problèmes linguistiques, avec un Rudolf Sparing qui se faisait difficilement comprendre par le personnel technique belge, ou à l'imprimerie, pour laquelle les rédacteurs avaient bien apporté une casse avec ä, ü et ö, mais où l'on composait aussi des mots

(40) *England-Nachrichten* (T-77, 1034, 506501-506504).

(41) Rapport d'expertises, pp. 4-5, AG.

(42) *TB Reeder* 5, 7 juillet 1940 (T-501, 102, 492).

(43) *BZ*, 32 juin.

(44) *Ibidem*.

(45) *Ibidem* ; H. TÖTTER, *Kleines Jubiläum der « Brüsseler Zeitung »*, *BZ*, 1-1-41, p. 5.

comme « *söben* » au lieu de « *soeben* »⁽⁴⁶⁾. Toutes ces difficultés firent qu'au début le journal paraissait l'après-midi, sauf le dimanche matin. Ce n'est qu'à partir du 18 juillet qu'il s'avéra possible de l'obtenir le matin dans les kiosques. Petit à petit l'organisation atteignit un développement normal et complet, ce qui améliora la qualité du *Brüsseler Zeitung*, encore que celle-ci fût dès le début remarquable, malgré les difficultés énumérées.

Le succès ne se fit pas attendre, car le 21 novembre on put ouvrir au Boulevard Adolphe Max tout proche un bureau de publicité séparé qui comportait trois maisons⁽⁴⁷⁾. On bon mois plus tard, Viktor Muckel allait disparaître du *Brüsseler Zeitung* pour aller édifier à Paris le *Pariser Zeitung*. Il y rejoignit son collègue-fondateur de journaux Rudolf Sparing, qui avait résilié vers le 14 octobre sa fonction de rédacteur en chef pour assumer plus tard la même tâche auprès du *Pariser Zeitung* et du *Donauzeitung* à Belgrade⁽⁴⁸⁾. Peut-être fut-il également mêlé à d'autres fondations. Sparing et Muckel étaient donc manifestement des figures-clé de la *Europa-Verlag*. Le premier allait devenir rédacteur en chef de *Das Reich* aux environs du Nouvel An de 1943, lorsque Rolf Rienhardt l'attira pour insuffler une nouvelle vie au journal moribond. La tentative échoua d'ailleurs et en 1945 Rudolf Sparing fut fait prisonnier par des soldats de l'Armée Rouge. Dix ans plus tard, à l'âge de 51 ans, il succomba à une apoplexie dans un camp russe⁽⁴⁹⁾.

3. L'ORGANISATION :

« BRÜSSELER VERLAGS- UND DRUCKEREI GmbH »

Viktor Muckel n'a pas fainéanté au cours de ses six mois de présence au *Brüsseler Zeitung*. Dès le début il essaya de s'approprier les actions de la *Société Anonyme d'Édition et de Publicité*, mais il échoua. C'est pourquoi une entreprise séparée, la SPRL *Brüsseler Verlag und Druckerei*, fut fondée en septembre, avec un capital de départ de deux millions de francs que Viktor Muckel et son futur successeur souscrivirent chacun pour moitié. Muckel, qui cumulait maintenant les fonctions de directeur de la SPRL et de *Verwalter* de la SA, n'allait pas tarder à résilier les deux tâches, à la SA en décembre de 1940, à la SPRL un mois plus tard. Theo Hansen lui succéda comme directeur de la *Brüsseler Verlag und Druckerei* et continuera à remplir cette fonction jusque début de septembre 1944. Un certain *Hauptmann* Picheler devint le nouveau *Verwalter*, remplacé fin 1941 par le tout aussi inconnu Freerk Hays Schirmann Hamkens. Ce dernier, grâce à un contrat rédigé par le notaire rexiste Brunet, vendit quelques mois plus tard tous les biens de la

(46) « *Kennen Sie söben* », BZ, 2-7-40, p. 5.

(47) *Wir eröffnen eine neue Geschäftsstelle*, BZ, 21-11-40, p. 5.

(48) *England-Nachrichten* (T-77, 1034, 506502-506504).

(49) ABEL, *op. cit.*, p. 102 ; MARTENS, *op. cit.*, p. 74.

Société Anonyme d'Édition et de Publicité à la *Brüsseler Verlag und Druckerei* pour la somme de sept millions de francs. Les anciens propriétaires de *La Dernière Heure* furent mis devant le fait accompli ⁽⁵⁰⁾.

La situation juridique d'un journal allemand en Belgique posait tout de même quelques problèmes. La *Brüsseler Verlag und Druckerei* était une entreprise à personnalité juridique belge ⁽⁵¹⁾. Nous n'avons pas retrouvé de données concernant ses attaches, qui existaient sans doute, avec la *Europa-Verlag* allemande. La position des employés allemands dans l'entreprise n'était apparemment pas claire non plus : étaient-ils, en tant que personnes réquisitionnées dans un territoire administré par des militaires, subordonnés à l'armée (*Wehrmachtsgefolge*) ou pas ? Il semble que plusieurs lettres aient été adressées à l'OKW à ce sujet ⁽⁵²⁾. Les employés payaient des impôts à l'État belge, mais également des contributions à la sécurité sociale en Allemagne ⁽⁵³⁾. La confusion qui résultait de tout cela ne resta pas sans suites fiscales. Il y eut des discussions avec le Ministère des Finances belge pour savoir si oui ou non Viktor Muckel avait reçu un salaire en 1940 et si oui ou non la *Brüsseler Verlag und Druckerei* devait payer l'impôt sur les bénéfices extraordinaires ⁽⁵⁴⁾.

Ce dernier fait démontre bien que l'entreprise était rentable. Elle se développa, grâce à des investissements réguliers en vue de son expansion. Il y travaillaient quelque deux cents hommes, dont une direction complètement allemande et cent soixante Belges. A la mi-1941, le *Brüsseler Zeitung* était équipé comme il convient à un grand journal, avec entre autres une rédaction nombreuse, un service de distribution et de publicité fort actif et une documentation bien fournie ⁽⁵⁵⁾. Début septembre 1941 un office de publicité fut ouvert à Anvers, où il y avait également de la place pour l'accueil de lecteurs par la rédaction ⁽⁵⁶⁾. Le nombre de collaborateurs et de correspondants augmenta lui aussi ⁽⁵⁷⁾.

Ce succès financier était dû au tirage et à la diffusion du journal. La plupart du temps on imprimait sans arrêt de onze heures du soir à trois heures du matin, pour deux éditions ⁽⁵⁸⁾. La première édition, portant la mention *unverkauflich*, était destinée aux soldats, la deuxième à la vente aux civils. Les deux arboraient fréquemment d'autres titres, mais le contenu de la première édition était identique à celui de la deuxième, à quelques

(50) Rapport d'expertise, pp. 5-6, AG.

(51) Farde BZ 1/71, AG.

(52) BZ, 32 juin.

(53) Papiers J. Frank.

(54) Farde BZ 1/71, AG.

(55) BOCK, *La « Brüsseler Zeitung » en 1940*, thèse Ecole Royale Militaire, Bruxelles, 1978, pp. 38-40 ; Rapport d'expertise, p. 12, AG.

(56) « *Brüsseler Zeitung* » in *Antwerpen*, BZ, 3-9-41, p. 5.

(57) H. TÖTTER, *Vom Schaffen der Brüsseler Zeitung*, BZ, 30-6-41, p. 3.

(58) BOCK, *op. cit.*, p. 34.

nouvelles de dernière minute près ⁽⁵⁹⁾. La distribution du journal parmi les troupes allemandes se faisait d'une façon encore assez chaotique au début, mais peu à peu cela aussi se normalisa ⁽⁶⁰⁾. Malgré cela, en juin 1941 encore, une enquête révéla que le *Brüsseler Zeitung* mettait parfois plusieurs jours à atteindre les divisions cantonnées en Belgique. La cause en était entre autres le déplacement de beaucoup de soldats, l'anonymat des abonnements et la négligence à beaucoup de niveaux intermédiaires entre l'imprimerie et le client. Mais la cause principale était évidemment le secret qui devait nécessairement être gardé au sujet de la quantité de journaux distribués, afin que seuls quelques-uns fussent au courant du nombre et de la localisation des troupes stationnées dans le territoire occupé. C'est ainsi qu'en mai 1941, lorsque plusieurs unités furent transférées à la frontière russe, le *Brüsseler Zeitung* fut néanmoins imprimé à autant d'exemplaires qu'auparavant. A partir de juillet 1941 on opta pour un nouveau système de distribution du journal par différents canaux : les agences de distribution — *Agence Dechenne* en Belgique, *Messagerie Hachette* dans le Nord de la France — les chemins de fer, les camions du *Brüsseler Zeitung* et la poste. La livraison ne se faisait jamais directement aux soldats, mais à travers les *Kreiskommandanturen* ou la *Feldpost*. Par suite de ce nouvel arrangement, tous les soldats cantonnés en Belgique reçurent dorénavant leur journal dans les premières heures de la matinée et ceux du Nord de la France quelques heures plus tard ⁽⁶¹⁾.

Ainsi le *Brüsseler Zeitung* avait l'avantage de la rapidité sur ses concurrents allemands, qui arrivaient en général une demi-journée ou un jour plus tard et expédiaient le plus souvent des *Reichsausgaben* dont la réception des nouvelles était clôturée dans l'après-midi. Cela aussi rendait le journal « exceptionnellement populaire » auprès des soldats ⁽⁶²⁾. Dès lors c'étaient également eux qui formaient la clientèle la plus nombreuse. Le nombre d'exemplaires qui étaient distribués par ailleurs parmi la population et les civils allemands dans le territoire occupé demeura assez constant : la plupart des estimations varient entre 20 et 25.000 ⁽⁶³⁾. En plus, le journal trouva

(59) Le numéro du 9 novembre 1941 offre un bon exemple des légères différences entre les deux éditions. Dans l'édition pour les soldats figurait un discours prononcé la veille par Hitler, mais incomplet parce que le journal ne disposait probablement pas encore du texte intégral. Cela se produisit avec différents discours qui paraissaient totalement le lendemain dans l'édition pour soldats. Pas dans l'édition pour les civils, dans laquelle les discours paraissaient d'habitude dès la première fois en entier. Également les titres du numéro du 9 novembre visaient clairement un public différent. Pour les soldats c'était : « Der Führer dankt den Kampfenden » ; pour les civils : « Der Führer : 350 Millionen Menschen arbeiten für den grosse Sieg Europas ».

(60) TB Reeder 7, 4 août 1940 (T-501, 102, 844).

(61) TB der Wehrmachtspropaganda, Aussenstelle Brüssel, 20 octobre 1940 (T-77, 983, 4473701-4473713).

(62) « Ausserordentliche Beliebtheit », TB der Wehrmachtpropaganda, Aussenstelle Brüssel, 20 octobre 1940 (T-77, 983, 4473701-4473702) ; « allgemein sehr beliebt », Kommandostab Verwaltungsstab à l'OKH, 30 octobre 1940 (T-501, 94, 681).

(63) 20.000 à 25.000, BOCK, *op. cit.*, p. 35 ; 30.000 à la fin de 1941 et en juin 1943, F. BAUDHUIN, *L'économie belge sous l'occupation*, Bruxelles, 1945, p. 288 ; 23.000 selon une estimation alliée en 1942 dans le *Belgium basic Handbook*, part. II : post-Invasion, p. 105.

des débouchés en France — indication du prix en première page depuis le 25 juillet 1940 — et aux Pays-Bas — indication du prix depuis le 1^{er} décembre 1942 — ce qu'on pouvait également déduire de la publicité qui se faisait régulièrement dans le journal pour des kiosques à La Haye, Amsterdam et Paris, où il était en vente. Le *Brüsseler Zeitung* était également vendu en Allemagne et pouvait surtout se réjouir d'une popularité appréciable en Rhénanie, puisqu'on y livrait de 20 à 40.000 exemplaires (64). La qualité, inhabituelle pour le Troisième Reich, y aura bien été pour quelque chose. Le tirage total variait selon les périodes, influencé qu'il était par les mouvements des troupes : 66.000 au 1^{er} juillet 1940, 214.000 au 18 septembre 1940 — dont fin octobre 150.000 exemplaires pour les soldats — et 160.000 au 30 décembre de cette année. Avec la parution du *Pariser Zeitung* à partir du 15 janvier 1941, la vente aux soldats en France cessa et le tirage baissa à 96.000 en décembre. A partir de 1942 on constata de nouveau une montée progressive jusqu'à 170.000, atteignant 200.000 les samedis, lorsque beaucoup de soldats passaient leur week-end à Bruxelles. Le tirage le plus élevé que le journal ait jamais atteint fut 245.000 exemplaires (65). Rien n'illustre mieux à quel point le journal était populaire auprès des troupes que les 20.000 abonnements que certains soldats gardèrent après qu'ils eussent été transférés à la frontière germano-russe ou sur d'autres théâtres de combat (66).

Une part du succès du *Brüsseler Zeitung* revient certainement à son volume. Il avait moins à souffrir du manque de papier que les autres journaux en Belgique. Mais il serait erroné de poser en principe que puisque le *Brüsseler Zeitung* paraissait en langue allemande il jouissait automatiquement de toutes les facilités. Il est certain que les soldats avaient la priorité absolue, mais en fait le journal ne comportait que quelques pages par semaine de plus que les autres favoris de la propagande allemande, tels le *Volk en Staat* et *Le Nouveau Journal* (67). La première année forma une exception à cette règle, parce qu'à ce moment la *Brüsseler Verlag und Druckerei* avait amoncelé un stock de papier à faire éclater les locaux du journal (68). Qu'on l'eût fait, était déjà en soi un signe de méfiance à l'égard des instances de distribution, dans ce cas la *Propaganda-Abteilung* de la Belgique occupée, qui avait le monopole de la répartition du papier entre les journaux (69). A la lumière des rapports tendus entre la rédaction et cette instance, des précautions de ce genre ne semblent pas avoir été superflues, encore que la *Propaganda-Abteilung* elle non plus n'aurait jamais osé s'en prendre au ravitaillement des soldats en matériel de lecture.

(64) 20.000 d'après le responsable des abonnements, Rapport d'expertise, p. 10, AG ; 40.000, réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, 13 juin 1980.

(65) Rapport d'expertise, p. 10, AG ; réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, 13 juin 1980.

(66) Réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, 13 juin 1980.

(67) DE BENS, *op. cit.*, p. 208.

(68) Farde BZ 1/71, AG.

(69) DE BENS, *op. cit.*, pp. 106-110.

Tout au long de son existence, le *Brüsseler Zeitung* sortit presque quotidiennement de presse. Ce n'est qu'à partir du mois de mai de 1944 que l'édition du dimanche fut supprimée. Le nombre de pages diminua au cours des années. Au début, le *Brüsseler Zeitung* était imprimé sur huit pages, vers la fin de 1940 respectivement sur dix et douze le samedi et le dimanche. Le lundi, le journal paraissait toujours sur quatre pages. A partir de 1942, une baisse sensible se manifesta : en juin, tous les numéros sortirent sur huit pages, excepté ceux du dimanche, qui en comportèrent dix. Au début de 1943, le nombre de pages n'était le plus souvent que de six et fin août 1944 le volume du journal était réduit à quatre pages, non seulement le lundi, mais aussi le mercredi et le vendredi, et à six le mardi, le jeudi et le samedi. Lorsqu'on regarde les totaux par semaine, on constate un maximum de soixante pages imprimées au quatrième trimestre de 1940, déclinant peu à peu jusqu'à la moitié de ce chiffre en septembre 1944.

Au cours des deux premières années de sa parution, le *Brüsseler Zeitung* avait également publié des numéros spéciaux, comportant le double de pages : sur les brasseries belges, l'industrie textile ou du meuble, la *Kölner* ou la *Leipziger Messe*. Ces numéros disparurent après 1942, de même que les numéros spéciaux — de deux pages — qui annonçaient des nouvelles sensationnelles, par exemple l'invasion de l'Union Soviétique. Mais des communiqués de ce genre devinrent très rares après El Alamein et Stalingrad et il ne fallait donc plus de numéros spéciaux. Par suite du manque de papier, la part de l'information politique et militaire devint relativement plus importante, au détriment du sport et de l'économie qui n'avaient pas la même importance du point de vue de la propagande. Le rédacteur Robert Schmelzer le regretta ouvertement ⁽⁷⁰⁾.

Le prix du journal était inversement proportionnel à son volume. En juillet 1940 il coûtait encore 1 franc, à partir du 15 mars 1943 cela devint 1,25 franc et le 12 juillet 1944 il passa à 2 francs ⁽⁷¹⁾. Si donc en août 1944 le journal n'était plus que la moitié de ce qu'il était en 1940, il coûtait en plus le double.

Nous avons déjà signalé les causes du succès du *Brüsseler Zeitung* auprès des soldats. On peut se demander quel écho le journal trouvait parmi la population civile en Belgique. Jusqu'en 1944 le journal ne publia pas de lettres de lecteurs, sauf une seule fois lorsqu'un soldat allemand à Bruxelles loua l'information militaire, culturelle et touristique (= locale) ⁽⁷²⁾. Entre février et avril de 1944 cela fut bien le cas, mais uniquement des lettres positives concernant les prestations allemandes. Elles émanaient de diverses contrées du Troisième Reich, de Bruxelles, de Liège ou d'Anvers et une

(70) R. SCHMELZER, *Die politische Zeitung*, BZ, 1-2.7.44, p. 2.

(71) En France le journal coûta constamment 2 FF, aux Pays-Bas (depuis décembre 1942) 12 1/2 cents. Pour les Allemands en Belgique il coûtait 10 Reichspfennige, en Allemagne 20. Au cours de 12 1/2 FB pour 1 Reichsmark, le journal était donc plus cher pour les Allemands, certainement pour ceux qui l'achetaient en Allemagne.

(72) *Ein Soldat schreibt an die « Brüsseler Zeitung »*, BZ, 20-8-40, p. 5.

seule fois de Paris, Bruges et l'Italie méridionale. Le lecteur belge moyen se situait sans doute dans des milieux d'intellectuels, de commerçants et d'industriels de Bruxelles, de Flandre et dans une moindre mesure de Wallonie, qui dominaient la langue allemande et étaient en outre intéressés par les rubriques culturelles et économiques fort soignées du *Brüsseler Zeitung* (73). Plusieurs nationalistes flamands anversois comptaient parmi les premiers lecteurs, car début juillet 1940 la rédaction reçut un certain nombre de lettres de cette origine pour faire remarquer que l'adresse mentionnée en tête du journal ne devait pas être *Rue du Pont Neuf*, mais *Nieuwbrugstraat*. Le 5 juillet on accéda à cette requête en mentionnant également le nom de la rue en néerlandais. Apparemment cela ne suffit pas encore, car le 8 août celui-ci fut placé avant le nom français. Entre eux, les rédacteurs se moquèrent plutôt de ces réactions nationalistes vétilleuses (74).

Seules quelques lettres de lecteurs non publiées ont été conservées : une d'un curé des environs d'Arlon, demandant que l'on s'intéressât au sort des habitants de langue allemande dans cette région, sans exagérer toutefois, parce que cela leur ferait plus de tort que de bien ; une d'un ancien combattant wallon de la première guerre mondiale, qui se qualifiait de sympathisant modéré de l'Allemagne et qui trouvait qu'un article paru dans le journal au sujet de la bataille de Dinant en 1914 était objectif dans la description des fautes de l'armée belge, mais trop fanatiquement pro-allemand dans l'ensemble ; une requête d'une association d'agents de l'Etat pour publier un communiqué dans lequel ils exprimaient leur accord avec un impôt déterminé décidé par les Secrétaires généraux ; une lettre d'un expert linguistique de Bruges signalant une erreur étymologique dans la traduction d'un nom de rue ; une rectification d'un rexiste, déclarant que la minute de silence observée au cours d'un meeting n'avait pas comme but de commémorer les combattants de l'Est wallons morts au combat, mais feu Staf De Clercq et qu'il était essentiel d'apporter cette rectification parce que les Rexistes voulaient démontrer par là qu'ils faisaient corps avec les Flamands ; enfin une demande d'aide d'un membre du VNV de Ganshoren qui était menacé d'expulsion par son propriétaire (75). Il n'était pas rare d'ailleurs que le *Brüsseler Zeitung* reçût des requêtes afin de contribuer à empêcher des prises d'otages ou des déportations déterminées. D'autres envoyaient des délations de concitoyens, le plus souvent mal inspirées et transparentes (76). Et il y avait évidemment aussi les lettres de menaces anonymes, dans lesquelles les rédacteurs étaient traités d'agents de Goebbels et avertis qu'ils figuraient sur la liste noire (77). Encore que tout cela ne suffise pas pour fournir une image complète, il apparaît néanmoins que, comme c'est si souvent le cas, dans celui du *Brüsseler Zeitung* aussi des hommes s'adressaient à un journal par crainte, espoir, dou-

(73) Rapport d'expertise, pp. 9-10, AG.

(74) « Die rue du Pont-Neuf - gleich geschrieben die Flamen einen Brief an Sparing, jeder Mensch in Antwerpen nenne diese Gasse Nieuwbrugstraat - ... », BZ, 32 juin.

(75) Farde BZ 118/202, AG.

(76) BOCK, *op. cit.*, p. 40.

(77) H. TÖTTER, *Aufgabe und Ziel*, 1-7-43, pp. 1-2.

leur ou haine, provoqués le plus souvent par impuissance, lui accordant ainsi plus de confiance qu'il ne méritait ou lui attribuant plus de pouvoir qu'il n'en avait.

4. LA DIRECTION : MILITÄRVERWALTUNG ET BRÜSSELER ZEITUNG

Un journal est rarement un élément isolé. L'intérêt de son étude réside dans le fait qu'il défend généralement une tendance déterminée, propre à un large groupe social, une classe ou un mouvement, ou même un tout petit noyau de dirigeants politiques ou économiques. De ce fait, il est également lu par les partisans de cette tendance et peut donc refléter certaines conceptions auprès d'une partie délimitée de la population. En tant qu'organe accessoire de la structure de presse totalitaire du Troisième Reich implantée en Belgique, le *Brüsseler Zeitung* n'échappait évidemment pas à cette règle. Et parce que le journal était édité dans un système dictatorial et devait donc refléter la façon dont les hommes au pouvoir veulent se présenter à leurs sujets, nous pourrions clore ici ce chapitre en constatant simplement que le *Brüsseler Zeitung* était un journal national-socialiste. Mais parce que dans le Troisième Reich le *kalkulierte Chaos* (Chaos organisé) proliférait à l'excès sous le trône d'Hitler, on ne peut s'en tirer à si bon compte.

Il y avait pour commencer le but dans lequel le journal avait été fondé. En première page du numéro du 1^{er} juillet 1940, von Falkenhausen mettait surtout l'accent sur son rôle de source d'information pour les soldats. A la même page, Rudolf Sparing insistait sur l'interprétation des faits — *die tiefere Zusammenhänge* — que le journal entendait apporter aux troupes. En même temps, il indiquait un autre but : le rapprochement avec la population locale, lui faire connaître les Allemands « tels qu'ils étaient vraiment » (78). Un an plus tard, tout de suite après l'invasion de l'Union Soviétique par les troupes allemandes, le rédacteur en chef d'alors, August Haase, spécifiait cette dernière tâche : à la lumière des grands événements qui avaient lieu, le journal voulait être un « interprète et intermédiaire » pour ceux qui étaient prêts au combat, pas pour ceux qui hésitaient (79). Dans le même numéro, le rédacteur politique Heinrich Tötter déclarait que le *Brüsseler Zeitung* entendait aussi permettre à la population du pays, qui jusque là n'avait connu que les journaux démocratiques corrompus, de faire connaissance avec la presse allemande (80).

Ces diverses déclarations permettent déjà de tirer un certain nombre de

(78) A. VON FALKENHAUSEN, *Geleitwort*, BZ, 1-7-40, p. 1; R. SPARING, *Unsere Aufgabe*, BZ, 1-7-40, pp. 1-2.

(79) « Deutler und Mittler », A. HAASE, *Ins zweite Jahr*, BZ, 30-6-41, pp. 1-2.

(80) H. TÖTTER, *Vom Schaffen der « Brüsseler Zeitung »*, BZ, 30-6-41, p. 3.

conclusions. Premièrement, au début, la *Militärverwaltung* visait apparemment surtout les soldats, ce qui ressort de la façon dont elle avait souligné la disparition de *Die Westfront*. De son côté, Sparing, et donc probablement les fondateurs du *Brüsseler Zeitung*, attachaient au moins autant d'importance à la diffusion parmi la population du pays occupé. Il faut tout de suite faire remarquer que les idées de Rienhardt s'y prêtaient fort bien, puisque *Das Reich* aussi était conçu comme affiche pour l'étranger. La qualité du *Brüsseler Zeitung* trouva en effet un écho retentissant et fut unanimement reconnu⁽⁸¹⁾. Mais le texte de Haase, en 1941, donne à penser en ce qui concerne le succès : point n'est besoin d'intermédiaire pour ceux qui sont prêts au combat ; ils sont déjà convaincus.

Le *Brüsseler Zeitung* était naturellement lié aux règles de la presse totalitaire. Mais vu les nombreux conflits de compétence tant à l'intérieur du Troisième Reich que dans l'administration allemande en Belgique sur ce plan, ce lien était problématique. De par son influence considérable sur les soldats et sa présence dans un territoire administré par des militaires, le journal avait à n'en pas douter affaire à la *Wehrmachtpropaganda*, le service de propagande de l'armée. Celui-ci ne disposait pas seulement d'une certaine influence dans la *Propaganda-Abteilung* de la Belgique occupée, mais surtout d'un service propre en la personne du Dr Walter Hailer, *Oberkriegsverwaltungsrat* de la *Pressestelle* du *Präsidialbüro* du *Militärverwaltungschef*. Officiellement, Hailer était compétent pour la censure des informations militaires, mais, probablement avec l'appui de Reeder qui se distanca graduellement de la *Propaganda-Abteilung* influencée par les hommes de Goebbels, il étendit sa tâche à celle d'une sorte de chef de presse de la *Militärverwaltung* et en vint à manifester ses idées sur tous les aspects de l'occupation allemande. Ce faisant, il engendra naturellement encore un service supplémentaire pour influencer la presse.

A partir de septembre de 1941, Walter Hailer allait collaborer directement au *Brüsseler Zeitung*. Il devint l'un des principaux commentateurs de la politique intérieure, ce qui lui valut d'ailleurs une rétribution mensuelle. On peut carrément parler d'une « collaboration de l'administration militaire avec la rédaction ». Et parce que l'ambassade allemande à Bruxelles était en bons termes avec la *Militärverwaltung*, il n'y avait probablement pas de problèmes avec elle non plus. Par contre, certains indices révèlent un « conflit latent entre le journal et le Ministère de la Propagande et d'autres institutions de censure »⁽⁸²⁾. Plusieurs directives de la *Propaganda-Abteilung* ne furent pas suivies par le *Brüsseler Zeitung* : ainsi, tout commentaire avait été défendu au sujet de la lettre pastorale du cardinal Van Roey du 21 mars 1943 concernant la réquisition des cloches des églises, mais le journal ne s'y

(81) « Well edited and well presented », Belgium basic Handbook, part LL : post-Invasion, p. 105 ; « extremely well done », W. UGEUX, *The press under occupation, in Belgium under occupation*, New York, 1947, p. 123.

(82) « Der Zusammenarbeit der Militärregierung mit der Redaktion »... « der latente Konflikt der BZ mit dem Propagandaministerium und andere Zensurstellen ». Réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, 13 juin 1980.

tint pas ; en revanche, il mentionna à peine la protestation du primat contre les bombardements alliés en 1944, alors que la *Propaganda-Abteilung* avait demandé d'y faire largement écho ; la nomination du *Reichskommissar* Grohé en juillet 1944 fut commentée, malgré une interdiction ; et le journal n'a jamais participé à la diffusion du signe V comme symbole de la victoire allemande, quelles que fussent les exigences de la *Propaganda-Abteilung* ⁽⁸³⁾.

Des difficultés entre les deux semblent une conclusion logique lorsqu'on sait par exemple que le *Brüsseler Zeitung* appuyait ouvertement le VNV et passa complètement sous silence les activités politiques de la DeVlag jusqu'au milieu de 1943, alors que cette dernière organisation était fortement soutenue par la *Propaganda-Abteilung* ⁽⁸⁴⁾. Il est également probable que le journal recevait à travers sa *Berliner Schriftleitung* la plus grande partie de la copie des services d'Otto Dietrich, le grand rival de Goebbels dans son propre ministère ⁽⁸⁵⁾. Et nous avons déjà signalé ci-dessus comment Max Amann défendait ses publications contre le *Reichsminister*. La liberté plus grande qu'il exigeait pour elles ressort, dans le cas du *Brüsseler Zeitung*, entre autres de la façon dont, en 1941 et 1942, lorsque tous les journaux belges faisaient le silence sur le gouvernement de Londres, le journal continua à commenter les discours des ministres à la BBC ⁽⁸⁶⁾. Il n'est donc pas étonnant que dans le numéro du 30 juin 1941 aient figuré des félicitations de von Falkenhausen, Dietrich et Amann, mais non point de Goebbels.

Il serait toutefois erroné de croire que le *Brüsseler Zeitung* faisait preuve d'une plus grande objectivité que les autres journaux. S'il n'appliquait pas la conspiration du silence autour du gouvernement belge, c'était pour continuer à l'attaquer et lorsqu'il commenta quand même la lettre pastorale de Van Roey du 21 mars 1943, ce fut en termes extrêmement négatifs. Tout ce qui différenciat le *Brüsseler Zeitung* des autres journaux, c'était l'autonomie plus grande dont il jouissait et qui lui permettait de décider lui-même où, quand et pour ou contre qui il dirigerait sa plume nationale-socialiste. Cela conduisit évidemment à des conflits avec les services de Goebbels, plus attachés aux mesures coercitives, mais aussi à une propagande mieux inspirée et d'un niveau plus élevé. En témoigna la non participation à la campagne ridicule autour de la reprise allemande du signe V.

(83) DE BENS, *op. cit.*, pp. 525-530.

(84) A. DE JONGHE, *La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944)*, 2^{me} partie, in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, IV, 1976, pp. 66-67.

(85) Au cours des cinq années d'existence du BZ, Dietrich fournit cinq éditoriaux, Goebbels deux. Karl Scharping, *Stableiter* de Dietrich, écrivit régulièrement dans le BZ. Le 22 juillet 1940 quelques rédacteurs furent les hôtes d'un autre *Stableiter* de Dietrich, Helmut Sundermann. Cfr *Hinaus mit Lügen-Reuter*, BZ, 29-7-40, pp. 1-2.

(86) On ne disait évidemment jamais explicitement que ces discours étaient prononcés à la BBC, mais puisqu'il s'agissait la plupart du temps de messages à la population du pays occupé, tout le monde pouvait facilement le supposer. Naturellement, le BZ reconnaissait ainsi indirectement le haut pourcentage d'écoute de la radio britannique, ce qui souligne encore une fois la propagande relativement réaliste adoptée par le journal.

Cette plus grande liberté ne doit pas être exagérée. La *Militärverwaltung* profita amplement des possibilités que lui offrait un journal allemand. Le *Brüsseler Zeitung* devint rapidement son porte-parole officiel. A l'occasion de l'ordonnance du 18 juillet 1940, qui interdisait au gouvernement l'accès au pays, Reeder écrivait déjà qu'il était réjouissant de constater que le journal devient de plus en plus l'organe qui fait autorité en Belgique et dans le Nord de la France et influence sur des points essentiels l'attitude de la presse belge et du Nord de la France. Sa prise de position à l'égard de l'ordonnance avait paru sous forme identique dans la presse belge aussi⁽⁸⁷⁾. Le *Brüsseler Zeitung* se révéla rapidement comme un instrument capable d'influencer la presse dans un territoire occupé à l'égal du DNB, de Belgapress, d'autres agences ou des instructions des services de propagande, et leur était assimilé⁽⁸⁸⁾. Dans son rapport annuel à l'OKH, von Falkenhausen pouvait écrire à juste titre : le *Brüsseler Zeitung*, qui paraît ici en langue allemande, occupe une place spéciale. En tant que porte-parole de la *Militärverwaltung*, ce journal, de très bonne facture, sert également d'orientation à d'autres journaux. A l'occasion, il a paru utile de faire traiter par le *Brüsseler Zeitung* des questions qui, si elles avaient été soulevées par la presse belge, l'auraient fait soupçonner de dépendance, laissant à celle-ci le soin de les reprendre tout simplement, sans autre intervention. Ainsi le *Brüsseler Zeitung* agit de façon très satisfaisante comme instrument d'orientation générale de la presse dans ce territoire⁽⁸⁹⁾.

On ne peut donc guère douter des intentions de la *Militärverwaltung* à propos du *Brüsseler Zeitung*. Il faut y ajouter que dans un système totalitaire un porte-parole de ce genre est toujours intégral : vis-à-vis du lecteur, un journal semi-officiel ne peut se permettre de ne reproduire qu'occasionnellement la voix de son maître, parce que cela pourrait donner lieu à des interprétations erronées. C'est que la *Pravda* n'est lue nulle part avec autant d'attention qu'à Washington. Un exemple typique en est un incident du mois de juillet 1942. Le DNB avait transmis au *Brüsseler Zeitung* une information incorrecte concernant l'octroi d'une large autonomie aux Bretons. Aussi brève qu'elle fût, plusieurs nationalistes flamands l'avaient apparemment lue et s'étaient adressés à Reeder avec la réaction classique :

(87) « Die BZ, die erfreulicherweise immer mehr das massgebende Organ in Belgien und Nordfrankreich wird und die Haltung der belgischen und nordfranzösischen Presse im wesentlichen Punkte beeinflusst »... « in ähnlicher Form auch in der belgischen Presse erschienen », TB Reeder 7, 4 août 1940 (T-501, 102, 801).

(88) TB der Propaganda-Staffel B beim Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich für die Zeit vom 1. bis 31. August 1940 (T-77, 983, 4473723).

(89) « Eine besondere Stellung nimmt die hier erscheinende deutschsprachige *Brüsseler Zeitung* ein, die, inhaltlich sehr gut aufgemacht, als Sprachrohr der *Militärverwaltung* auch für die anderen Zeitungen richtunggebend wirkt. Gelegentlich erschien es zweckmässig, bestimmte Fragen, die, durch die belgische Presse angeschnitten, diese in der Verdacht der Hörigkeit hätten bringen müssen, durch die *Brüsseler Zeitung* in die Debatte zu werfen und dann ohne weiteres Zutun von der belgischen Presse übernehmen zu lassen. So wirkt die *Brüsseler Zeitung* sehr günstig als ein Mittel der allgemeinen Pressesteuerung des Befehlsbereiches. » Jahresbericht der *Militärverwaltung*, 15 juillet 1941 (T-501, 104, 856).

« pourquoi eux et pas nous ? ». Aussi, Reeder dut-il formellement insister afin que de semblables « accidents » fussent évités à l'avenir⁽⁹⁰⁾. La position délicate du *Brüsseler Zeitung* ressort également de la réaction d'Oscar Plisnier, Secrétaire général du Ministère des Finances, à un article du rédacteur économique Wilhelm Jungermann en date du 23 août 1940. Celui-ci y avait plaidé la réorganisation de l'économie belge selon le modèle allemand et Plisnier estima nécessaire de démontrer le contraire dans une longue rectification⁽⁹¹⁾. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, entre 1940 et 1944, le *Brüsseler Zeitung* ait toujours et totalement soutenu la politique de la *Militärverwaltung*.

On ignore si l'administration militaire dut exercer la contrainte pour faire marcher le journal ou pas. Il se peut qu'on se soit rangé à une forme de « collaboration », sur une base plutôt volontaire. Car si les rédacteurs du *Brüsseler Zeitung* s'avérèrent être des nationaux-socialistes convaincus mais contraires à l'extrémisme, qui approchaient les événements avec une certaine objectivité, cela était tout aussi vrai pour Reeder, la figure-clé de la *Militärverwaltung*. Ils professaient chacun une approche plus pragmatique et avaient donc les mêmes adversaires dans le *kalkulierte Chaos* d'Hitler.

5. LA REDACTION

Les rédacteurs du *Brüsseler Zeitung* avaient tous leur caractère, leur style et leurs idées propres, qui leur permettaient d'assurer une certaine variation à l'intérieur des limites dirigistes qui leur étaient imposées. Malheureusement, les données concernant ceux qui rédigeaient le *Brüsseler Zeitung* sont tellement rares que nous devons nous limiter quasi exclusivement aux visions et plus encore aux tonalités que reflètent leurs articles.

Comme nous l'avons déjà signalé, c'est par une espèce de *Marschbefehl* que les rédacteurs furent contraints de quitter leur ancien journal pour se rendre à Bruxelles. Tant leur ancien employeur que leur famille reçurent une rétribution pour la durée de leur absence⁽⁹²⁾. Eux-mêmes reçurent un bon salaire et le remboursement de leurs frais de logement⁽⁹³⁾. Il y avait bien des problèmes avec les congés, car les rédacteurs se plaignaient de ne pouvoir aller assez souvent en Allemagne, faute de facilités de transport⁽⁹⁴⁾. D'aucuns souffraient d'ailleurs du mal du pays⁽⁹⁵⁾. Mais l'atmosphère, excellente

(90) TB Reeder 7, 4 août 1940 (T-501, 102, 779).

(91) Archives Générales du Royaume, Papiers O. Plisnier, 235 : Dossier relatif à la BZ.

(92) Farde BZ 1/71, AG.

(93) Papiers J. Frank.

(94) BZ, 32 juin.

(95) Dans le numéro humoristique de fin juin 1941 il est fait à plusieurs reprises allusion au Dr. Heinrich Tötter, qui ne cessait de parler de sa fille Gretel. BZ, 32 juin.

d'ailleurs, semble plutôt avoir été celle de flibustiers⁽⁹⁶⁾. La façon dont ils s'étaient connus d'un jour à l'autre pour aller travailler ensemble à l'étranger, le caractère souvent provisoire de leur logement — certains vécurent constamment à l'hôtel — et certainement le dur labeur du début devaient forcément aussi rapprocher les rédacteurs sur le plan humain. Ils passaient d'ailleurs une partie de leurs loisirs en groupe, par exemple dans un bowling-club. En comparaison avec la situation de la population belge, ils étaient bien pourvus en vivres et boissons⁽⁹⁷⁾. Au vu de tout cela, on ne s'étonnera pas que cette rédaction, composée essentiellement d'hommes entre trente et quarante ans, publiât un journal qui au cours de sa première année frappa non seulement par sa qualité, mais aussi par un certain enthousiasme. Par après, ces deux caractéristiques déclinèrent sensiblement, ce qui indique que les conditions de travail empirèrent probablement au cours des dernières années de la guerre.

Au cours de ses cinq années d'existence, le *Brüsseler Zeitung* connut trois rédacteurs en chef. Après que Rudolf Sparing eut résigné cette fonction à la mi-octobre de 1940, August Haase lui succéda. Avant la guerre, il avait été correspondant en Belgique de plusieurs journaux allemands et fut probablement nommé à cause de cela. En fait, c'est en *outsider* qu'il reprit la tâche de Sparing, car le 10 mai 1940 il avait été déporté en France par les autorités belges. Il ne rentra qu'en octobre et un de ses premiers textes dans le *Brüsseler Zeitung* fut un reportage en plusieurs livraisons de ses tribulations au cours des mois précédents. Comme rédacteur en chef, il écrivit surtout des articles sur la situation dans le territoire occupé, principalement concernant la *Volkstumsfrage*. Le raisonnement logique ne semble pas avoir été son fort, car la plupart de ses textes se distinguaient par un amoncellement confus de conceptions assez radicales, basées il est vrai sur une vaste connaissance d'ouvrages idéologiques. Le 1^{er} septembre 1941 on pouvait lire dans le *Brüsseler Zeitung* que Haase était « en voyage ». Plus tard, en juin 1944, il envoya encore un article au journal comme *Kriegsbericht* d'une *Propaganda-Kompanie* en Normandie, ce qui laisse supposer qu'il a dû abandonner sa fonction pour être appelé sous les armes⁽⁹⁸⁾.

En octobre 1941, le directeur Theo Hansen nomma le Dr Heinrich Tötter comme nouveau rédacteur en chef. Tötter était au *Brüsseler Zeitung* depuis le début. Il était responsable de la partie politique du journal et devint rédacteur en chef suppléant le 1^{er} juillet 1941. Au moment de sa nomination il avait 31 ans. Il avait étudié le journalisme à Berlin et travaillé à Cologne et dans la Sarre, probablement comme journaliste. A l'opposé de Haase, il traitait surtout de la situation politique internationale et de temps en temps seulement de la Belgique. Il était aussi plus modéré que son prédécesseur et au fond le plus réaliste de tous les rédacteurs. Ses articles

(96) Papiers J. Frank.

(97) Cette information provient du BZ, 32 juin.

(98) Données sur Haase en provenance du BZ et des *England-Nachrichten*, 506501.

n'étaient pas des exploits littéraires, mais — compte tenu de l'ambiance de l'époque — des textes pondérés, bien étoffés et empreints de logique. Tötter allait rester rédacteur en chef jusqu'à la fin ⁽⁹⁹⁾.

Des huit pages dont était composé le journal en 1940, trois étaient réservées à l'information politique et militaire. En première page figuraient d'habitude deux longs articles, l'un avec un gros titre, l'autre avec un titre plus modeste, traitant le plus souvent de la situation internationale, parfois d'événements en Belgique occupée. Quelques notices et une photo remplissaient les espaces restés libres. La colonne de gauche était occupée par la *Glosse*, un commentaire polémique sur les événements. Sur les deux colonnes le plus à droite, environ à partir du milieu de la page, paraissait tous les jours le *Leitartikel*, une chronique d'une portée philosophique ou historique plus générale qui pouvait aborder les sujets les plus divers : de la commémoration de l'occupation de la Ruhr en 1923 à une glorification de Rubens, en passant par la valeur raciale des peuples slaves et la supériorité tactique de la flotte allemande. Le *Leitartikel* constituait un des ornements du journal et était parfois écrit par d'éminentes personnalités du Troisième Reich. La deuxième page contenait la plupart du temps la suite de cet article de fond, à côté du reste de l'information politique, le communiqué officiel de l'OKW et les *Politische Notizen*, de brèves notices d'une seule phrase. La dernière page du journal était surtout remplie par de l'information militaire, avec en plus des informations succinctes *Aus dem Reich*, le *Blick in die Weltpresse*, qui citait principalement des journaux germanophiles et les *Zwischenrufe*, une rubrique d'une colonne dans laquelle quatre à cinq rédacteurs lançaient tous les jours quelques courts traits politiques. Assez souvent la page 3 était également consacrée à des faits politiques ou militaires, comme par exemple les Rothschild, l'Organisation Todt, la presse belge d'avant-guerre ou même la barbarie culturelle des Anglais. Cette page, *Seite des Tages*, toujours très soignée, était quotidiennement remplie par un seul grand sujet, abondamment illustré avec des photos ⁽¹⁰⁰⁾.

Il ressort de cet aperçu que la rédaction politique du *Brüsseler Zeitung* devait compter le plus grand nombre de journalistes. Ce nombre variait il est vrai, mais en moyenne ils étaient six. Au total, pas moins de dix-sept rédacteurs dûment sous contrat ont rempli ces pages, ce qui indique un grand va-et-vient au journal. Nous ne pouvons que supposer le moment de leur arrivée et de leur départ en nous rapportant à l'apparition et la disparition de leur signature au bas des articles, ce qui ne nous permet pas de reconstruire l'évolution de la rédaction politique de 1940 à 1944. Dans un ordre chronologique relatif, les journalistes suivants en ont fait partie. De juillet à octobre 1940, Carl Walter Gilfert remplaça régulièrement Rudolf Sparing durant ses nombreuses absences et obtint par après la fonction de rédacteur

(99) Données sur Tötter en provenance du *BZ*, 32 juin, Papiers J. Frank et *BZ*.

(100) Les dénominations *Leitartikel*, *Glosse* et *Seite des Tages* ne figurent pas comme telles dans le *BZ*, mais nous les avons reprises de HOFFMANN, p. 85, qui les utilisait pour le similaire *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*.

en chef suppléant. Il écrivit les articles les plus radicalement anti-anglais, jusqu'à sa mobilisation fin mai 1941. Il se retrouva au front russe, d'où il allait parfois encore envoyer de la copie sur l'Union Soviétique. Le Dr Franz Rodens publia de juillet à novembre de 1940 des textes assez modérés sur les sujets les plus divers, après quoi il devint le correspondant permanent du *Brüsseler Zeitung* à Paris jusqu'en août 1944. Fritz Horstmann collabora du mois d'août au mois de décembre de 1940, traitant principalement les événements militaires. Il fut mobilisé, envoya encore un article sur la culture russe et tomba au front de l'Est fin octobre ou début novembre de 1941. Horst Heinzmann fit probablement partie du journal de juillet 1940 jusqu'à la fin de 1941. Il écrivit surtout sur l'Angleterre et l'Empire Britannique en Afrique et en Asie, à côté de multiples contributions aux *Zwischenrufe*.

A l'automne de 1940, quelques nouveaux venus vinrent rejoindre la rédaction politique. En octobre, le Dr Dietrich Bartens, qui avait 31 ans à l'époque, fut muté des pages sportives et jusqu'en mars de 1943 il allait surtout écrire des textes sur les Etats-Unis. Le Dr Hans Fuchs, qui avait déjà été actif en Belgique avant la guerre, publia de décembre 1940 jusqu'à la fin de nombreux articles sur les sujets les plus divers, toujours dans un style sobre et modéré. S'y joignit encore en décembre 1940 Ottmar Katz, jusque là probablement attaché au *Krakauer Zeitung*. C'était le plus fanatique de tous les rédacteurs qu'eut jamais le *Brüsseler Zeitung*. Jusque fin octobre il écrivit des articles violents contre les Juifs, les Polonais et les Anglais, après quoi il retourna vraisemblablement en Allemagne ⁽¹⁰¹⁾.

Vers le milieu de 1941, trois nouveaux rédacteurs politiques arrivèrent encore au journal : Helmut Reuter — dont le nom se prêtait à des observations ironiques — un Westphalien qui succéda en juin à Carl Gilfert, mais ne resta que jusqu'en octobre ; Heinz Friedel Schmitz, qui écrira à partir de juillet principalement sur l'Union Soviétique avant de rejoindre l'*Organisation Todt* en septembre 1942 ; et surtout Robert Schmelzer. Ce rédacteur de 27 ans (né en 1914) avait déjà envoyé des articles au journal depuis le début de 1941 et fut définitivement attaché au *Brüsseler Zeitung* à partir de juillet de cette année. Il y restera jusqu'en septembre 1944 et durant cette période il déploya une énorme activité : la plupart des commentaires quotidiens, presque tous les jours un *Zwischenruf* et un article politique et presque chaque mois encore un papier pour la *Seite des Tages*. Ses textes traitaient principalement des aspects politiques de la guerre et étaient de ce fait fortement teintés de propagande. Mais compte tenu de cela, ils dégageaient un ton relativement modéré et la pléthore de ses écrits ne nuisait pas à leur bonne facture ⁽¹⁰²⁾.

(101) Dans le numéro humoristique de fin juin 1941, Katz était appelé « Burgherr von Gestapotzingen » dans un récit de guerre médiéval artistique. A défaut d'information, nous ne saisissons pas le sens de ce titre. *BZ*, 32 juin.

(102) On peut se demander si Schmelzer ne signait pas tout simplement des textes tout faits, chose qui n'était pas inhabituelle dans le Troisième Reich. Cela ne nous paraît pas le cas, car ses collègues aussi l'appelaient le « Multaskribens ». *BZ*, 32 juin.

De ceux qui rejoignirent encore la rédaction par après, nous ne savons guère plus que les noms : Hans J. Sperber, qui succéda sans doute à Horst Heinzmann et qui, de janvier à décembre 1942, s'occupa principalement de l'évolution de la guerre ; le Dr Eugen Pfuher, qui resta à peine deux mois — février et mars 1942 ; Hans Joachim Funke, qui, de mai 1942 à mars 1943, écrivit surtout des articles militaires ; le Dr Herta Dörr, dont la fonction demeure imprécise, mais qui appartient peut-être à la rédaction politique de mai 1942 à mai 1943 ; Willy Wächtler, qui succéda probablement à Schmitz en septembre 1942 et qui, après Schmelzer, allait écrire le plus grand nombre d'articles politiques ; Lore Stehberger, qui ne fournit que peu de textes entre janvier 1943 et septembre 1944 ; et enfin Hugo Grüssen, qui au cours des derniers mois reprit le rôle de Wächtler⁽¹⁰³⁾. Nous ne savons pas avec certitude si ces dix-sept rédacteurs résidèrent tous à Bruxelles, ou bien à Berlin.

En effet, le journal disposait aussi d'une *Berliner Schriftleitung* (direction rédactionnelle berlinoise) dans la capitale allemande, qui fournissait de l'information sur les événements politiques et culturels dans le Troisième Reich. Il est fort probable que tant Robert Schmelzer que Lore Stehberger en faisaient partie, peut-être aussi Hans Fuchs. Le cas de Schmelzer est typique. Il n'écrivait presque jamais sur des situations belges. Il ne fut engagé définitivement qu'en juillet 1941, mais fournit autant de textes avant qu'après, ce qui pourrait indiquer un déménagement de Berlin à Bruxelles au cours de ce mois. Le 12 mars 1943 il collabora à un *Bericht unserer Berliner Schriftleitung*, sur la *Seite des Tages*, concernant la mobilisation pour la guerre totale dans la capitale allemande. Mais moins d'un mois plus tard, le 7 avril, il remplit la même page avec un reportage sur les ravages provoqués la veille à Mortsels par un bombardement aérien⁽¹⁰⁴⁾. Puisque cette attaque aérienne alliée eut lieu dans l'après-midi du 6 avril et que la copie de Schmelzer devait être remise le même soir, il doit nécessairement avoir été à Bruxelles à ce moment. Cela fut certainement le cas en 1944⁽¹⁰⁵⁾. A quelle rédaction appartenait donc Schmelzer ; à celle de Berlin ou à celle de Bruxelles ? Toute la *Berliner Schriftleitung* reste une énigme pour nous⁽¹⁰⁶⁾.

(103) Cette reconstruction limitée de la rédaction politique a été rassemblée petit à petit à partir du BZ, le BZ du 32 juin, les papiers J. Frank, la réponse écrite du Dr. Heinrich Tötter à nos questions, du 13 juin 1980, et la liste des membres de la NSDAP-AO (reconstruite par le drs. Richard Boyen et procurée par An Delbeke). Cela vaut également pour les compositions ci-après des rédactions culturelle, régionale, économique et sportive.

(104) R. SCHMELZER, *Tagebuchnotizen*, BZ, 12-3-43, p. 3 ; IDEM, *Ter Terror mit dem Metermass*, BZ, 7-4-43, p. 3.

(105) Papiers J. Frank.

(106) Deux extrêmes sont possibles ici : ou bien la *Berliner Schriftleitung* était une rédaction qui fournissait de la copie à tous les journaux de la *Europa-Verlag*, ou bien chaque journal avait sa propre rédaction indépendante à Berlin. Il y a des arguments qui plaident en faveur de chacune de ces possibilités — ainsi que de certaines solutions intermédiaires, comme par exemple une seule *Berliner Schriftleitung* ou une sous-division de celle-ci uniquement pour les journaux de l'Ouest — mais les sources ne nous apprennent rien à ce sujet.

Il est probable qu'elle fournissait un volume considérable d'articles politiques au journal, ainsi que des textes de toutes sortes de collaborateurs réguliers ou occasionnels. La rédaction de Bruxelles recevait d'ailleurs aussi des contributions directes de ces auteurs. Car au fil des années le *Brüsseler Zeitung* connut une énorme quantité de collaborateurs, éminents et inconnus⁽¹⁰⁷⁾. Certains d'entre eux étaient assez actifs, car durant une période déterminée ils écrivirent presque chaque mois un ou plusieurs articles : le Dr Erwin Bockhoff, depuis le front germano-russe, sur la guerre en général, tout comme Otto Gerlach en Afrique du Nord ; ensuite Hermann Spannagel, très actif entre septembre 1940 et mars 1941 ; F.O.H. Schulz, sur les dessous historiques de certains aspects de la guerre ; Rolf Schindel, sur divers sujets politiques et Werner von Lojewski, sur le Proche-Orient.

Plusieurs professeurs d'université fournissaient de leur côté des textes au journal. Les plus actifs étaient : le Prof. Dr. Hans Peter Ipsen, professeur de droit à Hambourg et *Verwalter* de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), qui à partir de 1942 et jusqu'à son incorporation à l'armée en juillet 1944, écrivit en moyenne quatre articles par mois sur la justice sous le national-socialisme⁽¹⁰⁸⁾ ; le Prof. Dr. Johann von Leers, connu pour ses glorifications d'Hitler et son antisémitisme rabique dont il fournit aussi des échantillons dans le *Brüsseler Zeitung*⁽¹⁰⁹⁾ ; et le Prof. Dr. F. Schönemann, qui livra plusieurs articles sur les Etats-Unis entre 1942 et 1944. Tous ces titres académiques ne manquent pas de susciter un certain scepticisme lorsqu'on lit un article comme « *Blut* » oder *Blut*, écrit par un certain Prof. Dr. Lenz de la Faculté de médecine de l'Université de Berlin. Il y réfutait « de manière scientifique » la thèse selon laquelle les transfusions de sang de Juifs sur des prisonniers allemands blessés, telles qu'elles étaient parfois pratiquées par les Anglais, auraient des suites sur le « sang » dans le sens de « race »⁽¹¹⁰⁾.

A part cela, de nombreux militaires de haut rang écrivaient des articles sur la stratégie et la tactique : ainsi le *Konteradmiral* en retraite Franz Willi Brüninghaus, ancien membre du *Reichstag* pour le *Deutsche Volkspartei*, qui écrivit surtout pour la marine⁽¹¹¹⁾ ; le *Hauptmann* Dr. Wilhelm Ritter von Schramm, auteur à succès en Allemagne, qui écrivit des commentaires stratégiques sur les grandes batailles de la deuxième guerre mondiale⁽¹¹²⁾ ; et le *Oberstleutnant* Benary, également en retraite, qui produisit surtout des papiers historiques — par exemple sur Verdun, 1917. Aussi étonnant que cela

(107) Nous avons fait le compte de tous les noms d'auteurs parus dans le BZ de juillet 1940 à septembre 1944 et sommes arrivés à un total d'environ 2.000 (!).

(108) W. KOSCH, *Biographisches Staatshandbuch, Lexicon der Politik, Presse und Publizistik*, 2 vol., Berne-Munich, 1959-1963, p. 590.

(109) J. HAGEMANN, *Die Presselenkung im Dritten Reich*, Bonn, 1970, p. 94, 392.

(110) « *Blut* » oder *Blut*, BZ, 19-1-41, p. 3.

(111) KOSCH, *op. cit.*, p. 590.

(112) E. MURAWSKI, *Der deutsche Wehrmachtsbericht 1939-1945*, Boppard am Rhein, 1962, p. 48.

paraissait, le *Brüsseler Zeitung*, journal se situant dans un territoire où stationnaient beaucoup de pilotes allemands, n'avait parmi ses collaborateurs aucun véritable spécialiste de l'aviation, mais bien un connaisseur de la flotte et de la flotte sous-marine en la personne du correspondant de *Das Reich* Heinz Bongartz qui faisait son service dans la marine.

Plusieurs personnalités importantes du Troisième Reich prêtèrent également leur concours. C'étaient principalement de hauts fonctionnaires du monde de la propagande : le Dr. Karl Scharping, qui envoya quelques quinze textes ; Helmut Sündermann et Hans Fritsche, tous trois subordonnés d'Otto Dietrich au Ministère de la Propagande ; et le Dr. Paul Schmidt, de l'*Auswärtiges Amt* ⁽¹¹³⁾. Dietrich lui-même écrivit cinq articles, Goebbels deux, et Hasso von Wedel, le chef de la *Wehrmachtpropaganda* un, sur la relation entre le parti et l'armée. On vit encore des textes du Feldmaréchal Erwin Rommel, d'Alfred Rosenberg, du *Reichsarbeitsführer* Konstantin Hierl, de l'ambassadeur d'Italie Dino Alfieri et du ministre français de Vichy Marcel Déat. A l'occasion, des personnalités allemandes et flamandes en territoire occupé prirent également la plume : Eggert Reeder, Cyriel Verschaeve, Hendrik Elias, Jef Van de Wiele, le référendaire pour la culture de la *Militärverwaltung* Franz Petri et surtout Julius Reinhard Koch, chef suppléant de la *Auslandsorganisation* du NSDAP, qui écrivit pas mal d'articles. L'homme le plus actif était cependant le Dr. Walter Hailer, dont nous avons déjà parlé. D'autres fonctionnaires de la *Militärverwaltung* écrivirent également un article.

Pour la correspondance de guerre, le *Brüsseler Zeitung* dépendait avant tout des correspondants de guerre des *Propaganda-Kompanien*. Ici aussi nous avons retrouvé un tas de noms, mais peu qui publièrent plus de cinq articles dans le journal. Les plus importants étaient Lutz Koch, successivement en Afrique du Nord, en Italie et en Normandie ; Werner Kark, auprès de la *Luftwaffe* ; Norber Tönnies, dans l'Atlantique et le Canal ; et Wolfgang Körber, le *Verwalter* de Belgapress qui tomba en disgrâce auprès de la *Propaganda-Abteilung* en 1942 et devint correspondant de guerre, d'abord sur le front germano-russe et après en Normandie ⁽¹¹⁴⁾.

Le *Brüsseler Zeitung* possédait en outre un réseau étendu de correspondants. Deux d'entre eux étaient attachés au journal : Franz Rodens à Paris et Annemarie Spitzfaden à La Haye, tous deux de juin 1941 à août 1944. Les autres étaient des collaborateurs libres. Des articles mensuels parurent de la main de Franz Riedl, à Budapest, sur les Balkans ; de Fritz Lindtscheidt, à Madrid ; de Heinz Riedel, à Riga, sur l'*Ostland* ; du Dr. Bernhard Gramlich, à Reval (Tallin), sur la Finlande et les pays baltes ; du Dr. Gustav Eberlin, depuis 1911 à Rome ⁽¹¹⁵⁾ ; et de Heinrich Baron — ancien collaborateur du

(113) ABEL, *op. cit.*, pp. 108-109, 113.

(114) Pour Körber et Belgapress, cfr DE BENS, *op. cit.*, pp. 88-90.

(115) KOSCH, *op. cit.*, p. 270.

dissident *Berliner Tagesblatt* — à Lisbonne, souvent sur les Etats-Unis ⁽¹¹⁶⁾. A partir de novembre 1942, le journal reçut régulièrement des articles de fond sur la vie politique française du professeur à la Sorbonne Louis Le Fur, dont la tâche fut reprise, après sa mort en février 1943, par son collègue René Martel. Des correspondances irrégulières parvinrent au *Brüsseler Zeitung* depuis Helsinki, Stockholm, Oslo, Copenhague, Belgrade, Bucarest et Rome. D'autre part, le journal pouvait compter de temps à autre sur des articles de spécialistes en affaires politiques scandinaves, suisses, indiennes, chinoises, japonaises et brésiliennes.

Grâce à ces nombreux effectifs, le *Brüsseler Zeitung* était donc en mesure d'assurer une vaste information politique et militaire. Des correspondants de guerre écrivaient des récits épiques sur ce qui se passait sur les différents fronts de combat et des militaires de haut rang en faisaient l'analyse. Des correspondants envoyaient des nouvelles de tous les pays qui étaient accessibles à des Allemands et des spécialistes les commentaient. Malgré une rédaction peu nombreuse, on parvenait ainsi à remplir tous les jours trois ou quatre pages. Afin de garder tous ses collaborateurs, le *Brüsseler Zeitung* rémunérait royalement leurs écrits. Les collaborateurs réguliers recevaient un salaire mensuel fixe, les auteurs plus sporadiques étaient payés à la ligne, sauf lorsqu'il s'agissait de personnalités éminentes dont le nom méritait une somme plus importante ⁽¹¹⁷⁾. C'est ainsi que Wies Moens reçut 9.000 FB pour sa série *Dreissig Tage Krieg*, qui remplit environ deux colonnes tout au long de vingt-cinq jours ⁽¹¹⁸⁾. Grâce à ce système, le *Brüsseler Zeitung*, tout comme la *Militäverwaltung* dont il dépendait, avait trouvé le moyen de réaliser le maximum avec un minimum de personnes.

La même méthode était employée pour les rédactions culturelle, locale, économique et sportive. La partie culturelle du *Brüsseler Zeitung* figurait toujours — lorsque le journal comprenait huit pages — en page quatre et était l'ornement du journal. C'était une page particulièrement soignée, composée de contes rapides, de longs articles consacrés à des thèmes culturels, historiques ou philosophiques et d'un feuilleton. Cette partie du journal, appelée alors et maintenant encore en allemand le *Feuilleton*, était d'une qualité typographique rare à l'époque, imprimée en différents caractères soigneusement sélectionnés, illustrée avec de belles photos, des dessins, des croquis et des tableaux et ordonnée en un tout harmonieux. Pour la Belgique, c'était une rareté en ce temps-là et cela le serait encore aujourd'hui ⁽¹¹⁹⁾.

(116) Le Portugal neutre servait en effet de source d'information sur l'adversaire, tant du côté allemand que du côté allié. Pour Heinrich Baron, M. BOVERI, *Wir lügen alle, Eine Hauptstadtzeitung unter Hitler*, Olten-Freiburg im Breisgau, 1965, p. 77.

(117) Rapport d'expertise, p. 13, AG.

(118) W. MOENS, *Dreissig Tage Krieg*, BZ, du 12-9 au 6-10-40, chaque fois en page 3. Rapport d'expertise, p. 17, AG.

(119) Actuellement, en Belgique, les pages littéraires hebdomadaires du *De Standaard* se rapprochent le plus du *Feuilleton* du BZ. Le *Feuilleton* de l'hebdomadaire allemand actuel *Die Zeit* y ressemble beaucoup, abstraction faite des différences de style évidentes.

Les nouvelles culturelles proprement dites — théâtre, cinéma, opéra, soirées culturelles, etc. — figuraient au bas de la page deux, où on renvoyait parfois aussi des articles philosophiques, culturels, historiques ou scientifiques de nature plus générale.

La rédaction culturelle comprenait en moyenne deux à trois rédacteurs fixes, quatre au total entre 1940 et 1944. Le premier fut Ehrhard Evers, qui avait une connaissance assez approfondie de la littérature flamande et devait par la suite être en bons termes avec Cyriel Verschaeve. Il était originaire de Pomméranie et allait être responsable de la partie culturelle du *Brüsseler Zeitung* à partir du 1^{er} juillet 1940. Il ne fut pas tellement actif sur ce plan, bien qu'il écrivit de temps à autre un article de fond historico-culturel sur la Flandre, généralement d'un ton radical. A partir de novembre 1940, le Dr. Erwin Wäsche fut également attaché à la rédaction culturelle. Il avait étudié la philosophie et écrivait des considérations intellectuelles plutôt pesantes sur les relations entre la Flandre et l'Allemagne. Lorsque Evers quitta le journal en mai 1942, Wäsche lui succéda comme responsable de la culture, et il le restera jusqu'à la fin. En mai 1941 on engagea un autre élément encore : Imogen Seger, âgée de 27 ans et originaire de Westphalie, qui s'occupa surtout des événements culturels à Bruxelles, Anvers et Gand et collabora de temps à autre aux informations régionales. Elle aussi resta jusqu'à la fin, un mois de plus que Wilhelm Reiner Riotte, qui fut probablement engagé peu de temps après le départ d'Evers. Il rédigea surtout des papiers pour le *Feuilleton*, à côté de nombreux *Zwischenrufe*.

Une des tâches les plus manifestes des pages culturelles était la promotion de l'art flamand. Le but poursuivi était double : d'une part, s'assurer la collaboration de personnalités du monde culturel flamand ; d'autre part, dans un but de propagande auprès de la population du pays occupé et surtout auprès des soldats allemands, qui devaient ainsi avoir l'impression que tous les artistes flamands s'étaient rangés sous la bannière du Troisième Reich⁽¹²⁰⁾. A cet effet, on fit appel à Franz Fromme, comme collaborateur attiré. Il s'agissait d'un publiciste sexagénaire de Brême (né en 1880), qui à la suite d'un voyage à Gand en 1913 s'était intéressé à la littérature flamande et s'y était spécialisé par la suite. Déjà au cours de la première guerre mondiale il avait mis avec empressement sa plume au service de la *Flamenpolitik*⁽¹²¹⁾. Entre 1940 et 1944, Fromme allait écrire plusieurs articles par mois sur son sujet favori et il était évidemment l'homme rêvé pour faciliter le rapprochement avec les auteurs flamands. A côté de la littérature allemande, qui dominait dans la page du *Feuilleton*, apparurent donc aussi des récits, nouvelles et poèmes de Felix Timmermans, Cyriel Verschaeve, Wies Moens, Jef Simons et beaucoup d'autres. Parmi les feuilletons publiés par le journal et dont la plupart étaient des œuvres littéraires allemandes traitant

(120) Rapport d'expertise, p. 9, AG.

(121) L. SIMONS, *Franz Fromme*, in *Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, 2 vol., Tielt-Utrecht, 1973, p. 541.

de la guerre — première guerre mondiale, guerre de trente ans, Frédéric le Grand — de la patrie : les *Niebelungen*, le Harz, la femme restée au foyer — ou des liens entre l'Allemagne et la Flandre : Rubens, *Ostsiedlung* — figura un ouvrage d'Ernest Claes et un de Stijn Streuvels. En ce qui concerne ce dernier uniquement cela s'était fait sans son autorisation, mais avec celle de son éditeur allemand (122).

Toutefois, c'était pour l'information culturelle en page deux du journal que la rédaction avait besoin de la coopération la plus étendue. Afin d'y pourvoir, elle édifia en peu de temps un vaste réseau de correspondants. Les plus importants étaient le Dr. Karl Jacobs, qui, à côté d'informations culturelles de Lille, se chargeait également de traductions du néerlandais en allemand ; le Dr. Fritz Brust, de Berlin ; Eduard Springer, à Vienne ; Jürgen Petersen, le rédacteur de *Das Reich*, qui jusqu'à sa disgrâce en 1942 assura également la critique théâtrale de Berlin pour le *Brüsseler Zeitung* (123) ; et Peter Trumm, de Munich. En plus, le journal recevait des correspondances suivies sur la vie cinématographique et musicale de Berlin, ainsi que de Duisburg, Bonn, Cologne, Münster, Hanovre, Hambourg, Braunschweig, Dresde, Leipzig, Strasbourg, Luxembourg, La Haye, Anvers et Bruxelles. Des Flamands et des Wallons collaboraient aussi à cette rubrique, comme Emiel Van Bergen, l'ancien rédacteur en chef du journal activiste *Gazet van Brussel*, sur la vie culturelle dans la capitale (124) ; Walter Weyler, le directeur du département culturel de la DeVlag, sur Anvers (125) ; et l'artiste wallon G. Samsoen de Gérard, sur Liège. Manquait-on d'information culturelle, des spécialistes remplissaient ces colonnes : ainsi le Prof. Dr. Franz Böhm, avec des textes philosophiques ; le Prof. Dr. Walter Mönch, de Heidelberg, avec différents articles sur Wagner ; le Dr. Paul Feldkeller, sur les développements les plus récents dans les sciences positives ; et Rolf Gödel, qui livra de nombreux textes idéologiques avant de tomber sur le front russe en 1944. En tout et pour tout, les colonnes culturelles du *Brüsseler Zeitung* formaient une combinaison germano-flamande harmonieuse, même si du côté flamand y figurait uniquement ce que les Allemands souhaitaient. Aussi est-il probable que l'influence de la DeVlag et de la *Propaganda-Abteilung*, dont le département culturel était d'ailleurs dirigé par l'homme de la DeVlag Rolf Wilkenig, pesait plus lourdement sur ces pages-là que sur le reste du journal.

Les pages économiques du *Brüsseler Zeitung* essayaient d'égaliser le niveau des pages culturelles, pas tant sur le plan typographique qu'en ce qui concerne le contenu. La page sept du journal comprenait deux morceaux principaux : d'une part, un éditorial économique, dans lequel des problèmes déterminés étaient commentés ou interprétés, le plus souvent du point de

(122) Rapport d'expertise, pp. 16-17, AG.

(123) MARTENS, *op. cit.*, p. 144 ; ABEL, *op. cit.*, p. 74.

(124) A. VAN HERREWEGHEN, *Emiel Van Bergen*, in *Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, pp. 176-177.

(125) Archives De Vlag, Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale.

vue politique ; d'autre part, un texte de nature encyclopédique qui, à l'aide d'un matériel statistique, examinait un pays, une industrie, une matière première ou un problème financier. Le reste de la page était complété avec des articles plus courts, de brèves notices variées et le bulletin de la bourse. Il n'était apparemment pas facile de remplir toutes ces colonnes, car les annonces occupèrent de plus en plus de place, surtout après 1941.

Le travail de la rédaction économique était plutôt délicat et par conséquent strictement contrôlé. Il est clair que ses articles devaient en premier lieu toucher les milieux économiques et financiers du pays et la *Militärverwaltung* ne tenait pas à les désobliger. Le premier responsable de la rubrique, le Dr. Wilhelm Jungermann, s'y conformait. Ses articles se signalaient par un raisonnement étonnamment réaliste, qu'on retrouvait apparemment auprès de toute la rédaction économique. Lorsque Jungermann fut mobilisé en mai 1941 — il enverra encore des articles depuis l'Union Soviétique et l'Italie — Elmar Domann, qui appartenait déjà à la rédaction économique depuis 1940, lui succéda. Il suivit la ligne de Jungermann, mais écrivit lui-même peu d'articles. Probablement au début de 1942 il disparut lui aussi du *Brüsseler Zeitung* et fut remplacé par Hermann Rosprich, qui avait pris la place de rédacteur économique devenue vacante par le départ de Jungermann. Rosprich s'intéressait également aux problèmes sociaux et écrivait de temps à autre des articles sur l'enseignement. Il ne changea rien non plus au style des pages économiques. Au printemps de 1943 il quitta lui aussi le journal. Qui lui succéda n'est pas clair, mais la Dr. Herta Dörr paraît avoir été transférée de la rédaction politique. Cette situation ne peut avoir duré que quelques mois, car Dörr disparut aussi. A partir de l'automne de 1943, le *Brüsseler Zeitung* se trouva donc sans rédaction économique. Alors la page fut souvent sacrifiée sur l'autel du manque de papier ou remplie avec des articles de collaborateurs libres. Dès lors, la rubrique qui avait débuté avec beaucoup de bonnes intentions, avait toujours été considérée par les autres rédacteurs comme sortant de l'ordinaire et n'avait jamais occupé plus de deux rédacteurs, disparut virtuellement.

Cette rédaction connut cependant de nombreux collaborateurs, dont les plus actifs furent : l'avocat Hans Peter Danielcik ; Ernest Ruhe, qui fut surtout actif en 1944 ; le Dr. Kurt Seesemann, qui écrivit de nombreux articles sur l'économie russe ; et le Dr. Wolfgang Krause, qui fit de même sur les Etats-Unis. Ce qui frappe également, c'est que plusieurs fonctionnaires de l'administration militaire y allèrent de temps à autre d'un texte, de préférence sur un aspect de l'économie belge. Ainsi par exemple le *Militärverwaltungsrat* Dr. Hans Meisser — que nous ne connaissons pas par ailleurs — qui écrivit des articles sur les finances belges. Les collaborateurs éminents étaient toutefois plus rares : Viktor Leemans, Secrétaire général aux Affaires Economiques, écrivit quatre articles ; Ernst Puhl, vice-président de la *Reichsbank* et le Dr. Georg von Schnitzel, membre du bureau de *I.G. Farben*, chacun un. A tout prendre, la rubrique économique du journal devint en quelque sorte le talon d'Achille du *Brüsseler Zeitung*, en tout cas après le départ de Jungermann, encore qu'on puisse invoquer l'excuse que la tâche

de cette rédaction était loin d'être facile. Ainsi le journal eut la chance de recevoir jusqu'à la fin de 1941 la documentation sur l'économie belge que lui fournissait A. Colle, du syndicat libéral (126). Par après, les articles sur ce sujet devinrent plus rares, ce qui peut être attribué à des difficultés d'information. D'autre part, cette rareté peut aussi être expliquée par la simple constatation que l'économie belge, pillée de fond en comble, ne donnait plus lieu à des analyses.

Une autre tâche risquée dont se chargea le *Brüsseler Zeitung* en juillet 1940, fut la création d'une rubrique de nouvelles locales. Ce n'était certainement pas une sinécure pour un journal allemand en Belgique. Néanmoins, au bout d'un certain temps, la page cinq, qui reçut le titre de *Stadt und Land*, parut bien remplie. En haut à gauche figurait un billet, rédigé par un des rédacteurs. La plus grande partie de la page était occupée par des articles sur des coutumes locales, des jubilés de grandes organisations, des promenades touristiques ou des évocations historiques. En réalité, il ne s'agissait pas tellement de nouvelles régionales, mais plutôt d'une sorte d'information touristique, destinée en premier lieu aux soldats. Les véritables événements locaux se retrouvaient dans de petites rubriques comme *Aus dem Brüsseler Leben*, *Kreuz und Quer durchs Land* (surtout les chiens écrasés) et *Aus dem Brüsseler Gericht*. Y figuraient également les instructions concernant l'occultation, ainsi que les programmes des concerts, théâtres et cinémas. Il fallut des mois au *Brüsseler Zeitung* pour monter un réseau de correspondants adéquat en Belgique. Cependant, lorsque dans le numéro du 6 octobre 1940 le journal fit savoir qu'il cherchait des collaborateurs de ce genre, beaucoup d'intéressés, la plupart belges, se présentèrent : des journalistes en chômage, d'autres qui apparemment briguaient surtout la carte de presse et des nationalistes flamands qui invoquaient leur passé. L'un d'entre eux envoya même une recommandation écrite d'August Borms, dans laquelle ce dernier attestait que le postulant était un ancien activiste (127). Fin 1940, la rubrique des nouvelles locales était sur pied. Un an plus tard, le journal avait même un informateur dans un des hauts lieux du nationalisme belge, le Palais de Justice de Bruxelles (128).

Le *Brüsseler Zeitung* disposait communément de trois journalistes pour cette rubrique. Le rédacteur responsable de *Stadt und Land* était Emil Jöckle, originaire de Bamberg, en Bavière, et, avec Heinrich Tötter, le seul qui resta du début à la fin au *Brüsseler Zeitung*. Il écrivit énormément, surtout des billets et *Zwischenrufe*, par moments aussi un article politique. Jöckle donnait l'impression d'un homme calme et son style aussi était du genre modéré. Wilhelm Franz était également attaché à la rédaction locale depuis le début. Il écrivit de nombreux articles touristiques, qui lui imposèrent tellement d'excursions que ses collègues apprenaient de lui où on mangeait bien dans

(126) Rapport d'expertise, p. 25, AG ; DE BENS, *op. cit.*, p. 283.

(127) Farde BZ 118/202, AG.

(128) Rapport d'expertise, p. 28, AG.

le pays. Franz disparut fin septembre de 1943 et fut peut-être remplacé alors par Renata Michniewicz de la *Berliner Schriftleitung*, qui ne serait restée que quelques mois. Hildegard Mark, une Westphalienne de 31 ans, travailla au *Brüsseler Zeitung* de mars 1942 à septembre 1944. Dans la période initiale, jusqu'en décembre 1940, un certain Arthur Van Dijck, un Allemand au nom flamand, avait également fait partie de la rédaction locale. En outre, pendant un court laps de temps deux volontaires avaient également prêté leur concours comme rédacteurs au *Brüsseler Zeitung*. Le premier s'appela Peter Mennicken et y resta de novembre 1940 à juillet 1942. C'était un Eupenois d'environ vingt ans, qui habitait déjà Bruxelles avant la guerre, avec ses parents. Mennicken portait le Troisième Reich dans son cœur et maniait d'autre part fort bien la plume, ce qu'il prouva entre autres dans un livre historico-culturel sur Bruxelles (129). En 1942 il fut mobilisé comme sujet du *Grossdeutsche Reich* et un an après il fut porté disparu en Union Soviétique. Le deuxième volontaire s'appela Herman Bruggen, un Gantois qui fut attaché au journal d'avril à décembre 1942.

Bien entendu, la rédaction des nouvelles locales recevait elle aussi le concours de plusieurs collaborateurs, qui ne rapportaient pas seulement les événements qui se produisaient dans leur région, mais écrivaient parfois des articles à tendance plutôt touristique. Étaient assez actifs sur ce plan : Willy Jäger, à Liège ; Franz Wachter, à Lille ; Eugen Ewert, au Luxembourg et le musicologue anversois bien connu André M. Pols pour la métropole (130). Les invités de marque étaient rares dans cette rubrique. Seul Felix Timmermans y brossa de temps à autre un tableau pittoresque de sa bonne ville de Lierre. Les notices brèves de cette page n'étaient pas signées, de sorte que personne ne savait qui les rédigeait. Le fait que peu ou pas de personnalités collaboraient à ces pages, prouve qu'on n'en faisait pas grand cas. Cela vaut probablement aussi pour la censure, qui desserrait ici légèrement son carcan.

En ce qui concerne les pages sportives, nous pouvons être bref. Cette information figurait le plus souvent en page six, qu'elle partageait avec le gros des annonces. Seul le lundi deux des quatre pages disponibles étaient réservées aux événements sportifs. L'unique rédacteur que le *Brüsseler Zeitung* avait à son service pour cette branche de l'information était Johannes Köbke, qui y resta probablement jusqu'en août 1943 (131). Ces pages avaient d'ailleurs moins besoin d'un rédacteur que de bons correspondants et collaborateurs. Le *Brüsseler Zeitung* possédait ceux-là, surtout en Allemagne, parmi lesquels se détachait Jupp Wolff, Wilhelm Scharvogel, qui en 1943 reprit en fait la position de Köbke sans devenir rédacteur pour autant. Cet ancien rédacteur du *Berliner Tagesblatt* et des magazines de football *Kicker* et *Fuss-*

(129) P. MENNICKEN, *Stadt ohne Antlitz*, Bruxelles, 1943. Le livre fut édité chez Steenlandt et parut avec un avant-propos de Jef Van de Wiele.

(130) J.L. DE BELDER, *André M. Pols*, in *Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, p. 1.259.

(131) Le nom officiel de Köbke était Johannes, mais il signait ses articles « Hans-Ludwig Köbke ».

ball prit le chemin de l'Italie en 1942, après qu'on l'eût averti que la Gestapo était à ses trousses ⁽¹³²⁾. Quelques Belges aussi collaboraient à cette rubrique, tout au moins au début ⁽¹³³⁾.

L'évolution des pages sportives est captivante à suivre, car elle fournit des données concernant l'intérêt du public belge pour le *Brüsseler Zeitung*. Au cours de la première année de sa parution, il y avait autant d'intérêt pour le sport belge que pour le sport allemand. De plus, le journal se comportait comme un véritable journal bruxellois. Entre septembre 1940 et février 1941, chaque semaine un sportif connu de la capitale était à l'honneur. Dans le championnat de football, dont la division d'honneur était divisée en séries provinciales, toute l'attention allait vers la série brabançonne et dans la finale nationale, aussi le journal continuait à écrire du point de vue brabançon ⁽¹³⁴⁾. Durant la première moitié de 1941 on s'efforça d'atteindre également le public anversois au moyen des *Antwerpener Ereignisse*, ce qui coïncida d'ailleurs avec la publication temporaire d'une rubrique *Aus dem Antwerpener Leben* sur la page locale. Mais à partir de l'été l'intérêt pour Anvers disparut et même Bruxelles retint de moins en moins l'attention. Début 1943 les pages sportives étaient presque uniquement consacrées au sport allemand. Cet élément de l'information semble donc indiquer que le *Brüsseler Zeitung* a essayé d'atteindre un public belge plus large, mais n'y a pas réussi. Pour terminer, on peut encore ajouter que cette forme d'information n'était pas isolée de la politique : comme dans tout régime totalitaire — et souvent aussi ailleurs — on se servait du sport pour démontrer la supériorité du pays et du système.

D'un autre côté, le journal pouvait se réjouir d'une importante clientèle d'annonceurs. Les premières semaines, des géants de l'économie allemande, tels que *I.G. Farben*, *AEG*, *Henkel* et la *Deutsche Bank* insérèrent de grands panneaux publicitaires. Plus tard, des entreprises et maisons commerciales belges se recommandèrent. Très souvent, cette publicité visait les soldats solvables, ainsi par exemple les éditions du samedi de début 1941, dans lesquelles chaque semaine des commerçants d'une autre ville publiaient leurs annonces. Sur ce plan, le journal ne paraît pas avoir eu de problèmes appréciables jusqu'en septembre 1944.

Les photos, de bonne qualité et bien présentées, étaient du journal lui-même ou provenaient d'agences de presse. Les légendes étaient parfois cocasses, même lorsqu'un portrait idyllique d'une mère avec son enfant fut publié sous le titre *Mère flamande* et avec la légende *La force du peuple flamand réside dans ses familles nombreuses* ⁽¹³⁵⁾. Dessins, cartes et statistiques furent assurés à partir de 1941 par le Belge Marcel Peeters, qui était payé comme rédacteur. Les caricatures qui parurent sporadiquement jusqu'en 1943

(132) *Wer ist wer?*, Berlin, 1948, p. 20.

(133) Rapport d'expertise, p. 29, AG.

(134) Très nettement le 31 mars 1941 avec le titre « Les équipes brabançonnnes perdent ».

(135) *Flämische Mutter*, BZ, 12-10-40, p. 4.

étaient de la main de collaborateurs libres. Ce n'est qu'en février de cette année que fut engagé un caricaturiste avec le statut de rédacteur fixe. C'était Paul Jamin (Jam), un Bruxellois qui avait travaillé auparavant au *Pays Réel* et au *Soir*. Chaque jour il ridiculisait avec autant de talent que de malignité les politiciens et généraux alliés. Lorsqu'en septembre 1943 l'Italie changea de camp, le petit roi italien Victor-Emmanuel II devint en quelque sorte sa mascotte qu'il figura journallement dans les situations les plus drôles parmi les grands politiciens ridiculisés. Jamin resta au journal jusqu'à la fin.

En conclusion de cette longue énumération, nous pouvons poser que le *Brüsseler Zeitung* était sans doute loin d'être un bloc homogène. Des nationaux-socialistes enthousiastes, des journalistes sceptiques à l'égard du régime et toutes les nuances intermédiaires se relayaient, tant à l'intérieur qu'en dehors de la rédaction. Entre Ehrhard Evers et Heinrich Tötter, ou entre le Prof. Johann von Leers et Jürgen Petersen il n'y avait sans doute pas un monde, mais tout de même des différences suffisamment importantes pour sauter aux yeux dans une presse dirigée de façon totalitaire. Le fait que le *Brüsseler Zeitung* donnait une chance à des journalistes pragmatiques et réservés, faisait de lui plus qu'un journal à Goebbels parmi tant d'autres. A ce propos, on doit se demander ce que cachaient les nombreux changements dans l'équipe rédactionnelle. Il se peut que ces hommes relativement jeunes, qui remplissaient une tâche déterminée, aient tout simplement été appelés à en remplir une autre. Mais le service militaire était une menace fort courante du Troisième Reich pour faire marcher au pas les dissidents. Il est plus que probable que cette menace ait également été employée au *Brüsseler Zeitung*, vu la facilité avec laquelle on tombe en disgrâce dans des régimes totalitaires, mais nous ignorons dans quelle mesure.

6. BREVE ANALYSE DU CONTENU

Si von Falkenhausen qualifiait avec autant d'enthousiasme le *Brüsseler Zeitung* de porte-parole de son administration, il est nécessaire de soumettre le contenu de ce journal à un examen. Cela peut en effet nous apprendre quelle image la *Militärverwaltung* voulait montrer d'elle-même au public et quelle orientation elle suivait. Le manque de place nous oblige toutefois à limiter cet aperçu aux grandes lignes⁽¹³⁶⁾. Nous ne nous occupons d'ailleurs que de la vision du journal à l'égard du pays occupé. Ce faisant, il faut tenir compte du fait que l'information et les commentaires concernant la Belgique ont toujours constitué un élément minoritaire du *Brüsseler Zeitung*. A aucun

(136) Le contenu du BZ a été examiné d'une façon beaucoup plus circonstanciée dans R. FALTER, *De « Brüsseler Zeitung », een Duitse krant in België en haar visie op het bezette land (1940-1944)*, mémoire de licence, Louvain, 1980. Ce travail peut être consulté au Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre Mondiale. Cfr aussi R. FALTER, *Flamenpolitik en duitse propaganda tijdens de Tweede Wereldoorlog : de versie van het Militair Bezettingsbestuur (1940-1944)* in *Wetenschappelijke Tijdingen*, 1981, pp. 41-63, 115-126.

moment il n'a voulu se manifester comme un journal authentiquement belge.

En une première période — de juillet 1940 à juillet 1941 — le *Brüsseler Zeitung* propagea l'Ordre Nouveau sur tous les plans. Pour cela, il fallait en premier lieu procéder au grand nettoyage de l'« Ancien Régime », c'est-à-dire inculper tout ce qui portait la marque « belge ». Le gouvernement d'avant-guerre était tout naturellement qualifié pour servir de cible. On lui reprocha de ne pas avoir été neutre, encore que le *Brüsseler Zeitung* ne pouvait avancer d'autres arguments que l'attitude de certains journaux belges. Tout le système politico-administratif fut traîné dans la boue : le « désordre libéral-démocratique », le chaos et le maquignonnage de la participation (137). Une autre cible était l'autonomie municipale, un axiome administratif belge que le *Brüsseler Zeitung* considérait comme microcosme de la désorganisation libérale (138). Mais l'organisation économique — le marché libre des hyènes et donc des Juifs — et la vie culturelle — trop individualiste et trop axée sur la France — étaient tout autant exposées aux critiques. Et, bien entendu, le journal consacra force commentaires aux monumentales bévues qu'avaient comportées les déportations belges du 10 mai 1940, bien qu'il soit frappant que l'enquête judiciaire contre l'Auditeur général Walter Ganshof van der Meersch ait été annoncée en sourdine et que pas une seule fois il ne fut question des exécutions d'Abbeville (139). On peut déduire de tout ce qui précède que les rédacteurs étaient assez familiarisés avec le pays occupé, car en fait le *Brüsseler Zeitung* lança ses traits les plus acerbes contre les points faibles de la Belgique, attaqués avant-guerre par l'opposition — de gauche et de droite.

Particulièrement remarquable fut le climat répandu par le *Brüsseler Zeitung* au cours de l'été 1940. Il avançait sans cesse que la guerre était finie en Belgique, que tout allait son train normal et que la paix régnait : « une paix meilleure qu'avant le 10 mai » (140). Une administration nouvelle, dynamique, la *Militärverwaltung*, exécutait les mesures indispensables : la lutte contre le chômage, en créant des emplois en Belgique et en Allemagne ; la réorganisation de l'économie sur la base d'une économie dirigée et plus sociale, dans le cadre d'une collaboration plus étroite avec le Troisième Reich ; l'orientation de la culture flamande vers une unité germano-flamande. D'ailleurs, selon le *Brüsseler Zeitung*, la Flandre n'était plus discriminée, mais recevait ce à quoi elle avait droit. En termes voilés, le journal plaidait pour un nouvel activisme, surtout en suivant pas à pas les activités d'August

(137) Cfr R. SPARING, *Befriedung des öffentlichen Lebens in Belgien gesichert*, BZ, 19-7-40, p. 1.

(138) E. JÖCKLE, *Gemeinderäte in Brüssel*, BZ, 19-9-40, p. 5.

(139) Le retour de l'Auditeur général le 30 juin provoqua toute une dispute, activée par le VNV et son journal *Volk en Staat*. Ganshof fut traduit en justice, mais — au grand mécontentement du VNV — acquitté. Le BZ se contenta de mentionner en termes neutres, le 10 juillet 1940, l'ouverture d'une enquête judiciaire : *Ganshof van der Meersch und sechs andere Personen verhaftet*, BZ, 10-7-40, p. 1 ; Cfr GERARD-LIBOIS et GOTOVITCH, *op. cit.*, pp. 118-120 ; DE BENS, *op. cit.*, pp. 413-415.

(140) « Ein besserer Friede als vor dem 10. Mai ». H. TÖTTER, *Nutzen des Blitzkrieges*, BZ, 26-7-40, pp. 1-2.

Borms dont il chantait les louanges. Mais ici aussi il hésitait à aller trop loin : des mesures pro-flamandes de la *Militärverwaltung* n'étaient pas accueillies au son de la trompette, mais annoncées sobrement comme des contributions à la restauration de l'ordre et de la tranquillité.

Cette illusion d'un climat paradisiaque cessa fin septembre 1940. Des articles courroucés commencèrent à paraître, fustigeant les commerçants usuriers et les trafiquants. Les Juifs et les francs-maçons aussi en prirent pour leur grade, encore que ce furent là des thèmes assez rarement traités pour un journal national-socialiste. Le mécontentement croissant de la population, qui se manifesta entre autres à l'occasion d'une commémoration du 11 novembre non autorisée, incita le *Brüsseler Zeitung* à brandir la menace : la tolérance pratiquée jusqu'alors ne devait pas être interprétée comme un signe de faiblesse ⁽¹⁴¹⁾. Mais la *Militärverwaltung* restait une administration louable, surtout à cause de sa politique de l'emploi, ses efforts sur le plan de l'administration communale et son aspiration à une collaboration économique accrue entre la Belgique et l'Allemagne. Malgré tout, on ne continuait plus à proclamer qu'elle veillait à l'amélioration du sort matériel de la population.

Le *Brüsseler Zeitung* menait aussi une vraie *Flamenpolitik*. Depuis décembre 1940 elle soutenait sans réserve le VNV et passait sous silence l'existence d'une *Algemene SS-Vlaanderen*, à quelques rares tentatives près, pour donner une impression d'unité ⁽¹⁴²⁾. Sur le plan culturel, des artistes flamands germanophiles comme Verschaeve, Moens, Verhulst ou Servaes bénéficiaient d'une ample attention. Pendant cette période, le rédacteur en chef Haase rédigea une multitude d'articles historico-culturels, d'un contenu assez confus, quoique débouchant presque toujours sur l'accentuation des liens entre la Flandre et l'Allemagne. Tout le reste, y compris Maurras ou l'idée belge de Picard et de Pirenne, étaient des balivernes.

Les articles de Haase restaient suffisamment confus pour éviter des conclusions par trop prématurées quant à l'avenir de la Belgique. D'autres textes abordant ce problème n'étaient pas non plus explicites. Le *Brüsseler Zeitung* ne transgressait donc nulle part les instructions d'Hitler de juin 1940, qui laissaient encore toutes les possibilités ouvertes sur ce plan ⁽¹⁴³⁾. Toute la propagande autour de l'Ordre Nouveau ne prenait d'ailleurs jamais un ton radical ou fanatique. Il est probable que la *Militärverwaltung* ne souhaitait pas que son journal fit sauter les ponts avec la population du pays occupé et surtout avec les milieux économiques et administratifs collaborants. Cela se remarque le plus dans les articles élogieux qui paraissent régulièrement

(141) A. HAASE, *ll. im II*, BZ, 12-11-40, p. 5.

(142) Que le VNV ne reçut que fin décembre 1940 une première mention dans le BZ est significatif pour les rapports entre le journal et la *Militärverwaltung*. C'était en effet au même moment où Reeder estima le moment venu pour jouer ouvertement la carte VNV, aussi et surtout vis-à-vis de Berlin. Cfr DE JONGHE, *La lutte Himmler-Reeder*, II, pp. 29-38.

(143) *Ibidem*, II, p.

sur Léopold III, qui « était certainement le plus fier et le plus digne de tous les rois et hommes au pouvoir de la partie adverse » (144).

L'invasion allemande en Union Soviétique, le 22 juin 1941, apporta des changements fondamentaux dans les prises de position du journal. La répercussion de cette guerre totale à grande échelle sur le pays occupé — manques accrus, mesures coercitives plus sévères et naissance d'une résistance armée — provoqua un renversement dans la politique du *Brüsseler Zeitung*. Après avoir publié en juillet 1941 encore un rapport annuel étendu sur les réalisations de l'Ordre Nouveau, les louanges adressées à la politique suivie disparurent rapidement. Les causes ne doivent pas en être cherchées bien loin : une politique de mise au travail plus répressive et une conduite économique désastreuse basée sur le pillage n'étaient vraiment plus défendables. Le *Brüsseler Zeitung* prêta désormais toute son attention à la résistance croissante et la répression de celle-ci. Il est toutefois frappant que la critique contre la résistance armée et le gouvernement de Londres était beaucoup plus sévère que celle contre les institutions établies dans le pays, telles que l'ULB ou le pouvoir judiciaire pendant les crises judiciaires. Prudence à l'égard de ceux dont on avait besoin était donc ici aussi la devise.

Sur le plan de la *Volkstumpolitik*, les changements étaient non moins frappants. Un grand nombre d'articles étaient naturellement placés sous le signe du recrutement de combattants pour le front de l'Est. C'est pourquoi d'ailleurs le journal s'intéressait de temps à autre à ce qui se passait dans la partie wallonne du pays. Sur le plan politique, le VNV continuait à avoir la préférence, bien qu'on ne fût pas d'accord avec toutes les options du parti, notamment en ce qui concernait Bruxelles (145). Pour le reste, on pouvait déduire des colonnes du *Brüsseler Zeitung* que la DeVlag ne devait être qu'une association culturelle active, tandis que Rex devait se contenter de quelques rares comptes-rendus de meetings de volontaires de l'Est. Beaucoup de colonnes aussi étaient remplies avec des spéculations profondes concernant le passé des Flamands et des Wallons en tant que, respectivement, Germains et apparentés aux Germains.

Au cours de l'hiver de 1942-1943, avec les défaites allemandes sur les différents fronts, l'introduction du travail obligatoire en Allemagne et l'exécution des premiers otages, les attaques du *Brüsseler Zeitung* contre la résistance se firent plus virulentes. Sur le plan de la *Volkstumpolitik*, les réflexions générales sur le passé et l'avenir de la Flandre ou de la Wallonie disparurent. A l'occasion de ses funérailles, Staf De Clercq fit l'objet dans le journal d'une évocation grandiose, son successeur Hendrik Elias fut bien accueilli et en janvier Léon Degrelle fit pour la première fois la *une* avec sa profession de foi germanique.

(144) « ... wohl von allen Königen und regierenden Männern der Gegenseite die bestimmt stolzeste und würdigste war ». C.W. GILFERT, *Königliche Flüchtlinge*, BZ, 30-4-41, p. 8.

(145) Cfr H. TÖTTER, *Zur Frage Brüssel*, BZ, 3-8-42, pp. 1-2. Contrairement au VNV, qui considérait la capitale comme un ancien bastion thiois qu'il fallait reconquérir, Tötter plaidait pour une parité entre les deux communautés à Bruxelles.

La défaite de Stalingrad changea une nouvelle fois l'orientation du *Brüsseler Zeitung*, fût-ce d'une façon moins prononcée qu'en juin 1941. Le thème principal devint à nouveau l'avenir de la Belgique, quoique présenté sous un autre jour. La menace d'une domination bolchevique, soutenue par les « assassins de la résistance », se profilait à l'horizon et tout devait être mis en œuvre pour éviter cela. Mais apparemment la peur prussienne vis-à-vis des « hordes russes » n'en imposait pas à une population alignée sur la BBC. Par conséquent, à partir de décembre 1943, le *Brüsseler Zeitung* nuança quelque peu ces versions. D'après lui, une invasion américaine et anglaise ne pouvait mener qu'à la destruction — à preuve les bombardements du pays occupé ou les dévastations à Monte Cassino et plus tard en Normandie — préparant ainsi le pays à pire encore : une révolution bolchevique. Le journal continuera à répéter ce point de vue jusqu'au moment où les alliés atteignirent la frontière belge. Ce qui frappe à ce propos, c'est qu'avec ses descriptions apocalyptiques il reconnaissait en fait la débâcle allemande.

Les autres événements dans le pays occupé paraissaient à peine dignes d'intérêt. Des informations ou des commentaires au sujet de la résistance de l'Église, le travail obligatoire, le recrutement de volontaires pour le front de l'Est, les activités du VNV, de Rex et de la DeVlag, la déportation du roi et même l'installation d'une *Zivilverwaltung* furent limités au minimum propagandistique. Qui a lu le *Brüsseler Zeitung* tout au long de quatre années, peut difficilement se défaire de l'impression que l'enthousiasme et l'intérêt pour le pays occupé dont le journal semblait témoigner jusqu'en juillet de 1941, diminuèrent à partir de là pour disparaître complètement dès 1943. Un territoire manifestement hostile peut difficilement d'ailleurs susciter l'enthousiasme.

7. LA FIN

Lorsqu'au début de septembre de 1944 le *Brüsseler Zeitung* cessa d'exister, il n'était plus que l'ombre du journal de 1940. A partir de 1943, la rédaction donna l'impression d'être atteinte de paresse mentale et de se traîner péniblement vers la fin. Les nombreux changements de personnel, peut-être causés par des mesures coercitives, peuvent avoir joué leur rôle. Mais il y avait certainement d'autres raisons encore.

La plus superficielle était le manque de papier. Le journal se rétrécit jusqu'à ne compter finalement que quatre pages et, étant donné la position préférentielle à l'information politique, un certain nombre de rubriques durent s'incliner : l'économie, le sport et les nouvelles locales furent comprimées sur une seule page, les deux premières trouvant à peine encore leur mot à dire. Un autre facteur était la situation militaire : fin 1942, les chances allemandes commencèrent à tourner, ce qui mettait naturellement en cause les perspectives d'avenir du *Brüsseler Zeitung*. Et il y avait évidemment la situation de plus en plus mauvaise dans le pays occupé, qui incitait

la population à vomir tout ce qui était allemand. La terreur qui émanait de la résistance menaçait aussi les rédacteurs du *Brüsseler Zeitung*. A partir de 1943, les locaux furent transformés en un bastion fort bien protégé, avec laissez-passer... (146). Les précautions s'avèrent justifiées : le 28 mars 1944, le photographe allemand Josef Englebert, attaché au journal, fut abattu par des résistants (147). On comprend que dans de telles conditions le moral de ceux qui travaillaient au *Brüsseler Zeitung* était en veilleuse.

Fin août 1944, tout fut préparé en vue de l'évacuation. Quiconque n'avait pas d'attaches directes avec le journal devait gagner l'Allemagne (148). Dans la nuit du 30 au 31 août on imprima pour la dernière fois un numéro dans la capitale belge, Les deux derniers jours du mois furent également employés à brûler une grande partie des papiers du journal, question de détruire toutes les pièces éventuellement compromettantes. Le 1^{er} septembre au matin les locaux de la *Brüsseler Verlag und Druckerei* étaient vides. Le même jour encore une *Propaganda-Kompanie* s'y installa pour imprimer quelques journaux pour soldats et des pamphlets. Le dimanche soir 3 septembre ils partirent à leur tour, car les Britanniques étaient aux portes de la ville (149). Le panneau sur lequel était écrit *Brüsseler Zeitung* fut enlevé de la façade, de façon à ce que l'enseigne *La Dernière Heure* devint de nouveau visible. On voulait éviter ainsi que des patriotes par trop enthousiastes, mais mal informés, détruisent les locaux.

Et cependant, le 1^{er} et probablement encore le 2 septembre un *Brüsseler Zeitung* était encore sorti de presse. En effet, le *Reichskommissar* Grohé avait fait le nécessaire pour qu'une partie de la rédaction trouvât un gîte à Mönchengladbach. C'est ainsi que Robert Schmelzer, Heinrich Tötter et Erwin Wäsche étaient partis dans une voiture marchant au bois. Leur route traversait une région de partisans et l'auto rendit l'âme à Maastricht, les quatre pneus crevés par des clous. Avec l'aide de l'*Organisation Todt*, les trois rédacteurs atteignirent néanmoins Mönchengladbach, où ils collaborèrent encore à un ou deux numéros du *Brüsseler Zeitung*. Il est fort douteux que ces numéros aient encore atteint les lecteurs belges, mais bien les soldats, à qui d'ailleurs cette mise en scène était sans doute destinée dans le but de camoufler la retraite (150). Après quoi, le *Brüsseler Zeitung* cessa d'exister, cette fois définitivement (151).

Une conclusion sur l'évolution de l'orientation politique de la *Militärverwaltung* telle que nous pourrions l'apprendre indirectement à travers les

(146) Farde BZ 118/202, AG.

(147) *Einen ermordeten Kameraden*, BZ, 29-3-44, p. 6.

(148) Papiers J. Frank.

(149) BOCK, *op. cit.*, p. 33.

(150) Papiers J. Frank.

(151) Le 15 septembre, Robert Schmelzer était déjà au service d'un autre journal, le *Kölnischer Zeitung*. Tout comme beaucoup d'autres anciens rédacteurs du BZ, il poursuivit après la guerre une carrière couronnée de succès dans la presse allemande. Papiers J. Frank.

opinions émises par le *Brüsseler Zeitung* ne peut être tirée ici parce que cet aspect n'a été traité qu'en passant dans cet article. Mais nous pouvons formuler quelques remarques de nature plus générale sur la presse dans un système totalitaire.

Ce qui sautait immédiatement aux yeux dans le cas du *Brüsseler Zeitung*, c'était la qualité du journal, universellement reconnue. Le journal apporta-t-il ainsi la preuve qu'une presse de qualité est également possible sous un régime totalitaire ? Si l'on entend par là une publication qui fournit une information aussi complète que possible, accompagnée de commentaires sérieux, dans une présentation soignée, la réponse peut être partiellement positive. Les commentaires étaient bien étoffés et souvent d'une structure logique, encore que tendancieux et faussés. La présentation du journal était d'un niveau exceptionnel. L'information couvrait tout l'espace disponible, ce qui constitue un tour de force assez remarquable lorsqu'on sait que tout au long de cinquante mois le *Brüsseler Zeitung* ne compta jamais plus de quinze rédacteurs. En ce qui concerne le contenu, l'information était plutôt maigre, car on maniait délibérément la distorsion, l'occultation et le mensonge. En cela il dépendait en effet de ses dirigeants, de sorte que sur ce plan il n'aurait jamais pu devenir un bon journal. Cette dépendance était précisément le point faible du *Brüsseler Zeitung*. En 1940 il parut sur le marché comme un journal de qualité parce que l'Etat qui le dirigeait atteignait alors au faite de sa puissance. Mais lorsque cela commença à aller mal, le *Brüsseler Zeitung* devait automatiquement en pâtir également et disparaître avec lui.

Pour conclure, il convient de signaler aussi les hommes derrière le journal : Rolf Rienhardt, Rudolf Sparing et les autres rédacteurs. Le *Brüsseler Zeitung* était le produit de conceptions de la presse plus réalistes et plus pragmatiques dans un système totalitaire et il était dirigé par une administration d'occupation qui pensait plus ou moins en ces termes. En généralisant, nous pouvons dire que la plupart des rédacteurs du *Brüsseler Zeitung*, tout comme plusieurs militaires de l'administration d'occupation, appartenaient par leurs convictions à une tendance qui se manifeste généralement au bout de quelque temps dans un système totalitaire établi de façon plus ou moins révolutionnaire. Lorsque les combattants fanatiques de la première heure sont devenus plus âgés et que l'adversaire d'autrefois est éliminé ou récupéré, les personnalités plus pragmatiques s'imposent automatiquement. Ce sont souvent des hommes qui cultivent des idées plus réalistes et plus terre-à-terre que ceux qui font la loi au début. Ce qui est positif en eux, c'est qu'ils sont moins sanguinaires et meilleurs organisateurs que leurs prédécesseurs, sauf lorsque cela est mis au service de ceci. Cette évolution comporte toutefois un aspect hallucinant. Tout plaide en effet en faveur d'une compréhension à leur égard, car il faut beaucoup de courage pour choisir une issue telle que la résistance ou l'exil volontaire. Mais en définitive ce sont eux qui en viennent à considérer un système totalitaire établi comme normal et généralement accepté dans toutes ses conséquences. Et aussi longtemps que le régime tient bon, il n'y a peu ou rien à y faire.

L'enseignement est une activité humaine qui se situe dans un contexte social et culturel. Il vise à transmettre des connaissances, des compétences et des valeurs à une génération pour préparer celle-ci à la vie. Cette mission est essentielle pour le développement d'une société démocratique et prospère.

L'enseignement est une activité complexe qui implique de multiples acteurs : enseignants, élèves, parents, société. Ces acteurs interagissent et influencent mutuellement leur rôle et leur action. L'enseignement est donc une activité collective et sociale.

L'enseignement est une activité qui se situe dans un cadre institutionnel. Ce cadre est défini par des normes, des programmes, des méthodes et des outils. Ces éléments structurent l'enseignement et lui donnent une certaine cohérence et une certaine efficacité.

L'enseignement est une activité qui vise à former des individus capables de penser par eux-mêmes, de résoudre des problèmes et de participer activement à la vie sociale. Cette formation passe par l'acquisition de connaissances, de compétences et de valeurs.

L'enseignement est une activité qui se situe dans un processus continu. L'apprentissage est un processus qui se poursuit tout au long de la vie. L'enseignement est donc une activité qui vise à accompagner ce processus.

L'enseignement est une activité qui se situe dans un contexte de changement. La société est en constante évolution et l'enseignement doit s'adapter à ces changements. Cela implique de mettre à jour les programmes, les méthodes et les outils.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir l'équité et l'inclusion. Tous les élèves doivent avoir accès à une éducation de qualité, quel que soit leur statut social, leur origine ou leur capacité.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la citoyenneté. Les élèves doivent être formés à exercer leurs droits et leurs devoirs de citoyens.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la paix et la coopération. Les élèves doivent être formés à résoudre les conflits de manière pacifique et à travailler ensemble.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir le développement durable. Les élèves doivent être formés à prendre conscience des enjeux de développement durable et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir l'innovation et la créativité. Les élèves doivent être encouragés à penser de manière originale et à proposer des solutions innovantes.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la santé et le bien-être. Les élèves doivent être formés à prendre soin d'eux-mêmes et à respecter la santé des autres.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la culture et l'identité. Les élèves doivent être formés à valoriser leur patrimoine culturel et à respecter celui des autres.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la justice et l'équité. Les élèves doivent être formés à reconnaître les inégalités et à agir pour les réduire.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de leur responsabilité individuelle et collective.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la confiance. Les élèves doivent être formés à avoir confiance en eux-mêmes et en les autres.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la tolérance. Les élèves doivent être formés à respecter les différences et à vivre ensemble.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la solidarité. Les élèves doivent être formés à aider les autres et à travailler ensemble.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la participation. Les élèves doivent être formés à participer activement à la vie de la classe et de la société.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la transparence. Les élèves doivent être formés à agir de manière transparente et à respecter les règles.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir l'intégrité. Les élèves doivent être formés à agir avec intégrité et à respecter les valeurs.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité sociale. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de leur responsabilité sociale et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité environnementale. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur l'environnement et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité économique. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur l'économie et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité culturelle. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur la culture et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité sociale et culturelle. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur la société et la culture et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité sociale, culturelle et économique. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur la société, la culture et l'économie et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité sociale, culturelle, économique et environnementale. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur la société, la culture, l'économie et l'environnement et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité sociale, culturelle, économique, environnementale et citoyenne. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur la société, la culture, l'économie, l'environnement et la citoyenneté et à agir en conséquence.

L'enseignement est une activité qui vise à promouvoir la responsabilité sociale, culturelle, économique, environnementale et citoyenne et humaine. Les élèves doivent être formés à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur la société, la culture, l'économie, l'environnement, la citoyenneté et l'humanité et à agir en conséquence.

Luk Schepens

L'ASSISTANCE AUX MOBILISÉS ET A LEURS FAMILLES EN FLANDRE OCCIDENTALE

(SEPTEMBRE 1939-MAI 1940)

La « drôle de guerre » de septembre 1939 à mai 1940 comporte encore pas mal d'ombres. Nous pouvons en éclairer une, grâce à deux dossiers provenant du cabinet du gouverneur de la Flandre occidentale, conservés à notre *Provinciale Bibliotheek en Cultuurarchief* à Bruges (n^{os} 283 AD 1-2). Ils donnent un aperçu de ce qui a été fait dans la Province pour soutenir matériellement et moralement les mobilisés et leurs familles.

1. « L'ŒUVRE ELISABETH » DE HENRI DE MAN

Le 13 novembre 1939, le gouverneur Henri Baels reçoit une lettre datée du 8 novembre, et signée par le général Denis, ministre de la Défense nationale, et Henri de Man, « membre du conseil des ministres ». Cette lettre annonce que « sous peu » le *Moniteur* publiera les statuts de l'Œuvre Elisabeth « Pour nos soldats », dont elle communique la composition du comité d'honneur et du comité exécutif. Tout le monde sait que Henri de Man en est le fondateur et le moteur. Le but de l'œuvre — dont les statuts ne paraîtront d'ailleurs jamais au *Moniteur* — est décrit de la façon suivante :

« L'Œuvre Elisabeth encourage toutes les initiatives privées qui ont agi spontanément ; elle en suscitera de nouvelles partout où elle en verra la possibilité. »

Suit une invitation à établir des comités provinciaux, composés des représentants de « toutes les classes et toutes les nuances de l'opinion nationale. Il faudra de plus attacher une importance particulière au concours des fédérations d'anciens combattants », et enfin le gouverneur est prié de faire

le nécessaire pour que des comités locaux identiques soient établis. « Il est à noter qu'en plusieurs communes un comité travaille déjà pour l'Œuvre du « Colis du Soldat » rattachée à l'Œuvre Elisabeth ».

Le gouverneur réagit favorablement : un comité provincial sera établi, sous sa présidence, et les autorités communales seront invitées à faire de même. Le *Mémorial administratif* du 8 décembre 1939 publie en effet un appel dans ce sens, adressé à tous les bourgmestres ; appel qui reprend la lettre de l'Œuvre Elisabeth du 8 novembre.

Entretemps, le gouverneur avait reçu une nouvelle lettre de de Man, datée du 29 novembre, dans laquelle celui-ci exprime son inquiétude devant le caractère particulariste des nombreuses œuvres d'assistance existantes, qui se limitent aux militaires de leur région. « Tous les efforts de l'autorité militaire tendent à créer dans l'armée, nonobstant les divergences linguistiques ou autres, une mentalité d'unité nationale conformément à la mission que l'armée belge doit remplir.

A part l'impossibilité matérielle de donner un caractère individuel aux missions accomplies gratuitement par l'autorité militaire, il y a là le grave inconvénient que certaines parties de l'armée seraient avantagées vis-à-vis d'autres. L'effet moral visé est anéanti si, à côté d'un soldat avantagé par ses concitoyens, il y en a d'autres qui ne se trouvent pas dans ce cas, alors que leurs besoins sont peut-être plus grands. » C'est pourquoi on est invité à « la transmission des fonds recueillis par les comités régionaux et locaux à l'Œuvre Elisabeth... qui est le mieux à même de faire une répartition rationnelle... » On peut deviner avec quel enthousiasme les comités locaux existants réagiront à cette invitation...

Déjà l'établissement du comité provincial connaît de grosses difficultés. Un certain nombre de personnalités pressenties font savoir qu'elles ne peuvent accepter l'invitation. C'est le cas de Monseigneur Lamiroy, évêque de Bruges, et du représentant de l'institut privé de radiodiffusion de la West-Flandre, à Courtrai, le chanoine A. Camerlynck, doyen de Courtrai. Ce qui est plus surprenant cependant, c'est l'attitude des représentants du Parti Ouvrier Belge, Achille Van Acker, député de Bruges, et Sylvain Detaevernier, conseiller provincial de Menin. Ils n'ont cure de réagir aux demandes d'adhésion répétées qui leur sont adressées. Le 28 février 1940 le gouverneur s'adresse personnellement à Henri de Man pour s'étonner de cette attitude : « D'autant plus, que, selon ma conviction, cette attitude est due à d'autres motifs, qui n'ont rien à voir avec l'Œuvre Elisabeth elle-même. » Après un nouveau rappel, Achille Van Acker fait savoir, le 27 avril 1940, que lui et Sylvain Detaevernier acceptent d'être membres du comité provincial, et il indique le nom du représentant des Anciens Combattants Socialistes, qui siègera également dans le comité.

Par contre, la représentante des Nationalistes flamands, Madame Maréchal, et Monsieur Sam. De Vriendt, représentant des V.O.S. (Anciens Combattants Flamands) ont réagi d'emblée favorablement.

Entretemps, le 11 janvier 1940, Henri de Man avait répondu à une série de questions posées par le gouverneur trois semaines plus tôt. Nous y apprenons que le comité provincial ne peut disposer de moyens financiers propres, et ne peut pas non plus modifier la composition des comités locaux.

Le comité provincial ne vit jamais le jour. Son installation était prévue pour le mardi 14 mai...

Sur le plan national, l'Œuvre Elisabeth rencontra également de sérieuses résistances. Henri de Man en parle dans son autobiographie ⁽¹⁾ : « Une grande partie des difficultés que je rencontrais chez les autorités militaires, provenait en fait du caractère semi-civil de cet organisme bâtard. Je croyais qu'on pouvait diminuer ces difficultés en militarisant l'organisme et en le rattachant au Grand Quartier Général, ce qui fut le cas, dans une certaine mesure. »

Ceci explique pourquoi, aux demandes répétées du gouverneur, de recevoir les statuts de l'Œuvre, on répond invariablement, qu'ils n'ont pas encore été publiés. Le 18 janvier 1940, le vice-président, lieutenant-général de réserve Maton, fait savoir que les statuts n'ont pas encore été agréés, ils « sont à l'étude au Ministère de la Défense nationale ».

Le 8 février, le général-major, chef de l'Etat Major général, lieutenant-colonel de réserve, B.E.M. Luerquin, fait savoir au gouverneur, qu'à partir du 1^{er} février 1940 l'Œuvre Elisabeth « est devenue une section du Quartier Général » : la Section D, dont Luerquin est le chef. Et le 19 février, Henri de Man précise, à la demande du gouverneur, que « La nouvelle section du Quartier Général s'occupe uniquement de l'exécution militaire. Les relations entre les autorités civiles et l'Œuvre Elisabeth restent dans mes compétences ». Mais toutes les difficultés ne sont pas résolues pour autant, puisque le 6 avril 1940, le *Moniteur belge* publie un « Arrêté ministériel concernant l'organisation de l'Œuvre Elisabeth » qui nous apprend que cette œuvre est devenue « un organisme interministériel chargé de recueillir des fonds et de proposer au Ministre de la Défense nationale, leur emploi en vue du bien-être et de la formation morale, intellectuelle et professionnelle des militaires belges ». Il est précisé que ce nouvel organisme reprend « les obligations actives et passives de l'association de fait qui a fonctionné sous le même nom jusqu'à présent ».

L'Œuvre dépend désormais des ministres de la Défense nationale, de l'Instruction publique, des Finances et de la Santé publique.

Dans sa lettre du 21 mars 1940, le ministre de la Défense nationale précise :

« Certaines modifications ont été apportées à l'organisation de l'Œuvre Elisabeth, dans le but de lui donner un caractère plus stable et de favoriser l'extension de son activité. La principale de ces modifications est la création

(1) M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *Hendrik de Man. Persoon en Ideeën. I. Autobiografie*, Antwerpen-Amsterdam, Standaard, 1974, 8^o, 551 p. Cf. pp. 386-388.

à l'Etat-Major du Grand Quartier Général, d'une Section nouvelle, dénommée *Section D*, qui servira d'organe militaire d'exécution pour les activités poursuivies par l'*CŒuvre Elisabeth*. (...)

Rien n'est changé, d'autre part, aux relations entre les autorités civiles et l'*CŒuvre Elisabeth*. L'officier chargé de présider le Comité de Gestion de l'*CŒuvre Elisabeth*, le capitaine-commandant de réserve de Man, continuera à assurer la liaison avec les comités provinciaux de l'*CŒuvre* et avec les autorités civiles en général. (...)

Il importe de ne laisser subsister aucun doute dans l'esprit du public quant au caractère de ces comités [provinciaux]. Il convient d'éviter l'appellation « Section provinciale (ou locale) de l'*CŒuvre Elisabeth* » et de donner la préférence à l'appellation « *Comité provincial (ou local) de l'CŒuvre Elisabeth* » ou « *de soutien à l'CŒuvre Elisabeth* ». En effet, ces Comités sont des organismes autonomes destinés à soutenir l'activité de l'*CŒuvre*, soit en lui procurant des fonds, soit en encourageant des initiatives analogues de portée régionale ou locale. Il importe, par conséquent, que les Comités provinciaux et locaux qui se feraient ouvrir un compte chèque postal, choisissent un numéro qui leur soit propre. »

En d'autres mots, la centralisation à outrance que Henri de Man préconisait dans sa lettre du 29 novembre, fait place à une certaine décentralisation, plus apparente que réelle. Ceci ne plaisait pas à Henri de Man. Son autobiographie en témoigne :

« Aussi bien en tant que ministre civil, de septembre à janvier, que plus tard comme commandant de réserve mobilisé, je disposais d'un service qui était trop mal muni pour faire face aux résistances à mes initiatives, dues à la routine de l'Etat-Major, l'inertie de la bureaucratie militaire, le mépris des gens en uniforme pour la collaboration d'éléments civils. Il faut ajouter, à ces obstacles, l'expression du plus étroit esprit de parti possible, et l'hostilité secrète des exploiters de la religion à des fins politiques, qui craignaient que la sphère d'influence des aumôniers soit réduite. De plus, chez la toute grande partie de ceux à qui l'*CŒuvre* s'adressait, on se heurtait à un individualisme outrancier et dénaturé, qui formait, en quelque sorte, la caricature militaire d'un régime bourgeois, soumis à la concurrence électorale et à la démagogie politicienne... », etc...

Ainsi, Henri de Man fait la leçon à tout le monde, mais il oublie d'ajouter que ce qu'il avait entrepris depuis novembre 1939, avait déjà été fait spontanément depuis deux mois, par d'autres. Il arrivait donc bien trop tard et apparemment il ne comprenait pas le caractère individualiste des bien-faiteurs et des bénéficiaires. Nous y reviendrons plus tard.

Les 19 janvier et 24 avril 1940, Henri de Man envoya les statistiques des activités de l'*CŒuvre*. Celles-ci couvrent huit domaines.

1. Bibliothèque et enseignement.

Avant janvier 1940, 215 biblio-caisses, contenant chacune 125 livres ont

été envoyées aux unités. En avril, ce chiffre est monté à 363 caisses. Les « dons individuels » de livres comportent 2.709 volumes en janvier, 3.417 en avril, et là, nous apprenons qu'il s'agit surtout de dictionnaires Français-Néerlandais et Néerlandais-Français.

2. « Journal ».

Il s'agit des hebdomadaires *Le Barbelé* et *De Pinnekensdraad* qui paraissent depuis décembre 1939, et sont envoyés gratuitement aux unités. Le volume est d'abord de 8 pages à 25.000 exemplaires, en avril 1940 ils paraissent sur 16 pages à plus de 100.000 exemplaires.

3. Cinéma.

A partir du 13 octobre 1939, des séances de cinéma sont organisées. En avril 1940, il y en a eu plus de 1.300 dans plus de 500 endroits. Nous n'apprenons rien sur les titres et la nature des films projetés.

4. Spectacles.

Il s'agit de représentations faites par des troupes de théâtre néerlandophones (223 représentations) et francophones (209 représentations), de soirées chantantes, de music-hall (23 représentations) et de concerts de musique classique (7 exécutions). Le music-hall et les concerts ont presque tous lieu avant janvier 1940. De son côté la radio nationale organise 11 représentations en tout.

5. Sports et jeux.

Cette section organise elle aussi des « spectacles » dans les cantonnements, mais elle se spécialise dans l'envoi de « 17.978 articles de sport, répartis en 22 rubriques différentes », dit le rapport d'avril.

Le rapport de janvier est nettement plus précis : on a envoyé notamment 1.299 culottes de football, contre seulement 1.234 maillots — ce qui ne laisse pas de soulever quelque interrogation. D'autre part, les 1.311 « cibles vogelpik » et les 4.232 « fléchettes pour cibles » font également partie des 42.462 « objets pour jeux d'intérieur » dont parle le rapport d'avril.

6. Foyers.

Avant janvier 1940, 133 foyers du soldat ont été agréés, y compris des abris et des cantines. Après le 1^{er} janvier, il s'y est ajouté 1 foyer et 2 baraquements-foyers dans « les cantonnements peu privilégiés ».

7. Dons divers.

Il s'agit surtout d'objets de lainage confectionnés par l'Œuvre du « Tricot du Soldat », et de couvertures, radios, phonographes, disques et autres jeux de société, dont — selon le rapport de janvier — 32.971 jeux de cartes, qui passent en avril à 40.625.

8. Colis.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, l'Œuvre Elisabeth a accaparé une initiative qui existait dès septembre 1939, et qui avait été lancée par

le ministre de la Défense nationale : l'envoi de colis aux soldats. Cette initiative connut, surtout pendant les premiers mois de la mobilisation, un succès énorme parmi la population civile. Il est cependant impossible de savoir si les chiffres qui sont donnés ici se rapportent aux colis envoyés par les civils, par l'intermédiaire de l'Œuvre Elisabeth, ou bien de colis envoyés par cette œuvre même, et qui feraient alors double emploi avec les premiers. De toute façon, à partir de janvier 1940, on constate une certaine stagnation :

	<i>Avant janvier</i>	<i>Avril 1940</i>
colis individuels	224.330	244.285
cigarettes	13.748.500	15.184.750
bâtons de chocolat	988.800	1.077.843
pochettes de papier à lettres	122.125	142.150

Les pots de confitures sont au nombre de 130.700 les deux mois.

Le rapport d'avril fait mention d'une nouvelle activité déployée depuis janvier 1940 : les leçons radiophoniques en Français et en Néerlandais.

Ce qui est frappant, et typique pour une armée composée de civils appelés sous les armes, c'est le même souci pédagogique qui existait pendant la guerre 1914-1918 : le souci de profiter du service militaire pour parfaire son niveau culturel et surtout ses connaissances des langues. La grande différence cependant c'est qu'en 1940 il n'est plus question de cours pour apprendre à lire et à écrire aux analphabètes, ainsi que cela se faisait pendant la Première Guerre mondiale.

Ces statistiques confirment ce qu'écrit Henri de Man dans son autobiographie : « J'avais à lutter à armes inégales contre les tendances de limiter les activités de l'œuvre à une sorte d'entreprise d'amusement, du niveau de l'orgue de barbarie, ou un genre de distribution de bâtons de chocolat aux protégés de l'aumônier ».

2. CRITIQUES

L'échec relatif de l'Œuvre Elisabeth est dû, comme nous l'avons dit, au centralisme exagéré de l'entreprise, mais surtout au fait que beaucoup d'autres avaient pris les mêmes initiatives avant Henri de Man. Sur le plan local nous constatons, par conséquent, ou bien une grande confusion entre la nouvelle et les anciennes initiatives, ou bien une hostilité marquée à l'égard de cette nouvelle initiative, qui donnait l'impression que tout ce qui avait été fait était incomplet, erroné, et à refaire depuis Bruxelles.

C'est ce que confirment les dizaines et les dizaines de réponses des bourgmestres à l'appel du gouverneur paru au *Mémorial administratif*, pour l'installation des comités locaux. Le commissaire d'arrondissement de Tielt-Roulers résume ces remarques, en ce qui concerne son arrondissement, dans une lettre du 27 février 1940 :

« La fondation de l'*Œuvre Elisabeth* pour nos soldats a été précédée de celle du « Colis pour le Soldat ». Dans toutes les communes de mon arrondissement une telle organisation existait déjà, dans le but de venir en aide aux mobilisés et leurs familles.

Les comités, groupant des représentants de toutes les classes sociales, et de toutes les nuances et opinions politiques, souvent sous la présidence du bourgmestre, étaient partout très actifs.

Des sommes d'argent considérables avaient été collectées pour les mobilisés de la commune, qui étaient amplement pourvus...

Beaucoup de comités locaux ont estimé que l'esprit même de l'*Œuvre Elisabeth* était trop peu en concordance avec l'esprit qu'ils estimaient nécessaire pour leur action locale. La fondation d'un deuxième organisme, « officiel », avec le même but, mais dans un esprit plus large, est dès lors apparu comme impossible et superflu. »

D'autres commissaires d'arrondissement écrivent dans le même sens, et celui d'Ypres ajoute, le 6 mars 1940 : « Malheureusement je constate qu'en général ces comités n'ont guère tendance à envoyer les deniers âprement rassemblés à d'autres organismes. » Quant au collège des bourgmestres et échevins d'Ostende, il déclare le 10 janvier 1940 : « A ce sujet, nous ne pouvons qu'exprimer nos regrets qu'en haut lieu on n'encourage pas plus de nobles initiatives prises par les communes, et même, qu'on les contrarie.

Nous sommes les premiers pour reconnaître la tendance humaine et patriotique de l'*Œuvre Elisabeth*, mais nous nous en tenons à notre opinion qu'en ce qui concerne le *Colis du Soldat*, les communes devraient être obligées de faire elles-mêmes le nécessaire. A notre humble avis, les fonds collectés par l'*Œuvre Elisabeth* pourraient être répartis entre les communes à raison du nombre de leurs mobilisés. »

Ce qui est exactement le contraire de ce que voulait Henri de Man.

Cette suggestion fut transmise par le gouverneur à la Section D de l'Etat-Major, qui lui répondit le 8 février par un « non possumus » : « Sans prendre en considération que les colis réservés à l'armée de terre contiennent l'« indispensable superflu », ils ont un effet psychologique : le soldat étant en fait un grand enfant ; il se réjouit de recevoir quelque chose de l'*Œuvre*, ayant ainsi l'assurance qu'on pense à lui ; les colis distribués pendant les congés ne donnent pas cette impression. »

Apparemment il échappait au lieutenant-colonel de réserve BEM Luerquin, que le fait que le soldat constate qu'on pense à lui *chez lui*, aurait pu avoir encore plus d'effet psychologique.

Néanmoins, un certain nombre de communes réagirent favorablement à l'appel du gouverneur en installant un comité local de l'*Œuvre Elisabeth*. Mais celui-ci était en général composé des représentants des comités de secours déjà existants.

3. AUTRES ŒUVRES

A travers les nombreuses lettres de nos dossiers, nous apprenons l'existence d'autres initiatives qui n'ont pas toutes un caractère exclusivement local.

Dès le début de la mobilisation, à l'initiative de la présidente de l'*Œuvre des Invalides Belges*, la princesse Jean de Mérode, et avec le soutien du baron Edouard Empain, l'accord du gouvernement, et sous le patronage de la reine Elisabeth, une *Aide aux familles des Mobilisés — Hulp aan de Families der Gemobiliseerden* était fondée à Bruxelles. Elle s'organisait sur le plan provincial et local. L'intention était, selon une lettre de la fondatrice : « l'aide de la femme par la femme », sous la forme d'aide ménagère, aide professionnelle, aide pour les enfants, aide médicale, enfin dons de vêtements, charbon ou argent.

Une demande de soutien pour cette œuvre en Flandre occidentale est adressée au gouverneur dès le 6 octobre 1939. Un article de journal souligne que « Tout ce qui est récolté en province, ou dans un arrondissement ou dans un canton, restera sur place ! » Les organisateurs évitaient ainsi l'erreur que Henri de Man allait commettre quelques semaines plus tard. En décembre cette œuvre semble avoir changé de nom, on parle alors de l'*Œuvre nationale de Service social aux familles des Militaires — Nationaal werk van Maatschappelijk Dienstbetoon aan de huisgezinnen der Militairen*.

Chez beaucoup, il y avait confusion entre cette œuvre, qui s'adressait aux familles, et l'Œuvre Elisabeth, qui s'adressait aux militaires.

Plus spécialisé, mais également organisé sur le plan national, le plan provincial et le plan local est le *Fonds d'Assistance aux Marins*, fondé en septembre 1939, sous la présidence du prince Charles, afin « 1° de créer un fonds de secours aux marins, 2° ... de récolter des fonds, des dons en nature et des habillements, afin de venir en aide aux familles nécessiteuses de marins, 3° le « colis du marin ». Après avoir averti quelques-uns de ses amis, dont Frans Van Cauwelaert, le gouverneur Baels demande que ce *Fonds d'assistance* corresponde désormais en néerlandais avec lui. Il y a même un *Comité d'assistance aux familles des mobilisés français* qui lance un appel, le 20 octobre 1939, en faveur des familles des 7.000 mobilisés français, résidant en Belgique. Ce qui met l'autorité belge devant une situation délicate à cause de la neutralité officielle de la Belgique.

Une autre œuvre organisée dès septembre 1939 à travers le pays entier est le *Tricot pour le Soldat*, qui sera accaparée par l'Œuvre Elisabeth, et qui était en relation étroite avec la Croix Rouge. Les sections provinciales recevaient gratuitement, du service central à Bruxelles, de la laine « qui est transformée selon les indications fournies par le Ministère de la Défense nationale », d'autre part, on envoie de la laine « aux femmes, mères ou filles nécessiteuses de mobilisés ou d'anciens combattants », qui sont payées pour leur tricot (2). Mais l'œuvre ne peut obtenir l'envoi direct gratuit des tricots aux

(2) Lettre du lieutenant-général de réserve Maton au gouverneur Baels, 18-1-1940.

soldats. Il faut passer par Bruxelles.

Presque toutes ces œuvres sont organisées et conduites par des dames, en général des dames de la noblesse et de la haute bourgeoisie, qui se dépensent sans compter pour leurs vaillants petits soldats.

En plus, il y a les œuvres qui s'adressent directement aux militaires mobilisés. La première et la principale est sans aucun doute le *Colis du Soldat* — *Het Soldatenpakje*, dont le 24 septembre 1939, il existe déjà un comité provincial, avec une section : *Les Amis de la Garnison* — *De Vrienden van het Garnizoen*.

En septembre également, la comtesse d'Ursel et un aumônier militaire, avaient fondé le *Théâtre du Soldat*, avec l'intention de « lutter contre le « spleen », ferment de dissolution, qui guette le soldat en campagne », et de donner du travail aux artistes chômeurs. Ici aussi, le gouverneur demande ce qui est fait pour les mobilisés flamands, et la fondatrice le rassure : les artistes flamands y participent, et il n'y a que des représentations « de bon goût et toujours morales ».

A côté de cela nous avons rencontré un *Comité national de Secours des Arts et des Lettres* — *Nationaal Comité voor Hulpbetoon aan Kunstenaars en Letterkundigen*, fondé le 6 novembre 1939, sous les auspices de la reine Elisabeth, par l'*Association des Artistes Professionnels de Belgique*. Et *Het Boek voor den Soldaat*, qui existait déjà pendant la Première Guerre mondiale et qui est ressuscité en septembre 1939 par un certain nombre d'associations culturelles flamandes. Le but est évidemment d'envoyer de la bonne lecture en néerlandais aux soldats flamands.

Enfin, nous avons les comités locaux, fondés généralement à l'initiative des autorités civiles ou religieuses — et souvent des deux ensemble — avec, à côté des initiatives privées.

Ainsi, le 10 novembre 1939, un *Foyer du Soldat* est créé à Bruges, au Cercle militaire, sous la présidence d'honneur de l'évêque de Bruges, qui, de son côté avait fondé, en septembre une a.s.b.l. *Het Bisdom Brugge*, ayant pour but « de favoriser les intérêts de la religion catholique en général et les intérêts religieux et matériels de la population catholique de l'évêché de Bruges en particulier, de même que l'exercice de la charité chrétienne sous toutes ses formes... » (3).

C'est sans doute dans le cadre de cette a.s.b.l. que sur ordre de l'évêque, dans chaque paroisse de l'évêché un « comité de secours » fut établi « afin de fournir de l'aide en ces temps de besoin, là où elle est nécessaire et possible, dans un esprit d'assistance mutuelle et de charité réellement chrétienne (4). Ces comités de secours groupaient toutes les associations religieuses de la paroisse. Ils s'adressaient aussi bien aux mobilisés qu'aux familles.

(3) *Collationes brugenses*, t. 39(1939), pp. 419-420.

(4) *Sinte Walburga's parochieblad*, Brugge, 11(1939), nr. 8, 17 déc.-2 fév., p. 2.

Au printemps de 1940, l'enthousiasme initial de toutes ces organisations semble quelque peu essoufflé, il fait place à une certaine léthargie. Le bourgmestre de Tielt écrit à ce sujet le 28 décembre 1939 : « ...De plus, il ne faut pas oublier que la population s'est déjà imposé des sacrifices considérables pour soutenir les soldats tieltois et leurs familles ; les temps ne s'améliorent guère, le coût de la vie augmente, le commerce et l'industrie déclinent, les revenus diminuent, c'est ainsi que beaucoup d'habitants sont ou seront menacés dans leurs moyens d'existence.

A l'avenir, la charité de la population se manifestera dans une moindre mesure qu'auparavant... »

Le bourgmestre aurait pu ajouter que la mobilisation s'éternisait. On s'installait dans l'habitude...

4. UN FANTOME AU GRENIER

L'histoire suivante illustre le souci avec lequel on veillait à la moralité des mobilisés et de leurs familles.

En 1939 le Prix quinquennal de littérature de la Province de Flandre occidentale était attribué à l'écrivain Marcel Matthijs, pour l'ensemble de son œuvre et plus spécialement pour son roman : *Een spook op zolder* (Un fantôme au grenier). Le 25 février 1940, l'auteur est fêté à Bruges, avec la participation de Robert Roemans, Jan Vercammen et le célèbre professeur de Louvain Albert Westerlinck.

Ceci inspire au gouverneur l'idée de proposer à la directrice provinciale de l'*Œuvre de Secours social aux Familles des Militaires* de faire un tirage spécial de *Een spook op zolder* et de le faire vendre par et au profit de l'*Œuvre* (revenu net de 5 frs par exemplaire vendu). On fournirait ainsi, à l'écrivain, chômeur depuis plus d'un an, un soutien non seulement moral, mais également matériel.

Le gouverneur établit des contacts avec l'éditeur, et ils conviennent que le livre sera tiré à 1.000 exemplaires. Certains libraires ont accepté d'assurer une reprise importante du tirage, et en plus de céder 50 % de leurs bénéfices au profit de l'œuvre.

Mais une lettre de la présidente, en date du 14 mars, met fin à toutes ces bonnes intentions. Elle déclare que « le livre de Monsieur Marcel Matthijs, *Een spook op zolder* est coté par « *Boekengids* », organe de la Fédération générale des bibliothèques catholiques, sous la catégorie des « Lectures réservées ». » Le comité craint « qu'il prêterait le flanc à la critique et la rogne si l'on présentait à domicile, à travers la province, un livre dont la lecture ne peut être recommandée à tout le monde ». Le gouverneur place un point d'interrogation à côté de la première phrase citée.

Cependant, le 8 avril, il fait savoir à l'éditeur et à l'auteur, qu'il renonce

à son projet, et il en explique la raison à l'auteur. Celui-ci ne se tient pas pour battu, et il demande à la Fédération générale des bibliothèques catholiques de publier un nouveau compte rendu avec un jugement moins sévère, dans « *Boekengids* ». Le directeur de la Fédération lui répond que ceci est impossible, sous peine de « rabaisser l'autorité de notre périodique ». Il écrit dans le même sens au gouverneur, et ajoute : « Nous ne pouvons que nous réjouir de ce que l'autorité provinciale, consciente de ses responsabilités, ne désire pas contribuer à la diffusion à grande échelle, d'une œuvre qui est intrinsèquement malade, comme c'est souvent le cas avec les autres romans modernes ».

Et il ajoute, « quoique nous ne soyons probablement pas qualifiés pour le faire, nous faisons appel... aux sentiments généreux du gouvernement provincial de la Flandre occidentale, pour procurer, sous une autre forme que celle de la diffusion du livre, à cet auteur méritoire littérairement parlant, une aide financière », et enfin, il s'excuse : « Si nous dépassions nos compétences en faisant cette demande, c'est exclusivement par intérêt humain pour un auteur dont la situation matérielle justifie amplement notre démarche ».

L'intérêt moral de la population westflamande était sauvé, fût-ce au détriment d'un auteur, père de famille nombreuse, et chômeur, qui avait le malheur de ne pas plaire à tout le monde...

5. DES FLEURS ET DES LEGUMES POUR LES CANTONNEMENTS

Le 20 avril 1940, Henri de Man adresse sa dernière lettre au gouverneur : « Le Grand Quartier Général a transmis aux unités des instructions tendant à ce que des fleurs et des légumes soient semés, plus particulièrement dans les environs des baraquements, sièges, etc. ». L'Œuvre Elisabeth se saisit de cette initiative et lance un appel pour recevoir des « dons de graines et de semences ». En outre, elle a l'intention « d'accorder des prix aux unités qui obtiendront les meilleurs résultats ».

Les graines et les semences sont centralisées à Bruxelles, mais « Ceci ne vaut pas pour les plants et les arbustes, pour lesquels il est préférable de limiter la distance entre le donateur et le destinataire ». C'est pourquoi, Henri de Man fait un appel aux comités provinciaux et locaux pour que « chacun à l'intérieur de son ressort », organise la collecte des « plants, pots ou caisses à fleurs, les engrais, l'outillage pour jardiniers, etc. », et les transmette aux cantonnements des environs.

Ainsi, pendant que les soldats belges se préparaient à semer leurs fleurs et légumes, d'autres se préparaient à venir les cueillir...

A. De Jonghe

LA LUTTE HIMMLER-REEDER POUR LA NOMINATION D'UN HSSPF A BRUXELLES *

QUATRIÈME PARTIE :

SALZBOURG AVANT ET APRÈS

EVOLUTION POLITIQUE
D'AOUT 1943 A JUILLET 1944

Pour des raisons de nature technique, l'article d'A. De Jonghe qui devait, à l'origine, clôturer la série d'études consacrées à la lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles se répartira finalement encore sur deux numéros des *Cahiers*. Comme le lecteur le sait, la préhistoire de la nomination de Jungclaus en tant que HSSPF à Bruxelles s'est déroulée dans un double contexte : politique et policier. Himmler voulait que son représentant dans la capitale belge le fût pleinement et disposât, à cet effet, d'une double compétence : une compétence politique par le contrôle, en fait la conduite, de la collaboration politique en Flandre et en Wallonie ; et une compétence policière par la direction allemande et le contrôle direct de la police belge dans le territoire occupé.

L'article publié dans cette livraison traite du contexte politique au cours de la période qui s'étend d'août 1943 (rupture entre le VNV et la SS) à juillet 1944 (établissement d'une administration civile avec sa conséquence automatique, la nomination de Jungclaus en tant que HSSPF). L'étude du contexte policier au cours de la même période paraîtra dans le prochain numéro des *Cahiers*.

Si, dans les faits, il est évidemment difficile de séparer les aspects politique et policier, les exigences d'une claire exposition déterminent cependant l'historien à le faire.

* Traduit du néerlandais. Liste des abréviations p. 184.

I. SALZBOURG (AOUT 1943-MARS 1944)

§ 1. Elias dans l'expectative (septembre-octobre 1943)

Le 14 août 1943, Elias avait, en tant que chef du VNV, consommé la rupture avec la SS par l'annonce de l'arrêt du recrutement pour la *Waffen-SS* (1). C'était là un fait sans précédent dans l'histoire de la collaboration politique dans les pays occidentaux considérés comme germaniques (2). Dans ce conflit suscité par Elias lui-même, Reeder n'avait pas hésité à souligner la bonne volonté du chef du VNV en sorte qu'il paraissait la justifier quoiqu'il écrivit déplorer et réprover une rupture qui suivait de très près la capitulation de l'Italie (3). Cette réprobation ne l'avait cependant pas empêché de prendre ouvertement position contre Himmler lorsque ce dernier tenta de remplacer le VNV par la DeVlag et Rex dans l'administration du pays occupé. Le Chef de l'administration militaire avait audacieusement exprimé sa conviction que la DeVlag n'était qu'un groupuscule et que, par ailleurs, le VNV restait, provisoirement au moins, indispensable. Une dissolution volontaire ou forcée, avait-il encore affirmé, constituerait une perte irréparable et une tragédie pour la puissance allemande et un triomphe indéniable pour l'ennemi anglais. Les VNV déçus et aigris, loin d'aller renforcer la DeVlag, passeraient dans le camp des anglophiles. Reeder avait conclu par un avertissement. Si le *Reichsführer-SS* (à ce moment déjà aussi ministre de l'Intérieur) voulait imposer sa volonté, l'administration d'occupation ne pourrait assumer la responsabilité des conséquences (4).

De façon tout aussi téméraire, Reeder s'en était pris à Degrelle, second allié local d'Himmler et protégé d'Hitler depuis janvier 1943. En octobre, l'impudent chef rexiste (pourtant soumis à l'autorité militaire) avait osé critiquer directement auprès d'Himmler et d'Hitler la politique du *Militärbefehlshaber* compétent, le général von Falkenhausen. Un Reeder profondément indigné avait alors, à la place de son chef, prit la plume pour exprimer une fois franchement son opinion sur le prétentieux, intrigant, vaniteux, versatile et maladroit Degrelle qui se voyait devenir le « roi non couronné de Belgique » et essayait, à cette fin, de mettre hors cause l'administration d'occupation. Quoique soldat courageux et propagandiste de talent, Degrelle, selon Reeder,

(1) *Cahiers*, 5, pp. 149 et sqq.

(2) Dans son discours du 5 juin aux cadres du NSB (Mouvement National-socialiste aux Pays-Bas), à Utrecht, Mussert avait attaqué avec une extrême violence l'impérialisme grandallemand et la SS (non expressément citée). Il sembla alors « que la rupture ouverte entre le NSB et la SS Germanique allait être suivie quelques jours plus tard d'une rupture entre le NSB et la puissance occupante ». On ne dépassa cependant pas le stade des mots. Le 22 juin, Mussert prit à nouveau la parole, à La Haye, pour confirmer publiquement « l'unité brusquement improvisée » entre le NSB et la SS (IN 't VELD, *De SS en Nederland Documenten uit SS-archieven 1935-1945*, pp. 295-296 et 298-299. DE JONG, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de Tweede Wereldoorlog*, 7, pp. 1.230-1.233). On ne sait si Elias a été inspiré par le premier discours de Mussert. Le parallélisme entre le développement de la méfiance du NSB et du VNV à l'égard de la politique SS est en tout cas frappant.

(3) TB 25 (T-501, 106, 489-90).

(4) *Cahiers*, 5, pp. 160-167.

ne pouvait entrer en ligne de compte pour un travail politique durable. Comme son mouvement en perpétuel recul, il s'était déjà permis trop de conversions tactiques que pour être encore considéré comme un facteur politique sérieux. Degrelle et son parti étaient incapables de créer un mouvement populaire sur la base de leurs idées. Pour ces raisons le mouvement rexiste ne dépasserait jamais le stade d'une affaire de parti (5).

Lors de sa rupture avec la SS, Elias s'était attendu à une « réaction tranchante » (6). Elle ne se produisit pas. Au début de septembre, dans son discours de Turnhout, il déclara être prêt à poursuivre la collaboration avec l'Allemagne, mais en précisant que cette collaboration devait s'accompagner « du droit de résister à tous ceux qui méconnaissent notre existence nationale » (7). Ces paroles s'adressaient clairement à la DeVlag et à sa protectrice, la SS. La presse allemande avait reçu la consigne d'ignorer le VNV (8) sauf en cas d'instruction du DNB (9). Mais le diligent Berger s'appliqua à faire savoir, à la mi-octobre, au *Reichsführer* ce qu'Elias avait osé dire quelques semaines auparavant lors de la cérémonie de remise des étendards à la *Dietse Militie-Zwarte Brigade* à Anvers, à savoir que les Flamands « sont un rameau de la souche néerlandaise, ... plus qu'une souche germanique ou qu'un rameau de la Grande Germanie, mais sont devenus un peuple et une nation, par la conquête d'une langue et d'une culture propres, par une évolution historique particulière, par l'existence de caractères nationaux » (10). Himmler ne réagit pas.

La réaction n'était toujours pas venue lorsque le 17 octobre, Elias déclara l'incompatibilité de la double appartenance au VNV et à la DeVlag. Cette interdiction ne se situait pas exclusivement dans le prolongement de la rupture avec la SS puisque, outre la DeVlag, elle valait également « pour les groupements et les associations plus ou moins confidentielles qui poursuivaient des idéaux thiois » (11) — formulation offensante qui assimilait les

(5) *Cabiers*, 5, p. 167.

(6) Pv. Elias, 26 février 1947 (Arch. pers. A.).

(7) *Volk en Staat*, 7-8 septembre 1943.

(8) *Tagesparole des Reichspressechefs*, 12 octobre 1943 (BAK, ZgS, *Sammlung Oberheimann*, 109/45). Pour les instructions à la presse concernant le VNV et la DeVlag, voir *infra*, p. 108, note 63.

(9) DNB = *Deutsches Nachrichtenbüro*, l'agence de presse officielle allemande.

(10) Berger à Brandt, à l'attention d'Himmler, 14 octobre 1943 (BAK, NS 19/285, F. 311-312). En annexe, de longs extraits du discours d'Elias du 26 septembre 1943 (traduction allemande) « *mit Bitte um Vorlage beim Reichsführer-SS* ». Le texte du discours fut publié dans *Volk en Staat* du 28 septembre 1943. Par nation, Elias entend un peuple conscient de son identité.

(11) *Volk en Staat*, 19 octobre 1943. A la journée des cadres du VNV du 6 juin 1943, Elias avait déjà déclaré incompatibles l'appartenance à la DeVlag et l'exercice d'une fonction dirigeante dans le VNV (*Cabiers*, 5, p. 111). Un an auparavant, à la journée des cadres du 12 juin 1942, De Clercq avait interdit la double appartenance aux VNV qui occupaient une fonction dirigeante dans la DeVlag (A. Vandenberghe, bourgmestre VNV d'Oudenaarde, au *Kreiskommandant* d'Alost, 18 septembre 1942. CREHSGM, Légion flamande, 59. TB 22, T-501, 105, 1221). En fait, De Clercq avait déjà voulu interdire purement et simplement la double appartenance en avril-mai 1942 mais Reeder s'y était alors opposé et avait menacé de prendre « des mesures appropriées » (*Cabiers*, 4, p. 122).

groupements et organisations thiois en question à la DeVlag par eux combattue (tout autant que par le VNV) (12). Cette formulation présente l'avantage d'expliciter la cause de la contestation à l'intérieur du VNV à l'encontre de la politique d'Elias considérée comme insuffisamment thioise parce que trop allemande. Elias avait émis des avertissements à propos de cette évolution des thiois vers la germanophobie (13).

On ignore les causes de la réserve d'Himmler. S'attendait-il à ce qu'Elias n'applique pas sa décision du 14 août et autorise à nouveau le recrutement pour la *Waffen-SS* ? Lassait-il les choses suivre leur cours dans l'espoir que les circonstances conduiraient le chef du VNV à se rapprocher de la SS ? L'historien doit se contenter de poser ces questions. Ce qui est sûr, c'est que, début octobre 1943, le VNV était encore, dans des milieux de la *Germanische Leitstelle* de Berger, considéré comme indispensable pour le recrutement de volontaires SS (14).

Dans sa virulente rivalité politique avec le VNV, la DeVlag avait toujours essayé de supplanter le premier, qui s'appuyait sur son « droit de primogéniture », et de l'éclipser par l'érection d'organisations parallèles. Amer, Elias écrivit dans son importante lettre du 7 mai 1943 à Reeder : « Il n'y a aucun terrain sur lequel depuis lors (15) le VNV n'ait rencontré la DeVlag, soutenue par la SS, en tant qu'ennemi et concurrent haineux et impitoyable » (16). Il était toutefois un seul domaine où, à la fin de 1943, la DeVlag n'avait pas encore réussi à s'imposer : celui des organisations de jeunesse. Ce n'était pourtant point faute d'efforts (17). Une circonstance objectivement

(12) Cfr W. Grauls à Elias, 24 octobre 1943 : « Après trois ans d'atermoiements la double appartenance à la DeVlag et au VNV a été déclarée incompatible... Pour faire accepter la chose au SD, nous avons proscrit les Thiois. *Echange de bons procédés !* » (Arch. pers. A. C'est d'E. Verhoeyen que nous avons reçu une copie de cette lettre. Qu'il soit ici remercié.) L'appréciation de W. Grauls à l'encontre de la décision d'Elias n'est pas fondée, le chef du VNV ne pouvant solliciter, en faveur de son mouvement, l'appui de son adversaire, le *Sicherheitsdienst*, et ce, même à l'égard des Thiois.

(13) Discours d'Elias à la journée des cadres VNV, 6 juin 1943 (*Volk en Staat*, 8 juin 1943). IN 't VELD, *op. cit.*, p. 1.074.

(14) *Bericht aus dem germanischen SS-Ausbildungslager Sennheim der Germanischen Leitstelle*, sans date (début octobre 1943) (BAK, NS 1/vorl. 524). Le rédacteur du rapport expose que les dissensions politiques internes entre les volontaires flamands font rage jusque dans le camp d'instruction SS. Les adeptes de la SS forment « un bon et pratique matériau politique et militaire ». Les adeptes du VNV, par contre, sont, « pour la plus grande partie, affligés d'une mentalité provinciale à courte vue ne considérant le *Volkstum* flamand que dans une perspective grandthioise ». Pour « l'action germanique », il n'y a plus beaucoup à attendre de la direction du VNV. Elle est, cependant, provisoirement encore, indispensable au recrutement de volontaires. Reeder, également, affirme qu'au cours de l'été et de l'automne 1943, le recrutement pour la *Waffen-SS* en Flandre a eu un succès sans cesse décroissant et que la DeVlag est incapable de compenser les pertes causées par l'abstention du VNV (TB 25, T-501, 106, 523-524).

(15) C'est-à-dire depuis fin mars 1942. A cette date, une délimitation des tâches avait été conclue entre le VNV et la DeVlag. En réalité, le VNV fut forcé par Reeder de l'accepter (*Cabiers*, 4, pp. 76-81).

(16) Elias à Reeder, 7 mai 1943 (Arch. pers. A.).

(17) La question de l'organisation de jeunesse n'est traitée que marginalement dans le cadre de cette étude.

favorable à la DeVlag résidait dans le désir que l'administration d'occupation eut, dès le début, de mettre fin à la subordination de fait de la NSJV (*Nationaalsocialistische Jeugd Vlaanderen* = Jeunesse Nationale-socialiste flamande) au VNV par l'érection d'une organisation de jeunesse dite politiquement indépendante (sans, d'ailleurs, vouloir mettre la DeVlag dans le jeu). Début mai 1943, Elias avait refusé d'entrer dans les vues de Reeder et de révoquer le chef de la NSJV, E. Lehembre, parce que le *Leider* était conscient de ce que ce désir cachait l'intention politique de l'occupant de séparer l'organisation de jeunesse du VNV⁽¹⁸⁾. Dans la seconde moitié d'août, quelques jours après qu'Elias eut consommé la rupture avec la SS, Lehembre se rendit à son tour à la *Befehlsstelle* de la *Jugendführung* à Bruxelles et, au nom du chef du VNV, déclara que dorénavant, toute collaboration serait refusée à des activités de jeunesse telles que la *Kinderlandverschickung*, le *Landdienst*, les Camps de sport de plein air, le *Langemarckstudium*. Il était, en effet, apparu que ces initiatives n'avaient abouti qu'à établir des instruments de germanisation déguisée. Un Lehembre exaspéré osa utiliser à ce sujet le terme d'activité « criminelle »⁽¹⁹⁾.

Dès la fin mai, dans une lettre à Berger, Van de Wiele avait plaidé pour la création d'une nouvelle organisation de jeunesse sous le nom de Jeunesse Hitlérienne Flamande (*Vlaamse Hitlerjeugd*). Il y a tout lieu de croire qu'il avait déjà personnellement, quelques semaines auparavant, abordé la question avec Himmler⁽²⁰⁾. En octobre, la percée de la DeVlag sur le terrain de l'organisation de jeunesse était un fait. Le 15, Van de Wiele reçut de la direction nationale de la *Hitlerjugend* à Berlin « la promesse officielle que la jeunesse flamande ferait dorénavant partie de la jeunesse hitlérienne et ce, non comme formation parallèle, mais comme composante à part entière sous l'appellation *Hitlerjeugd-Vlaanderen* »⁽²¹⁾. Lors de la création du premier noyau (*Standort*) à Anvers les délégués de la *Reichsjugendführung* firent savoir que les garçons et filles flamands seraient provisoirement, sous certaines conditions, les hôtes de la *Hitlerjugend*⁽²²⁾. La création officielle se fit au cours de la première moitié de novembre lors d'une manifestation au zoo d'Anvers lorsque Van de Wiele confia les garçons et filles de la DeVlag à la nouvelle organisation de jeunesse⁽²³⁾. Reeder nota dans son rapport d'activité que la création de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* avait fait « sensation ». On pensa non seulement dans les milieux VNV mais aussi dans des cercles anti-

(18) Cfr note 16.

(19) *Dienststelle Jungclaus*, signé Strate, au *SS-Hauptamt*, deux télex non datés (19 août 1943) (BAK, NS 19/285, F. 311-312). Voir aussi TB 25 (T-501, 106, 500).

(20) *Cabiers*, 5, p. 93.

(21) VAN DE WIELE, *Aan de jeugd in Vlaanderen (Balming, 31 octobre 1943)*. L'appel de Van de Wiele parut à l'insu de l'administration d'occupation (TB 25, T-501, 106, 520). Selon une déclaration de 1950 de Reeder, Van de Wiele donna ainsi « pratiquement son accord à la poursuite de l'*Anschluss* » (Mémoire Reeder, 2 mai 1950, p. 22. Proc. vF. 352).

(22) *Volk en Staat*, 24-25 octobre 1943.

(23) *Balming*, 18 novembre 1943.

allemands que l'Allemagne « a laissé tomber le masque. On s'oriente vers l'annexion. Les promesses quant au maintien du caractère flamand de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* n'y changeront rien » (24). En effet, quelques mois plus tard, Van de Wiele fut forcé d'insister sur l'application du principe selon lequel « les Flamands commandent aux Flamands » (25). Le 30 avril 1944 — nous anticipons quelque peu — Berger dévoila en partie ses batteries lors de la remise des étendards à la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* lorsqu'il déclara à Schoten : « Ce jour est un grand jour pour la Flandre. Elle retourne aujourd'hui dans le giron du *Reich* (26). » A première vue la *Militärverwaltung* de Bruxelles pouvait s'estimer satisfaite. Elle avait toujours souhaité une organisation de jeunesse indépendante du VNV. La jeunesse flamande collaboratrice ne pouvait être plus longtemps exposée à « une excitation générale thioise (27) ». Cependant, la nouvelle organisation de jeunesse se soustrayait à l'emprise de l'administration d'occupation. Elle renforçait l'influence de la SS car, en réalité, la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* restait le mouvement de jeunesse de la DeVlag. L'incompatibilité déclarée de la double appartenance au VNV et à la DeVlag comme la création de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* illustrent par ailleurs le blocage, sans issue, à l'automne de 1943, des relations entre les deux groupements politiques rivaux (28). Elias s'en souvenait encore parfaitement lorsqu'environ trois ans plus tard, au cours de l'instruction de son procès, il caractérisait la situation en ces termes : « Nous en étions arrivés à un point mort (29). »

Fin octobre cependant, un événement se produisit qui aurait pu susciter chez le chef du VNV l'impression que la réaction allemande, par lui attendue, commençait à se dessiner. Le 25, il rencontrait Hummitzsch, chef du *Sicherheitsdienst* à Bruxelles et son référendaire pour la politique ethnique (*Volkstum und Volkstumsarbeit*), Kläss. On ignore complètement l'origine

(24) TB 26 (T-501, 106, 745-746).

(25) *Ibidem*.

(26) Mayr-Falkenberg, représentant du ministère des Affaires étrangères auprès de la *Militärverwaltung* de Bruxelles, à son ministre, 19 mai 1944 (PAB, *Inland II geheim*, 345. *Berichte und Meldungen zur Lage in und über Belgien von 1944 bis 1945*, II). Mayr-Falkenberg renvoie aux *Sipo-SD-Meldungen aus Belgien und Nord-Frankreich*, 15 mai 1944, p. 25. La phrase ci-dessus citée du discours de Berger manque dans le résumé paru dans *Balming* du 6 mai 1944. Mais Van de Wiele revint sur ce « retour au Reich » dans l'éditorial : *Rijksvaandels wapperen over Vlaanderen* (Des Drapeaux du Reich flottent sur la Flandre), paru dans le numéro du 13. « A tous ceux qui peuvent entendre et veulent comprendre », exposait-il, Berger avait ainsi signifié qu'il s'agissait bien « de la Flandre, mais de la Flandre dans le Reich... Ce Reich, et ce Reich seul, est l'unique dispensateur des possibilités d'épanouissement de chaque peuple et de chaque culture... ». En fait, dès la fin août 1943, Berger avait annoncé la couleur en déclarant dans son allocution aux journées culturelles germano-flamandes, à Bruxelles : « *Wir werden Flandern beimholen!* » (*Cahiers*, 5, p. 152, n. 695).

(27) TB 26 (T-501, 106, 746).

(28) Le rédacteur des *Sipo-SD-Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich*, dans son rapport pour la période du 1^{er} au 15 septembre 1943, p. 5, qualifie déjà les relations entre le VNV et la DeVlag comme « figées ».

(29) Pv. Elias, 26 février 1947 (Arch. pers. A.).

et le but de cet entretien ⁽³⁰⁾. Comme seule explication de l'événement on peut peut-être avancer ce qui suit.

Le *Sicherheitsdienst* (SD) n'avait normalement dans la *Dienststelle* de la police SS de Bruxelles ⁽³¹⁾, contrairement à la *Sicherheitspolizei* ou Sipo, aucune compétence exécutive. En tant qu'*Abteilung III, Lebensgebiete*, le SD était seulement compétent en matière de collecte d'informations générales sur la vie politique, culturelle et économique en Belgique et dans le Nord de la France. La politique ethnique (*Volkstum*) était le domaine de la sous-section III B ⁽³²⁾. Par le choix et surtout l'interprétation du matériau rassemblé dans leurs rapports secrets au RSHA de Berlin, une sorte de Ministère de la Police, Hummitzsch et Kläss jouaient cependant un rôle politique qui bien qu'indirect ne doit pas être sous-estimé. Le poids politique de la *Dienststelle* de Bruxelles ne résidait dès lors pas chez son chef ou auprès de la Sipo mais exclusivement auprès du service d'information politique, le SD. Formellement Hummitzsch n'était que le substitut du chef de la *Dienststelle* et donc son subordonné hiérarchique. En fait, il agissait d'initiative.

Sans considération de la hiérarchie locale, il faisait directement rapport à Ohlendorf, chef du *SD-Inland*, le *Amt III* au RSHA de Berlin. Malheureusement ces rapports sont perdus pour l'histoire ⁽³³⁾. On ne connaît que leur orientation : naturellement pro-DeVlag et anti-VNV et anti-Reeder. Le *Militärverwaltungschef* pouvait affirmer en 1943 que l'influence directe du SD de Bruxelles sur le RSHA de Berlin était, en ce qui concerne les affaires politiques et de personnel, d'autant plus forte que la position du chef de la *Dienststelle* était faible. On comprend que les relations entre la direction de la *Militärverwaltung* et le SD de Bruxelles s'apparentaient à une hostilité déclarée. Par contre, la collaboration entre Reeder et les chefs successifs de la *Dienststelle* (Canaris, Ehlers et à nouveau Canaris) se déroula de la façon la plus harmonieuse. Selon Reeder — une longue expérience avait dû le lui apprendre — l'image que la direction de la SS de Berlin se faisait de la situation politique en Belgique, par exemple quant au succès de la DeVlag, était déterminée par les « petits lieutenants » (*kleine Sturmführer*) puisant l'ins-

(30) F. Van der Elst ne mentionne point, dans son article *Elias, chef du VNV* (*Cahiers*, 3, pp. 175-194) basé notamment sur l'héritage documentaire du chef du VNV, cet entretien bien que l'une de ses sources principales, la thèse de E. KNOEBEL, *Racial Illusion and military Necessity : A Study of SS political and manpower Objectives in occupied Belgium*, Université du Colorado, 1967, en donne un résumé (pp. 150-151). Selon Knoebel, l'entretien eut probablement lieu dans le but de connaître les dispositions d'Elias en ce qui concerne l'éventualité d'un rapprochement entre le VNV et la DeVlag. Il n'en apporte cependant aucune preuve.

(31) Dénomination officielle : *Der Beauftragte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD für den Bereich des Militärbefehlshabers in Belgium und Nordfrankreich, Brüssel*.

(32) *Cahiers*, 3, p. 126.

(33) A ne pas confondre avec les *Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich* bimensuelles que la *Dienststelle* de Bruxelles n'envoyait au RSHA qu'après examen et corrections éventuelles par l'administration d'occupation. On n'a conservé que quelques exemplaires de ces *Meldungen*. Il va de soi qu'elles ne contiennent aucune critique de la politique de la *Militärverwaltung*.

piration de leurs « intrigues de référendaires » (*Referentengeklüngel*) dans les rapports secrets du SD de Bruxelles (34).

Elias n'avait, cela va de soi, aucun contact politique avec les fonctionnaires du SD (35) et ce, contrairement à Van de Wiele dont l'activité politique était inspirée par la SS, conduite et appuyée par la *Dienststelle Jungclaus* en tant que représentante de la *Germanische Leitstelle* de Berger et par le SD de Bruxelles qui recevait directement ses instructions du service compétent (le *SD-Inland*) du RSHA de Berlin (36). Il est, par conséquent, exclu qu'Elias ait provoqué la rencontre avec Hummitzsch et Kläss. On ne sait pourquoi et à l'initiative de qui, les deux fonctionnaires du SD ont mandé Elias fin octobre. Que l'entretien avec le chef du VNV ait été considéré comme très important ressort suffisamment du fait qu'Ohlendorf transmet immédiatement le rapport d'Hummitzsch, sous forme de télex, à son chef Kaltenbrunner et qu'Himmler, Berger et Jungclaus en reçurent en même temps une copie (37). Ehlers, alors chef de la *Dienststelle* de Bruxelles, n'en reçut pas. Il est clair qu'Hummitzsch avait agi à l'insu de son supérieur hiérarchique immédiat à Bruxelles.

Hummitzsch et Kläss n'ont pas dû être peu étonnés que le chef du VNV n'usa pas d'un prudent langage diplomatique. Ils notèrent en guise d'introduction que « le docteur Elias entra avec une franchise frappante dans le vif du conflit VNV-DeVlag et SS flamande ». La DeVlag, aurait affirmé Elias, projette la germanisation de la Flandre et la SS mène la même politique. Il ne pouvait par conséquent « en aucune façon entrer dans les vues de la SS et du *Reichsführer-SS* (38) ». Elias maintint ses positions même lorsque ses interlocuteurs lui rappelèrent le point de vue fondamental d'Himmler selon lequel les Allemands devaient eux aussi apprendre à devenir des Germains comme après 1871 les Prussiens, les Bavaois, etc. avaient dû apprendre à se comporter en Allemands (39). A la remarque que le *Reichsführer* ne faisait,

(34) Cfr les deux mémoires, transmis, les 4 avril et 2 mai 1949, par Reeder à l'auditeur Wilmart au cours de l'instruction de son procès : *Verhältnis des Militärbefehlshabers-Militärverwaltungschefs zur Sicherheitspolizei und SD* (Proc. vF. 229, pp. 17-18) et *Militärbefehlshaber, Militärverwaltungschef, Höherer SS- und Polizeiführer* (Proc. vF. 351, pp. 13-16, 25, 32-33). Reeder savait que les rapports du SD étaient non seulement adressés à Himmler et Ohlendorf mais aussi à Bormann, Goebbels et aux chefs de tous les *SS-Hauptämter* (littéralement : services principaux de la SS).

(35) Pv. Elias, 21 février 1950 (Proc. Can. 0193).

(36) Pv. Van de Wiele, 21 février 1950 (Proc. Can. 0194).

(37) Télex Ohlendorf, 26 octobre 1946. Copie (BAK, NS 19/neu 919). On trouve, sur la copie adressée à Himmler, l'annotation manuscrite suivante : « *Zum Vorgang Dr. Elias* » (Rétroactes concernant Dr. Elias).

(38) « *In bemerkenswerter Offenheit ging Dr. Elias auf Konfliktstoff VNV, DeVlag und flämische SS ein. Ueber das interne Verhältnis zur DeVlag befragt, erklärte Dr. Elias, dass die DeVlag das Ziel verfolge, die Flamen einzudeutschen... Er erklärte weiter, dass die SS die DeVlag-Politik betreibe und er deshalb die SS und den Reichsführer-SS unter kleinen Umständen anerkennen könne, da auch sie die Eindeutschung der Flamen betrieben.* »

(39) « *Auch als er darauf hingewiesen wurde, dass RF-SS immer wieder betone, dass auch die Deutschen sich zum Germanentum hin entwickeln müssen, ähnlich wie nach 1871*

en fait, qu'exécuter les ordres du *Führer* et qu'Elias « ne peut quand même pas soupçonner le *Führer* de vouloir germaniser les Flamands », le chef du VNV répondit que le problème consistait, selon lui, en ce que la SS jouait probablement cartes sur table et révélait en conséquence la véritable finalité de la politique allemande. Précisant son point de vue, Elias aurait alors déclaré « qu'il reste à prouver que le *Führer* est réellement le *Führer*. L'histoire jugera. Il est possible que dans les difficiles circonstances actuelles, le *Führer* perde son impact et ne soit dès lors plus un *Führer* ⁽⁴⁰⁾ ». Lorsqu'Elias se rendit compte, poursuivait le télex, qu'il était peut-être allé trop loin avec cette formulation, il tenta de la modérer et concéda « ignorer si la SS mène sa propre politique ». Plus prudent, il revint sur la différence entre la politique d'Hitler et celle d'Himmler : « Il est possible que le *Führer* souhaite le Grand *Reich* germanique et que le *Reichsführer* mène une politique personnelle ⁽⁴¹⁾ », une distinction que Mussert affectionnait également mais qui ne reposait sur rien ⁽⁴²⁾. Finalement, Elias avoua carrément « qu'il considérait que sa tâche consistait à unir les habitants des Pays-Bas du Nord, la Hollande donc, et les habitants de la Flandre en un seul peuple néerlandais ». Il comprenait cependant « qu'il était impossible dans le cadre de la politique actuelle des grands espaces de donner un Etat à ce peuple néerlandais ». Il ne considérait plus comme possible « qu'une autonomie de ce peuple au sein

Preussen, Bayern usw. sich zum deutschen Volk hätten entwickeln müssen, bleibt er bei seiner Meinung, dass die Politik des Reichsführers-SS die sei, die Flamen einzu-deutschen. » On trouve, résumée, ici, la doctrine dite de 1871. Elle était répandue dans tous les milieux SS. Elle fut, en fait, reprise à Hitler qui l'avait déjà formulée dans ses propos de table de 1942. Selon Hitler, on n'avait pas, en 1871, demandé aux Bavaois, aux Saxons et aux Wurtembourgeois, etc., de faire partie d'un *Reich* prussien mais de se joindre aux Prussiens dans le *Reich* allemand. En 1938, après l'*Anschluss*, on n'exigea pas des Autrichiens d'entrer dans le *Reich* allemand mais dans le *Reich* grandallemand. Maintenant, ce qu'on exige des Germains de l'Ouest ne faisant pas encore partie du *Reich*, n'est pas l'entrée dans le *Reich* grandallemand mais l'entrée dans le *Reich* germanique. La chance qu'eurent les Prussiens, les Bavaois, etc., en 1871 et les Autrichiens en 1938 est maintenant offerte aux Germains de l'Ouest (Norvégiens, Danois, Néerlandais, Flamands). Ce qu'Hitler attendait de ces Germains apparaît clairement dans la référence à l'exemple de l'Autriche qui fut annexée : le sacrifice que ma patrie, avec ses cinq siècles d'histoire et sa capitale Vienne, a fait à l'autel de l'unité du *Reich*, peut tout aussi bien être exigé maintenant des autres pays germaniques qui, tout comme l'Autriche, ont connu une histoire distincte du *Reich*. Pour plus de détails, cfr *Cahiers*, 1, pp. 92-95 et IN 't VELD, *op. cit.*, pp. 154-160. L'expression « doctrine de 1871 » est empruntée à In 't Veld.

(40) « *Als er darauf aufmerksam gemacht wurde, dass Reichsführer-SS letzten Endes nur die Befehle des Führers befolge und er (Dr. Elias) doch nicht vom Führer annehmen könne, die Flamen eindeutschten zu wollen, erklärte er, dass ihm noch zweifelhaft erscheine, ob hier nicht die SS das mit offenen Karten spiele, was in Wirklichkeit das Ziel sei. Im übrigen würde es sich noch herausstellen, ob der Führer wirklich der Führer sei, wenn die Geschichte ihr Urteil spräche. Es könne durchaus sein, dass der Führer einmal im Laufe der jetzigen schwierigen Situation die Gefolgschaft verliere und dann sei er eben kein Führer mehr.* »

(41) « *Als Dr. Elias merkte, dass er vielleicht in dieser Formulierung etwas zu weit gegangen war, erklärte er, dass er ja nicht wisse, ob die SS nicht ihre eigene Politik mache. Vielleicht wolle der Führer das Grossgermanische Reich und der Reichsführer-SS betreibe Sonderpolitik.* »

(42) IN 't VELD, *op. cit.*, pp. 155-159, 189, 240-242. DE JONG, *op. cit.*, 7, pp. 1231 et 1240. On peut supposer qu'Elias connaissait les conceptions de Mussert (discours d'Utrecht du 5 juillet 1943).

du Grand *Reich* germanique ou..., en cas de défaite allemande, sa transformation en dominion anglais (43) ».

Il est difficile de savoir si les paroles d'Elias furent aussi audacieuses que le télex le laisse entendre. Hummitzsch et Ohlendorf avaient tout intérêt à compromettre le chef du VNV auprès d'Himmler et de Berger. Par ailleurs, il faut remarquer que rien dans le compte rendu des propos d'Elias n'est contradictoire avec ses options connues à l'exception de la nette distinction opérée entre la politique d'Hitler et celle d'Himmler. Si ces propos ont été réellement prononcés, il est probable que c'est en termes plus nuancés. Cependant, même en ce cas, nous ne pouvons que suivre Knoebel lorsqu'il y voit l'expression d'une « audace désespérée » (*desperate audacity*) (44) du chef du VNV.

Himmler ne réagit pas davantage à cette audace. Il comptait apparemment sur une circonstance fortuite pour mettre Elias en échec. Un Berger furieux avait, il est vrai, quelques semaines auparavant, à la mi-octobre, menacé de destruction un VNV qui pouvait devenir « un danger pour le *Reich* ». Il avait même précisé qu'il patienterait jusqu'au début décembre et forcerait alors la décision (45).

§ 2. Le chemin de Salzbourg (novembre 1943-février 1944)

Décembre vint et il ne se passa rien. Apparemment du moins. Berger ignorait à ce moment qu'un fait s'était entretemps produit qui signifiait, pour Elias, la fin de son expectative et fournirait à Himmler l'occasion rêvée d'intervenir à nouveau dans la *Flamenpolitik* aux fins de renforcer son pouvoir de fait dans le ressort de von Falkenhausen.

Nous sommes ici à l'origine de l'un des événements les plus importants de l'histoire de la collaboration politique en Flandre : l'entretien Himmler-Elias-Van de Wiele qui, après une difficile préparation, ne devait avoir lieu que fin février-début mars 1944. Le fait auquel nous faisons allusion date de début novembre 1943 déjà. Selon la version Elias-Van der Elst, un membre de la *Propaganda Abteilung Belgien*, le dr. W. Stocké, fils de l'activiste gantois de la Première Guerre mondiale, naturalisé allemand mais resté flamand de cœur, vint alors, à une date mal précisée, rendre visite au chef du

(43) « Zum Schluss erklärte er klar und eindeutig, dass er es als seine Aufgabe ansehe, die Bewohner der Nordniederlande, also Holland, und die Bewohner Flanderns zu einem einbeitlichen niederländischen Volk zusammenzuführen. Er sei sich darüber klar, dass eine eigene Staatlichkeit des niederländischen Volkes bei der jetzigen grossräumigen Politik nicht mehr möglich sei. Es sei eben nur möglich, dass dieses niederländische Volk entweder selbständig im Rahmen eines Grossgermanischen Reiches in lockerer Form aufgeben oder, wie er selbst formulierte, dieses niederländische Volk englisches Dominium würde, falls Deutschland den Krieg verliere. »

(44) KNOEBEL, *op. cit.*, p. 150.

(45) *Cabiers*, 5, p. 156.

VNV⁽⁴⁶⁾. D'accord avec son chef, le major Gunzer, Stocké conseilla à Elias d'entrer en contact direct avec Himmler à l'insu de Berger et de Reeder⁽⁴⁷⁾. Selon Gunzer, un entretien avec le *Reichsführer-SS* éclaircirait sans doute la situation. (Remarquons en passant que Gunzer n'en était pas à son coup d'essai. En mars 1941 déjà, il avait conseillé à De Clercq d'aller parler avec Himmler. Aux fins de préparer une telle rencontre, il avait adressé à l'*Oberingenieur* Himmler, frère du *Reichsführer*, un intéressant memorandum⁽⁴⁸⁾. L'initiative de Gunzer était cependant restée alors sans résultat.) Elias suivit le conseil de Stocké et rencontra Gunzer qui offrit sa médiation auprès de Jungclaus. Celui-ci réagit positivement et accepta de recevoir Elias le 8 décembre. D'après la version Elias-Van der Elst, la démarche Stocké-Gunzer n'était « qu'une tentative déguisée de renouer les liens avec la SS aux fins de trouver une issue au conflit⁽⁴⁹⁾ ».

On comprend qu'Elias, dans le cadre de sa défense d'après-guerre, ait voulu imposer la version selon laquelle, après la rupture du 14 août 1943, il s'était cantonné dans une attitude de prudente expectative, l'initiative de la reprise des relations étant venue de la SS. A cette version s'adresse une triple objection. 1) Est-il concevable que Gunzer ait conseillé à Elias de chercher un contact immédiat avec Himmler à l'insu de Reeder ? Un tel conseil signifiait la négation de l'autorité de Reeder, attitude fort improbable dans le chef de Gunzer. En ce qui concerne Elias, si la démarche proposée avait réussi, elle aurait eu pour effet de le mettre dans une situation délicate vis-à-vis

(46) F. VAN DER ELST, *Elias, chef du VNV* dans *Cahiers*, 3, pp. 183-184. Pour la rédaction de son article, Van der Elst disposait, notamment, de l'héritage documentaire de l'ex-chef du VNV. C'est pourquoi nous parlons ici d'une version Elias-Van der Elst. On trouvera une critique de cette version dans nos *Kanttekeningen bij een artikel van Frans Van der Elst* dans RBHC, VI, 1975, pp. 197-238 et VII, pp. 329-423.

(47) Gunzer et Stocké étaient considérés comme pro-VNV par Van de Wiele. Le 25 mai 1943, ce dernier écrivait à Berger qu'une « tension » régnait « dans la collaboration avec la DeVlag » depuis l'entrée en fonction, en 1941, de Gunzer en tant que chef de la *Propaganda Abteilung Belgien*. Selon Van de Wiele toujours, Gunzer considérait la DeVlag comme « une organisation purement culturelle ». En avril 1943, il avait interdit à la DeVlag de faire de la propagande en faveur d'une cérémonie d'adieu aux volontaires du front de l'Est à Gand et ce, « sous prétexte qu'il s'agissait d'une activité politique ». Au sujet de Stocké, occupé au contrôle de la presse, Van de Wiele donnait à entendre qu'il menait « une politique ouvertement VNV » et influençait fortement Gunzer. Conclusion de Van de Wiele : pour l'action de la DeVlag, il serait « très important » qu'on remplace Gunzer par un homme du parti (Van de Wiele à Berger, 25 mai 1943, CREHSGM, DeVlag, III, 31).

(48) Gunzer à l'*Oberingenieur* Himmler, 27 mars 1941. Voir aussi le memorandum de Gunzer à Himmler, adressé de Bruxelles, 17 mars 1941 (BAK, NS 19/1541). Le passage suivant de son memorandum est révélateur de la façon dont Gunzer, avocat du VNV, voyait, en 1941, la finalité de la *Flamenpolitiek* allemande : « *Ich stehe auf dem Standpunkt, dass man den diesen Männern eigenen flämischen 'Separatismus' ruhig noch längere Zeit lassen sollte... Ich bin der Ueberzeugung, dass eine politische Organisation des VNV sich durchaus in dem von uns gewünschten Sinn entwickeln wird. Die Richtung der Entwicklung kann, auf längere Zeit gesehen, kaum auf etwas anderes herauslaufen, als wir vom deutschen Standpunkt aus wünschen.* » Dans le « séparatisme germanique », propre aux Flamands, Gunzer voyait leur crainte « *die Eigenarten ihres Lebens gegenüber einer grossdeutschen Gleichmacherei aufgeben zu müssen... Ein Aufgeben dieses Volkes oder eine Rückkehr ins Grossdeutschen Reich ist für die weit überwiegende Mehrheit der Flamen zunächst indiskutabel.* »

(49) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 184.

de Reeder, son protecteur. 2) A supposer que la version d'Elias soit exacte, la question demeure de savoir de quel responsable SS est venue l'initiative de faire ou de faire effectuer la première démarche déguisée auprès du chef du VNV. Il est incontestable qu'Himmler ne donna aucune instruction en ce sens à Berger. En effet, lorsque, fin décembre, le chef du *SS-Hauptamt* apprit de Jungclaus qu'Elias avait décidé de solliciter un entretien auprès d'Himmler, il en fut des plus étonnés. Elias capitule, écrit-il triomphalement au *Reichsführer*. Modestement (contre son habitude), il reconnut « ignorer les raisons profondes de cette soudaine capitulation ⁽⁵⁰⁾ ». Si elle avait été, directement, son œuvre, il eût été fier de le signaler à Himmler. Était-elle due à Jungclaus ? Il est pratiquement exclu qu'il ait tenté un essai de rapprochement avec le VNV sans l'approbation de son chef direct, le susceptible Berger, et développé une action personnelle en une matière aussi importante que la politique ethnique (*Volkstumspolitik*). Un Jungclaus adroit n'existe d'ailleurs pas dans la perspective Elias-Van der Elst. N'était-il pas « un homme assez insignifiant et dépourvu de vision politique ⁽⁵¹⁾ » ? 3) Jungclaus lui-même établit, immédiatement après son entretien avec Elias, une note détaillée qui, en ce qui concerne l'origine de la rencontre, est en totale contradiction avec la version d'après-guerre du chef du VNV ⁽⁵²⁾. On peut y lire que, depuis la mi-novembre, différents membres du VNV avaient sollicité Jungclaus pour lui demander d'éclaircir la situation entre le VNV et la SS ⁽⁵³⁾. Ces gens contestaient l'orientation politique de la direction du VNV. Mais soulignaient-ils, Elias n'agissait pas en fonction de ses idées. Quoiqu'entouré de thiois (*grossdietschen Leuten*) il était « absolument pro-allemand » (*absolut deutschfreundlich*). Pour Jungclaus, il était sûr que les VNV en question venaient de la part d'Elias. En réaction à cette initiative, il avait chargé un homme de confiance (Gunzer ?) d'une mission d'information auprès d'Elias et lui avait remis l'instruction explicite : pas de conversation préparatoire avec le chef du VNV si celui-ci « refuse d'accéder sans conditions aux souhaits du *Reichsführer-SS* ». Elias aurait fait la déclaration souhaitée et prié Jungclaus quelques jours plus tard de lui accorder une entrevue. Celle-ci eut lieu le 8 décembre au bureau du représentant d'Himmler à Bruxelles.

On objectera avec raison qu'*a priori* la version contemporaine de Jungclaus n'est pas plus crédible que celle d'après-guerre d'Elias-Van der Elst. Qu'Elias ait accepté la proposition de Jungclaus est, en effet, impensable. S'il

(50) Berger à Himmler, 21 décembre 1943 (BAK, NS 19/1565. IfZM, NO-624).

(51) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 184. Ce jugement négatif d'Elias et de Van der Elst à l'encontre de Jungclaus est emprunté, sans le nommer, à Berger (KNOEBEL, *op. cit.*, p. 126). Berger lui-même, en tant que chef du *SS-Hauptamt*, avait fait preuve d'un manque évident de clairvoyance politique dans son comportement à l'égard des Flamands.

(52) *Vermerk* Jungclaus, 8 décembre 1943. *Geheime Kommandossache* (BAK, NS 19/1565). Résumé dans KNOEBEL, *op. cit.*, pp. 151-153. Elias connaissait le document par Knoebel depuis 1967. La note de Jungclaus semble passée sous silence dans la rédaction du « manuscrit d'Elias » auquel Van der Elst se réfère fréquemment.

(53) Que l'aspiration à l'unité était répandue parmi les membres du VNV, même à l'échelon des cadres inférieurs, se révèle dans les *Sipo-SD-Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich* du 15 septembre 1943, p. 20.

l'avait fait, un entretien préparatoire n'aurait eu aucun sens. Mais Jungclaus posa-t-il cette condition ? Il est fort possible qu'il ait glissé cet élément, à l'intention d'Hitler, dans sa note. Dans l'affaire qui nous occupe, ce n'est pas l'absence de concordance entre leur version et celle de Jungclaus qui est grave pour Elias et Van der Elst mais le fait qu'ils ignorent totalement cette dernière. Ils connaissaient cependant suffisamment la note de Jungclaus⁽⁵⁴⁾ pour pouvoir l'apprécier de manière critique. Le fait qu'ils la passent sous silence (comme si elle les dérangeait) fait réfléchir et suspecter la crédibilité de leur version. Il n'est cependant pas exclu qu'Elias ait ignoré, fin novembre 1943, les démarches faites alors par certains membres du VNV auprès de Jungclaus. De leur côté, Stocké et Gunzer, préoccupés des conséquences de la rupture avec la SS, ont peut-être voulu rendre service au VNV, également à l'insu d'Elias, en encourageant ces démarches. On se demandera alors pourquoi Elias, aussi bien comme historien que comme politique directement mêlé à l'affaire, n'a pas étudié critiquement la note détaillée de Jungclaus et n'y fasse pas référence dans « un manuscrit » auquel Van der Elst constamment se réfère et qui peut être considéré comme le synopsis des mémoires du chef du VNV. L'argument selon lequel Elias, pour la rédaction de ces mémoires⁽⁵⁵⁾, devait se fier à sa mémoire défaillante, n'entre pas ici en ligne de compte car il connaissait suffisamment le contenu de la note de Jungclaus par le livre de l'historien américain Knoebel⁽⁵⁶⁾.

Avant d'analyser l'entretien Jungclaus-Elias du 8 décembre, signalons un fait révélateur des idées d'Elias à ce moment, idées peu connues jusqu'à ce jour.

Fin novembre, le chef du VNV reçut à Bruxelles la visite inattendue d'Heinrich Emmendorfer, un Allemand qui occupait alors une importante fonction dans la métallurgie nationalisée, siège de Luxembourg⁽⁵⁷⁾. Politiquement, le visiteur n'était pas un inconnu pour Elias. En tant que secrétaire privé de E.L. Holthöfer, Emmendorfer était au courant du soutien allemand au journal nationaliste flamand *Volk en Staat* avant la guerre⁽⁵⁸⁾. Sa forte

(54) Par le résumé dans KNOEBEL, *op. cit.*, pp. 151-153. Van der Elst, dans sa note 26, se réfère simultanément à un « manuscrit d'Elias » et au *Vermerk* de Jungclaus. Le lecteur non averti et ignorant du contenu des deux documents est autorisé à en conclure que Jungclaus confirme Elias. Ce n'est pas du tout le cas.

(55) Le dossier qu'Elias forma sous l'occupation à l'intention de sa défense d'après-guerre se perdit. (Communication d'Elias à l'auteur.)

(56) Voir note 54.

(57) Emmendorfer était, en 1943, *Kommissarischer Geschäftsführer der Reichsvereinigung Eisen, Aussenstelle Böhmen und Mähren*, avec résidence à Prague. A la fin 1943, il fut muté à Luxembourg en tant que *Hauptgeschäftsführer der Bezirksgruppe Moselland der Wirtschaftsgruppe Eisenschaffende Industrie*. Il est plausible qu'Emmendorfer ait voulu utiliser son transfert à Luxembourg pour rentrer en contact avec Elias.

(58) G. BLOCK, *Verlag over Volk en Staat*, destiné à l'attention de l'auditeur militaire compétent à Anvers, 21 décembre 1944, confidentiel, pp. 3, 6-9, 24, 26-27. Exposé des faits dans l'affaire Elias, pp. 6 et 9. — Ernst Ludwig Holthöfer était chef du service de presse du *Bergbauverein* à Essen et fondé de pouvoir du ministère de la Propagande et du *Reichsstand der deutschen Industrie* pour la gestion des dons en provenance du monde des affaires allemand. Il fut chargé en 1934 de la direction des activités du *Auslandbüro Unter den Linden* pour les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg (E. KRIER, *Rex et l'Allemagne 1933-1940* dans *Cahiers*, 5, p. 182).

sympathie pour le VNV apparaît dans l'*In memoriam* remarqué de Staf De Clercq qu'il avait publié dans le périodique *Nation und Staat* au début de 1943⁽⁵⁹⁾. A la fin juin de la même année, Emmendorfer avait pris la parole sur la Flandre dans la seconde guerre mondiale lors d'un colloque consacré à la politique ethnique organisé par l'Université de Berlin. Dans le même ordre d'idées, désolé, il avait peu après écrit, à un fonctionnaire dirigeant du *Hauptschulungsamt* du NSDAP, ne pas comprendre comment on pouvait du côté allemand « inviter et insulter » un mouvement comme le VNV au point de ne plus laisser à ses membres dirigeants que l'issue d'en informer le public⁽⁶⁰⁾.

A propos de la situation politique, Elias dit à Emmendorfer : je refuse d'encore recruter pour la *Waffen-SS*, mais mon attitude en ce qui concerne la lutte commune n'a pas changé⁽⁶¹⁾, le recrutement pour la *Kriegsmarine* en est la preuve⁽⁶²⁾. On le passe sous silence en haut lieu car on veut faire croire que ma rupture avec la SS constitue une rupture avec l'Allemagne⁽⁶³⁾. Après cinq années de guerre, une *Hitlerjeugd-Vlaanderen* a été créée contre notre organisation de jeunesse ! Comment continuer à travailler dans de telles conditions ? Les élèves flamands de l'école allemande d'Anvers ont à choisir entre devenir membre ou quitter l'école. A l'encontre des assurances données à mon prédécesseur, la DeVlag peut se développer en mouvement politique prétendant prendre le pouvoir en Flandre. C'est là d'une arrogance ridicule. Que représente la DeVlag ? Que peut-elle ? Quelles éminentes per-

(59) Voir une série de lettres de remerciements adressées à Emmendorfer par des personnalités allemandes ayant reçu l'*In memoriam De Clercq* en tiré à part (CREHSGM, Documents Jans, 5 mars 1946).

(60) Emmendorfer à A. Stölting, 1^{er} juillet 1943 (*ibidem*). Emmendorfer faisait allusion à la violente attaque de J. Leuridan, chef régional du VNV pour la Flandre occidentale, à l'encontre de la DeVlag, à Gand, le 21 juin 1943 (*Cabiers*, 5, pp. 111-112). Au nom du *Hauptschulungsamt* de la NSDAP, Stölting répondit, le 1^{er} juillet 1943, à Emmendorfer que la passivité momentanée de la direction politique allemande dans la question flamande n'était que tactique. Seules les questions d'influence directe sur la conduite de la guerre étaient d'actualité politique (*ibidem*). Le lecteur sait qu'entretiens, Himmler était tout sauf passif.

(61) Note d'Emmendorfer sur sa conversation avec Elias, 26 novembre 1943 (*ibidem*).

(62) Le premier contingent de volontaires flamands pour la *Kriegsmarine* (artillerie de marine) partit, début novembre 1943, d'Anvers. *Volk en Staat* informa, en son numéro du 3, ses lecteurs du départ de volontaires « des Pays-Bas du Sud ». Il n'y avait alors, apparemment, pour le VNV, plus de Flamands. En août, dans son discours de Dixmude, F. Daels s'était adressé aux « morts néerlandais » (*Volk en Staat*, 24 août 1943, p. 2).

(63) Le 12 octobre 1943, le *Reichspressechef* Dietrich avait donné à la presse allemande les *Tagesparole* qui suivent : « Angesichts der zwischen den einzelnen flämischen Organisationen bestehenden Gegensätze ist über Kundgebungen des Flämischen Nationalverbandes (Leitung : Dr. Elias) vorerst nur bei Vorliegen von DNB-Meldungen zu berichten. » (BAK, ZSg, *Sammlung Oberheitmann*, 109/45). On rapprochera cette instruction du mot d'ordre du 28 août 1943 de Dietrich à la presse allemande concernant les journées culturelles organisées par la DeVlag à Bruxelles : « Die Presse wird gebeten, sich nach Möglichkeit Berichte zu besorgen und, wo dies nicht geschehen kann, die im DKD [Deutscher Kulturdienst] erscheinende Notiz zu übernehmen. » (BAK, ZSg, *Sammlung Oberheitmann*, 109/44). Au début juin déjà, quelques semaines après l'entretien Himmler-Vande Wiele, Dietrich avait prescrit à la presse allemande d'accorder une « attention spéciale » à la DeVlag dans le traitement des problèmes flamands (*Cabiers*, 5, p. 113).

sonnalités figurent en son sein ? La plupart de ses membres sont des VNV que nous avons, confiants dans la parole du chef de l'administration militaire, mis à la disposition de la DeVlag. Est-ce là la récompense de nos sacrifices et de nos efforts ? Dans l'affirmative, il ne faut pas s'étonner que les plus fidèles combattants de la cause germanique se sentent trahis dans leur amour.

A la question d'Emmendörfer de savoir si à cet instant décisif et compte tenu des sacrifices consentis par le peuple allemand, il n'était pas prêt à faire un geste « libre et volontaire » et à reprendre le recrutement pour la *Waffen-SS*, Elias opposa un refus décidé. « Les sacrifices et les concessions sont toujours venus de notre côté. Il y a une limite, le respect de soi-même... Il est terrible de devoir constater que des Allemands, que j'apprécie personnellement ⁽⁶⁴⁾, essaient de me faire admettre que les objectifs particuliers d'une formation du parti ⁽⁶⁵⁾ se confondent avec l'honneur du peuple allemand. » A la fin de la conversation, Emmendörfer propose de la reprendre sous peu et dans le calme à Luxembourg. Elias refusa : « J'ai été une fois à Berlin mais je ne suis pas disposé à refaire cela de sitôt ⁽⁶⁶⁾... Le chef du Mouvement Flamand n'est pas un objet de déportation. Puisque l'on me fait si peu confiance qu'on ne m'a laissé que dix minutes seul avec un Flamand [à Berlin], il n'y a aucune raison pour qu'on me laisse seul avec vous à Luxembourg. » Sur ce, Emmendörfer suggéra une rencontre quelque part dans les Ardennes. « Je ne suis pas un lâche », riposta Elias. « Je sais que je ne suis pas inconnu des terroristes. Un séjour dans les Ardennes provoquerait un attentat contre moi. Informez-vous du nombre de VNV tués chaque mois. Je ne puis m'exposer inutilement. Revenez vite tant que la chose vous est permise. Je ne sais combien de temps vous me verrez encore ici. Il est possible que, sous peu, je sois enlevé par un commando allemand. »

On comprend qu'Himmler n'aimait pas Elias qu'il appelait ironiquement un « avocat » (*Rechtsanwalt*) ⁽⁶⁷⁾. Début décembre 1943, il manifesta encore une fois son mécontentement en interdisant explicitement au chef de la jeunesse du *Reich* Axmann de rencontrer le chef du VNV à Bruxelles. Himmler fit savoir à Axmann « qu'étant donné son comportement des derniers temps, le dr. Elias ne le mérite en aucune façon ⁽⁶⁸⁾ ». (L'idée d'une rencontre avait été avancée par Reeder.) Mais contrairement à ce qu'Elias avait dit craindre, aucun commando allemand ne l'enleva. Le fait qu'il envisageait la possibilité d'une arrestation depuis la rupture du 14 août caractérise l'atmosphère dans laquelle il vivait à ce moment.

(64) Il désignait, entre autres, Reeder.

(65) La SS.

(66) Elias fait allusion à son voyage du 23 juin à Berlin au cours duquel il rencontra Berger (*Cabiers*, 5, p. 113). Le 28 janvier 1944, il irait à nouveau dans la capitale allemande pour s'entretenir avec le chef du *SS-Hauptamt* (Cfr *infra*, p. 121).

(67) *Cabiers*, 1, p. 117.

(68) Axmann à Himmler, 30 novembre 1943 et Himmler à Axmann, 1^{er} décembre 1943 (BAK, NS 19/neu 919). D'après une communication orale d'Elias à l'auteur, Reeder arrangea quand même une rencontre Axmann-Elias.

C'est en tant qu'homme libre qu'Elias rencontra Jungclaus, le 8 décembre 1943, en la résidence de ce dernier à Bruxelles. Tout comme pour la préparation de la rencontre, il existe deux versions contradictoires de l'entretien lui-même.

Selon Elias-Van der Elst ⁽⁶⁹⁾ la conversation se limita à deux points et une conclusion. 1) L'unité ethnique entre le Nord et le Sud. Après « une analyse approfondie du thème » — à propos de laquelle on ne nous dit malheureusement rien — il apparut que du côté de la SS, « il n'y avait pas d'opposition à la consolidation de l'unité ethnique entre le Nord et le Sud. Cette solution [?] n'était toutefois valable qu'à court terme. A long terme, toutes les possibilités demeuraient ouvertes ». 2) Politique thioise. Dès le début de l'entretien, Jungclaus fit savoir « que la SS ne voulait rien savoir d'un Etat grandnéerlandais ». Lorsqu'Elias affirma à son tour avec vigueur que lui non plus n'était pas partisan d'un Etat thiois, Jungclaus crut « qu'il n'y avait plus de problèmes ». Le chef du VNV en tira les conclusions et déclara qu'il était prêt « à demander dans ces conditions un entretien avec le *Reichsführer-SS* ».

La note de Jungclaus n'est pas seulement plus détaillée que la version Elias-Van der Elst, il s'y trouve encore d'autres éléments. Pour commencer, Elias souligna qu'il était venu en tant qu'homme et homme politique afin d'avoir une conversation à cœur ouvert. La situation s'était tellement exacerbée en Flandre en raison de l'existence de deux partis que d'une manière ou d'une autre, une solution devait être trouvée afin de ne pas faire le jeu de l'ennemi commun. Il avait acquis la conviction que la SS, grâce à sa position en Allemagne et à sa mission de coordination dans la « politique des grands espaces » (*Grossraumpolitik*), ne pouvait être ignorée dans l'établissement de situations claires en Flandre ⁽⁷⁰⁾. Pour cette raison, il s'adressait au représentant du *Reichsführer* afin que ce dernier prenne une décision en ce qui concerne la Flandre. Il était disposé à accéder « sans conditions » aux désirs d'Himmler soit en démissionnant, soit en dissolvant le VNV. Il lui avait été extrêmement pénible en son temps (le 23 juin 1943) d'apprendre, par l'*Obergruppenführer* Berger, que le VNV et lui-même n'avaient plus aucune tâche à assumer ⁽⁷¹⁾. Il pouvait assurer qu'il était un ami de l'Allemagne. Allemand, il eut été assurément membre de la SS. Le VNV n'avait-il pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour aider à la victoire allemande ? On avait commis des erreurs de part et d'autre. Maintenant, cependant, que l'heure de la décision approchait, il souhaitait que l'on ne puisse, après la victoire, lui reprocher d'avoir abandonné l'Allemagne lorsqu'elle était en diffi-

(69) Critique de la version Elias-Van der Elst dans nos *Kanttekeningen* dans RBHC, VI, 1975, pp. 197-238 et VII, 1976, pp. 329-423.

(70) Au sujet de la compétence d'Himmler dans le domaine de la *Germanische Arbeit* ou de la *Volkestumpolitik* (politique ethnique) dans les territoires germaniques occidentaux limitrophes du *Reich*, cfr *Cabiers*, 4, pp. 137-139 et les sources qui y sont citées, en particulier, IN 't VELD, *De SS en Nederland*, pp. 164-172.

(71) *Cabiers*, 5, p. 113.

culté (72). A la question de Jungclaus de savoir si les membres du VNV suivraient leur chef dans sa « nouvelle politique », Elias répondit par un oui conditionnel. Si le *Reichsführer* déclarait explicitement que l'Allemagne n'envisageait pas une germanisation « au mauvais sens du terme » et que l'identité culturelle et nationale serait préservée, Elias se faisait fort de pouvoir garder le contrôle du mouvement. Il estimait que les « cercles grandthiois », essentiellement composés d'intellectuels, étaient définitivement perdus pour le VNV. Il insistait personnellement sur le fait qu'il n'était pas « Grandthiois ». Il ne croyait pas à la possibilité d'un Etat thiois. Avant la guerre, précisait-il, une discussion sur les idées « grandthioises » avait peut-être du sens. Elle était « complètement absurde » dans les circonstances présentes. C'est en vain qu'il avait essayé d'en persuader les « Grandthiois » de son entourage immédiat. Rassurant, il ajouta encore qu'il n'avait aucun contact avec Mussert. Il déclara déplorer et considérer comme « très dangereux » l'évolution de l'organisation de jeunesse dans le sens thiois. A la question de Jungclaus au sujet des effectifs du VNV, Elias aurait répondu franchement que son organisation comptait, d'après les données les plus récentes, 96.0000 membres. Il aurait en outre admis qu'environ 10.000 membres avaient démissionné (73) et pensait que de nouvelles défections se produiraient d'ici le 1^{er} janvier. A la fin de l'entretien, « différents projets d'un futur parti national-socialiste unifié furent encore discutés ». Elias déclara laisser la décision à la discrétion du *Reichsführer-SS*. Sur la base de la conversation qui venait de se dérouler, il accepta d'écrire à Himmler une lettre dans laquelle il exposerait en détail « toutes ses conceptions ».

La note de Jungclaus ne peut être considérée comme un résumé parfaitement fiable des pensées du chef du VNV. Trois points suscitent une forte réserve. 1) L'acceptation d'Elias d'entrer inconditionnellement dans les vues d'Himmler avant même de savoir si l'entretien demandé était accordé. Dans cette hypothèse, un entretien était-il encore nécessaire ? 2) La reconnaissance d'un si net recul du VNV. 3) Le fait d'être disposé à dissoudre le parti avant même que les conversations préparatoires n'aient commencé.

Nous l'avons déjà noté, Van der Elst affirme que *selon Jungclaus*, « il n'y avait plus de problèmes » à partir du moment où Elias avait donné l'assurance qu'il n'œuvrait pas en faveur « d'un Etat thiois ». Il ajoute cependant immédiatement, un peu humiliant : Jungclaus, cet « homme insignifiant et dénué de vues politiques », n'avait « pas vu l'essentiel... : l'exigence d'autonomie du VNV, l'opposition à l'annexion et à la germanisation (74) ». C'est là un jugement trop hâtif s'expliquant par le fait que Van der Elst ignore (ou

(72) Elias faisait-il ici involontairement allusion au fait qu'il avait rompu avec la SS peu après la chute de Mussolini et la capitulation de l'Italie ? Reeder avait regretté cette coïncidence chronologique (cfr *supra*, p. 96). Berger avait menacé : « Nous n'oublions pas ! » (*Cahiers*, 5, p. 152).

(73) D'après les informations fournies par le VNV, les effectifs n'avaient diminué en octobre-décembre 1943 que de 1.045 unités : 1.379 démissions, 344 nouveaux membres ; 25 % des démissions étaient en fait des exclusions (TB 26, T-501, 106, 720).

(74) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 184.

fait semblant d'ignorer) la note de Jungclaus. Nous appelons à nouveau l'attention du lecteur sur la réponse d'Elias : un oui conditionnel à la question de Jungclaus concernant le ralliement des membres du VNV à « la nouvelle politique » (qui n'en était pas une) de leur chef. Il en ressort, incontestablement, que Jungclaus avait bien perçu l'essentiel et l'avait noté clairement à l'intention de son chef. Écoutons encore Van der Elst. Elias, affirme-t-il, interprétait l'attitude de Jungclaus « comme une concession sur le point qui pour lui était essentiel ⁽⁷⁵⁾ ». N'était-ce pas plutôt Jungclaus qui avait le droit d'interpréter ainsi l'attitude d'Elias ? Depuis qu'il représentait Himmler à Bruxelles (1^{er} avril 1942) Jungclaus savait que l'idée thioise (politiquement non précisée) faisait partie intégrante du programme du VNV ; bien plus, dans la polémique avec la DeVlag, le *Dietsland* avait toujours accompagné l'exigence d'autonomie — et maintenant, Elias en personne, venait l'assurer de ce que l'idéal thiois ne signifiait, en fait, rien pour la politique du VNV ⁽⁷⁶⁾ !

La conséquence immédiate de la conversation avec Jungclaus fut que huit jours plus tard (le 15 décembre) Elias écrivit une « lettre d'avances » à Himmler ⁽⁷⁷⁾. Van der Elst, à qui nous empruntons cette qualification ⁽⁷⁸⁾, n'explique cependant pas en quoi il s'agissait là d'avances. Il connaissait pourtant suffisamment le contenu de la lettre pour le faire ⁽⁷⁹⁾. Cet étrange silence porte une nouvelle atteinte à la crédibilité de la version Elias-Van der Elst concernant la genèse de la rencontre avec Himmler.

Elias introduit sa lettre en reconnaissant qu'il se sent « obligé » de demander un entretien avec le *Reichsführer-SS*. Un an de *leadership* l'a convaincu de ce que la situation et les conceptions prennent en Flandre une tournure dangereuse. Il veut remédier à la distanciation de l'opinion publique flamande à l'égard de l'Allemagne. Dans son combat pour le *Reich* germanique son objectif a toujours été la reconnaissance du peuple flamand en tant que tel dans le *Reich* ; que sa langue, sa culture et son originalité nationale soient préservées ; que, par conséquent, l'Allemagne ne poursuive pas un but d'annexion et de germanisation. Le fait de mettre l'accent sur la communauté de langue, de culture et de nationalité entre la Flandre et les Pays-Bas n'implique nullement « qu'il considère l'Etat thiois comme indispensable ou même possible dans les circonstances présentes ». Si le *Führer* en décide, Elias est prêt à circonscrire la tâche du VNV au champ par lui tracé. (C'est le

(75) *Ibidem*.

(76) *Kanttekeningen* dans *RBHC*, VII, 1976, pp. 369-374.

(77) Elias à Himmler, 15 décembre 1943 (BAK, NS 19/1565. Texte dans *Kanttekeningen*, *idem*, p. 419). Dans le but de la porter aussi à la connaissance d'Hitler, la lettre fut dactylographiée en grands caractères par les services d'Himmler. Ce fut également le cas d'une lettre du 3 avril 1943 du dominicain Callewaert à Elias (*Cahiers*, 5, p. 88, note 396).

(78) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 184.

(79) Il est vrai que Van der Elst ne disposait pas de l'original de la lettre mais il lui suffisait de consulter Knoebel pour apprendre ce que le chef du VNV avait réellement écrit à Himmler (KNOEBEL, *op. cit.*, p. 152).

thème bien connu du VNV : le *Führer* seul décide, après la victoire, des frontières politiques ⁽⁸⁰⁾.) Elias fonde adroitement sa demande d'entretien sur la conviction que sa position coïncide avec celle d'Himmler en tant que « fondé de pouvoir du *Führer* pour la politique germanique ⁽⁸¹⁾ ». Il conclut dans les termes suivants : « Si vous, *Herr Reichsführer*, me donnez l'assurance que notre nationalité et notre culture seront préservées, je suis prêt à mettre toutes mes forces et mon mouvement en action pour la réalisation de l'unité nationale-socialiste en Flandre. Il nous sera alors possible de collaborer à fond avec vous en tant que fondé de pouvoir du *Führer* pour l'ethnie germanique ⁽⁸²⁾. »

Le 20 décembre, Jungclaus rencontra Berger, son chef immédiat, à Berlin, afin de lui remettre sa note sur l'entretien du 8 avec Elias et la lettre du 15 de ce dernier ⁽⁸³⁾. Le lendemain, 21 décembre, Berger à son tour informa Himmler de l'évolution, surprenante pour lui, de l'attitude d'Elias à l'égard de la SS ⁽⁸⁴⁾. Nous savons déjà que le chef du *SS-Hauptamt* se réjouissait de « la capitulation » d'Elias ⁽⁸⁵⁾. Se trompait-il, comme Jungclaus quelques jours auparavant et triomphait-il « prématurément » parce qu'il croyait qu'Elias « était à genoux » ? C'est ce qu'affirme Van der Elst ⁽⁸⁶⁾ qui, cependant, comme à propos de Jungclaus, se trompe dans l'interprétation de la réaction de Berger : la satisfaction de ce dernier était fondée. Certes, Elias n'était pas tout à fait à genoux. Il est cependant difficile de mettre en doute qu'il s'est adressé à Himmler en demandeur soucieux d'offrir des garanties, fussent-elles conditionnelles, afin de ne pas essuyer un refus. Le seul fait de la demande par Elias d'un entretien avec Himmler constituait pour Berger une complète surprise. Il considéra donc qu'Elias avait fait le premier pas. Du reste, la lettre d'avances d'Elias n'était en aucune manière susceptible de modifier son point de vue. Berger n'était-il pas fondé à se réjouir en lisant qu'Elias ne croyait pas en la possibilité d'un Etat thiois ? Elias pouvait-il aller plus loin dans le rejet de l'idéal thiois (supposé) auquel, dans ses déclarations publiques, il donnait à ses partisans l'impression de croire encore ?

Berger s'abusait pourtant en déduisant sans plus qu'Elias était disposé à démissionner ou à dissoudre le VNV pour créer avec la DeVlag un nouveau parti national-socialiste flamand des travailleurs. Un Berger ravi se mit déjà à aligner des chiffres : le VNV comptera encore environ 40.000 membres dont la moitié de thiois, qui abandonneront la lutte ⁽⁸⁷⁾ ; la DeVlag en a plus

(80) *Cahiers*, 4, pp. 29-32.

(81) Cfr notes (70) et (71).

(82) Allusion à la disposition de Bormann (*Anordnung A 54/42*) du 12 août 1942 reconnaissant à Himmler le droit exclusif des négociations avec les peuples germaniques en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas et en Belgique. Elias connaissait le contenu de cette disposition (*Cahiers*, 4, p. 139, note 526).

(83) Jungclaus à Berger, de Berlin, 21 décembre 1943 (BAK, NS 19/1565).

(84) Berger à Himmler, 21 décembre 1943 (IfZM, NO-624).

(85) Cfr *supra*, p. 106.

(86) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 185.

(87) Cfr *supra*, p. 111.

de 50.000 (88). La fusion des deux groupes sera un « vif stimulant ». Il proposait donc à Himmler de recevoir d'abord Elias, Van de Wiele le lendemain, et après la proclamation de l'unité, de répartir les tâches et annoncer la création du nouveau parti.

Ce n'est pas ainsi que les choses se passèrent. Une entrevue d'Elias avec Himmler exigeait de longues consultations préliminaires à propos desquelles l'historien souhaiterait en savoir davantage. Il va sans dire que l'administration d'occupation de Bruxelles ne resta pas inactive : elle avait tout intérêt à liquider au plus vite le conflit qui agitait le camp de la collaboration flamande. Il est certain que Reeder et ses collaborateurs débattirent en janvier 1944 (avant le 21) de façon approfondie de la situation avec Elias. Le résultat fut « très satisfaisant » et l'espoir était fondé que dans un avenir prochain l'unité du VNV et de la DeVlag serait une réalité. Un problème de temps s'opposant à une rencontre immédiate avec le *Reichsführer-SS* en personne, il fallait encore patienter avant la rencontre Himmler-Elias (89).

Deux mois s'écoulèrent (du 15 décembre 1943 au 11 février 1944) avant qu'Elias ne reçut une réponse d'Himmler. On ignore les raisons de ce long délai. Au cours de ces deux mois, il se passa quelques événements qu'il faut signaler car ils sont directement liés à la lutte menée par Himmler contre Reeder pour le pouvoir politique et policier en Belgique occupée. Ces faits, résumés et présentés dans leur succession chronologique, sont les suivants :

(88) Selon Van de Wiele dans son discours aux journées culturelles germano-flamandes de Bruxelles (29 août 1943) la DeVlag comptait 51.991 membres (Périodique *De Vlag*, VI, 2, septembre 1943, p. 64). Dans ce total étaient compris 28 membres « résidant à l'étranger », 395 en Wallonie, 6.086 Allemands et 3.177 travailleurs flamands en Allemagne. Total pour la Flandre et Bruxelles et sa périphérie : 47.305 (CREHSGM, DeVlag, VIII, 8, Annexe VII, liste des membres à la fin août 1943). Selon les données fournies à la *Militärverwaltung* par la DeVlag elle-même, l'organisation comptait, au 1^{er} février 1944, 43.215 « membres flamands en Flandre » et les effectifs auraient atteint 9.490 unités dans le *Reich* (travailleurs flamands et allemands). Total : 52.705 membres (TB 26, T-501, 106, 728). Ces chiffres sont provisoirement incontrolables. Selon une déclaration du 5 juin 1946 de Van Bergen, le responsable de la gestion financière de la DeVlag en Flandre, la DeVlag comptait, en effet, environ 51.000 membres inscrits. La cotisation annuelle étant de 30 fr. les recettes prévues auraient dû atteindre 1.530.000 fr. ; en réalité, elles ne se montaient qu'à 369.000 fr. Pas plus qu'environ un membre sur quatre payait donc sa cotisation. Ce qui prouve, selon Van Bergen, que l'on inscrivait des gens qui n'étaient pas réellement membres — conséquence de l'affiliation massive du personnel d'entreprises travaillant pour l'occupant (Arch. pers. A.). Dans son rapport secret du 18 octobre 1943 à Himmler, Reeder avait déjà souligné le « caractère douteux des moyens utilisés » pour accroître les effectifs de la DeVlag (BAK, NS 19/285, F. 311-312 et *Cahiers*, 5, p. 158, note 712).

(89) Cfr von Craushaar, *Militärverwaltungsvizechef*, à Emmendorfer, 21 janvier 1944 (Arch. pers. A.). Von Craushaar se réfère à deux lettres avec annexes, des 27 novembre et 31 décembre 1943, non retrouvées. On est fondé à croire qu'Emmendorfer a insisté, fin novembre 1943, après sa conversation avec Elias (cfr *supra*, p. 107), auprès de Reeder et von Craushaar, afin de trouver un *modus vivendi* entre Elias et Van de Wiele. L'ingérence directe de la direction de la *Militärverwaltung*, début 1944, dans le conflit VNV-DeVlag ressort du passage suivant du rapport d'activité de Reeder : « Da das Reich ein eigenes Interesse an der Beilegung der flämischen Uneinigkeit hat, haben die verantwortlichen deutschen Dienststellen alles getan um eine Einigung herbeizuführen, zumindest zu erleichtern. » (TB 26, T-501, 106, 739-740).

1. L'un des alliés les plus puissants d'Himmler contre Reeder était son compatriote bavarois, le *Reichsarbeitsführer* (chef du Service du Travail dans le *Reich*) Hierl. Le lecteur se souviendra qu'en 1943, la proposition d'Himmler d'établir le service du travail obligatoire en Flandre et en Wallonie avait créé un conflit ouvert entre Reeder et Hierl. Ce dernier avait alors joué le rôle de défenseur de la politique germanique SS. Il s'était surtout fait connaître par son vif ressentiment contre Romsée, le notable VNV, à qui il reprochait d'avoir voulu, en tant que secrétaire général à l'Intérieur et avec la complicité de Reeder, utiliser le Service du travail en Flandre comme l'instrument de son parti ⁽⁹⁰⁾.

En janvier 1944, Hierl entra à nouveau en lice. Il adressa à Himmler une virulente critique de Reeder et de Romsée. Il en trouva la substance dans un rapport important et détaillé sur la situation en Belgique, document qu'il avait reçu de Klausch, son délégué pour les services du travail dans le ressort de von Falkenhausen ⁽⁹¹⁾.

La Belgique, estimait Klausch, est l'exemple parfait de la ploutocratie. Les profiteurs de guerre nagent dans l'opulence alors que le peuple souffre de la faim. Décus, les ouvriers se demandent comment les Allemands osent continuellement discourir sur le national-socialisme, alors qu'ils acceptent les formes les plus graves de ploutocratie. Les mouvements d'Ordre Nouveau en Flandre restent sans écho. Leurs divisions internes, qui se répercutent au niveau des services allemands, constituent « une image peu encourageante », notait Klausch. Rex est d'une importance numérique négligeable qui se réduit sans cesse. Les rexistes et les légionnaires sont haïs en Wallonie. Le Roi, l'Eglise et le Capital dominant politiquement la situation. On trouve leurs représentants partout et même dans les services du travail. D'un intermédiaire (qu'il ne nomme pas) Klausch affirme avoir appris que Van Thillo, chef du Service du Travail volontaire pour la Flandre, a été récemment invité par le Roi ⁽⁹²⁾ et que Romsée rencontre souvent le général Van Overstraeten, aide de camp du Roi Léopold. Le portrait du Roi apparaît dans les locaux du Service du Travail pour la Wallonie et les instructions aux chefs subalternes commencent par une affirmation de fidélité à la monarchie. En tant que secrétaire général de l'Intérieur, Romsée est depuis janvier 1943 le chef réel des services du travail. Il est vrai qu'il est VNV, mais également de tendance belgiciste, royaliste et cléricale. Il a conscience de l'extrême importance du Service du Travail dans la formation de la jeunesse et est dès lors prêt à utiliser cet instrument « dans la mesure où cela l'arrange », évidemment. Il lui serait très facile d'établir, avec l'aide de ses collègues secrétaires généraux, un service du travail d'orientation VNV et même belgiciste ⁽⁹³⁾. Mais il ne

(90) *Cahiers*, 5, pp. 33-39.

(91) Klausch à Hierl, 23 décembre 1943 : *Bericht über die allgemeine Lage und die Lage der Arbeitsdienste im belgischen Raum* (BAK, NS 19/1568).

(92) L'affirmation de Klausch ne peut être contrôlée mais semble fort invraisemblable.

(93) Klausch se trompait totalement. Les procès-verbaux du Comité des secrétaires généraux font apparaître de manière convaincante que la majorité était carrément opposée

soutiendra ni ne tolérera un service du travail national-socialiste « comme une articulation des services du travail germaniques animés de l'idéologie allemande ». C'est pour ces raisons qu'il protège les membres du VNV dans le Service du Travail en Flandre et combat sournoisement les adeptes de la DeVlag et tout particulièrement Van Thillo. A l'encontre des rexistes et des légionnaires qui font partie du Service du Travail en Wallonie, il s'est comporté si agressivement qu'une intervention allemande fut nécessaire ⁽⁹⁴⁾.

Cela dure depuis trois ans, concluait Klausch irrité. En tant qu'Allemand, il considérait que c'était là une situation « honteuse et humiliante ». La conception allemande dans le domaine du Service du Travail en Belgique est menacée d'une destruction totale si les mesures nécessaires se font encore longtemps attendre.

Klausch avait été assez prudent pour limiter sa critique à Romsée. Sa position subalterne l'avait empêché de s'en prendre également à Reeder. En tant qu'allié d'Himmler, Hierl, lui, n'était pas tenu d'épargner le chef de l'administration militaire. Je partage tout à fait l'avis de Klausch, écrivait-il, le 13 janvier, au *Reichsführer* ⁽⁹⁵⁾. De ma longue expérience, j'ai acquis la conviction que c'est en effet Romsée qui gouverne en Belgique et que le *Militärverwaltungschef* allemand est devenu dépendant des secrétaires généraux belges dont il estime ne pouvoir se passer pour administrer. Romsée en est conscient et en profite. Il ne convient pas qu'un haut responsable allemand, qui devrait gagner la sympathie des ouvriers belges en mettant fin à d'affreuses situations sociales, soit à la discrétion de Romsée et de ses collègues. Même si la conjoncture politico-militaire n'est incontestablement pas favorable à « des changements en profondeur », j'estime que la situation actuelle en Belgique n'est plus acceptable sans porter une grave atteinte au prestige allemand (ce qui, en clair, voulait dire que le régime d'occupation devait y être modifié soit par l'établissement d'une administration civile soit par la nomination d'un HSSPF, de telle manière que la puissance de Reeder fût brisée). La détermination d'Hierl n'est pas douteuse : si « aucun changement n'est introduit dans le système » au cours des prochains mois, je suis fermement

à l'introduction du service du travail obligatoire (à ne pas confondre avec le travail obligatoire en Allemagne). L'intervention de Romsée au Comité du 31 mai 1943 résume clairement son attitude : « Pour éviter toute équivoque, il tient à souligner que personnellement il est partisan du Service général du Travail parce qu'il considère que cette institution est susceptible de rendre de grands services au Pays et qu'elle constituerait un bien pour la formation de la jeunesse. Par ailleurs, il estime qu'il convient d'éviter que la mesure soit réalisée par une ordonnance allemande. Toutefois, comme il y a une majorité au sein du Comité contre le projet, il n'insiste pas. » Cfr VAN DEN WIJNGAERT, *Sekretarissen-Generaal*, pp. 238-241.

(94) « Ein nationalsozialistischer Arbeitsdienst aber als Glied der germanisch-europäischen Arbeitsdienste unter Führung der deutschen Gedankenwelt wird von ihm nie unterstützt oder geduldet werden. Die zur DeVlag neigenden Führer der Arbeitsdienste, darunter vor allem Van Thillo selbst, werden mit allen Mitteln unterirdischer Wühlarbeit bekämpft. Dagegen werden die in VNV-Richtung liegenden Führer bevorzugt, unterstützt und eingesetzt wo es nur geht. Gegen die Rexisten und Legionäre war und ist ein ausgesprochenes Kesseltreiben im Gange, das nur den deutschen Schutz einigermassen in Grenzen gehalten werden konnte. »

(95) Hierl à Himmler, 13 janvier 1944 (BAK, NS 19/1568).

décidé à « liquider » les services du travail en Belgique, détournés de leur but véritable par Romsée, « en leur retirant mon appui et en transférant les chefs compétents au *Reichsarbeitsdienst* allemand ⁽⁹⁶⁾ ». Himmler fut informé que le puissant *Reichsleiter* Bormann, chef de la Chancellerie du Parti, avait également reçu le rapport sur les expériences belges de Klausch.

On ne connaît pas la réponse d'Himmler à Hierl. On peut cependant facilement imaginer que le rapport de Klausch et la lettre d'Hierl ne firent que renforcer la conviction du *Reichsführer* : la compétence de Reeder en matière politique et policière devait être, aussi vite que possible, réduite au minimum par la nomination d'un HSSPF non soumis à son contrôle. Lorsque Hierl envoya son réquisitoire contre Reeder et son complice Romsée à Himmler (le 13 janvier 1944), l'évolution qui devait placer les Services Volontaires du Travail flamand et wallon sous la complète obédience allemande souhaitée (celle du *Reichsarbeitsdienst*) était presque à son terme. Seul l'aboutissement retiendra notre attention : fin avril les deux services furent soustraits à la compétence du Ministère belge de l'Intérieur et reçurent la couverture d'association sans but lucratif — qui toutefois étaient exclusivement financées par l'Administration militaire sur les frais d'occupation ⁽⁹⁷⁾. Au dernier moment encore, Reeder réussit à limiter les dégâts en évitant que les fonds nécessaires émanent de la *Germanische Leitstelle* de Berger ⁽⁹⁸⁾. L'évolution idéologique qui devait être suivie par les nouveaux services du travail dans le camp allemand ressort de la satisfaction exprimée par Berger dans sa lettre à Himmler : « Comme services du travail nationaux-socialistes, provisoirement basés sur le

(96) « Wenn die militärpolitische Lage jetzt durchgreifende Veränderungen nicht angezeigt erscheinen lassen mag, so bin ich doch auch der Ansicht, dass das gegenwärtige System in der Leitung der belgischen Angelegenheiten nicht mehr unbegrenzt fortgesetzt werden kann, ohne das deutsche Ansehen schwer zu schädigen. Auf dem Gebiet der Arbeitsdienste bin ich entschlossen, wenn im Laufe der nächsten Monate kein Systemwechsel eintritt, die von Romsée in ein völlig falsches Fahrwasser geleiteten belgischen Arbeitsdienste zu zerschlagen, indem ich ihnen jede weitere Unterstützung entziehe und die geeigneten Führer in den deutschen Reichsarbeitsdienst überführe. »

(97) M. HAUPT, *Der Arbeitseinsatz der belgischen Bevölkerung während des Zweiten Weltkrieges*, Bonn, 1970, pp. 173-175. VAN DEN WIJNGAERT, *Secretarissen-Generaal*, p. 211, qui résume l'évolution en question d'une façon saisissante en ces termes : « L'influence de l'Ordre Nouveau sur les Services du Travail était estimée trop forte par le Comité [des secrétaires généraux] et trop faible par l'occupant. » Par « occupant » il faut cependant entendre ici en tout premier lieu, non l'administration militaire, mais le *Reichsarbeitsdienst* dont le chef, Hierl, était l'allié d'Himmler contre Reeder sur le terrain de la politique germanique.

(98) Berger à Himmler, 10 mars 1944 (T-175, 18, 2521629-30). Schwarz, trésorier du NSDAP, s'était, à la requête de Berger, déclaré prêt à mettre les fonds nécessaires à la disposition des nouveaux Services du Travail. Berger en avait informé Reeder par télex. Déçu, il dut toutefois signaler à Himmler que l'Administration militaire paierait elle-même les frais. Pour mémoire, le *Germanische Arbeit* de la SS dans les territoires limitrophes du Reich à l'Ouest, de la Norvège à la Belgique (la Wallonie y compris à partir de 1943) était financé par des versements du parti, en réalité de l'Etat, par l'intermédiaire de Schwarz au bénéfice de la *Germanische Leitstelle*, le service compétent au *SS-Hauptamt* de Berger. A propos du virulent conflit Reeder-Himmler-Hierl pour le contrôle des Services du Travail en Belgique, cfr le mémoire d'après-guerre de Reeder (un plaidoyer à lire de manière critique) : *Militärbefehlshaber - Militärverwaltung - Höherer SS. und Polizeiführer*, transmis le 2 mai 1949 à l'auditeur militaire Wilmart (Proc. vF. 352, pp. 20-24).

volontariat, ils sont subordonnés au *Generalarbeitsführer* Klausch. » Berger précisa que Klausch, le représentant de Hierl en Belgique, travaillait en « étroite collaboration » avec la SS ⁽⁹⁹⁾. Reeder constata que le changement avait immédiatement causé des pertes dans le Service du Travail flamand : 20 % des cadres les plus connus, tous des VNV convaincus, avaient donné leur démission. Avec le Service du Travail wallon au contraire, il n'y eut pas de difficulté car ce service avait déjà été épuré dans la seconde moitié de 1943 « de tous les éléments belgicistes et royalistes » ⁽¹⁰⁰⁾. L'infiltration existante de la direction avait facilité les choses. Le lecteur se souviendra que Degrelle avait, depuis le début de l'année, mit son mouvement au service de la politique germanique de la SS ⁽¹⁰¹⁾.

2. C'est également par un rappel que nous introduirons le second événement qui se produisit entre le 15 décembre 1943 et le 11 février 1944.

Depuis le 1^{er} avril 1942, Jungclaus était en fonction à Bruxelles où, en attendant sa nomination comme HSSPF, il représentait Himmler, fondé de pouvoir du *Führer* pour l'ethnie germanique ⁽¹⁰²⁾. Il est vrai que, de modeste à l'origine, la *Dienststelle Jungclaus* avait depuis évolué en un « bastion », plus exactement en « un illégal gouvernement parallèle », contre l'officielle *Militärverwaltung*. Formellement, elle était, toutefois, dépourvue de toute compétence légale en matière politique et policière. Il s'imposait donc que Jungclaus soit promu au rang d'HSSPF à Bruxelles pour y jouer le rôle de « bras droit » d'Himmler ⁽¹⁰³⁾. C'eut été le couronnement du travail de sape de la SS à l'encontre de la compétence politique et policière de l'administration d'occupation. Nous savons déjà comment Reeder, grâce à l'appui de l'OKW et avec la neutralité bienveillante de la Chancellerie du Parti (Bormann), avait pu s'opposer à la réalisation du plan d'Himmler ⁽¹⁰⁴⁾.

Berger était pourtant optimiste. Le 21 décembre 1943, après qu'il eut appris, à Berlin, la veille, de Jungclaus qu'Elias avait demandé un entretien à Himmler, il signala à son chef que Reeder était convoqué à Berlin pour le 3 janvier afin de discuter « de la nomination d'un HSSPF » ⁽¹⁰⁵⁾. Reeder, prévint-il, veut absolument que le HSSPF lui soit subordonné et non au *Militärbefehlshaber*. Il ne peut en être question, souligna-t-il. Cela nuirait au

(99) *Ibidem*.

(100) TB 29 (T-501, 106, 1057). J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40*, Bruxelles, 1971, pp. 471-473.

(101) Cfr *Cahiers*, 5, p. 62.

(102) *Cahiers*, 4, pp. 82 et ss.

(103) Mémoire Reeder HSSPF, 2 mai 1949, pp. 9 et 35-36 (Proc. vF. 352).

(104) *Cahiers*, 4, pp. 139-140 et 5, p. 146.

(105) Berger à Himmler, 21 décembre 1943 (BAK, NS 19/1553). Reeder était, en effet, invité pour le 3 janvier à Berlin 1) par Speer pour une conversation sur le travail obligatoire (Reeder à Himmler, 15 décembre 1943. BAK, NS 19/1541), 2) par le *Reichsminister* Lammers, chef de la *Reichskanzlei*, pour un entretien sur l'établissement d'une *Zivilverwaltung* en Belgique et dans le Nord de la France. A propos de ce second entretien, Berger fut très vraisemblablement informé par de hauts fonctionnaires de la Chancellerie — ce qui n'était pas exceptionnel.

prestige de tous les HSSPF. « *Reichsführer* », conclut-il, « nous avons déjà dû si longtemps attendre en Flandre que quelques semaines ne font vraiment pas l'affaire. Le problème se résoudra alors de lui-même. »

Fin 1943, la tension Himmler-Reeder atteignit de nouveau un sommet lorsque ce dernier apprit de Kaltenbrunner, chef du RSHA, qu'un *Reichsführer-SS* irrité agitait la menace « de poursuites judiciaires » si le *Militärverwaltungschef* persistait dans l'opposition. Reeder avait alors répondu à Kaltenbrunner qu'il maintenait son point de vue ⁽¹⁰⁶⁾. A peu près au même moment, Kaltenbrunner avait tenté d'amener Reeder à accepter un compromis : la politique ethnique (en fait le contrôle de la collaboration politique) resterait de la compétence du chef de l'administration militaire tandis que Jungclaus serait nommé en tant que HSSPF avec des compétences bien définies (uniquement policières) et sous l'autorité directe de Reeder. Si on ignore la réaction de Reeder, on peut cependant supposer qu'elle ne fut pas négative, étant donné qu'il a repris le compromis à son compte deux mois plus tard ⁽¹⁰⁷⁾. Himmler, par contre, souhaitant un HSSPF à part entière, considéra que la question n'avait pas être discutée ⁽¹⁰⁸⁾. Une subordination de son HSSPF à Reeder était totalement exclue.

3. Nous restons fin 1943-début 1944. Le 30 décembre, Hitler avait ordonné la réouverture du dossier de l'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France. Il avait laissé le problème en suspens depuis novembre 1942 ⁽¹⁰⁹⁾. Le 3 janvier, la décision de principe était tombée après des délibérations auxquelles avaient pris part des représentants de la Chancellerie du Parti, du Haut commandement de l'armée (OKW et OKH) et de la *Militärverwaltung* de Bruxelles (Reeder en personne) : le remplacement de la *Militärverwaltung* par une *Zivilverwaltung* était souhaité, le changement de régime devait être préparé avec diligence, en sorte que l'exécution de l'ordre du *Führer* ne subisse aucun retard. La date du passage d'un régime à l'autre ne pourrait être précisée qu'« après la clarification de la situation militaire à l'Ouest ». (Du côté allemand, on prévoyait donc une tentative de débarquement se soldant par une défaite des Anglo-Américains.) Il y avait plus : de la décision de principe, les participants aux discussions du 3 janvier avaient tiré l'importante conclusion qu'après l'éta-

(106) Mémoire Reeder *Militärverwaltung-Sipo-SD*, 4 avril 1949, p. 27 (Proc. vF. 229). Les menaces de poursuites judiciaires proférées par Himmler ne sont étayées que par une affirmation d'après-guerre incontrôlable de Reeder. Aucun doute n'est cependant permis quant à une forte tension, qui atteignit son sommet fin 1943, entre le *Reichsführer-SS* et le *Militärverwaltungschef*.

(107) Ci-après, p. 135.

(108) Mémoire Reeder, cité en note 103, p. 45. Il n'y a aucune certitude quant à la succession chronologique exacte des deux faits. La menace d'Himmler remonte, selon Reeder, à Noël (ou environ), la proposition de compromis de Kaltenbrunner à fin décembre 1943. Remarquons qu'Himmler se serait montré, en janvier 1943, provisoirement d'accord pour une nomination de Jungclaus en tant que HSSPF doté seulement d'une compétence policière (*Cabiers*, 5, p. 19).

(109) Cette question sera étudiée plus en détail dans *Hitler en het politieke lot van België*, t. 2 (en préparation).

blissement d'une *Zivilverwaltung* en Belgique et dans le Nord de la France « rien n'empêcherait plus la nomination d'un HSSPF, nomination à laquelle la *Militärverwaltung* s'était jusqu'à présent opposée ⁽¹¹⁰⁾ ». C'était là, au plus haut niveau, une reconnaissance significative de la lutte menée par Reeder contre l'ingérence de la SS dans son ressort.

4. Autre fait qui se situe également en janvier 1944. Fin octobre 1941, Constantin Canaris, chef de la Sipo-SD de Bruxelles, avait été muté à Königsberg ⁽¹¹¹⁾. Le 14 janvier 1944, il reçut notification de son transfert à Bruxelles avec entrée en fonction au 1^{er} février. Grosse déception chez l'intéressé qui eut préféré rester en Prusse orientale. Le 16, Kaltenbrunner vint à Königsberg pour un examen de la situation avec plusieurs hauts fonctionnaires de la Sipo-SD. Canaris espérait saisir l'occasion pour obtenir de son chef immédiat la permission de ne pas devoir réoccuper son ancien poste. Une fonction policière dans un territoire occupé ne l'enthousiasmait guère et il sollicitait donc un envoi au Front. Kaltenbrunner refusa vivement. Canaris insistant, Kaltenbrunner entra dans une violente colère : un ordre est un ordre, estimait-il ; celui qui refuse d'obéir en temps de guerre se rend coupable de désertion. Au cours de l'entretien du 16 janvier à Königsberg et par des communications verbales ultérieures de Kaltenbrunner à Berlin, Canaris reçut quelque information au sujet de son transfert précipité à Bruxelles : on avait besoin d'un élément au fait des situations locales, pouvant évoluer sur un terrain glissant et capable de créer des relations acceptables entre l'administration d'occupation et la *Dienststelle Jungclaus*. Enfin (nécessité essentielle), l'élément en question devait être accepté par Reeder. L'une de ses tâches essentielles était d'amener, par les voies les meilleures, le *Militärverwaltungs-chef* à cesser sa résistance à la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Une autre tâche importante devait consister à informer le RSHA des comportements de von Falkenhausen et de son entourage immédiat. Ainsi, concluait Kaltenbrunner, hormis la nécessaire réorganisation de la *Dienststelle*, tout un travail intéressant attendait Canaris à Bruxelles ⁽¹¹²⁾.

(110) « *Der Einsetzung eines Höheren SS- und Polizeiführers, ...der sich die Militärverwaltung bislang stets widersetzt hat, steht nach Einführung der Zivilverwaltung nichts mehr im Wege.* »

(111) *Cahiers*, 3, pp. 147-148.

(112) Ce qui précède repose essentiellement sur des informations orales qui nous ont été communiquées par le Dr. Canaris les 8 et 9 février 1975 à Friedrichshafen et sur une note écrite détaillée du 1^{er} juillet de la même année. Que le Dr. Canaris trouve ici l'expression de notre gratitude pour la transmission de la documentation et pour les nombreuses informations écrites et orales qu'il nous a complaisamment procurées au cours de la préparation de cette étude. — Cfr aussi une série de procès-verbaux d'interrogatoires de Canaris au cours de l'instruction de son procès d'après-guerre devant le conseil de guerre de Bruxelles, e.a. pv. du 26 octobre 1946 (Proc. Can. 0080), 15 septembre 1948 (Proc. vF. 92, copie), 4, 6 et 12 mai 1949 (Proc. Can. 0035, 0133, 0142). Importantes sont également deux lettres de l'avocat Maystadt, un des défenseurs belges de Canaris, à l'auditeur Barbay, du 11 octobre 1946 et du 18 janvier 1946 (Proc. Can. 3293 et 3327). Huit questions que Canaris souhaitait faire poser à Kaltenbrunner accompagnaient la première lettre. La huitième question concernait son entretien du 16 janvier 1944 avec le chef du RSHA à Königsberg.

C'est, à bon droit, que l'on peut prétendre qu'entre, d'une part, la décision de principe du 3 janvier 1944 d'établir au moment opportun, mais dans un proche avenir, une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France avec un Commissaire du *Reich* et un HSSPF et, d'autre part, la décision prise quelques jours plus tard par Himmler de renvoyer Canaris à Bruxelles, il y a plus qu'une simple relation chronologique, Himmler attendant de Canaris qu'il prépare Reeder à la nomination d'un HSSPF (113).

Revenons aux origines immédiates de l'entrevue Himmler-Elias-Van de Wiele de fin février 1944. L'entretien Berger-Elias du 28 janvier à Berlin en fait partie.

Ne pouvant compter que sur sa mémoire parfois défaillante, Elias est fort bref à ce sujet tant dans ses déclarations d'après-guerre pendant l'instruction de son procès que dans ses notes personnelles (114). A l'invitation de Berger, le chef du VNV se rendit, en compagnie de Jungclaus, dans la capitale allemande. « J'étais déjà convaincu à ce moment de l'échec de ma tentative », déclara Elias quatre ans plus tard. « C'est parce que je ne voulais point manquer l'occasion de m'assurer des positions d'Himmler, que j'ai accepté que cet entretien ait lieu (115). » Au sujet de la conversation même avec Berger, Elias nota : « Une conversation politique claire et nette était impossible avec cet homme. Il ne comprenait pas la situation (116). » A quoi Elias faisait-il allusion ? Comment et pourquoi se fait-il qu'il était convaincu d'avance de l'échec ? Qu'il ait, pour la raison ci-dessus évoquée, « accepté » de parler avec Himmler n'est pas convaincant. N'était-ce pas lui qui avait à deux reprises sollicité l'entretien ? En fait, fin janvier 1944, il ne pouvait plus s'y soustraire. En outre, Elias ne connaissait-il pas suffisamment les conceptions de la SS qu'il avait si longtemps combattues ? Van der Elst écrit de son côté que la conversation avec Berger « fut décevante car le malentendu était vite apparu (117) ». De quel malentendu s'agit-il ?

Celui-ci fut condamné à mort le 1^{er} octobre 1946 à Nuremberg comme criminel de guerre. En appelant aux droits de la défense, l'avocat Maystadt insista auprès de l'auditeur dans sa seconde lettre afin que le nécessaire soit fait pour que soit produit le témoignage écrit de Kaltenbrunner. Il n'apparaît nulle part que ce dernier ait été informé des questions de Canaris. Barbay avait déjà signalé auparavant à l'avocat qu'il était « impossible » de donner à son client la faculté de recevoir un journal aux fins d'être informé du déroulement du procès de Nuremberg. Il apparaît dans le passage suivant de la lettre du 11 octobre 1946 de l'avocat à l'auditeur combien sombre était l'avenir pour Canaris : « Ainsi que vous avez bien voulu le signaler vous-même, dans ce procès le Dr. Canaris court de grands périls. » Le août 1951, C. Canaris fut condamné à 20 ans de travaux forcés.

(113) Par une lettre du 19 novembre 1979, le Dr. Canaris nous confirma qu'il lui incombaît d'aider à la découverte d'une solution dans le conflit Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles.

(114) Elias avait rassemblé pendant la guerre, à l'intention de son procès, un dossier qu'il avait confié à une connaissance qui le détruisit, craignant des difficultés judiciaires si on le trouvait chez elle. (Communication d'Elias à l'auteur.)

(115) Pv. Elias, 27 juillet 1946 et 26 février 1947 (Arch. pers. A.).

(116) Note d'après-guerre non datée d'Elias et intitulée : *Onderhandelingen met de SS (Négociations avec la SS)* (Arch. pers. A.).

(117) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 185.

Reeder donne un autre son de cloche. Il signale dans son rapport d'activité que l'entretien Berger-Elias fut « poussé » et avait pour but de préparer l'établissement de l'unité entre les deux organisations rivales, ce qui avait « suscité la confiance et une espérance nouvelle » dans les milieux VNV ⁽¹¹⁸⁾. Reeder n'avait aucune raison de déformer les informations reçues mais prenait peut-être ses désirs pour des réalités.

Le 6 février 1944, dix jours après son retour de Berlin, le chef du VNV rencontra Van de Wiele à Bruxelles en présence de Jungclaus qui avait pris l'initiative de l'entrevue ⁽¹¹⁹⁾. C'était la première rencontre entre les deux chefs flamands depuis le début du conflit en août 1941 ⁽¹²⁰⁾. Elias a dû à ce moment prendre conscience de ce que son désir d'une rencontre avec Himmler seul ne se réaliserait pas. A propos de cet entretien, les versions d'après-guerre des deux interlocuteurs coïncident à peu près ⁽¹²¹⁾. Van de Wiele se serait montré disposé à s'abstenir de toute activité politique parallèle à l'exception cependant de la formation idéologique des militants « dans le cadre d'un mouvement dirigé par Elias ». Elias rejeta cette proposition : il exigeait pour le VNV, mouvement autoritaire, la direction politique et idéologique. Cela impliquait la disparition de la DeVlag ou, dans le meilleur des cas, sa limitation au domaine culturel sous le contrôle du VNV. Le chef du VNV aurait également affirmé que le rôle de Van de Wiele « était devenu impossible pour le VNV ». Elias explicite ici pour la première fois ce qu'il entendait par sa disposition « à œuvrer, sous certaines conditions, en faveur de l'établissement de l'unité nationale-socialiste en Flandre » ainsi qu'il l'avait assuré dans sa lettre du 15 décembre 1943 à Himmler ⁽¹²²⁾. On ignore ce qui a pu conduire Elias à formuler, dès le 6 février 1944, ses conditions d'une manière si raide qu'elle enlevait à l'entretien toute chance d'aboutir à un résultat positif.

Après avoir écouté l'exposé des deux points de vue, Jungclaus déclara ne pouvoir accepter les conditions posées par Elias. Il pouvait d'autant moins suggérer à l'administration d'occupation de les accepter qu'il était pour lui exclu de forcer la fusion des deux partis rivaux ⁽¹²³⁾. Selon Van der Elst qui, toutefois, ne cite pas sa source, Jungclaus aurait alors dit qu'il n'y comprenait plus rien ⁽¹²⁴⁾ — conclusion tout à fait conforme à l'image tracée par Elias et son avocat d'un Jungclaus « assez insignifiant ». La question est plutôt de savoir si le représentant d'Himmler ne se trouvait pas alors, en effet, confronté avec une situation devenue incompréhensible en raison de l'attitude d'Elias. Le 15 décembre 1943, le chef du VNV s'était déclaré prêt à faire ce

(118) TB 26 (T-501, 106, 730 et 740). Cfr encore le *Stimmungsbericht* de la *Propaganda Abteilung Belgien* pour février 1944, établi le 10 mars : une légère détente est intervenue entre le VNV et la DeVlag après le premier voyage d'Elias à Berlin et l'annonce d'un second, probablement décisif (BAK, IS 19/1541).

(119) TB 26 (T-501, 106, 740).

(120) *Cabiers*, 4, p. 66.

(121) Pv. Van de Wiele, 27 mai et 1^{er} juin 1946. Pv. Elias, 27 juillet 1946 et 26 février 1947. Note non datée d'après-guerre d'Elias (cfr note 116).

(122) Cfr *supra*, p. 112.

(123) Pv. Van de Wiele, 1^{er} juin 1946, 6^{me} suite (Arch. pers. A.).

(124) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 185.

qu'il pouvait pour la réalisation de l'unité dans le camp de la collaboration politique en Flandre. Mais le 6 février 1944, Jungclaus l'entendait exprimer des conditions rendant cette unité impossible !

Lorsqu'il estima que les échanges de vues préparatoires étaient suffisamment avancés, Himmler envoya, le 11 février, par l'intermédiaire de Jungclaus, les invitations à un entretien dont la date était encore indéterminée (125). On s'adressa à Elias en tant que *Leiter des Flämischen National-Verband* et à Van de Wiele en tant que *Landesleiter der deutsch-flämischen Arbeitsgemeinschaft*. Elias apprit ainsi officiellement qu'il serait reçu en même temps que son adversaire politique et que Berger et Jungclaus participeraient également aux délibérations.

Le départ fut fixé au lundi 28 février. Quelques jours avant, à propos d'un article de Verschaeve, se produisit toutefois un incident (126). Nous devons l'exposer en détail car non seulement il fait partie de la genèse de l'entretien Himmler-Elias-Van de Wiele mais surtout il est révélateur de l'influence politique exercée par le *Sicherheitsdienst* (127) et, indirectement, par Verschaeve.

Sous l'occupation, Verschaeve était considéré par beaucoup de collaborateurs flamands comme la personnalité prestigieuse dont il valait la peine de gagner l'assentiment. Certains responsables allemands de haut niveau ne pensaient pas différemment : l'abbé-poète aux sympathies politiques affirmées était pour eux « le plus grand atout pouvant être joué en Flandre (128) ». De nombreuses personnalités flamandes et allemandes venaient lui rendre visite à Alveringem où il était vicaire (129). Son biographe et admirateur, Vansina, souligne que Verschaeve ne discutait plus avec personne mais « pérorait avec la consternante assurance du prophète ». Le fait qu'on « l'écoutait, le courtisait » comblait Verschaeve « d'une joie enfantine et presque naïve (130) ». Le *Brüsseler Zeitung* n'exagérait pas en écrivant en mai 1943, à l'occasion du 70ème anniversaire du poète : « Sa parole a du poids non seulement dans le pays mais aussi dans le *Reich* (131). »

(125) Brandt à Jungclaus, 11 février 1944. En annexe : Himmler à Elias et Himmler à Van de Wiele, 11 février 1944 (BAK, NS 19/1565).

(126) Le terme « incident » est emprunté à Elias dans son pv. d'interrogatoire du 26 février 1947, au cours de l'instruction de son procès (Arch. pers. A.).

(127) A ne pas confondre avec la *Sicherheitspolizei* (Sipo) composée des polices politique et judiciaire (*Gestapo* et *Kripo*). La Sipo, le *SD-Inland* et le *SD-Ausland* faisaient partie de la *Dienststelle des Beauftragten des Chefs der Sipo und des SD für den Bereich des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich, Brüssel*, organisée sur le modèle de la maison mère de Berlin, le RSHA (*Cahiers*, 3, pp. 126-127).

(128) D. VANSINA, *Verschaeve getuigt* (dans Cyriel VERSCHAEVE, *Verzameld Werk*, I, Bruges, 1955), p. 781. Vansina écrit : « Berlin sait où il veut mener Verschaeve. » Il serait plus exact de dire que : « Certains services à Berlin savent où ils veulent mener Verschaeve. » Il n'y avait, en effet, pas unanimité politique à Berlin mais de nombreux services qui se combattaient mutuellement.

(129) *Ibidem*, pp. 781 et 785. Voir encore VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog* (dans *Verzameld Werk*, VIII, Bruges, 1961), p. 643.

(130) VANSINA, *Verschaeve getuigt*, pp. 725-726.

(131) Cité dans VANSINA, *op. cit.*, p. 782.

Au début de 1942 déjà, Berger avait invité Verschaeve à « un voyage d'agrément dans le Reich ». L'invité comprit très vite qu'en fait, Himmler voulait lui parler politique, notamment « de la Flandre ». Il accepta le principe d'une rencontre mais, en prétextant son état de santé, il put faire remettre la visite « pendant deux ans ». Il estimait en réalité que « le moment n'était pas encore venu ⁽¹³²⁾ ». « Plus tard », mais encore avant sa visite à Himmler qui n'aurait lieu qu'à la fin juillet 1944 ⁽¹³³⁾, « on » vint demander (on ne sait qui et quand) à Verschaeve « d'intervenir dans le conflit VNV-DeVlag et, se plaçant au-dessus de la mêlée des deux partis, d'accepter lui-même la direction de tous ». Verschaeve refusa ⁽¹³⁴⁾ mais, dit-il dans ses mémoires, « les messieurs désolés continuèrent à insister et à solliciter ». (Il ne dit pas qui étaient ces messieurs et au nom de qui ils venaient. En fait, il s'agissait de membres du SD de Bruxelles.) Verschaeve se déclara cependant disposé à faire un geste : la rédaction d'un article dans lequel il développerait les idées « qui pouvaient devenir la base d'un accord entre tous les Flamands ». Ce qui fut accepté. L'article devait paraître le même jour et à la même place dans *Volk en Staat*, officieux du VNV, et dans *Balming*, hebdomadaire de la DeVlag ⁽¹³⁵⁾. La demande formelle de rédiger l'article vint officiellement, fin janvier ou début février, du SD de Bruxelles ⁽¹³⁶⁾. On ne sait si le SD de Berlin (*Amt III* du RSHA) y était pour quelque chose. Il n'est pas exclu qu'une suggestion soit venue d'Himmler (indirectement) ou de Van de Wiele. En raison de la date à laquelle la demande fut faite, il est fort probable que Verschaeve rédigea son article dans la perspective de la rencontre Himmler-Elias-Van de Wiele et en le concevant comme le prologue de l'établissement d'un *modus vivendi* entre le VNV et la DeVlag. Il convient d'en souligner que Van de Wiele était, comme chef de la DeVlag en Flandre, soutenu et inspiré politiquement non seulement par la *Germanische Leitstelle* de Berger (représentée à Bruxelles par la *Dienststelle Jungclaus*) mais aussi par le SD, organe politique de la Sipo qui, dans ses rapports, critiquait avec une constante virulence le VNV et Reeder, son protecteur ⁽¹³⁷⁾. Il est probable que Verschaeve n'avait pas une connaissance suffisante de l'embrouillami politique que constituaient les services allemands en Belgique occupée ni du

(132) VANSINA, *op. cit.*, p. 783. L'auteur ne précise pas la date de l'invitation. A partir des mémoires de Verschaeve, on peut approximativement la situer au printemps de 1942 (VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog*, p. 647).

(133) VANSINA, *op. cit.*, p. 805.

(134) VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog*, p. 649.

(135) *Ibidem*, pp. 649-650 et pv. Elias, 26 février 1947 (Arch. pers. A.). Vansina ne fait pas mention de l'article de Verschaeve. — M.A. Deckmyn nous a fourni un intéressant matériau (voir note suivante), nous l'en remercions ici, concernant le déroulement de l'incident suscité par l'article.

(136) Le mandat explicite du SD-Bruxelles apparaît au début de la lettre du 6 mars 1944 de Verschaeve à Eggert (à son sujet, voir note 139). Verschaeve parle dans cette lettre, entre autres, de son projet d'article : « *eine Ideeenschrift, welche ganz Ihre Einstimmung erhalten, selbst auf Ihre Frage geschrieben wurde* ». Il eut également un entretien (téléphonique ?) à ce sujet avec Eggert. Cfr encore la déclaration d'Elias pendant l'instruction de son procès : « Verschaeve avait écrit un article dont le SD demanda la publication dans *Balming* et *Volk en Staat*. Je refusai. » (Pv. Elias, 26 février 1947, Arch. pers. A.).

(137) Cfr *supra*, p. 101.

« nid d'intrigues » tissé autour de lui et dans lequel il s'était aventuré ⁽¹³⁸⁾, pour se rendre compte que le SD le manœuvrait. Il faut pourtant admettre au bénéfice de sa lucidité qu'il n'ignorait pas la différence entre la *Flamenpolitik* de la *Militärverwaltung* et celle de la SS, entre la position d'Elias et celle de Van de Wiele.

Pour éviter la voie de la poste belge, début février, Verschaeve confia son article à deux amis en les chargeant de le remettre personnellement à Eggert, le référendaire compétent au service de politique ethnique (*Volkstum*) du SD de Bruxelles ⁽¹³⁹⁾. Les deux messagers bénévoles étaient des anciens dinasos, A. Deckmyn et A. Derbecourt, respectivement rédacteur en chef et secrétaire de rédaction de *De Nationaalsocialist*, l'hebdomadaire du « mouvement VNV unifié » (sous-titre du journal) qui menait une politique thioise radicale et occupait de ce fait une position marginale et gênante dans le camp du VNV. Si, dit Verschaeve à ses deux amis avant leur départ pour Bruxelles, le SD ne pouvait rien faire du texte « parce qu'il ne répond pas à son attente » (« *weil die beabsichtigten Voraussetzungen nicht eintraten* »), le *Nationaalsocialist* pouvait le publier. Ils devaient seulement s'informer de la date à laquelle l'article serait à la disposition de leur hebdomadaire ⁽¹⁴⁰⁾. Deckmyn exigea qu'à la terminologie « flamande » soit substituée une terminologie « thioise » dans laquelle « Néerlande » et « Néerlandais » remplacerait « Flandre » et « Flamand » ⁽¹⁴¹⁾. Sans encore rien savoir quant à la rédaction du SD au projet d'article, Deckmyn décida de publier le texte de Verschaeve dans le numéro suivant (celui du 26 février) du *Nationaalsocialist*. Il informa en ce sens K. Lambrechts, chef de la propagande du VNV. Mais le 23 vint le veto d'Elias qui avait déjà interdit la publication dans *Volk en Staat* ⁽¹⁴²⁾. On comprend pourquoi. Verschaeve avait estimé dans son article qu'il était insensé de réclamer des garanties d'autonomie à l'Allemagne ⁽¹⁴³⁾. Le chef du VNV qui, dans ses interventions publiques, avait constamment insisté sur ces garanties ne pouvait évidemment accepter d'être contredit, fût-ce par Verschaeve, dans un organe du VNV et ce, dans une

(138) VANSINA, *op. cit.*, p. 781.

(139) Le *SS-Oberscharführer* Eggert fit partie d'août 1940 à la fin de l'occupation du référat B (*Volkstum*) dans l'*Abteilung III (Lebensgebiete ou SD-Inland)* de la *Dienststelle Sipo-SD* de Bruxelles. Le chef de l'*Abteilung III* était le *SS-Sturmbannführer* Hummitzsch ; le chef du référat III B, le *SS-Obersturmführer* Kläss (au sujet de ces derniers, *cfr supra*, p. 100). Van de Wiele déclara au cours de l'instruction de son procès que Hummitzsch et Kläss lui rendaient régulièrement visite car ils s'intéressaient aux activités de la DeVlag, du VNV, de Rex, etc. « Eggert du III B a souvent assisté à des conversations et à des réunions à la Centrale de la DeVlag à Bruxelles ou en province mais seulement à titre d'observateur passif... Une copie de notre rapport mensuel allait au III B de telle sorte qu'ils étaient au courant de toutes nos activités. » (Pv. Van de Wiele, 2 septembre 1946, Arch. pers. A.).

(140) Verschaeve à Eggert, 6 mars 1944 (*cfr note 136*).

(141) Lettre et note de Deckmyn à l'auteur, 1^{er} août 1979.

(142) Pv. Elias, 26 février 1947 (Arch. pers. A.).

(143) « Un peuple luttant pour son existence doit-il recevoir des garanties d'un autre comme récompense ?... Des garanties en temps de guerre sont sans valeur ; celui qui en souhaite en reçoit autant qu'il veut mais elles se perdent dans la défaite ou sont gommées par la victoire. » (VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog*, dans *Verzameld Werk*, VIII, p. 650.) Verschaeve se trompait en partie : Elias voulait obtenir des garanties mais elles ne vinrent pas.

question considérée par lui, avec raison, comme étant d'importance fondamentale. Il le pouvait d'autant moins qu'il était sur le point de rencontrer Himmler pour précisément discuter de ses garanties. (On s'étonne alors de lire dans la biographie de Verschaeve par Vansina que l'abbé-poète a « en toute occasion » insisté sur la nécessité « de maintenir l'autonomie à tout prix » (144).)

A la grande surprise de Deckmyn, l'article parut sous le titre original : *Aan Vlaanderen in 1944*, le 26 février dans *Balming*. Quoique non signé, le style de l'article en révélait l'auteur. Cette publication montre que le SD approuvait le texte de Verschaeve dans sa version « flamande ». A l'insu de la direction du VNV (Elias ne partirait pour l'Allemagne que le 28), Deckmyn prit immédiatement contact avec Verschaeve qui donna expressément l'autorisation de publier son article, la version « néerlandaise », dans le prochain numéro du *Nationaalsocialist* qui paraîtrait le 4 mars (145). C'est ce qui se passa, du moins partiellement. Le titre demeura inchangé et à deux endroits seulement « Flandre » fut remplacé par « Pays-Bas » (146). (Il aurait pu y avoir plus de changements de cette nature.) Un habile arrangement typographique créa l'impression que l'article écrit « par une personnalité thioise de premier plan », selon les termes d'un bref communiqué rédactionnel, était une profession de foi thioise (147). En fait, Verschaeve avait tenté de garder l'équilibre entre « Néerlande » ou « Flandre » (par quoi il désignait toujours la Hollande et la Flandre) et « Germanie » (qui désignait le *Reich* germanique) (148) — avec cependant l'attaque évidente, déjà mentionnée, contre

(144) VANSINA, *Verschaeve getuigt*, p. 796.

(145) Comme la note 141.

(146) « Flandre, votre place est dans la Germanie afin de nourrir sa force de la vôtre » (*Balming*, 26 février 1944, p. 2) devient dans *De Nationaalsocialist* du 4 mars : « Néerlande, votre place... », etc. « La Hollande et la Flandre pourraient-elles ne pas trouver leur compte dans une intégration sur pied d'égalité à une Europe unifiée ? Non, certainement pas, et la Flandre encore moins dans une intégration sur pied d'égalité à une Germanie unifiée » (*Balming, ibidem*) ; ces phrases sont reprises presque littéralement dans *De Nationaalsocialist* sauf en ceci que dans la seconde des phrases en question (la réponse à la question posée) on lit « Néerlande » au lieu de « Flandre ».

(147) « O Néerlande, sois vigilante », était imprimé en caractères gras à deux reprises comme sous-titre. Sur la première page figurait un encart en lettres capitales : « O Néerlande, sois vigilante ! Assurer ton existence et sauvegarder ton identité doit être ta préoccupation. L'avenir qui est déterminé par les autres est fallacieux. Le peuple qui sait qu'il existe et tire de sa force la conviction de sa propre réalité sait aussi qu'il doit défendre cette existence. *Weer één, weer samen, weer 't Gehele !* »

(148) Un exemple de la profession de foi germanique : « La Flandre, la Hollande, la Norvège, le Danemark, tout ce qui est Germain n'a pas de plus pressant devoir à une existence particulière que celui d'adhérer corps et âme au bloc germanique... Dans le *Reich* les Pays-Bas resteront les Pays-Bas et cela, comme ils le veulent [« Les Pays-Bas » tant dans *Balming* que dans *De Nationaalsocialist*] ...Néerlande, ta place est auprès de la Germanie pour la renforcer de toutes tes forces à toi, en combattants surtout. » Dans *Balming*, Néerlande était cette fois remplacée par Flandre. — Selon la *Propaganda Abteilung Belgien* l'article de Verschaeve, « par ses idées et formulations équilibrées », avait fait l'accord des Flamands si volontiers querelleurs et avait été considéré comme le « manifeste de la politique flamande » (*Stimmungsbericht für die Zeit 1.29. Februar 1944*, 10 mars 1944. BAK, NS 19/1541). Cette vision optimiste est contredite, d'une part, par l'ordre d'Elias d'interdire la publication et, d'autre part, par l'interprétation thioise de l'article par *De Nationaalsocialist*.

Elias par l'affirmation que la « Flandre » (ou « Néerlande ») n'avait pas à se préoccuper de son identité et de sa liberté dans le *Reich* futur. On comprend que, réaliste et pragmatique, Elias était enclin à considérer le langage apodictique de Verschaeve comme une expression de naïveté politique et dès lors à y opposer son veto. La parution de l'article dans sa version « thioise » dans le *Nationaalsocialist*, avec l'autorisation de la censure allemande et donc l'approbation implicite de la *Militärverwaltung* ⁽¹⁴⁹⁾, suscita la vive indignation d'Hummitzsch, chef du SD à Bruxelles. Le samedi 4 mars, en début de matinée et quelques heures après la sortie de presse de l'hebdomadaire, il manda Deckmyn et Derbecourt en ses bureaux de l'avenue Louise à Bruxelles. Après avoir dû subir « les plus graves reproches et les plus vives menaces », les deux journalistes furent placés sous surveillance armée. Hummitzsch déclara agir en vertu d'ordres supérieurs ⁽¹⁵⁰⁾. Lambrechts et Wyndaele (ce dernier secrétaire général adjoint du VNV) furent également convoqués ce jour-là. Ils ne purent que déclarer que l'article contesté avait paru dans le *Nationaalsocialist* à l'insu de la direction du VNV. Vers 16 h. 30, Deckmyn et Derbecourt furent libérés après qu'Hummitzsch eut déclaré qu'ils entendraient encore parler de lui. Le lendemain 5 mars, ils se rendirent à Alveringem pour informer l'auteur de l'article, qui avait suscité tant d'agitation, de leurs démêlés avec le SD. Verschaeve écrivit immédiatement à Eggert une lettre circonstanciée où il exprimait son douloureux étonnement. Il estimait que les modifications apportées au texte (version « flamande » et « néerlandaise ») étaient peu importantes. Il confia de nouveau cette lettre à ses visiteurs en les priant de la remettre personnellement au destinataire à Bruxelles ⁽¹⁵¹⁾.

§ 3. L'entretien Himmler-Elias-Van de Wiele (29 février-1^{er} mars 1944)

Le récit de l'incident suscité par l'article de Verschaeve nous a conduit à anticiper sur le cours des événements. Revenons-en au lundi 28 février, date à laquelle Elias, fort méfiant à l'égard de la politique germanique de la SS et avec des exigences qu'il savait inacceptables pour Himmler, entreprit le

(149) Dans sa lettre du 6 mars à Eggert, Verschaeve posait la question : que peut-on reprocher à Deckmyn et Derbecourt s'ils ont publié l'article « à la demande de l'administration militaire » ? Il est exclu qu'une demande pareille ait été faite.

(150) Sans plus de précisions. Le chef hiérarchique immédiat d'Hummitzsch à Bruxelles était le chef de la *Dienststelle Sipo-SD*. Hummitzsch l'a très vraisemblablement ignoré dans cette affaire. Une autre autorité hiérarchique directe était le chef de l'*Amt III (SD-Inland)* au RSHA de Berlin, Ohlendorf, de qui Hummitzsch relevait pour le *Volkstum*. Officiellement, Eggert n'avait aucun rapport avec la *Germanische Leitstelle* de Berger.

(151) Cfr note 141. La suite de l'histoire sort du cadre de cette étude. Le contrôle par la censure conduisit à une interdiction provisoire de *De Nationaalsocialist* (du 20 mai au 17 juin 1944). L'hebdomadaire put reparaitre à la condition que Deckmyn fut remplacé comme rédacteur en chef par A. Mermans, déjà rédacteur en chef de *Volke en Staat*, édition B. (Note d'Elias, 28 juillet 1944. Cette pièce nous a été transmise par M. Deckmyn.)

voyage qui devait le conduire au quartier général mobile de ce dernier ⁽¹⁵²⁾. Il prit le train de nuit Bruxelles-Berlin en compagnie de Van de Wiele, Jungclaus et Canaris. En n'invitant pas le *Militärverwaltungschef*, bien que ce dernier l'eût expressément demandé ⁽¹⁵³⁾, Himmler commettait un acte indélicat et délibérément offensant par lequel il entendait faire connaître qu'il niait tout bonnement « le responsable allemand » à Bruxelles, en même temps protecteur du VNV ⁽¹⁵⁴⁾. Canaris, qui avait entamé son second mandat de chef de la Sipo-SD de Bruxelles le 1^{er} février, et Jungclaus étaient eux de la partie car, après le retour d'Elias et Van de Wiele en Belgique, ils devaient à leur tour rencontrer Himmler. Nous reviendrons sur cette seconde entrevue du *Reichsführer-SS* ⁽¹⁵⁵⁾. Elias s'attendait à une lutte dure et inégale vu qu'à l'exception de Canaris, il serait seul devant Himmler et ses collaborateurs.

Dans la soirée du 29 février, Himmler, Berger et Kaltenbrunner vinrent rejoindre à Berlin les quatre voyageurs venant de Bruxelles. Tout le monde prit place dans le train spécial *Heinrich*, quartier général mobile d'Himmler. Les premières discussions se déroulèrent au cours du long voyage de Berlin à Salzbourg pendant la nuit du 29 février au 1^{er} mars. Un second entretien eut lieu le mercredi 1^{er} mars dans la matinée, Himmler rencontrant séparément, Elias d'abord, Van de Wiele ensuite. Une audience commune très brève termina les pourparlers. Ce jour-là encore, Elias entreprit le voyage de retour, seul et non, comme Van der Elst le laisse sous-entendre, en compagnie de Canaris, Jungclaus et Van de Wiele. Le jeudi 2 mars, vers 18 h., le chef du VNV était de retour à Bruxelles.

En raison du manque de sources, l'historien ne peut reconstituer le cours des échanges de vues de façon aussi nuancée qu'il le souhaiterait. Il n'existe pas pour les conversations Himmler-Elias-Van de Wiele un compte rendu allemand de l'époque comme ce fut, par exemple, le cas pour l'entretien entre Himmler et Mussert au début de juillet 1943 ⁽¹⁵⁶⁾. En tout cas, si un tel document existe, il n'a pas été retrouvé. Les déclarations d'Elias et Van de Wiele au cours de l'instruction de leur procès d'après-guerre sont au premier chef des plaidoiries pour lesquelles les intéressés, à défaut de sources écrites contemporaines, ont dû faire appel au travail extrêmement sélectif par nature de leur mémoire. Les déclarations concises mais substantielles d'Elias, confirmées en grande partie par Van de Wiele, semblent être des moins critiquables ⁽¹⁵⁷⁾.

(152) Pour les dates, voir nos *Kanttekeningen* dans RBHC, VII, 1976, pp. 381-383.

(153) Déclaration de Reeder à son procès, 20 octobre 1950.

(154) Environ un an auparavant, dans sa méchante lettre du 16 février 1943, Himmler avait reproché à Reeder de ne pas avoir rempli son devoir en tant que « responsable allemand » à Bruxelles (*Cahiers*, 5, p. 31).

(155) Dans l'article final.

(156) IN 't VELD, *De SS en Nederland*, pp. 1116-1137, documents 432 et 433.

(157) Selon Van der Elst, il y eut une « confrontation » Elias-Van de Wiele au cours de l'instruction du procès Elias et elle aurait confirmé la version de ce dernier (VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 186, note 32). Il n'y a, jusqu'ici, aucune trace d'une confrontation Elias-Van de Wiele. Par contre, les deux suspects furent entendus séparément par l'auditeur et Van de Wiele confirma la version d'Elias (Cfr *Kanttekeningen*, II, RBHC, VII, 1976, pp. 390-392).

C'est Himmler qui entama la conversation au cours du long voyage nocturne de Berlin à Salzbourg. Il était temps, dit-il, de mettre fin au conflit entre le VNV et la DeVlag et d'arriver à un *modus vivendi* qui conduirait, si pas à un accord, du moins à une réconciliation ⁽¹⁵⁸⁾. Selon Elias, Himmler ne ménagea pas ses louanges à l'adresse de Degrelle et le présenta comme exemple ^(158bis). Elias prit ensuite la parole ⁽¹⁵⁹⁾. Les grandes lignes de son intervention peuvent être déduites des trois conditions, qu'en guise de conclusion, il assignait à une collaboration future et qu'il entendait comme des exigences (Himmler le comprit aussi de cette façon). 1) Une déclaration solennelle d'Hitler lui-même, d'Himmler ou de von Ribbentrop, Ministre des Affaires étrangères ⁽¹⁶⁰⁾, par laquelle les Flamands recevraient l'assurance qu'ils « seraient reconnus en tant que peuple dans le statut futur de l'Europe » ⁽¹⁶¹⁾. 2) La dissolution de la DeVlag ou, du moins, la limitation de ses activités au seul domaine culturel. 3) La dissolution de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen*. Elias ajoutait qu'il accepterait comme hôte une *Hitlerjugend* allemande destinée exclusivement aux enfants allemands. Elias se plaçait, ainsi qu'il le dit lui-même plus tard, « sur un plan totalitaire ». Il n'y avait place en Flandre que pour un seul mouvement politique : le VNV ⁽¹⁶²⁾.

Il est difficile de déterminer la substance des propos de Van de Wiele à partir de ses déclarations d'après-guerre ⁽¹⁶³⁾. Concernant la « réorganisation de l'Europe », il aurait émis l'idée qu'elle n'était possible que « sur la base de l'acceptation de l'idée nationale-socialiste » qui implique « que chaque peuple doit pouvoir se développer de façon autonome et sans pression d'un autre peuple ». Ce n'est pas l'origine des peuples qui déterminera leur place dans la nouvelle Europe « mais les valeurs spirituelles et matérielles que chaque communauté nationale possède et qu'elle devrait pouvoir librement déployer ». Van de Wiele aurait conclu en exprimant sa conviction que dans l'Europe d'après-guerre, « un ensemble de peuples germaniques dirigés par le

(158) Pv. Van de Wiele, 1^{er} juin 1946 (Arch. pers. A.).

(158bis) Relation inédite d'Elias de l'entrevue de Salzbourg.

(159) Cfr pv. Elias, 27 juillet 1946 et 26 février 1947 et, en outre, deux notes non datées mais vraisemblablement rédigées en 1946 par Elias : *Entretien avec Himmler et Négociations avec la SS* et l'exposé des faits par l'auditeur Spanoghe dans le procès Elias, p. 30 (Arch. pers. A.). Van der Elst affirme, à tort (*op. cit.*, p. 185), qu'Elias posa quatre conditions. Il n'en a posé que trois (*Kanttekeningen*, II, dans RBHC, VIII, 1976, pp. 383-387). Le 16 avril 1944, Elias parla de son entretien avec Himmler devant les membres dirigeants du VNV de l'arrondissement de Gand-Eekloo. Un compte rendu non signé et non daté de cette allocution a été conservé et fait partie des archives personnelles d'un membre de la NSJV. E. Verhoeyen nous a transmis une photocopie de ce document. Qu'il en soit ici remercié.

(160) Elias ne soupçonnait pas qu'Hitler et Himmler ne supportaient aucune ingérence de von Ribbentrop dans la politique d'occupation.

(161) Selon le résumé conservé du discours d'Elias du 16 avril (voir note 159), le chef du VNV se serait exprimé à peu près dans les termes suivants : « La reconnaissance par les plus hautes instances allemandes de notre conception ethnique, thioise, qui garantit notre avenir thiois. Pour cela notre frontière ne doit pas disparaître. » À un autre moment, parlant du VNV, Elias aurait dit : « Cette formation doit être reconnue avec son programme comme un peuple intégré à la communauté germanique ; donc uni aux Pays-Bas du Nord, peu importe les frontières. »

(162) Pv. Elias, 27 juillet 1946 (Arch. pers. A.).

(163) Pv. Van de Wiele, 1^{er} juin et 30 juillet 1946 (Arch. pers. A.).

Reich », la Flandre était appelée à jouer un jour le rôle majeur, « et même de surpasser le peuple allemand, moins vivace et plus pesant ⁽¹⁶⁴⁾ ». Pragmatique, Elias aurait froidement répliqué qu'en politique, il s'en tenait aux faits ⁽¹⁶⁵⁾. On peut légitimement douter de ce qu'en présence d'Himmler, Van de Wiele ait tenu, ainsi qu'il l'affirma après la guerre, un langage aussi fort et aussi humiliant pour les Allemands. Peut-on imaginer que le *Reichsführer-SS* n'aurait pas immédiatement répliqué par l'argument du nombre ? Il l'avait fait avec Mussert, lorsque, le 8 juillet de l'année précédente, ce dernier s'était enhardi jusqu'à déclarer au quartier général d'Himmler qu'il ne partageait pas les vues de son hôte sur l'avenir : « un empire germanique de la nation allemande ». Mussert s'était alors entendu répondre que, même ensemble, les Hollandais et les Flamands ne pouvaient s'opposer aux 90 millions d'Allemands qui « formeront le noyau de l'Empire Germanique ⁽¹⁶⁶⁾ ». Dans le pamphlet de Van de Wiele paru en 1942 sous le titre : *Op zoek naar een Vaderland*, on ne parle pas d'un rôle dominant des Flamands mais il est seulement question de la « fonction dirigeante de l'Allemagne » dans son ensemble ⁽¹⁶⁷⁾.

Himmler répondit qu'il considérait les conditions posées par Elias comme inacceptables. On ne pouvait encore déterminer ce que serait l'autonomie. Il estimait qu'il s'agissait là d'une préoccupation qui devait être rencontrée plus tard ⁽¹⁶⁸⁾. Selon Elias, on n'aborda pas explicitement le thème politique de la Grande Néerlande. Lorsqu'Himmler se lança dans le thème de la communauté bas-allemande allant de Dunkerque à Königsberg ⁽¹⁶⁹⁾ et de l'anachronisme des petits Etats ⁽¹⁷⁰⁾, Elias crut pouvoir en déduire que le *Reichsführer* refusait de reconnaître l'autonomie du peuple néerlandais et son droit à vivre au sein d'un Etat qui lui fut propre ⁽¹⁷¹⁾. L'affirmation d'Himmler selon laquelle les Allemands, évidemment, ne lâcheraient pas l'embouchure

(164) *Ibidem*. On retrouve la même conception chez le national-socialiste néerlandais Rost van Tonningen. Selon une déclaration d'après-guerre de Mussert, Rost aurait dit être convaincu que « notre peuple était d'une supériorité telle que si nous étions absorbé par le *Reich* allemand, nous en aurions la direction endéans une génération. » (*Het Proces Mussert*, Den Haag, 1948, p. 134. Cfr aussi *Correspondentie van Mr. M.M. Rost van Tonningen*, I, édité par E. FRAENKEL-VERKADE, Den Haag, 1947, p. 80 et In 't VELD, *De SS en Nederland*, pp. 281-282.)

(165) Cfr note 163.

(166) IN 't VELD, *op. cit.*, p. 1117.

(167) J. VAN DE WIELE, *Op zoek naar een Vaderland*, Brussel, 1942, p. 63.

(168) De cet avenir, seul Hitler déciderait. Mussert s'était fait dire par Himmler, début juillet 1943, que « *Wie der Führer das Reich einrichtet, muss man ihm überlassen* » (In 't VELD, *op. cit.*, p. 1119).

(169) On retrouve partiellement cette terminologie dans une allocution prononcée à Bruxelles, le 20 juillet 1944, par Van de Wiele, devant le personnel de l'administration centrale de la DeVlag. Selon le service de presse de la DeVlag, Van de Wiele déclara : « Nous devons établir, de la Normandie à Dantzig, l'unité néerlando-flamande en connexion avec la communauté bas-allemande et en collaboration avec le Grand *Reich* germanique. » (CREHSGM, DeVlag, II, 7.)

(170) Selon Canaris, Himmler fit comprendre qu'après la guerre, la Belgique serait rayée de la carte en tant qu'Etat indépendant et ferait partie du *Reich*. Van de Wiele et Elias auraient en réagissant négativement, le premier prudemment, le second franchement, suscité l'irritation d'Himmler (Canaris à l'auteur, 6 septembre 1975). Le témoignage d'après-guerre de Canaris n'est pas contrôlable.

(171) Pv. Elias, 27 juillet 1946 et ses deux écrits cités à la note 159.

des trois grands fleuves, le Rhin, la Meuse et l'Escaut, était révélatrice ⁽¹⁷²⁾. (En mai 1942, déjà, dans un de ses propos de table, Hitler avait déclaré que les Allemands n'abandonneraient jamais les positions fortifiées le long de la Manche pour se replier dans l'étroite baie de la mer du Nord ⁽¹⁷³⁾.) Pour le reste, Himmler voulait bien admettre l'existence d'une langue néerlandaise ⁽¹⁷⁴⁾. Revenant aux conditions d'Elias, il déclara qu'il ne pouvait être question d'une dissolution de la DeVlag ou d'une limitation de son activité au domaine purement culturel ⁽¹⁷⁵⁾. « Vous me demandez la victoire », aurait-il alors répondu ⁽¹⁷⁶⁾. Le VNV et la DeVlag avaient tous les deux leur mérite propre. Aucun arrangement n'était donc possible à l'exception d'une activité parallèle avec, cependant, abstention réciproque de toute attaque ouverte pour la durée de la guerre. A la question d'Himmler à Van de Wiele de savoir s'il pouvait garantir que la DeVlag s'abstiendrait d'attaquer le VNV, la réponse fut immédiate et affirmative. Ce ne fut pas le cas avec Elias. A trois reprises le chef du VNV assura être personnellement disposé à donner cet ordre mais déclara ne pouvoir garantir qu'il serait suivi par les membres du VNV. Himmler s'étonna : le VNV n'était donc pas un mouvement autoritaire ? S'il faut en croire Elias, sa réserve réitérée à trois reprises ne fut pas inspirée par la conscience de sa faiblesse mais n'était qu'une preuve de son « mauvais vouloir » ⁽¹⁷⁷⁾. Himmler demanda encore si Elias était disposé à supprimer l'interdiction du recrutement pour la *Waffen-SS*. Sans hésiter, Elias refusa.

Au cours du bref entretien privé avec Elias, en présence de Berger, le lendemain matin (1^{er} mars), Himmler aurait (selon Elias) déclaré « que ses espoirs avaient été déçus ». Dans cet ordre d'idées il aurait fait allusion à

(172) La déclaration d'Himmler sur l'embouchure des trois grands fleuves est confirmée par Van de Wiele qui précise cependant qu'on n'envisageait que l'occupation de points d'appui militaires (Pv. Van de Wiele, 30 juillet 1946, Arch. pers. A.). En fait, Elias avait, en quelque sorte, précédé Himmler lorsqu'en avril 1943, dans un discours thiois prononcé à Gand, il avait proclamé : « Notre patrie se trouve à l'embouchure de nos trois grands fleuves, sur le territoire des Pays-Bas formé par le delta de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin. » Cfr *Kanttekeningen*, II, RBHC, VII, 1976, p. 389.

(173) A. HITLER, *Libres propos sur la Guerre et la Paix*, éd. par F. Genoud, t. 2, Paris, 1956, p. 116. H. PICKER, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier*, Stuttgart, 1976, p. 115.

(174) « Le Dr. Elias me raconta à propos de son entretien avec Himmler que ce dernier avait dit que nous n'étions pas un peuple distinct, que nous n'étions pas différents des Allemands. Peut-être pouvait-on considérer le néerlandais comme une autre langue. » (Pv. Wijndaele, secrétaire général adjoint du VNV, 28 mai 1946, Arch. pers. A.). L'historien américain E. Knoebel prétend que selon Himmler, le flamand n'était qu'un dialecte allemand. Un autre « changement phonétique » et le flamand serait devenu de l'allemand (E. KNOEBEL, *Racial Illusion*, p. 183. L'auteur toutefois ne cite pas sa source). Selon Mussert, Goering n'aurait considéré de même le néerlandais que comme un dialecte bas-allemand. Mais selon Hitler, le néerlandais et l'allemand étaient bien deux langues distinctes (*Het Proces Mussert*, p. 138).

(175) Pv. Van de Wiele, 1^{er} juillet 1946 et pv. Elias, 27 juillet 1946 (Arch. pers. A.).

(176) Selon une lettre du 25 juillet 1944 de J. Olaerts, à ce moment bourgmestre de Genk, à Th. Brouns, chef régional du VNV pour le Limbourg. Olaerts recueillit ces propos de la bouche d'Elias lorsqu'en avril-mai ce dernier était venu s'expliquer devant les dirigeants du VNV limbourgeois au sujet de son entretien avec Himmler (GREHSGM, JMB/DJ, III).

(177) Cfr notes 171 et 175.

« l'influence de milieux cléricaux ». Elias déclara qu'il était prêt à dissoudre le VNV si Himmler l'ordonnait mais qu'il ne pouvait agir contre ses convictions. Himmler ne retint pas cette suggestion. Une dissolution du VNV relevait de son propre chef. Himmler aurait terminé l'entretien en faisant la leçon : on ne pouvait jamais abandonner la lutte ; c'est celui qui avait les nerfs les plus solides qui l'emporterait ⁽¹⁷⁸⁾.

On sait très peu de choses au sujet de l'entretien, qui suivit immédiatement, entre Himmler et Van de Wiele. Selon ce dernier, il ne dura que quelques minutes. Himmler répéta qu'il ne comprenait pas Elias. Il demanda à Van de Wiele « d'éviter tout affrontement et d'œuvrer à l'unité ⁽¹⁷⁹⁾ ». Il ajouta, selon ce dernier, qu'il partageait ses vues en ce qui concerne le rôle des peuples dans l'Europe d'après-guerre. La tâche du chef de la DeVlag était moins lourde que celle du *Reichsführer-SS*. Il était, en effet, plus aisé de convaincre cinq millions de Flamands qu'en tant que Germains ils pourraient encore jouer un rôle dirigeant dans le *Reich*, que d'amener les nonante millions d'Allemands, qui ne se sentaient tout au plus que Grands Allemands, à se considérer comme Germains ⁽¹⁸⁰⁾.

Au cours de la brève audience commune à laquelle Berger et Jungclaus étaient également invités, Himmler insista à plusieurs reprises sur la nécessité d'éviter des attaques réciproques et fit une petite concession au VNV : la *SS-Sturmbrigade Langemarck* porterait dorénavant le qualificatif *Flämische*. On ne sait s'il répondait par là à un souhait d'Elias ou s'il accédait à une proposition de Jungclaus. La première hypothèse semble la plus vraisemblable ⁽¹⁸¹⁾.

Canaris se mêla-t-il aussi à la discussion purement politique qui se déroula au cours du voyage nocturne Berlin-Salzburg ? En fait, il n'était pas compétent étant donné que c'est uniquement en vue de sa participation à un entretien ultérieur sur la nomination d'un HSSPF à Bruxelles qu'il était invité ⁽¹⁸²⁾. Selon une déclaration d'après-guerre d'Elias, Canaris se tut et donna l'impression qu'il se comportait comme un observateur extérieur ⁽¹⁸³⁾. Van de Wiele, par contre, se souvenait que Canaris, contrairement à Jungclaus et à l'encontre d'Himmler, défendit le point de vue des *deux* Flamands présents : on ne pouvait brusquer les Belges ⁽¹⁸⁴⁾. Canaris est en partie d'ac-

(178) Pv. Elias, 27 juillet 1946 et les deux écrits du *Leider* cités à la note 159. Lettre d'Elias à l'auteur, 19 novembre 1965 (Arch. pers. A.).

(179) Pv. Van de Wiele, 1^{er} juin 1946 (Arch. pers. A.).

(180) Himmler développa le même thème au cours de son entretien avec Mussert, le 8 juillet 1943 : « *Es ist ganz klar, dass auch der Deutsche ein Germane werden muss, wobei Sie [Mussert] aber immerhin die 90.000.000 berücksichtigen müssen. Rein zahlenmässig wird sich das grosse Schwungrad der 90.000.000 viel schwerer in Bewegung setzen lassen, als das kleinere Rad der 9.000.000 Niederländer.* » (IN 't VELD, *op. cit.*, p. 1122.)

(181) *Kanttekeningen*, II, RBHC, VII, 1976, p. 390 et TB 27 (T-501, 106, 917).

(182) Cfr *infra*, p. 135.

(183) Pv. Elias, 21 février 1950 (Proc. Can. 0113).

(184) Pv. Van de Wiele, 21 février 1950 (Proc. Can. 0194).

cord avec Van de Wiele : au début du voyage nocturne, il défendit, prudemment, la ligne politique de l'administration d'occupation à Bruxelles. Pris à partie par Himmler, il se tut ⁽¹⁸⁵⁾. (Remarquons qu'il s'agit ici de deux témoignages incontrôlables d'après-guerre.)

Il serait intéressant de connaître l'atmosphère des entretiens. Selon Canaris, dont le témoignage ne vaut que pour la nuit du 29 février au 1^{er} mars, elle fut assez détendue. Himmler n'aurait été agressif de temps à autre qu'à l'encontre d'Elias ⁽¹⁸⁶⁾. Constatons toutefois que celui-ci n'en fait point mention dans ses notes à propos des conversations avec Himmler.

Le *Reichsführer*, ainsi qu'il le reconnut lui-même, fut non seulement déçu dans son attente par Elias mais à tel point vexé par l'attitude négative de ce dernier que le 1^{er} mars, dans la matinée, quelques heures après la conversation nocturne entre Berlin et Salzbourg, il exprima à Jungclaus, et peut-être également à Kaltenbrunner, sa résolution de faire arrêter le chef du VNV s'il persistait dans sa résistance à la politique SS après son retour en Belgique. Canaris en fut immédiatement informé par Jungclaus (ou Kaltenbrunner). Selon une note d'après-guerre de Canaris, lui-même et Jungclaus auraient reçu, le 1^{er} mars, l'ordre verbal d'Himmler d'arrêter Elias et de le transférer en Allemagne si celui-ci ne soutenait pas la politique d'*Anschluss* du *Reichsführer* ⁽¹⁸⁷⁾. Contrairement à ce que prétend Van der Elst ⁽¹⁸⁸⁾ il ne fut jamais question d'une arrestation immédiate du chef du VNV alors qu'il était encore en Allemagne en tant qu'hôte d'Himmler ⁽¹⁸⁹⁾. On peut difficilement imaginer qu'Himmler et les collaborateurs qui l'entouraient à Salzbourg, Kaltenbrunner, Berger, Canaris et Jungclaus, aient pu envisager une telle erreur politique. Si Elias avait été emprisonné, Van de Wiele serait rentré seul en Belgique et l'invitation d'Elias par Himmler eut été considérée comme un piège et ce, pas seulement dans les milieux du VNV.

Dans les journaux du 2 mars 1944, il parut un communiqué du DNB de Berlin daté de la veille ⁽¹⁹⁰⁾. Il se bornait à signaler que le *Reichsführer-SS* avait reçu, en audience commune, en présence du *SS-Obergruppenführer*

(185) Lettre de Canaris à l'auteur, 6 septembre 1975.

(186) Lettre de Canaris à l'auteur, 6 octobre 1975.

(187) Liste d'ordres reçus par Canaris au cours de ses deux mandats à Bruxelles. Manuscrit non daté (vraisemblablement de 1946) et rédigé par Canaris en prison. « I. Befehle Himmlers... 2.) Mündlicher Befehl vom 1.III.1944 (sowohl an Jungclaus als auch an mich) Dr. Elias zu verhaften u. ins Reich zu bringen, wenn er die von ihm [Himmler] gewünschte Anschluss-Politik Flanderns an das Reich nicht unterstütze. » (Proc. Can. 0157.) Le témoignage de Canaris concernant une arrestation d'Elias envisagée par Himmler en 1944 est unique. Il n'y a, a priori, aucune raison de douter de sa crédibilité, son témoignage n'ayant aucun rapport direct avec son procès.

(188) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 186.

(189) Lettre de Canaris à l'auteur, 6 août 1975 et *Kanttekeningen II* dans RBHC, VII, 1976, pp. 392-396.

(190) E.a. dans *Brüsseler Zeitung* et *Volk en Staat*.

Berger et du *SS-Gruppenführer* Jungclaus, les chefs du VNV et de la DeVlag et ne disait rien au sujet des résultats de l'entrevue. Il n'y en avait d'ailleurs aucun à l'exception de la promesse de non-belligérence des deux chefs flamands et de la (médiocrement consolante) promesse d'Himmler de dorénavant appeler « flamande » la *SS-Sturmbrigade Langemarck*. Politiquement, l'éprouvant déplacement n'avait rien apporté au chef du VNV. Sans qu'il ait pu le prévoir, il avait, par sa demande d'une entrevue, donné l'occasion à un Himmler surpris d'imposer à nouveau son intervention dans la *Flamenpolitik* de l'administration militaire. Le *Reichsführer-SS* en avait habilement profité pour atteindre un triple résultat. 1) La négation du *Militärverwaltungschef* Reeder dans l'une de ses compétences d'importance vitale : le contrôle de la collaboration politique en Flandre. 2) La reconnaissance explicite de la DeVlag en tant que concurrent valable d'un VNV qui en était ainsi réduit à une défensive accrue. 3) L'affaiblissement du prestige d'Elias, revenant les mains vides, à l'intérieur de son propre parti. Il devait, peu après, constater que la gratitude n'est pas du domaine de la politique et être qualifié de *Versager* (l'homme sans succès) par certains déçus (191).

Il n'est pas sans intérêt d'apprendre comment la propagande allemande a commenté quelques mois plus tard, dans une publication « très confidentielle », le résultat de l'entretien de Salzbourg. Fin août, six semaines après que la *Militärverwaltung* eut dû céder la place à une *Zivilverwaltung*, un article intitulé : *Le commissaire du Reich en Belgique et dans le Nord de la France* (192) parut dans *Die Lage*, organe de la direction centrale de la Propagande du NSDAP et du Ministère de l'Information et de la Propagande de Goebbels. En Flandre, y lisait-on, le VNV « ne présente plus aucun intérêt du point de vue allemand » après que son chef, Elias, eut refusé d'accéder à la demande du *Reichsführer-SS* de collaborer avec la DeVlag sur la base d'un programme politique unitaire. Elias, en effet, ne reconnaissait pas « une communauté d'intérêt germanique ». Il ne voyait la libération de la Flandre que par un programme particulier (*Separatprogramma*) d'orientation clérico-bourgeoise qui tendait à l'établissement d'un Etat intermédiaire le long de la Manche (193).

(191) TB 27 (T-501, 106, 911).

(192) *Die Lage*, 23 août 1944, pp. 9-10.

(193) « *In Flandern musste der Vlaamsch Nationaal Verbond für das deutsche Interesse ausscheiden, nachdem sein Verbandsführer Dr. Elias den Versuch des Reichsführers-SS, den Nationalverband und die Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft auf ein einheitliches politisches Programm zu einigen, daran scheiterte, dass Dr. Elias die Anerkennung einer gesamtgermanischen Zielsetzung verweigerte und stattdessen die flämische Befreiung lediglich für ein « Dietsches » bürgerlichklerical orientiertes Separatprogramm beanspruchen wollte, das auf die Errichtung eines eigenen Zwischenstaates am Kanal abzielt.* »

§ 4. L'entretien Himmler-Kaltenbrunner-Berger-Jungclaus-Canaris (1^{er} mars 1944)

Le 1^{er} mars 1944, quelques heures après qu'Elias et Van de Wiele eurent pris séparément (194) le chemin du retour en Belgique, Himmler eut une seconde conversation en son train spécial, encore stationné dans la région de Salzbourg. Quatre hauts dignitaires SS de la police et de la politique y participèrent : Kaltenbrunner, chef du RSHA ; Berger, chef du *SS-Hauptamt* ; Jungclaus, représentant politique d'Himmler en Belgique et Canaris, chef de la *Sipo-SD Dienststelle* de Bruxelles. Contrairement au premier entretien qui avait été de nature politique (les relations VNV-DeVlag), le second fut consacré à la mise au point d'une tactique d'élimination discrète de la longue résistance de Reeder à la nomination d'un HSSPF dans son ressort.

Il est nécessaire, pour comprendre le déroulement de cet entretien, d'en éclairer le contexte immédiat. Des faits connus, il apparaît que Reeder était bien informé concernant les plans d'Himmler et plus particulièrement concernant son intention de discuter de la procédure de nomination d'un HSSPF à Bruxelles avec Canaris et Jungclaus et leurs chefs respectifs, Kaltenbrunner et Berger. Officieusement et par correction, Canaris fit savoir à Reeder, son chef direct à Bruxelles, qu'il était attendu par Himmler (195). Le 28 février, quelques heures avant son départ pour Berlin, il avait même encore rencontré le *Militärverwaltungschef* à Bruxelles et, selon sa version d'après-guerre, avait informé Reeder des plans d'Himmler. Tous deux s'accordèrent sur le fait que la nomination éventuelle de Jungclaus, avec compétence policière et politique, aboutirait en fait à la reconnaissance au représentant du *Reichsführer* de l'entière compétence gouvernementale en Belgique. (Il est significatif qu'Himmler n'émit aucune prétention sur le terrain économique, qu'il estimait, suivant Reeder, trop dangereux.) Reeder se demandait si Jungclaus serait en mesure d'assumer son nouveau rôle. Pour mettre Himmler en échec, il en revint partiellement au projet de compromis élaboré fin décembre par Kaltenbrunner : en tant que HSSPF, c'est à lui et non à von Falkenhausen que Jungclaus serait directement subordonné. C'est à cette seule condition qu'il se déclara prêt à accepter le plan d'Himmler. Canaris exprima son plein accord à cet égard (196).

Deux remarques s'imposent avant de poursuivre. 1) Environ un an auparavant, le *Militärverwaltungschef*, appuyé par von Falkenhausen et en ré-

(194) Cfr *supra*, p. 128.

(195) Pv. Reeder, 20 décembre 1949 (Proc. vF. 1739).

(196) Note de Canaris : *Inbibierung der totalen Machtergreifung in Belgien durch Himmler*, Nivelles, prison, 10 août 1946 (Arch. pers. A.). — Quelques semaines après son arrestation par les Américains dans la région de Milan (avril 1945), Canaris avait déjà fait état, au cours d'interrogatoires par les services de renseignements militaires britanniques, des faits traités ici. Le rapport de son important témoignage est presque identique sur le fond avec sa propre note du 10 août 1946. De ce rapport (signé par l'interrogateur britannique et non contresigné par Canaris), on ne dispose que d'une lamentable traduction française dont certains passages sont quasi incompréhensibles (Proc. Can. 0097).

ponse à la furieuse lettre du 16 février 1943 d'Himmler, avait menacé de démissionner si un HSSPF était nommé à Bruxelles (197). Fin février 1944, il se déclare prêt à l'accepter à la condition que l'intrus lui soit directement soumis — ce qui prouve qu'il a conscience de ne plus avoir les moyens de s'opposer à la présence d'un représentant d'Himmler. 2) L'entretien officieux du 28 février entre Reeder et Canaris éclaire les relations personnelles et officielles des deux partenaires et leur collaboration de fait, en tout cas remarquable, contre Himmler à l'encontre de la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Cette forme de collaboration n'était pas tellement exceptionnelle. Heydrich déjà, avait pu se rendre compte de l'impossibilité de nommer à Bruxelles un chef de la Sipo-SD qui ne recueillit point l'approbation de Reeder (198). Rien ne prouve que son successeur, Kaltenbrunner, ait pensé différemment. Au cours de l'instruction de son procès d'après-guerre, le chef de l'administration militaire d'occupation a affirmé explicitement la qualité de sa collaboration avec Canaris et Ehlers qui lui transmettaient régulièrement pour information des documents confidentiels émis par la SS, en sorte qu'il était au courant des manigances du SD et d'Himmler lui-même, à son endroit (199).

Canaris était donc parti, le 28 février au soir, de Bruxelles pour Berlin avec Elias, Van de Wiele et Jungclaus. Arrivé dans la capitale allemande dans la matinée du 29, il quitta pendant quelques heures ses compagnons de voyage pour se rendre à l'immeuble du RSHA et informer son chef du point de vue de Reeder concernant le projet de nomination de Jungclaus comme HSSPF à Bruxelles. Kaltenbrunner, qui souhaitait surtout une solution à l'amiable au conflit Himmler-Reeder, se déclara d'accord avec ce point de vue — quoiqu'avec quelque hésitation (200). Comme nos lecteurs le savent déjà, Canaris, au soir de ce même jour, partit non seulement avec Elias, Van de Wiele et Jungclaus (ses compagnons de voyage depuis Bruxelles), mais

(197) *Cahiers*, 5, p. 41.

(198) *Cahiers*, 3, p. 130.

(199) Cfr *Cahiers*, 3, pp. 41, 146-50, 155, 168-71 et le mémoire de Reeder du 4 avril 1949, pp. 23-27 (Proc. vF. 229). Ce dernier document contient de nombreux renseignements sur la collaboration confiante (pendant plusieurs années) entre Reeder, Canaris et Ehlers contre les services régionaux et centraux du SD qui avaient l'oreille d'Himmler. Les chefs successifs de la *Dienststelle* de la Sipo-SD de Bruxelles, Ehlers et Canaris, eurent la mauvaise réputation d'être *Reederhörig*. Reeder écrit notamment : « *Der Leiter der Dienststelle der Sipo kannte die aggressive Tätigkeit des SD gegen den Militärbefehlshaber und die Militärverwaltung, billigte sie keineswegs; hat vielmehr öfters von dem Inhalt der Befehle [des RSHA] Kenntnis gegeben und mir auch die daraufhin befolgte Reaktion in Berlin mitgeteilt. Die Information war aber rein vertraulicher, privater Art. ...Die wichtigsten und für die Militärverwaltung interessantesten Berichte und Mitteilungen waren nicht die schriftlichen Vorlagen, sondern die vertraulichen Eröffnungen, die mir Kanaris (sic) und Ehlers mündlich machten... Wenn ich persönlich im RSHA vorsprach, war ich vorher van den Leitern der Sipo instruiert worden, was ich nicht sagen möchte, mein Lob bedeutete Tadel im RSHA und umgekehrt.* »

(200) Selon Canaris dans sa note du 10 août 1946 (note 196). Était-il tellement difficile à Kaltenbrunner d'adopter le même point de vue? C'était, en fin de compte, le sien, ainsi que le révélait sa proposition de compromis de fin décembre (Cfr *supra*, p. 119.)

aussi avec Himmler, Kaltenbrunner et Berger, de Berlin à Salzbourg. Après la conversation nocturne dans le train spécial d'Himmler, Elias et Van de Wiele prirent, le 1^{er} mars vers midi, le chemin du retour. Le même jour — nous revenons ainsi à notre point de départ — Himmler, Kaltenbrunner, Berger, Jungclaus et Canaris se réunirent une seconde fois dans le train spécial qui stationnait encore aux environs de Salzbourg.

Sur ce second entretien qui ne traita que de la nomination de Jungclaus, on ne connaît que très peu de choses. La seule source disponible est une note d'après-guerre, du 10 août 1946, de Canaris (201). Selon ce document, Kaltenbrunner introduisit la conversation sans faire toutefois mention de la réserve émise par Reeder concernant la position future de Jungclaus. Canaris demanda alors la parole. S'adressant directement à Himmler, il dit que Reeder souhaitait qu'en tant qu'HSSPF, Jungclaus lui soit directement soumis à lui, le *Militärverwaltungschef* et non à von Falkenhausen, le *Militärbefehlshaber*. Himmler perçut immédiatement la manœuvre de Reeder. Blême de colère, il hurla : « Reeder ne se figure quand même pas qu'il a bien travaillé en Belgique. Le *Führer* le désapprouve entièrement. Je n'ai plus qu'un mot à dire au *Führer* et *Herr* Reeder est définitivement sur le flanc. Dites-lui qu'il cède immédiatement à Jungclaus toutes les compétences (politique ethnique et police) par moi souhaitées et que je vous ordonne de lui signifier qu'un refus sera considéré comme un acte d'insubordination à mon égard (202). » Après cet accès de colère, Himmler, d'une voix claironnante, ajouta à l'adresse de Canaris qu'il attendait que ce dernier l'avise rapidement, par l'intermédiaire de Kaltenbrunner, des dispositions de Reeder à une capitulation totale. Compte tenu de l'opposition tenace de Reeder contre la nomination de Jungclaus, la version d'après-guerre de Canaris est acceptable.

C'est préoccupé d'un torturant problème que Canaris accomplit le voyage de retour de Salzbourg à Bruxelles : comment communiquer au *Militärverwaltungschef*, son supérieur direct, avec la prudence et le tact requis, l'offensante commission du *Reichsführer-SS* (203) ? Il écrit qu'après son retour à Bruxelles, le 4 mars, il hésita pendant deux jours avant de se rendre auprès de Reeder. C'est en présence d'Heym, premier collaborateur politique de Reeder depuis le départ de Thedieck en avril 1943, qu'il fit rapport au sujet de la conversation avec Himmler (204). Il déclara que ce dernier s'en tenait

(201) Comme la note précédente.

(202) « Reeder soll sich nur nicht einbilden, in Belgien viel geleistet zu haben. Der Führer ist gar nicht mit ihm einverstanden. Ich brauche dem Führer nur noch ein weiteres Wort über Herrn Reeder zu sagen und er fällt der Länge nach auf die Schnauze und wird sich nie wieder erheben. Sagen Sie ihm, dass er nunmehr sofort die von mir verlangten Ämter an Gruppenführer Jungclaus abgibt und dass Sie von mir den Befehl haben, ihm zu erklären, jede Weigerung seinerseits als Angriff auf mich zu betrachten. » Selon le compte rendu de la première audition de Canaris par les services de renseignements militaires britanniques (*supra*, note 196), Himmler avait expressément déclaré qu'il ne commandait pas seulement à Reeder en tant que *Reichsführer-SS* mais aussi en tant que ministre de l'Intérieur, fonction qu'il occupait, en effet, depuis août 1943.

(203) Comme note 200.

(204) Affidavit Heym, 2 août 1948 (BAK, *All. Proz.* 4, von Falkenhausen 109).

à son exigence bien connue, tut la brutale injonction et signala quand même prudemment mais suffisamment clairement que le *Reichsführer* s'était montré « assez irrité » (« *ziemlich ungehalten* »⁽²⁰⁵⁾). Reeder répondit qu'il maintenait son point de vue et ne céderait aucune compétence aussi longtemps que la chose ne lui était expressément ordonnée⁽²⁰⁶⁾. Le lendemain, 7 mars, Canaris envoya, en accord avec Heym, un télex à Kaltenbrunner : Reeder, signala-t-il, s'était déclaré disposé en principe (*quod non*) à obéir immédiatement à l'ordre d'Himmler⁽²⁰⁷⁾. Des problèmes inattendus avaient toutefois surgi lors de l'application. Heym informa Reeder de cette manœuvre de retardement sans toutefois, toujours selon Canaris, lui révéler quoi que ce soit à propos de l'humiliante mission⁽²⁰⁸⁾. C'est « très mécontent » que Kaltenbrunner aurait réagi au télex de Canaris. Canaris, seule source disponible en l'occurrence, nous apprend, qu'en collaboration avec Heym, il souligna, dans les semaines et les mois qui suivirent, en des rapports spéciaux et circonstanciés, les difficultés de toute nature qui entravaient le transfert de compétences souhaité, à savoir, notamment, le fait que Jungclaus ne disposait pas du personnel nécessaire et qu'on devrait donc faire appel aux fonctionnaires de la *Militärverwaltung*. C'est ainsi qu'il parvint à lanterner Kaltenbrunner jusqu'en juillet, date à laquelle la *Militärverwaltung* céda la place à une *Zivilverwaltung* avec un *Reichskommissar* flanqué d'un HSSPF. Canaris écrit dans sa note du 10 août 1946 et la chose est confirmée par Heym⁽²⁰⁹⁾ : « Je peux, en conscience, déclarer, qu'en cette affaire si importante pour Himmler, j'ai également volontairement trompé Kaltenbrunner. » Canaris sou-

(205) L'éclat d'Himmler est mentionné dans deux mémoires de Reeder à l'auditeur Wilmart, 4 avril 1949, p. 27, et 2 mai 1949, p. 45 (Proc. vF. 229 et 352). Il est évident que Reeder paraphrase dans ces deux documents ce qu'il avait appris de Canaris.

(206) Comme note 203.

(207) Canaris écrit à Schulz, chef du *Amt I* (Service du personnel) au RSHA, le 15 mars 1943 : « *Im übrigen scheint sich die Frage mit dem HSSPF nun zu klären. Der Militärverwaltungschef, Gruppenführer Reeder, hat den Wunsch geäußert, dem Reichsführer-SS nochmals seine Überlegungen vortragen zu dürfen. Ich nehme an dass dann alles schnell seinen weiteren Verlauf nehmen wird.* » (Proc. Can. 0141.) Il faut y voir un morceau de diplomatie de Canaris.

(208) Dans son affidavit du 2 août 1948 (note 204), Heym affirme que Reeder était certainement au courant de l'ordre humiliant d'Himmler. Selon Canaris, Reeder ne fut complètement informé de la sortie brutale d'Himmler que lors de l'instruction de son procès, par une déclaration du même Canaris (Pv. Canaris, 12 mai 1949. Proc. Can. 0142).

(209) Comme note 204. Brunner, du groupe *Polizei* dans l'administration militaire à Bruxelles, confirme la version Canaris. Dans un mémoire d'après-guerre (non daté, 1949 ?) intitulé : *Die Entwicklung der Polizeigewalt in Belgien während der deutschen Besatzung 1940-1944. Ein Beitrag zu dem Verhältnis der Wehrmacht zur SS* (BAK, *Alliierte Prozesse 4, von Falkenhausen*, 109) on lit (p. 14) : « *Im Frühjahr 1944... verlangte Himmler kategorisch die Einsetzung von SS-Gruppenführer Jungclaus als HSSPF. Standartenführer Canaris wurde mit der Uebermittlung dieser Forderung beauftragt. In dieser Situation erwarb sich Canaris dadurch ein beachtlicher Verdienst um Belgien, dass er durch eine hinhaltende, gefärbte Berichterstattung gegenüber dem eigenen Reichssicherheitshauptamt abermals die Dinge in der Länge zog.* » Brunner tenait probablement son information de Heym ou de Reeder lui-même. Ce dernier note en marge : « *Ich habe Canaris damals gesagt, dass ich unter keinen Umständen mit den Wünschen Himmlers [un mot illisible] würde, was auch folgen möge. (Siehe Aussage Heym Canaris).* »

ligne que son attitude ne fut pas suscitée par une animosité personnelle à l'égard de Jungclaus qu'il considérait comme un « homme correct » mais « entièrement soumis à la volonté d'Himmler ». Canaris n'avait épargné aucun effort auprès de Jungclaus pour lui faire comprendre à quelles difficultés extraordinaires il aurait à faire face si Reeder était amputé brutalement de ses principales compétences. La remarque d'après-guerre de Canaris selon laquelle Jungclaus n'accepta cette argumentation qu'avec mauvaise grâce, est probablement fondée ⁽²¹⁰⁾.

Voyons maintenant comment Reeder réagit à cette nouvelle (et dernière) attaque d'Himmler. Selon sa version d'après-guerre, qu'il faut évidemment lire comme un plaidoyer ⁽²¹¹⁾, l'humiliante exigence du *Reichsführer* lui apparut « si brutale et si dénuée de tact », que, « sous l'empire de la colère » et sans tenir compte de son intérêt personnel, il demanda la protection de Keitel contre « la tentative de chantage d'Himmler ». Il affirma en 1949 qu'il put amener le Feldmaréchal, qui avait déjà fait des promesses verbales à Himmler, à revenir *in extremis* sur celles-ci ⁽²¹²⁾. Cette présentation des faits semble quelque peu exagérée. Il est douteux que Keitel ait cédé aussi facilement au *Reichsführer* que Reeder l'affirma après-guerre. En tant que chef de l'OKW, il avait à plusieurs reprises prouvé qu'il était solidement prémuni contre l'ingérence politique et policière d'Himmler dans la Belgique et le Nord de la France occupée ⁽²¹³⁾. On peut cependant admettre que Reeder, inquiet par la prudente mais suffisamment claire communication de Canaris au sujet de l'irritation d'Himmler, s'est une nouvelle fois empressé de faire appel à la médiation de Keitel et que ce dernier a fourni avec succès l'appui demandé, vu qu'Himmler n'obtint à nouveau pas satisfaction. L'explication de cet échec réside dès lors dans l'opposition de Keitel, dans les habiles manœuvres de Canaris à l'encontre de Kaltenbrunner et surtout dans la neutralité bienveillante de Bormann, chef de la Chancellerie du Parti, qui ne souhaitait pas que l'influence d'Himmler en Belgique occupée fût solidement renforcée ⁽²¹⁴⁾.

L'importante question demeure de savoir pourquoi Himmler manifesta, au début de mars, une telle impatience à faire nommer Jungclaus comme son représentant à Bruxelles. Si on comprend son mécontentement croissant et même son attaque colérique contre le chef récalcitrant de la *Militärverwaltung*

(210) Comme note 196.

(211) Il va de soi que cela vaut pour la version Canaris. Celui-ci n'avait, pourtant, aucun intérêt à déclarer, pendant l'instruction de son procès, qu'il n'avait pas complètement informé Reeder au sujet de l'humiliante mission d'Himmler. Qu'il l'ait fait ou non importe peu. L'humiliante mission de Canaris à l'encontre de Reeder n'est pas douteuse. Elle était dans la logique de l'évolution de la lutte Himmler-Reeder. Deux dures humiliations avaient précédé celle de fin février 1944 : la lettre courroucée d'Himmler du 16 février 1943 (*Cabiers*, 5, p. 30) et la non-invitation de Reeder aux conversations Himmler-Elias-Van de Wiele (*supra*, p. 128).

(212) Mémoire Reeder, 2 mai 1949, pp. 45-46 (Proc. vF. 352).

(213) *Cabiers*, 4 pp. 90, 139-140 ; 5, p. 160 et les sources là citées.

(214) Au sujet de l'attitude de Bormann, cfr *Cabiers*, 5, p. 146.

de Bruxelles qui oubliait qu'il était aussi, fût-ce seulement *ebrenamtlich*, *SS-Gruppenführer*, on s'interroge sur les raisons de cette hâte. Himmler savait pourtant qu'en principe il était déjà décidé depuis le début de janvier d'établir une *Zivilverwaltung* en Belgique et dans le Nord de la France et qu'en conséquence la nomination d'un HSSPF accompagnerait automatiquement celle du *Reichskommissar* à la tête du nouveau régime d'occupation ⁽²¹⁵⁾. Mais ce n'est pas ainsi que le *Reichsführer* voyait les choses. Il souhaitait à Bruxelles un HSSPF à part entière, c'est-à-dire doté des compétences politiques et policières. Pour mettre, à temps, en des mains sûres la politique ethnique de la SS (*Germanische Arbeit*), il s'imposait de hâter la nomination de son protégé, Jungclaus, et ce, avant l'arrivée du *Reichskommissar*. Le nouveau détenteur du pouvoir se verrait ainsi placé devant un fait accompli ⁽²¹⁶⁾.

Ce calcul s'avéra faux, car Reeder avec le discret appui de l'OKW refusa obstinément d'accepter l'humiliante exigence d'Himmler. Celui-ci dut alors se résoudre à patienter jusqu'à l'établissement d'une administration civile et la nomination du *Reichskommissar*. Il devait encore commettre un second mécompte générateur d'un nouvel échec ⁽²¹⁷⁾.

II. APRES SALZBOURG (MARS-AOUT 1944)

Après les entretiens Himmler-Elias-Van de Wiele à Salzbourg des 29 février et 1^{er} mars 1944, l'Administration militaire se maintiendrait encore pendant environ 4 mois et demi. Mais elle savait que ses jours étaient comptés puisque le 3 janvier déjà, à Berlin, en présence de Reeder, la décision de principe était tombée de lui substituer une administration civile avec un commissaire du *Reich* et un HSSPF. Sans illusion sur le résultat final, Reeder ne pouvait plus mener que des combats d'arrière-garde dans lesquels il donna lui-même l'impression de défendre avec de moins en moins de cœur le VNV.

Dans l'étude de l'évolution de la situation après Salzbourg, il faut clairement distinguer d'une part les réactions au niveau inférieur : La DeVlag, le

(215) Cfr *supra*, p. 119.

(216) Comme note 212, pp. 45-46. Selon Reeder, Himmler n'était pas un vif partisan d'une administration civile avec un Commissaire du *Reich*. Il estimait qu'un HSSPF sous ou à côté d'un commandant militaire politiquement faible serait beaucoup plus indépendant que sous un Commissaire du *Reich* pouvant commander sur le terrain de la politique ethnique. Fin 1942, Himmler aurait dit à Reeder : « *Meine Volkstumswünsche will ich in Belgien gesichert haben, die Polizei bekomme ich so wie so.* » Cela doit être ainsi compris : la nomination d'un Commissaire du *Reich* à Bruxelles place automatiquement, via le HSSPF, la police sous mon autorité ; si cela se produit, je dois obtenir des garanties pour ma politique ethnique avant la nomination d'un HSSPF.

(217) Cfr *infra*, p. 178.

VNV et Rex ; et d'autre part les réactions au niveau supérieur : celui de l'administration d'occupation et d'Himmler et Hitler. Le lecteur ne doit pas perdre de vue que, par souci de clarté, nous nous limitons ici aux aspects politiques de l'évolution en question. L'aspect policier fera l'objet de notre prochain et dernier article.

§ 1. La DeVlag, Verschaeve, le VNV

On dispose de peu de sources pour la connaissance de l'état d'âme d'Elias, de Van de Wiele et de leurs partisans respectifs peu après l'entretien avec Himmler de fin février-début mars 1944. Les deux partis respectèrent si bien la consigne du silence donnée par le *Reichsführer-SS* qu'un document allemand qualifia cette discrétion politique « d'inhabituelle en Flandre » (218). Pour répondre à la question de savoir qui se considérait vainqueur et qui se considérait vaincu dans le camp flamand, quelques rares mais précieuses indications peuvent être trouvées dans des rapports de services d'occupation compétents et apparemment bien informés. Selon Reeder, dans la DeVlag, on « n'était pas content de la tournure des événements » parce qu'on « y avait attendu une décision claire et la reconnaissance comme parti national-socialiste (219) ». A cela s'oppose le fait qu'Himmler avait reconnu le droit à l'existence de la DeVlag comme partenaire politique à part entière du VNV en décidant que la lutte ne devait pas finir par l'élimination de l'une des parties et que les meilleurs gagneraient (220) ! En ce qui concerne le VNV, la *Propaganda-Abteilung* constate que « le silence glacial » d'Elias après le communiqué de presse du 1^{er} mars (221) fut ressenti comme « très dégrisant et décevant » par les sympathisants non inscrits au parti et dans les milieux du VNV qui, suite à l'échec des pourparlers, craignaient un renforcement de la tendance thioise (222). La désillusion causa très vite « un certain abattement » et même « une certaine résignation » (223). Reeder également utilisa pour

(218) Selon un rapport de Berlin du 24 mars 1943 dont on n'a pu retrouver l'origine (CREHSGEM, BDC III, Van de Wiele).

(219) TB 27 (T-501, 106, 910).

(220) Van de Wiele reçut-il d'Himmler, après les entretiens de fin février-début mars 1944, l'assurance que la DeVlag était la seule organisation qui avait encore un avenir politique en Flandre ? Il l'affirma le 20 juillet lors d'une réception à Bruxelles à l'occasion de son 42^{me} anniversaire. Selon le service de presse de la DeVlag, il aurait déclaré « dans une éblouissante improvisation... que depuis début mars la décision était prise de reconnaître la DeVlag comme la seule organisation à même de développer le national-socialisme en Flandre » (CREHSGM, DeVlag, II, 7).

(221) Cfr *supra*, p. 133.

(222) *Stimmungsbericht der Propaganda Abteilung Belgien für die Zeit vom 1. bis 29. Februar 1944*, 10 mars 1944, p. 2 (BAK, NS 19/1541 et T-175, 80, 260068).

(223) *Idem* pour mars 1944, 8 avril 1944, p. 1 (BAK, NS 19/1541 et T-175, 80, 260081).

qualifier l'attitude du VNV des termes comme « abatement », « inertie » et « résignation » (224), appréciation allemande qui trouve une confirmation remarquable dans l'éditorial de Jan Brans dans *Volk en Staat* du 23 mars. Le rédacteur en chef responsable, écrivant en connaissance de cause, admet que « les nerfs de nos camarades sont mis à l'épreuve », qu'il « règne depuis des semaines un silence déprimant » et « que dans cette atmosphère tendue certains ont perdu pied ». « C'est la période de la grisaille qui cache encore le soleil », conclut-il plein d'espoir (225). La grave préoccupation de la direction du VNV se révéla encore deux mois plus tard lorsqu'Elías, à la fin d'un voyage politique à travers la Flandre, laissa échapper avec soulagement : « Le mouvement est encore plus fort que je ne le pensais (226). »

Une note plus légère est parfois bienvenue dans un récit aride ; nous nous devons donc de révéler au lecteur le jugement de Berger. Il signala à Himmler que Reeder avait convoqué Elías après son retour de Salzbourg (227). Le placide paysan, raconta-t-il, s'était violemment fâché (228), le chef du VNV ayant refusé de suivre les exigences posées par le *Reichsführer* (229). Reeder (selon Berger, qui en mars n'avait même pas rencontré le *Militärverwaltungschef*) en aurait finalement conclu que le chef du *SS-Hauptamt* avait quand même raison lorsqu'il avait affirmé qu'Elías et le VNV « étaient dirigés par Rome (230) ». Ce qui suit est également révélateur de la présomption du personnage : « Du compte rendu de l'entretien (231) je conclus que le Dr Elías éprouve une crainte physique à mon égard. »

Contrairement à Elías, après la rencontre avec Himmler, Van de Wiele ne dut pas se poser la question : quoi maintenant ? Il n'était que tout naturel que la DeVlag continua la politique de collaboration. Van de Wiele n'avait rien demandé et rien perdu, au contraire. Des deux chefs flamands, il fut, dès lors, le premier à convoquer les dirigeants de son mouvement. La

(224) TB 27 (T-501, 106, 909). Le jugement de Reeder était en grande partie inspiré par les rapports de la *Propaganda Abteilung*.

(225) J. BRANS, *Onvoorwaardelijk vertrouwen* dans *Volk en Staat*, 23 mars 1944.

(226) K. LAMBRECHTS, *Een tocht van de Leider door Vlaanderen* dans *Volk en Staat*, 26 mai 1944. Elías ne fit pas cette déclaration en public, mais au cours d'une conversation avec Lambrechts qui en tant que chef de la propagande du VNV la diffusa dans la presse.

(227) Berger à Himmler, 18 mars 1944 (BAK, NS 19/neu 919).

(228) Reeder était issu d'une famille paysanne du Schleswig-Holstein. Contrairement à l'affirmation de Berger, Reeder n'était pas d'un naturel calme dans les rapports humains mais plutôt d'un tempérament emporté (Lettre du professeur F. Petri à l'auteur, 7 septembre 1979). Cependant, il se dominait dans la rédaction de ses rapports et lettres à Himmler.

(229) Selon Berger, les trois conditions posées par Himmler étaient : 1) trêve entre le VNV et la DeVlag ; 2) lutte contre le bolchévisme ; 3) fidélité au *Führer*. Les sources (incomplètes) disponibles ne font pas apparaître que la question de la fidélité à Hitler fut posée.

(230) La domination du VNV par l'Église catholique est un des éléments risibles de l'argumentation de Berger. Cfr *Cahiers*, 5, p. 88.

(231) La note dont Berger fait ici mention n'a pas été retrouvée. On se demande comment s'y serait exprimée la peur physique d'Elías à l'encontre de Berger.

réunion se tint à Courtrai le 5 mars (232). A son propos on sait seulement que Van de Wiele ne voulut y communiquer aucun détail concernant ses conversations avec Himmler. La ligne demeurait inchangée sous le signe de la fidélité inconditionnelle au national-socialisme, au *Reich* et au *Führer* (233). Van de Wiele parla dans le même sens une semaine plus tard à trois réunions régionales de la DeVlag dans le Limbourg. Du compte rendu très bref qui en a été conservé, il ressort qu'il y traita également des problèmes de tactique (234). Il était essentiel, selon lui, de recruter de nombreux cadres « que nous devons mettre à l'œuvre au moment opportun ». Il est évident qu'il escomptait un affaiblissement sinon la disparition d'un VNV « qui venait de recevoir sa dernière chance ». Il supposait qu'Elias souhaitait dissoudre le VNV mais que la direction du mouvement ne le suivrait pas en ce sens (235). Il nous incombe, concluait-il, « de gagner pour nous les meilleurs éléments du VNV sans attaquer ouvertement le mouvement lui-même (236) ».

De mars 1944 à la fin de l'occupation, la DeVlag n'aurait plus comme activité politique digne de ce nom que le recrutement de volontaires pour le Front de l'Est. Il en alla de même pour le VNV qui, en outre, s'abstenait en matière de recrutement. Dans les deux mouvements, on s'appliqua désormais essentiellement au renforcement de l'organisation interne notamment, par l'organisation de réunions locales ou régionales et par le développement de la formation doctrinale (237). L'explication du déclin des activités réside pour le VNV dans le découragement et la résignation signalés précédemment, pour le VNV et la DeVlag (et aussi pour Rex) par la terreur croissante à laquelle les collaborateurs réels ou supposés étaient exposés par le fait de la Résistance (238). Nous y reviendrons ultérieurement (239). L'évolution des relations dans le camp de la collaboration flamande est importante dans le cadre de notre sujet. Un élément significatif à ce propos est le contact entre Van de Wiele et Verschaeve.

Dès son retour d'Allemagne, Van de Wiele a dû mettre (oralement ou

(232) A l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat de Jan Acke, administrateur de la maison d'édition Steenlandt qui travaillait pour la DeVlag et la *Propaganda Abteilung Belgien*.

(233) TB 27 (T-501, 106, 913-914) et Anna SOENTGEN, *Zeittafel bedeutsamer Begebenheiten aus den Gebieten Politik, Volkstum, Kultur und Verwaltung der Militärverwaltung in Belgien* (BAK, *All. Proz.*, 4, von Falkenhausen, 51). *Fräulein Söntgen*, secrétaire de von Craushaar, et également de Reeder après l'évacuation de la Belgique, dressa ce tableau à l'usage des avocats de Reeder en juillet-août 1949.

(234) A l'occasion des conférences régionales de la DeVlag, Van de Wiele parla le 12 mars à Léopoldsborg, Overpelt et Maaseik (Arch. pers. A.).

(235) Van de Wiele parlait du Conseil de Direction du VNV (*Raad van Leiding*). En fait, Elias ne réunissait jamais ce conseil. Il réunit bien le Conseil général du VNV (*Algemene Raad*), qui rassemblait les cadres jusqu'au niveau du chef d'arrondissement.

(236) Cfr lettre de Verschaeve à Van de Wiele, 10 mars 1944, *infra*, p. 144.

(237) Cfr TB 26 et 28 (T-501, 106, 728 et 975). Circulaire n° 13 de la direction du VNV aux chefs d'arrondissement et le rapport allemand du 24 mars cité en note 218.

(238) TB 26 (T-501, 106, 713-714 et 740).

(239) Cfr article final.

par écrit) Verschaeve au courant. Ce dernier s'appliqua tout aussi vite à procurer à son informateur la satisfaction d'une réponse louangeuse. Cette pièce est datée du 10 mars et n'est disponible que dans une traduction allemande qui fut vraisemblablement établie d'ordre du chef de la DeVlag à l'usage de Berger et Himmler mais qui reflète fidèlement le style bien connu de l'auteur ⁽²⁴⁰⁾. « La vérité est un grand bien et l'on doit s'en réjouir », déclarait Verschaeve au début de sa lettre. « Mais la lumière eut été meilleure et l'éclat encore davantage », poursuivait-il. Un passage sévère pour Elias venait ensuite. « Comme vous me l'avez appris, la Flandre n'a point brillé en la personne de son *représentant* ⁽²⁴¹⁾. Il ne subsiste donc plus que la piètre satisfaction de l'établissement de la clarté. Par ses nombreux et éminents adhérents, le VNV méritait mieux que l'attitude terne ⁽²⁴²⁾ et ambiguë ⁽²⁴³⁾ de son chef, attitude qui cependant a précisément apporté la clarté. Maintenant on sait que notre peuple n'a aucun avenir et aucun salut à attendre de cet homme et des calculateurs politiques de son entourage. Il s'est enfoncé lui-même. Puissent les nombreux bons éléments du mouvement le quitter et entamer le seul travail constructif que notre peuple peut encore entreprendre : lutter et travailler. Prendre le vent est lâche... Qu'au nom du ciel ils luttent et travaillent, sinon pour l'Allemagne, du moins contre le bolchévisme ⁽²⁴⁴⁾. »

En prenant parti pour Van de Wiele, Verschaeve s'opposait immanquablement à Elias. Il n'y avait pas de moyen terme. Verschaeve lui-même le reconnut dans sa lettre à Van de Wiele : « Vous devenez donc notre homme. C'est plein d'espoir et de confiance que je vous salue comme tel. Soyez un chef et procurez-nous des hommes. Notre viril combat d'aujourd'hui deviendra le capital dans lequel les générations futures puiseront la vie ⁽²⁴⁵⁾. » Qu'advierait-il des « thiois » (guillemets de Verschaeve) de l'*Eedverbond* et de *De Nationaalsocialist* ? « Ils vous suivront lorsqu'il auront appris à mieux vous connaître car ce ne sont pas des égoïstes mais des idéalistes loyaux. Leur peuple ! La Germanie ! Voilà les impératifs de leur idéal qui guideront leur vrai mais sûr cheminement. » Rassurant, le conseiller de Van de Wiele ajoutait que ces thiois se sentaient très attachés à l'Allemagne. « Mais ils ne

(240) Verschaeve à Van de Wiele, Alveringem, 10 mars 1944 (BAK, NS 19/251, 85 et T-175, 68, 2584711-12).

(241) Au pluriel. Dans la traduction allemande on lit : « *mit seinen 'representative men' (in seinen Vertretern)* ». Apparemment, Verschaeve désignait Elias et « son entourage de calculateurs politiques ».

(242) Lâche ?

(243) Dans la traduction allemande : « *Linienlose Haltung* ».

(244) Voici la traduction allemande : « *Er hat sich selbst in den Grund gebohrt. Möchten die vielen guten unter seinen Anhängern ihn jetzt verlassen und die einzig aufbauende Arbeit anfassen, welche unser Volk wieder hinaufbringen kann : Kampf und Arbeit. Sehen wie der Hase läuft, ist feige. Dass sie in Gottes Namen kämpfen und arbeiten, und arbeiten mit Deutschland oder mindestens gegen den Bolsjewismus !* »

(245) « *Sie werden also unser Mann. Ich grüsse Sie voller Hoffnung und Vertrauen als solchen. Seien Sie deshalb Mann und geben Sie uns Männer. Unser Männerkampf (männlicher Kampf) von heute, wird einmal zum Kapital, woraus die kommenden Geschlechter Leben schöpfen.* »

préjugent pas de l'avenir. *Ils sont ainsi*. Que le VNV puisse encore les présenter sous un faux jour importe peu. Il n'est pas utile d'en dire davantage (246). »

Réconfortant pour Van de Wiele était l'alinéa final : « Je vous souhaite beaucoup de gloire et bon courage dans votre lourde et belle mission. Tout l'appui moral que je peux vous donner, je vous le donnerai. Que Dieu vous bénisse et vous protège (247). »

Le chef de la DeVlag transmet la lettre de Verschaeve à Berger, lequel jubila : Verschaeve se démarquait clairement d'Elias ! C'est « le premier succès de la démarche des *Flandernfürsten* auprès du *Reichsführer* », écrivit-il avec un brin d'ironie qui s'adressait également à Van de Wiele, son protégé (248). Berger estimait que l'influence de Verschaeve était grande dans le VNV. Il espérait que beaucoup de membres démissionneraient et adhéreraient à la DeVlag (ce qui n'arriva pas). Il put déjà se réjouir lorsque le 29 mars, il apprit qu'Himmler avait écrit sur la lettre concernant Verschaeve la mention « *Sehr Gut* » (Très bien) (249).

Comme l'article *Aan Vlaanderen in 1944*, la réponse de Verschaeve à Van de Wiele éclaire pleinement le cheminement de sa pensée au cours de cette année. Dans son texte de début février, il cherchait encore un équilibre entre le VNV et la DeVlag (250). Un mois plus tard, sur la base d'une information unilatérale de Van de Wiele, il prenait parti contre Elias sans avoir essayé de connaître le point de vue de ce dernier. A Van de Wiele, il écrit qu'il rompait définitivement avec Elias et son entourage « de calculateurs » sans cependant perdre confiance dans les militants VNV. Il était assez étrange qu'en même temps, Verschaeve plaça ses espoirs en Van de Wiele qui rejetait l'Etat thiois — Verschaeve le savait (251) — et dans les thiois radi-

(246) « *Was die sogenannten 'Dietscher' des Eidverbandes betrifft und die vom 'Nationalsozialist', die werden Ihnen folgen, sobald sie Sie besser kennengelernt haben, denn sie haben keinen Egoismus, sind ehrliche Idealisten. Ihr Volk! Germanien! sind die beiden Strahlen ihres Ideals, für das sie die echten, auch die härtesten Wege zu geben bereit sind... Sie lassen, was Zukunft ist, Zukunft bleiben... So sind sie, in welch falschem Licht der VNV sie auch stellen möge. Doch mehr Worte darüber halte ich für zwecklos.* »

(247) « *Ich wünsche Ihnen viel Heil und guten Mut in Ihrer schweren und schönen Aufgabe. Alle moralische Unterstützung, welche ich Ihnen geben kann, werde ich geben. Gott segne und bewahre Sie.* » Comme Van Opdenbosch, le père jésuite bien connu, blâmait Van de Wiele auprès de lui, Verschaeve lui rétorqua : « Van de Wiele ? C'est un homme de cœur et les hommes de cœur sont de braves gens. » A. DE BRUYNE, *Hendrik de Man, Cyriel Verschaeve*, La Panne, 1964, p. 243.

(248) Berger à Himmler, 23 mars 1944 (BAK, NS 19/251).

(249) Brandt à Berger au nom d'Himmler, 29 mars 1944 (BAK, comme note précédente). Pour ses appréciations positives, Himmler utilisait les termes « *gut* » et « *sehr gut* ».

(250) Cfr *supra*, p. 144.

(251) VAN DE WIELE, *Op zoek naar een Vaderland (A la recherche d'une patrie)*, Bruxelles, 1942, p. 58 : « Il n'y aura pas d'Etat thiois. Il n'y en aura pas car il ne peut y en avoir un. » Pour mettre fin « une fois pour toutes, à toute équivoque », Van de Wiele désirait faire deux déclarations précises dans son discours du 29 août 1943 aux journées culturelles germano-flamandes à Bruxelles. La première concernait le *Dietsland*. Van de Wiele déclara : « S'il fallait penser en termes d'Etat... et avoir pour la Flandre le choix entre... la solution d'un petit et terne

caux du *Eedverbond* et de *De Nationaalsocialist* qui, s'opposant en cela au chef de la DeVlag, ne furent jamais « à la recherche d'une patrie ». (*Op zoek naar een Vaderland*, A la recherche d'une Patrie, était le titre d'une brochure publiée par Van de Wiele.) Vansina, son biographe, écrit que « pour certains vieux et fidèles amis, l'attitude de Verschaeve devient, surtout à partir de 1943, inexplicable ⁽²⁵²⁾ ». On ne peut mieux dire. Car lorsqu'en mars 1944 Verschaeve bénit et salue, plein d'espoir, Van de Wiele comme « notre homme », il a déjà cédé aux instances de son ami Geerardijn en faveur de l'adhésion au serment de fidélité thiois ⁽²⁵³⁾. Personne ne s'étonnera que Verschaeve, « quoique non lié à un parti,... ait été considéré comme un des leurs par la DeVlag et les organisations SS ⁽²⁵⁴⁾ ». Lui-même en est responsable ⁽²⁵⁵⁾. Loin d'être au-dessus de la politique (*überpolitisch*) comme l'affirmait Reeder ⁽²⁵⁶⁾, Verschaeve s'y laissa engager dans deux mouvements opposés : les thiois en marge du VNV (plus hostiles que favorables) et la DeVlag. L'histoire de son article *Aan Vlaanderen in 1944* le prouve. Était-il en février-mars 1944 tout à fait conscient de cette contradiction et si oui, qu'est-ce qui le poussait en dehors de l'aspiration à l'unité au sein de la collaboration flamande et à la formation « d'un ensemble néerlandais » susceptible de résister à un ensemble allemand ⁽²⁵⁷⁾ ? Ce sont là des questions qui provisoirement doivent rester sans réponse ⁽²⁵⁸⁾. Une explication généreuse de l'attitude du prêtre politicien réside peut-être dans ce que Reeder appelle « la crédulité et la complaisance de Verschaeve en matière politique » ⁽²⁵⁹⁾.

Le 2 mars, Elias était rentré à Bruxelles de Salzbourg les mains vides. La question inévitable était alors : la poursuite de la politique de collaboration avec la *Militärverwaltung* a-t-elle encore un sens ? (Avec la SS et ses services déguisés elle était arrêtée depuis le 14 août 1943.) Selon Van der Elst, qui peut le savoir en tant qu'avocat et légataire de l'héritage documen-

Etat thiois... et l'annexion pure et simple à l'Allemagne — Pardieu, je choisirais cette annexion, cet *Anschluss*... » Van de Wiele ajoutait cependant immédiatement que ses propos ne visaient qu'à porter « un coup aux vides fanfaronnades de tant d'imposteurs conscients ou non » (*DeVlag*, VI, 2, septembre 1943, p. 68).

(252) VANSINA, *Verschaeve getuigt*, p. 789.

(253) TB 26 (T-501, 106, 700 et 723).

(254) VANSINA, *op. cit.*, p. 789.

(255) Verschaeve écrit cependant : « La politique m'importe peu. Qu'on y pense en ce qui me concerne, résulte du bruit que l'on fait autour de mon nom. » (VANSINA, *op. cit.*, p. 790.) Verschaeve lui-même n'était-il pas à l'origine de ces bruits ?

(256) TB 26 (T-501, 106, 707).

(257) « Une masse est mieux à même de se défendre contre une masse. C'est pourquoi j'ai lutté pour faire une masse unique de tout ce qui est néerlandais... Dans des masses, chacune d'elles a le rôle de son importance. C'est pourquoi l'unité néerlandaise, du Dollart à la Somme, est un mot d'ordre qui doit résister à une Allemagne victorieuse et surtout aux Alliés ; elle ne fait qu'un avec la libération de l'Afrique du Sud. » (VANSINA, *op. cit.*, p. 175.)

(258) On trouvera probablement des éléments de réponse dans la correspondance de guerre conservée, mais dispersée et non encore publiée, de Verschaeve. Une édition scientifique constituerait un apport important à l'histoire de la collaboration politique en Flandre.

(259) « Verschaeve, der als leichtgläubig und hilfsbereit auch in politischen Sachen bekannt ist », écrit Reeder au début mai 1944 (TB 28, T-501, 106, 974).

taire du chef du VNV, la décision d'Elias, d'en finir, fut prise immédiatement après l'entretien avec Himmler⁽²⁶⁰⁾. Pourquoi revint-il sur cette décision après avoir consulté « des compagnons de lutte éminents et responsables »⁽²⁶¹⁾ (non nommés) et ne rompit-il pas avec l'administration d'occupation ? On l'ignore⁽²⁶²⁾. Espérons que Van der Elst, à l'aide de la documentation dont il dispose, nous fournira une réponse définitive à ces deux questions dans sa biographie politique du chef du VNV.

La date précise de la décision d'Elias de ne point abandonner la lutte contre la DeVlag ne peut être qu'approximativement déduite. Le 25 mars, il convoqua le Conseil général du VNV à Bruxelles pour expliquer sa décision. Il déclara que les principes fondamentaux du mouvement demeuraient inchangés. « Celui qui aurait pu penser que les activités du VNV aboutiraient à une trahison de nos principes ne connaît pas notre Mouvement », écrivait Brans dans un commentaire de presse sous le titre éloquent « Nous maintenons »⁽²⁶³⁾. Peu après, au début d'avril, Elias entreprit un voyage politique de plusieurs semaines à travers la Flandre⁽²⁶⁴⁾. Dans des réunions restreintes

(260) VAN DER ELST, *Elias, chef du VNV* dans *Cabiers*, 3, p. 187. Dès le 31 août 1943, tout de suite après les journées culturelles germano-flamandes, F. Wildiers, à ce moment gouverneur d'Anvers, avait insisté dans une lettre à Elias sur la nécessité de poser nettement « l'exigence du maintien de notre autonomie politique et culturelle » et « de mettre fin à la collaboration ». Il fallait saisir l'occasion de rétablir la confiance au sein du mouvement (Arch. pers. A.).

(261) VAN DER ELST, *art. cité*, p. 187. Dans le résumé du discours prononcé le 16 avril 1944 à Gand (cfr *infra*, p. 148, note 266), on lit : « J'ai discuté des deux éventualités avec des Flamands éminents proches du VNV mais non membres du parti. » Par « Flamands éminents », Elias désignait-il notamment des gens comme Leemans et Romsée ? Très vraisemblablement.

(262) *Ibidem*. Van der Elst (pp. 187-188) énumère les raisons qui déterminèrent Elias à poursuivre malgré tout la collaboration. Le sentiment qu'en mars 1944, les collaborateurs étaient à un point de non retour semble la plus acceptable. Peu plausible est l'explication tirée de la « troisième hypothèse », du moins telle qu'on la connaît par la version Elias-Van der Elst : « Dans le cas d'une paix de compromis à l'Ouest et d'une évacuation des territoires occupés en Europe occidentale sans débarquement préalable ou simultané de forces alliées [souligné par nous] ... un espace caractérisé par la vacuité du pouvoir se créerait ou le danger d'une prise du pouvoir communiste devait être sérieusement envisagé... Dans cette 'troisième hypothèse', le VNV devait conserver sa puissance — on pensait surtout à la *Zwarte Brigade* et à la *Wachtbrigade*, les unités flamandes du NSKK — pour, en collaboration avec des forces de l'ordre dont disposaient Romsée et ses amis, maintenir l'ordre et réprimer une éventuelle révolte. » Voir notre critique dans *Kanttekeningen*, II (RBHC, VII, 3-4, pp. 396-400). Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la « troisième hypothèse » était militairement non fondée. En outre, la gendarmerie (qui faisait partie des « forces de l'ordre dont Romsée et ses alliés » croyaient disposer) n'était, en juin 1944, fiable qu'à environ 30 % et cela, selon Van Coppenolle qui, en tant que commandant de corps, pouvait en juger en connaissance de cause (*Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich* de la Sipo-SD de Bruxelles, 12/1944 pour la période du 1^{er} au 15 juin 1944, p. 29. CREHSGM). La « troisième hypothèse » doit surtout être considérée comme une tentative (compréhensible) de justification de la décision d'Elias de poursuivre la collaboration malgré l'entretien décevant avec Himmler.

(263) *Volk en Staat*, 26-27 mars 1944. Brans emprunta probablement le titre de son article à l'allocution d'Elias aux cadres d'arrondissement (cfr note 225). Cfr, en outre, *Stimmungsbericht der Propaganda Abteilung Belgien*, 8 avril 1944 (BAK, NS 19/1541) et le tableau de *Fraülein Söntgen* (cfr *supra*, note 233).

(264) Ce voyage se termina fin mai. Cfr l'article cité à la note 226 de K. Lambrechts, *Een tocht van de Leider door Vlaanderen*.

tes auxquelles seuls les dirigeants de l'arrondissement visité étaient conviés, il informa ses partisans de l'entretien avec Himmler et justifia la décision de ne pas dissoudre le VNV. Dans ce contexte, Reeder signale, comme si la chose le dérange, qu'Elias revient à tout propos avec « son ancien grief » selon lequel « la DeVlag est l'instrument de la germanisation ⁽²⁶⁵⁾ ». On aimerait en savoir plus sur les arguments développés par Elias et les réactions de ses auditeurs ⁽²⁶⁶⁾. Dans une allocution aux membres dirigeants de l'arrondissement Gand-Eeklo prononcée à Gand, le 16 avril, il décrit la situation comme « pénible et tragique ». Si, d'une part, l'Allemagne devait gagner la guerre, une défaite livrant l'Europe au bolchévisme et créant le chaos ; d'autre part, on ne pouvait plus compter sur un « engagement total car plus personne dans nos rangs n'a encore confiance en l'Allemagne ». Reprenant le propos final d'Himmler à Salzbourg : « ce qui est sain vaincra », Elias aurait conclu avec optimisme : « Je sais ce qui est sain. C'est nous. Des branches sans racines dans notre peuple doivent périr... Il y a donc une trêve avec la DeVlag. Je vous demande du sang-froid pour poursuivre l'action dans le calme en étant certains que nous l'emporterons ⁽²⁶⁷⁾. »

Les choses se déroulèrent contrairement à l'attente d'Elias. L'éclaircie que Brans avait espérée « après la grisaille » ne se produisit même pas ⁽²⁶⁸⁾.

Nous n'écrivons pas ici l'histoire de la collaboration politique en Belgique. Nous ne prenons en considération que les faits politiques et policiers qui illustrent l'infiltration de la SS. Dès lors il est important, dans le cadre de cette étude, de voir comment Reeder, après l'entretien Himmler-Elias-Van de Wiele, considérait l'évolution dans le camp flamand et y réagit dans ses rapports d'activité qui étaient, entre autres, adressés à Himmler. On sait qu'il avait, depuis la fin de 1940, protégé le VNV en tant que collaborateur soi-disant provisoire mais en réalité irremplaçable de l'administration d'occupation. Il est donc compréhensible qu'après l'échec de Salzbourg, il n'ait épargné aucun effort pour empêcher Elias de mettre fin à la collaboration avec

(265) TB 29 (T-501, 106, 1052).

(266) L'une de ces réactions est explicitement formulée dans une lettre du 25 juillet 1944 de J. Olaerts, bourgmestre de Genk, à Th. Brouns, chef régional du VNV pour le Limbourg. Selon Olaerts, Elias alla conférer avec Himmler dans le but de signifier qu'après « les nombreuses atteintes allemandes à la nature de notre peuple », la situation était devenue intenable pour le VNV. De là ses trois conditions, rejetées par Himmler qui décida que la lutte n'avait qu'à se poursuivre entre le VNV et la DeVlag. Elias revint les mains vides. Au lieu de « revoir notre politique » il explique maintenant aux réunions des cadres d'arrondissement pourquoi il ne le fait pas et pourquoi le VNV doit poursuivre l'épreuve de force avec la DeVlag. « On nous informe que notre ennemi Van de Wiele (soutenu par les Allemands) va pouvoir utiliser la Flandre et notre peuple comme cobaye. L'avenir montrera à quelle étable le petit animal appartient. Non, Monsieur Himmler, cela je ne l'accepterai jamais. Je ne peux être votre complice... En tant que parti, nous ne pouvons accepter qu'on soumette notre peuple à cette sorte d'expérience. Vous, Elias, répondez : nous n'acceptons pas ! Je rétorque : prouvons-le. Il n'y a qu'une preuve possible : jeter le parti dans la balance. Le reste n'est qu'argutie. » Brouns transmit illico une copie de la lettre d'Olaerts à Elias (CREHSGM, JMB/DJ, III).

(267) Arch. pers. A.

(268) Cfr *supra*, p. 142.

la puissance occupante ⁽²⁶⁹⁾, ce qui aurait joué au profit d'Himmler et de Berger toujours prêts à faire tomber l'indocile *SS-Gruppenführer* qui était aussi *Militärverwaltungschef* à Bruxelles, ou du moins à l'évincer sur les plans politique et policier par la nomination d'un HSSPF. Mais qu'advient-il si le VNV, dans l'application de la décision d'Elias de poursuivre la collaboration, était forcé, par l'évolution dans ses propres rangs, à s'engager dans une voie contraire à l'intérêt de l'administration d'occupation ? Analysant la vision et la réaction de Reeder, on ne peut perdre de vue qu'il n'avait aucun intérêt à rendre la vie difficile à Elias, son protégé. Sa critique de l'attitude du chef du VNV, plus âpre après l'échec de Salzbourg qu'après la rupture avec la SS du 14 août 1943, doit donc être considérée comme sérieuse. Elle représente le minimum auquel il ne pouvait se soustraire malgré le danger de fournir ainsi des arguments contre Elias et lui-même ⁽²⁷⁰⁾.

Reeder ne pouvait ignorer que la décision d'Elias de poursuivre malgré tout la collaboration renforçait les déceptions croissantes et les tensions dans les rangs du VNV et menaçait le parti d'éclatement ⁽²⁷¹⁾. Les cadres dirigeants formaient, du moins vis-à-vis de l'extérieur, un bloc assez fermé autour du chef. (Daels avait déjà démissionné en novembre 1943.) Dans les cadres inférieurs et spécialement dans l'organisation de jeunesse ⁽²⁷²⁾, une âpre opposition se dessinait. Elle handicapait lourdement l'utilisation du VNV sur le plan politique par l'administration d'occupation et contraignait Elias à devoir défendre sa politique sur deux fronts dans ses propres rangs. D'une part, des VNV éminents lui reprochaient « la faiblesse de son opposition à la germanisation » et s'étaient détournés de lui comme du « raté » (« *Versager* ») après la divulgation d'informations sur l'échec des pourparlers avec Himmler : on ne pouvait plus rien en espérer ; d'autre part, il y avait les tenants de l'idée politique thioise qui, progressivement mais clairement, avait reçu un contenu anti-allemand. Ces radicaux escomptaient que le VNV quitterait le camp allemand — certains parce que, séduits par la propagande radiodiffusée des Alliés, ils attendaient des Anglais ce qu'ils avaient d'abord espéré recevoir des Allemands. Reeder ne pouvait qualifier cette évolution que comme « très dangereuse » ⁽²⁷³⁾. (Sans mettre en cause la réalité de la déception

(269) VAN DER ELST, *art. cit.*, p. 187.

(270) L'analyse et la critique de Reeder du comportement d'Elias sont bien précisées dans TB 26 (T-501, 106, 706-708, 720-740), TB 27 (T-501, 106, 910-915), TB 28 (T-501, 106, 969-971, 974-975, 977-978), TB 29 (T-501, 106, 1052-1056), TB 30 (T-501, 106, 1147, 1158-1159).

(271) A propos de cette déception, cfr un passage significatif dans la lettre de J. Olaerts ci-dessus citée (note 266) : « Je ne vois en aucune façon... que nous sommes soutenus par les Allemands parce que nous sommes le VNV, c'est-à-dire le parti qui lutte pour le bien-être des Pays-Bas méridionaux. Je peux tout au plus constater que nous sommes soutenus et protégés en fonction de notre utilité pour les buts de guerre de l'Allemagne. » (CREHSGM/DJ, III.)

(272) Après la création de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen*, automne 1943, la dénomination de l'organisation de jeunesse du VNV, *Nationaalsocialistische Jeugd in Vlaanderen* (NSJV), disparut et fut remplacée par les appellations *Dietse Blauwvoetvendels* (DBV) et *Dietse Meisjesscharen* (DMS).

(273) TB 26 (T-501, 106, 724 et 729-730), TB 27 (T-501, 106, 910-911).

devant l'ambiguïté de la *Flamenpolitik* allemande, on peut se demander si le reproche tardif de certains dirigeants VNV à leur chef et l'évolution tout aussi tardive de l'idée thioise en un sens anti-allemand ne sont pas dus en grande partie à l'évolution, défavorable pour l'Allemagne, de la guerre. Dès le début, les thiois avaient pu se rendre compte de ce qu'un Etat thiois était incompatible avec l'intérêt d'une Allemagne puissante, nationale-socialiste ou non, à disposer d'un large accès à la mer du Nord et à la Manche. Fin juillet 1944, Verschaeve apprendrait d'Himmler lui-même que « la création de la Grande Néerlande... s'opposait aux intérêts vitaux de l'Allemagne (274) ».

Elias s'efforce d'exclure du VNV « les éléments thiois indociles », écrivait Reeder. La question est de savoir s'il le peut encore. Le *Militärverwaltungschef* voyait juste en attribuant la « désorganisation » du VNV par les thiois à « l'agitation » (« *Hetzetätigkeit* ») du prêtre westflamand Maurits Geerardijn (275). Par l'infiltration dans les organisations nationalistes flamandes, il s'efforçait de gagner les dirigeants hostiles à la politique allemande et à celle du VNV à une sorte d'organisation secrète informelle, l'*Eedverbond thiois* (*het Dietse Eedverbond*), qui se proposait l'érection d'un Etat grand-néerlandais et l'indépendance politique « surtout à l'égard de l'Allemagne (276) ». Grande était l'influence de Geerardijn sur la direction de l'organisation de jeunesse du VNV, dans des cercles estudiantins catholiques via le DSK (*Diets Studenten Keurkorps*), sur la rédaction de *De Nationaalsocialist* (l'hebdomadaire que, d'après Reeder, « on peut déjà considérer comme l'organe de la tendance *Eedverbond* au sein du VNV »), sur d'éminents Flamands comme J. Leuridan, chef régional du VNV pour la Flandre occidentale (277).

(274) VANSINA, *op. cit.*, pp. 802-803. A propos de l'opposition allemande à un Etat thiois, Leuridan écrivit, le 22 octobre 1943, à Elias : « O détestable tutelle allemande. Je ne puis supporter cette tutelle, je ne la supporterai pas. » (GREHSGM, Document Jans, n° 102.) Cependant, il n'en demeure pas moins que ce n'est qu'à la condition que la politique thioise soit mise au frigo que l'administration d'occupation à Bruxelles avait accepté la collaboration du VNV à la fin de 1940 (*Cahiers*, 4, pp. 15-18 et 29-30). Leuridan le savait. Toute collaboration avec un occupant ennemi s'accompagne toujours d'une tutelle plus ou moins lourde de celui-ci sur le collaborateur. Lorsque le cours de la guerre évolue défavorablement pour l'occupant, il est normal que le collaborateur ressente durement la tutelle acceptée jusque-là et s'en distancie d'abord avant de s'y opposer.

(275) Il est question de l'action de Geerardijn dans le TB 26 (T-501, 106, 723-724, 745) et le TB 27 (T-501, 106, 910). Sur Geerardijn, voir l'article de J. DELEU dans *Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, I, pp. 565-566.

(276) Le serment de l'*Eedverbond thiois* n'était pas aussi peu nuancé que Reeder ne veut le signifier ici. Il y est bien question de « l'unité populaire et politique » sous une « direction exclusivement thioise », mais aussi (simulacre ?) de « l'unité organique et harmonieuse des peuples germaniques en un bloc de même destin au sein duquel la vie populaire thioise autonome et le peuple thiois s'affirmeront et s'épanouiront dans leur totalité et dans leur unité ». (Arch. pers. A. M. E. Verhoeven nous a transmis le texte du serment. Nous l'en remercions.) Il serait particulièrement intéressant pour l'histoire de la collaboration en Flandre de savoir quand et dans quelles circonstances est né le *Dietse Eedverbond* et comment il a agi. Dans une lettre à Elias, Leuridan reconnut appartenir à « l'école de Maurits Geerardijn des thiois radicaux et anti-belges ». Il souligna cependant qu'il n'existait « aucune organisation Geerardijn » mais seulement « un courant thiois de la forme la plus pure ». (Leuridan à Elias, 22 octobre 1943. CREHSGM, Document Jans, n° 102).

(277) Selon Reeder, la tension Elias-Leuridan était essentiellement le résultat de « l'agitation » (*Hetzetätigkeit*) de Geerardijn (TB 26, T-501, 106, 724).

Reeder ne déniait pas au « très perspicace » Geerardijn une certaine habilité tactique : n'était-il pas arrivé à gagner Verschaeve au Serment thiois ? Muni de photocopies du document et d'une photo des deux prêtres il avait entrepris « de gagner » (« einzufangen ») au *Eedverbond* les admirateurs de Verschaeve (278).

Réaliste, Reeder constatait à nouveau, en avril, que la crise au sein du VNV n'évoluait pas au profit de la DeVlag ou d'un rapprochement avec l'Allemagne (279), mais presque exclusivement au profit de l'idée d'indépendance thioise avec une tendance clairement anti-allemande (280). Au cours de ce mois, Elias avait exclu du VNV quelques chefs du mouvement de jeunesse qui, dans un manifeste, lui avaient violemment reproché de ne pas défendre les intérêts flamands avec assez de vigueur contre les Allemands. (Les exclus n'appartenaient pas au DSK ni au groupe Geerardijn.) Loin de pratiquer un « langage d'esclave », comme Van der Elst le lui impute (281), Reeder ne craignit point de souligner le danger qui, de ce point de vue, menaçait le VNV dans son ensemble et l'administration d'occupation en même temps (282). Selon l'argumentation de Reeder, la crise du VNV n'était rien d'autre qu'une crise de confiance du parti dans l'administration d'occupation et dans la politique allemande tout court. Le rétablissement de la confiance réciproque s'imposait impérieusement (« *gebot der Stunde* »). Si on ne réussissait pas à persuader les partisans de l'Ordre Nouveau que lorsque l'on prononçait le mot Flandre on ne pensait pas seulement à l'Allemagne mais aussi à la Flandre, on bâtissait sur du sable (283). Si la crise de confiance perdurait, il fallait être conscient qu'au moment décisif « l'appareil de collaboration », appui nécessaire de l'administration d'occupation, disparaîtrait en grande partie. Si, par contre, l'opinion publique (c'est-à-dire évidemment l'opinion publique collaboratrice) constatait qu'Elias jouissait de l'appui de services allemands responsables, le danger de perdre la minorité restée jusqu'ici pro-allemande était écarté (284).

Cet appui ne fut pas fourni, sauf, naturellement, par l'administration d'occupation qui, cependant, moins encore qu'auparavant, pouvait s'opposer à l'immixtion politique (*Hineinregieren*) contraignante de la SS. Il serait, cependant, faux d'en conclure que le *Militärverwaltungschef*, pour sauver les apparences, essaya dans ses rapports de présenter sous un jour favorable la politique de son protégé après la rencontre avec Himmler. Il concéda qu'il évitait parfois des mesures contre la presse du VNV lorsqu'elle prenait de façon trop voyante la tournure thioise, ne voulant pas compliquer inutilement

(278) TB 26 (T-501, 106, 724).

(279) Reeder avait émis un avertissement à ce sujet en août 1943 (*Cabiers*, 5, p. 152).

(280) TB 28 (T-501, 106, 969).

(281) *Cabiers*, 3, p. 176.

(282) TB 28 (T-501, 106, 974).

(283) TB 28 (T-501, 106, 970).

(284) TB 26 (T-501, 106, 729-730 et 740).

la position d'Elias ⁽²⁸⁵⁾, mais l'échec de Salzbourg le remplissait de rancœur car celui-ci avait également affaibli sa position de protecteur d'un récalcitrant. Ceci apparaît clairement dans le reproche de Reeder à Elias d'être devenu impuissant en tant que chef du VNV par ses hésitations à prendre des mesures énergiques contre les thiois. « On a l'impression », écrivit le *Militärverwaltungschef* dans son analyse dont il savait qu'Himmler la recevrait, « qu'Elias ne voit pas comment il doit combattre cette action des thiois radicaux et qu'il considère la désorganisation comme trop avancée pour qu'il y soit remédié avec succès sans l'aide allemande. Ses hésitations ont déclenché une évolution qu'il ne peut plus que très difficilement sinon pas du tout arrêter ou neutraliser ⁽²⁸⁶⁾. »

En mai, après la tournée politique du chef du VNV en Flandre, Reeder devait encore souligner que, contrairement à l'affirmation de la propagande du parti, Elias « n'avait plus très bien en main la direction du VNV ⁽²⁸⁷⁾ ». (Pour la première fois, il appelait Elias le « *Leider* » entre guillemets.) Bien qu'il l'eut jusqu'ici ouvertement protégé contre Himmler et ses partisans, il n'acceptait pas qu'il cueille auprès de ses adeptes les fruits de son attitude de refus lors des conversations avec le *Reichsführer-SS*. « Si », comme Reeder l'exprima immédiatement après l'entretien, « malgré la visite auprès du *Reichsführer-SS* les tentatives d'établissement d'une trêve entre le VNV et la DeVlag en vue d'une collaboration et d'une fusion ultérieure échouent définitivement, le chef du VNV, Elias, doit être habilement mis en défaut afin que son prestige ne croisse pas auprès des nationalistes flamands. Il ne doit, en particulier, pas apparaître comme le fer de lance de l'idée nationale flamande face aux soi-disants projets de germanisation ⁽²⁸⁸⁾. »

La désapprobation d'Elias fut, par ailleurs, indubitable dans le commentaire de Reeder lors de l'hommage rendu à Verschaeve à l'occasion de son septantième anniversaire les 14 et 15 mai à Bruxelles. A « ces journées solennelles pour toute la Flandre », le chef du VNV était resté absent. Il n'était pas venu écouter la parole de Verschaeve, « garant de l'unité flamande ». Il avait même refusé d'assister, parce que Van de Wiele y était aussi invité, à une cérémonie d'hommage « à la plus éminente personnalité vivante en Flandre » lors de sa promotion au grade de docteur *honoris causa* de l'Université de Cologne. Beaucoup de ses partisans n'avaient pas compris cette

(285) TB 26 (T-501, 106, 720).

(286) TB 26 (T-501, 106, 724).

(287) TB 29 (T-501, 106, 1052).

(288) « Falls trotz des Empfanges durch den Reichführer-SS die Bestrebungen endgültig scheitern sollten, zwischen VNV und DeVlag einen Burgfrieden zustande zu bringen mit dem Ziele einer Zusammenarbeit und späteren Vereinigung, muss der Leiter des VNV, Dr. Elias, so geschickt in Verzug gesetzt werden, dass seine persönliche Resonanz bei den Nationalflamen tatsächlich nicht steigt, und er insbesondere nicht der Vorkämpfer der nationalflämischen Idee gegen die sogenannten Verdeutschungsabsichten wird. » (TB 26, T-501, 106.) De ce passage du TB de Reeder, Van der Elst donne une interprétation contestable (*Kanttekeningen*, II, RBHC, VII, 1976, pp. 376-378).

attitude ⁽²⁸⁹⁾, déclarait-il (il exprimait ainsi prudemment sa propre opinion). Sa désapprobation fut encore renforcée par le refus obstiné d'Elias de recruter pour la *Waffen-SS*. En mai, le chef du VNV avait interdit à ses partisans de participer à une réunion de recrutement à Anvers au cours de laquelle Borms avait prononcé une allocution ⁽²⁹⁰⁾. Reeder rendait par contre hommage à Van de Wiele et Degrelle qui avaient encore recruté en juin et posé par là un acte politique noble « alors que beaucoup de leurs partisans étaient probablement enclin au doute et à la pusillanimité ⁽²⁹¹⁾ ». L'exigence d'Elias de garanties politiques avait-elle encore un sens ? Reeder invoquait la « jeune génération du Front » selon laquelle le temps n'était pas venu de lier la collaboration avec l'Allemagne à des « garanties particulières ⁽²⁹²⁾ ».

La critique de Reeder — comme on aura déjà pu le remarquer — était uniquement dirigée contre le chef du VNV et ceux qui lui étaient restés fidèles. Mais il savait que certains éléments dirigeants du VNV (au nombre desquels il ne comptait pas Elias) et tous ceux qui, pour l'une ou l'autre raison, n'étaient plus d'accord avec l'administration militaire, avaient déjà cherché un refuge dans « l'idée thioise » (les guillemets sont de Reeder), interprétée dans un sens anti-allemand ⁽²⁹³⁾. Les « éléments douteux », les « opportunistes » et les « attentistes » avaient déjà quitté le navire allemand en perdition ⁽²⁹⁴⁾. Dans l'ensemble, cependant, pensait-il, les VNV raisonnaient sainement : avec Verschaeve et Borms, ils étaient convaincus que seuls le rétablissement de l'unité et une victoire allemande pouvaient encore sauver la Flandre ⁽²⁹⁵⁾. Il constatait avec plaisir que « la volonté de lutter jusqu'au bout était sans exception, tant en Flandre qu'en Wallonie, le mot d'ordre des

(289) TB 29 (T-501, 106, 1053). Selon Verschaeve, l'absence du VNV « ne fut presque même pas remarquée » (VANSINA, *Verschaeve getuigt*, p. 798). L'hommage organisé par le conseil culturel flamand se déroula dans le grand studio de Radio Bruxelles. Mayr-Falkenberg, représentant de la *Wilhemstrasse* auprès de l'administration d'occupation, écrivit à son ministre que « l'intérêt de la population flamande » avait été minime, un fait qui était, selon lui, surprenant et ne s'expliquait pas seulement par l'interruption du trafic ferroviaire mais aussi par le fait que Verschaeve était devenu les derniers temps, en raison de ses recrutements pour la *Waffen-SS*, une personne discutée. Du fait que ce recrutement était fortement soutenu par la DeVlag et que le VNV s'en abstenait, « beaucoup de Flamands germanophiles n'étaient pas venus de crainte d'être étiquetés comme partisans de la DeVlag » (Mayr-Falkenberg aux Affaires étrangères, 19 mai 1944. PAB, *Inland II g*, 345 : *Berichte und Meldungen zur Lage in und über Belgien von 1944 bis 1945*, 2). Intéressant est encore le fait signalé par Mayr-Falkenberg d'une tentative infructueuse de la *Militärverwaltung* d'établir une trêve à l'occasion de l'hommage à Verschaeve. On ignore qui fit échouer la tentative. Il est plus que probable qu'Elias ne désira pas rencontrer Verschaeve. La presse allemande avait reçu du Ministère de la Propagande, l'instruction de rendre l'hommage qu'il méritait à Verschaeve, « ce grand Flamand, Germain et Européen » (BAK, ZSg, *Sammlung Oberheitmann*, 79/1944, 27 avril 1944). On rapprochera cette instruction des *Tagesparole* du *Reichspressechef* Dietrich en date du 12 octobre 1943 : se taire au sujet du VNV sauf avis contraire du DNB (cfr *supra*, p. 97).

(290) TB 29 (T-501, 106, 1053).

(291) TB 30 (T-501, 106, 1147).

(292) TB 29 (T-501, 106, 1053).

(293) TB 26 (T-501, 106, 728).

(294) TB 29 (T-501, 106, 1048-1049).

(295) *Ibidem*, 1053.

mouvements d'Ordre Nouveau ». Il notait toutefois cela immédiatement après le débarquement allié en Normandie, lorsque ces mouvements avaient pris conscience de ce que leurs luttes intestines n'avaient plus de sens et que « leur propre vie et avenir » étaient en jeu ⁽²⁹⁶⁾.

Terminons l'esquisse de la vision qu'eut Reeder du déclin politique de son protégé après Salzbourg en répondant à une question qui y est directement liée. Elle ne se pose qu'à un plus haut niveau : comment Hitler et Himmler jugeaient-ils l'utilité politique du VNV au cours de l'été 1944 juste avant la nomination d'un HSSPF à Bruxelles ? Un heureux hasard met l'historien en mesure de répondre avec une relative certitude à cette question capitale ; il nous apprend en même temps comment Hitler et Himmler voyaient l'avenir politique de la Belgique en cas de victoire allemande.

En juillet 1944, après environ trois ans et demi de préparation et d'hésitation, Hitler décida de remplacer la *Militärverwaltung* par une *Zivilverwaltung*. Avant de prendre une décision définitive, il invita, le 12, en son quartier général à l'Obersalzberg, un nombre limité de collaborateurs politiques et militaires du plus haut rang : Himmler, Bormann, chef de la Chancellerie du Parti, Lammers, chef de la Chancellerie du *Reich*, Keitel, chef de l'OKW, Grohé, *Gauleiter* de Cologne et futur *Reichskommissar* à Bruxelles, le général d'infanterie Grase, le futur *Wehrmachtbefehlshaber* pour la Belgique et le Nord de la France. Il est évident que lors de la remise des instructions au nouveau responsable à Bruxelles la question de l'utilité politique des mouvements d'Ordre Nouveau en Belgique ait été abordée ⁽²⁹⁷⁾. Nous nous limiterons ici au VNV et à son rival, la DeVlag. Nous parlerons de Rex plus tard. Le memorandum conservé ⁽²⁹⁸⁾ fait seulement mention des interventions d'Hitler et d'Himmler. On peut donc penser que son contenu est incomplet. Les propos du *Reichsführer* ne font que traduire les idées du *Führer*. En matière de *Germanische Arbeit*, il n'y avait, en effet, aucune différence essentielle entre la politique de l'exécutant, Himmler, et celle du chef, Hitler ⁽²⁹⁹⁾.

Le VNV, estimait Himmler, « insiste de plus en plus les derniers temps sur l'idée grandthioise, c'est-à-dire l'idée d'un Etat souverain, indépendant du Grand *Reich* allemand et groupant 15 millions de bas-Allemands dans l'espace néerlandais-flamand. Cette idée, tirée de l'exemple suisse, est en contradiction avec la solution qu'exige l'intérêt grandallemand ⁽³⁰⁰⁾ ». (Le lecteur va

(296) *Ibidem*, 1048.

(297) Il est fort étonnant que Grohé déclara, après la guerre, lors de ses interrogatoires par la Justice militaire belge à Bruxelles, qu'il n'avait reçu aucune instruction d'Hitler et Himmler (Pv. Grohé, 22 février et 2 mars 1949. Proc. vF. 186 et 196). Pourquoi le *Führer* l'aurait-il alors invité ? Le texte du memorandum (cfr note suivante) écarte tout doute à cet égard. Il est impensable que le rédacteur du document contemporain n'ait fait appel qu'à son imagination.

(298) Publié avec une introduction dans *Cabiers*, 1, pp. 67-129.

(299) *Cabiers*, 4, pp. 27-28.

(300) « *Der V.N.V. ...verfolge letztlich immer wieder den 'grossdietschen Gedanken', d. h. den Gedanken eines vom Grossdeutschen Reich unabhängigen souveränen Staates der Niederdeutschen im niederländisch-flämischen Raum mit etwa 15 Mill. Einwohnern. Diese dem Vorbilde der Schweiz nachgeahmte Gedanke sei das Gegen-*

tout de suite apprendre de quelle solution il s'agit.) A ce moment Hitler interrompt l'exposé d'Himmler. Il dit « estimer que la solution grandthoise est de loin encore plus néfaste que la situation antérieure avec les deux royaumes de Belgique et des Pays-Bas ⁽³⁰¹⁾ ». Himmler enchaîna en louant la DeVlag et son chef, Van de Wiele, qui reconnaissaient l'intérêt allemand. Il définit clairement son objectif à court terme : exclure progressivement les VNV de l'administration et leur substituer des gens de la DeVlag. C'en serait alors fini, il en était persuadé, « des tentatives de chantage du VNV » qui avait souvent imposé ses exigences au *Militärbefehlshaber* par la menace de retirer ses hommes, surtout les bourgmestres, de l'administration ⁽³⁰²⁾. C'était le plan qu'Himmler avait déjà voulu imposer à Reeder, en septembre 1943, après la rupture d'Elias avec la SS, mais auquel le *Militärverwaltungs-chef* s'était opposé avec succès ⁽³⁰³⁾.

La condamnation du VNV par Himmler et l'hommage à la DeVlag ne se comprennent parfaitement que si l'on se rend compte qu'ils avaient été précédés par la déclaration claire d'Hitler concernant le sort politique de la Belgique et que Grohé et Grase reçurent comme instruction. « Notre objectif immuable doit être de mettre la main sur le territoire de la Belgique, la meilleure solution étant de créer un *Reichsgau* flamand et un *Reichsgau* wallon. La mission du commissaire du *Reich* est de poursuivre avec une froideur de glace nos objectifs nationaux ainsi définis dans l'espace belge et de les défendre sans le moindre égard et d'une manière tout à fait égoïste ⁽³⁰⁴⁾. » On ne pouvait compter sur le VNV pour l'accomplissement de cette tâche en Flandre. Himmler l'avait déjà souligné : seule la DeVlag servait l'intérêt allemand. Le VNV thiois avait donc fait son temps. Environ un mois et demi

teil der im grossdeutschen Interesse liegenden Lösung. — Fin juillet 1944, Verschaeve rencontra Himmler en Bavière. « Le souhait de Verschaeve de l'érection d'un Etat grandnéerlandais fut écarté du revers de la main par le *Reichsführer*. Cela n'est pas compatible avec le propre intérêt vital de l'Allemagne. » (VANSINA, *Verschaeve getuigt*, pp. 802-803.) Dans un article intitulé *Der Reichskommissar in Belgien und Nordfrankreich*, et paru dans *Die Lage*, un bulletin édité par le Ministère allemand de la Propagande (23 août 1944), le programme thiois fut caractérisé comme « anti-allemand ». Cfr *supra*, p. 134. — Par « l'exemple suisse », il faut entendre, non la structure fédérale de l'Etat, mais l'évolution à l'écart et en grande partie contre le *Reich* d'un territoire qui en avait fait anciennement partie.

(301) « *Der Führer bezeichnete in einem Einwurf die grossdietsche Lösung als weit schlechter als den früheren Zustand der beiden Königreiche der Niederlande und von Belgien.* »

(302) « *Der Reichsführer charakterisierte dann die unseren Interessen gerecht werdende Einstellung der DeVlag... und ihres Führers Van der Wiele. Die DeVlag umfasse etwa 55.000 zuverlässige Mitglieder, dazu käme eine flämische HJ von weiteren etwa 5-6.000 Mitgliedern. Mit den von der DeVlag zur Verfügung gestellten Leuten müssten wir die Männer des V.N.V. vornehmlich aus den Verwaltungsstellen allmählig verdrängen. Dann wäre allen erpresserischen Versuchen des V.N.V. der Boden entzogen, die ihre Forderungen gegenüber dem Militärbefehlshaber häufig mit der Drohung durchgesetzt habe, sie werde bei Nichterfüllung dieser Forderungen ihre Leute aus der Verwaltung, besonders die Bürgermeister, zurückziehen.* »

(303) *Cabiers*, 5, pp. 153-159.

(304) « *Unser unverrückbares Ziel müsse es sein, das Gebiet Belgiens endgültig in die Hand zu bekommen, wobei die beste Lösung die Bildung eines flämischen und eines wallonischen Reichsgaues sein würde. Aufgabe des Reichskommissars sei es, unsere sobezeichneten nationalen Interessen im belgischen Raum eiskalt zu verfolgen und ganz rücksichtslos und egoistisch zu vertreten.* »

plus tard, fin août 1944, Goebbels dicterait « strictement confidentiel » aux services de la propagande allemande le même mot d'ordre ⁽³⁰⁵⁾.

§ 2. Degrelle

La discorde persistante dans le camp de la collaboration flamande était pour Reeder un problème très désagréable et qui l'irritait. La majorité de la population belge nous est hostile, notait-il avec réalisme au début mai 1944. L'ennemi commun est aux portes mais nos alliés se perdent dans une guerilla peu constructive. La situation est beaucoup trop sérieuse pour qu'on puisse se permettre une telle guerre privée ⁽³⁰⁶⁾.

Ce n'était pas tout. Depuis fin février, le *Militärverwaltungschef* était tourmenté par un autre problème : Degrelle. C'était en fait un mal déjà ancien mais qui s'aggravait et compliquait encore les soucis créés par l'évolution de la situation dans les rangs de la collaboration flamande.

En novembre 1943, après un congé de onze mois, le chef rexiste avait rejoint la *SS-Sturmbrigade Wallonien* au camp d'instruction de Wildflecken. Peu après, cette unité fut engagée à l'aile Sud du Front de l'Est. En février 1944, la brigade s'était illustrée avec la prestigieuse division *SS Wiking* et des unités de l'armée allemande dans les dures opérations de rupture de l'encerclement de Tcherkassy. (Selon Degrelle en 1980, c'était *lui* qui avait « sauvé l'armée allemande ⁽³⁰⁷⁾ ».) Le 20 février, Degrelle avait obtenu la récompense exceptionnelle : la *Ritterkreuz* remise par Hitler en personne au cours d'une réception au *Führerhauptquartier*, réception qui, selon Degrelle lui-même, dura une heure ⁽³⁰⁸⁾. (Après la guerre ça deviendrait huit jours ⁽³⁰⁹⁾)

(305) Cfr *supra*, note 300.

(306) TB 28 (T-501, 106, 972).

(307) Interview de Degrelle dans l'hebdomadaire *Spécial-L'Eventail*, 6 juin 1980, p. 10. L'affirmation de Degrelle vaut d'être citée en entier. Elle est révélatrice de sa suffisance : « Après Tcherkassy, où j'avais sauvé l'armée allemande... Goebbels, Goering, Ley, Sauckel et Speer entre autres, avaient compris que j'avais gagné, que j'avais barre sur Hitler. »

(308) *Le Pays Réel*, 22 février 1944 en référence au communiqué de l'OKW du 21. Voici ce qu'apprend l'agenda de Degrelle concernant la durée de son audience en compagnie de deux généraux allemands qui avaient également reçu une haute distinction dans l'Ordre de la Croix de Fer : « Dimanche 20 février. 10 h. Départ en Fieseler pour Uman. 13 h. Départ en avion pour le G.Q.G. 16 h. Arrivée. Réception chez le RFSS. 18 h. Visite chez RFSS. 20 h. 1/2. Dîner. 21 h. 1/2. Départ à travers les forêts pour le Quartier général du *Führer*. 23 h. Réception. *Ritterkreuz*. 24 h. Conversation avec Himmler jusqu'à 2 h. du matin. 3 h. Vais dormir. » (W. DANAU, *Ainsi parla Degrelle*, XI : *De Tcherkassy à Saint-Sébastien*, Strombeek-Bever, 19, p. 185.) Voir encore notes 310 et 375.

(309) Interview de Degrelle par P. Dastier dans *Le dossier Degrelle*, texte publié dans *Le dossier du mois*, juin-juillet 1963, p. 12. A la question du journaliste : « Vous êtes resté plusieurs jours au Q.G. ? » Degrelle répondit : « Oui, une semaine. Pendant laquelle nous avons beaucoup parlé de peinture, de musique, de littérature et

et puis une nuit ⁽³¹⁰⁾.) L'événement suscita un grand intérêt non seulement de la part de la presse et de la radio belges mais aussi en Allemagne ⁽³¹¹⁾. En haut lieu, on permit à Degrelle d'exploiter politiquement ses prestations militaires ⁽³¹²⁾. Il put rentrer immédiatement au pays et les légionnaires furent récompensés d'un congé spécial qu'ils viendraient passer en Belgique quelques semaines plus tard. Degrelle dit qu'il reçut cette faveur d'Hitler lui-même au cours de sa réception au *Führerbauptquartier* ⁽³¹³⁾. Le 21 février, le lendemain de cette réception, le nouveau titulaire de la Croix de Chevalier parut devant la presse étrangère à Berlin ⁽³¹⁴⁾. Le 22, il était à Bruxelles ⁽³¹⁵⁾. Le dimanche suivant, le 27, il harangua ses partisans enthousiastes dans un Palais des Sports bondé. Le meeting de masse fut une démonstration de grand style. Degrelle brossa d'une façon impressionnante les récents faits d'armes de la *SS-Sturmbrigade Wallonien* ⁽³¹⁶⁾. Reeder, Jungclaus et quatre titulaires de la Croix de Chevalier du *SS-Panzerkorps Leibstandarte Adolf Hitler* assistèrent à la cérémonie. Degrelle eut l'habileté de ne pas oublier les volontaires flamands qui avaient combattu dans la division *SS Wiking* ⁽³¹⁷⁾. Une semaine plus tard (le 5 mars), il parla à un autre

d'histoire... Ses propos de table en font foi d'ailleurs.» Cette affirmation est en contradiction avec les faits incontestables cités dans notre texte. Pour la durée du séjour de Degrelle au FHQ le 20 février 1944, voir note précédente. Il eut mieux valu pour Degrelle qu'il ne citât pas aussi témérement les *Propos de table*. Il eut ainsi évité d'être pour la enième fois confondu par le lecteur critique. Il n'est question de Degrelle qu'une seule fois dans les *Propos de table* : le 27 juin 1942, environ 20 mois avant Tcherkassy et la réception de Degrelle par le *Führer* ! Le nom de Degrelle fut alors prononcé en relation avec la libération de prisonniers de guerre wallons. Degrelle n'était pas présent (Adolf HITLER, *Libres propos sur la guerre et la paix recueillis sur l'ordre de Martin Bormann*, traduits par François GENOUD, I, Paris, 1954, p. 174). Il n'y a dans les sources disponibles aucune trace d'une note sur un propos de table du 20 février 1944, date à laquelle Hitler décora personnellement Degrelle. Bien plus, il n'existe aucune note sur un propos de table d'Hitler avec Degrelle comme commensal.

(310) Cfr note 375 sur la « nuit indicible ».

(311) Cfr instruction (*Tagesparole*) du *Reichspressechef* Dietrich du 21 février 1944 à la presse allemande : les déclarations du général-lieutenant Liebe, du *SS-Gruppenführer* Gille et du *SS-Hauptsturmführer* Degrelle au cours de la conférence de presse de ce jour sur la libération « des unités allemandes de la poche de Tcherkassy méritent la plus grande attention dans les journaux » (BAK, ZSg, *Sammlung Oberbeitmann*, 109/48, p. 47).

(312) Au collaborateur politique français J. Doriot, qui s'était également engagé au front de l'Est en août 1941, avait été promu lieutenant et décoré de la Croix de fer 1ère classe, les congés politiques ne furent octroyés qu'au compte-gouttes (J.P. AZEMA, *De Munich à la Libération 1938-1944*, Paris, 1979, pp. 234-235).

(313) DEGRELLE, *La Campagne de Russie*, Paris, 1949, p. 331.

(314) *Le Pays Réel*, 22 février 1944 (nouvelle en provenance de Berlin du 21) : « Le Chef parle à Berlin de la glorieuse odyssee de la Brigade SS Wallonie. » DEGRELLE, *La Campagne de Russie*, p. 330 : « A l'aube [du 21 février 1944], un avion du *Führer* m'emmena à Berlin où je parlai à une assemblée de journalistes européens. »

(315) *Le Pays Réel*, 23 février 1944 : « Le Chef est parmi nous. » Il était arrivé la veille au soir, le 22 février, à Bruxelles. » Voir encore TB 26 (T-501, 106, 743).

(316) *Le Pays Réel*, 28 février 1944.

(317) TB 26 (T-501, 106, 748). Après avoir signalé que la division *SS-Wiking* et la *SS-Sturmbrigade Wallonien* « sont, pour la plus grande part composées de non-Allemands », *Balming*, l'hebdomadaire de la DeVlag, écrivit dans son numéro du 26

meeting de masse organisé par la *Waffen-SS* française, la Ligue des Volontaires français et la Milice de Darnand au Palais de Chaillot à Paris. En présence de hauts fonctionnaires allemands et français, il souligna la position glorieuse de la brigade dans la *Waffen-SS* et appela les Français à la lutte pour l'Europe⁽³¹⁸⁾. Le 1^{er} avril, on accorda au chef rexiste la faveur de passer ses troupes en revue, le matin à Charleroi, l'après-midi, de façon assez inattendue, à Bruxelles en présence de Reeder, Jungclaus et Sepp Dietrich, commandant du *SS-Panzerkorps Leibstandarte Adolf Hitler* et de nombreux titulaires de la Croix de Chevalier⁽³¹⁹⁾. Le matériel de guerre fut emprunté au corps cité caserné alors à Beverloo. Dans la capitale seulement, dans le quartier de la Bourse, le défilé suscita un assez grand intérêt de la part d'un public essentiellement composé de partisans de Degrelle convoqués pour cause au dernier moment⁽³²⁰⁾. Le chef rexiste avait fait demander si les secrétaires généraux souhaitaient être invités. Au nom de ses collègues, qui l'approuvèrent unanimement, Plisnier, président du Comité, fit savoir que « les secrétaires généraux s'étant interdit de s'occuper de toute question politique... il convenait de ne point les inviter à cette manifestation⁽³²¹⁾ ». Parmi les invités allemands, le grand absent était Berger. Quelques jours auparavant, le chef du *SS-Hauptamt* avait souligné auprès d'Himmler « l'inopportunité politique » de sa présence à la tribune au cours du défilé de la brigade Wallonie alors qu'il était « l'enfant chéri et le roi non couronné des Flamands ». En tout cas, estimait-il, sa présence « entraverait l'action politique ». Il sou-

février 1944, que Tscherkassy « était pour ainsi dire devenu le symbole de la communauté de destin germanique... Il ne peut que nous être d'une grande satisfaction que des Flamands aient également participé à ce fait d'armes, car on sait que la *Sturmbrigade Wallonien* compte de nombreux Flamands ».

- (318) *Le Pays Réel*, 7 mars 1944. Le discours fut publié en brochure par l'*Ersatzkommando der Waffen-SS* français, sous le titre *Aux armes pour l'Europe. Un appel aux Français*. Dans ce discours, il n'est nulle part question de Germains. Cfr encore TB 27 (T-501, 106, 914).
- (319) Compte rendu dans *Le Pays Réel*, 2 et 4 avril 1944 et dans DELANDSHEERE-OOMS, *La Belgique sous les nazis*, IV, pp. 75-78. Par crainte d'une attaque aérienne le défilé ne fut annoncé qu'au dernier moment. Par une circulaire du 29 mars les cadres de Rex apprirent que « pour des raisons techniques », le défilé et la cérémonie à la Grand-Place de Bruxelles n'auraient probablement pas lieu. On conseillait aux intéressés de lire attentivement la presse (CREHSGM, Rex, VII, 41). Les rexistes n'apprirent que dans le courant de l'après-midi et pas par la presse que le défilé aurait lieu.
- (320) TB 27 (T-501, 106, 917-918) et le *Stimmungsbericht de la Propaganda Abteilung Belgien* pour avril, en date du 8 mai 1944 (BAK, NS/19, 1541). Le compte rendu allemand le plus détaillé du défilé de Bruxelles est celui de Callies, *Verwaltungschef OFK Brüssel* (non daté) : « Bei dem Durchzug der Truppe, der einen ausgezeichneten Eindruck machte, verhielt sich das Publikum durchweg teilnahmslos. Zurufe und Begrüßungen gab es nur ganz vereinzelt von Mitgliedern der Rex-Bewegung; lediglich vor der Börse, wo auch auf Grund eines nachmittags bekanntgegebenen Befehls die Mitglieder der Rex-Bewegung und der Rex-Formationen sich eingefunden hatten, kam es zu Ovationen. Sehr auffällig war auch, dass die während des Durchzuges verteilten Flugblätter von niemanden aufgehoben wurden. » (CREHSGM, Microfilm OFK Brüssel, 2e rouleau.) Qu'on ne perde pas de vue que la *Militärverwaltung*, qui nourrissait peu de sympathie pour Degrelle, tenta de minimiser la signification de l'événement.
- (321) Procès-verbal du comité des secrétaires généraux, 31 mars 1944, p. 4. DELANDSHEERE-OOMS, *La Belgique sous les nazis*, IV, pp. 72-73 et 83.

ligna (mais en cela cependant Berger se découvrait) qu'il n'était pas mû par une « vanité blessée ⁽³²²⁾ ».

Il faut reconnaître que la démonstration militaire à Bruxelles avec Degrelle comme glorieuse figure centrale était un événement sans pareil en Belgique et dans tous les pays occupés. Du point de vue de la propagande le chef rexiste n'aurait pu souhaiter davantage de la part des hautes instances allemandes. L'heure de Degrelle avait-elle sonné ? Il ne ménagea pas ses efforts pour le faire croire. En tout état de cause, il est évident que Reeder allait dorénavant devoir tenir compte du prestige militaire incontestable du chef de Rex qu'il avait jusqu'alors, malgré la protection déclarée d'Hitler et d'Himmler, volontairement négligé en raison de son manque de poids et de son attitude pro-belge (*belgizistisch*). Le fait politique de l'atteinte portée à la confiance déjà fort chancelante du VNV en l'occupant par le prestige croissant de Degrelle était également grave pour le chef de la *Militärverwaltung*. Van de Wiele non plus n'était pas très content de l'ostentation des gestes allemands à l'égard de Degrelle. Nous reviendrons là-dessus. Remarquons d'abord la simultanéité de quelques faits. Le triomphe apparent de Degrelle au cours de la période février-avril 1944 coïncide d'abord avec le désarroi dans les rangs flamands, ensuite avec le timide espoir de rétablissement de l'unité, finalement avec la désillusion de l'échec. Lorsque le nouveau titulaire de la Croix de Chevalier s'adressa le 27 février à ses partisans au Palais des Sports de Bruxelles, Elias et Van de Wiele étaient prêts à partir le lendemain en Allemagne pour y rencontrer Himmler. Lorsque quelques jours plus tard, après leur retour, leur silence glacial laissa supposer qu'ils étaient rentrés bredouilles, Degrelle put aller jouer à l'homme d'avenir à Paris. Lorsqu'au cours des semaines qui suivirent l'impression d'échec se mua, pour les Flamands, en certitude et la déception en découragement et résignation, le chef de Rex fêtait, par les défilés de troupes à Charleroi et à Bruxelles, son plus grand triomphe en Belgique, « dans une atmosphère de gloire ⁽³²³⁾ ».

Reeder prévint avec insistance que les Flamands (c'est-à-dire évidemment les collaborateurs flamands) étaient très irrités et se sentaient mis au rancart ⁽³²⁴⁾. Elias était revenu bredouille de sa visite à Himmler alors que De-

(322) Berger à Klumm (Etat-major personnel d'Himmler), 26 mars 1944 (BAK, NS 19/neu 27). L'absence de Berger avait peu à voir avec le souci de ne pas heurter les Flamands. Elle était beaucoup plus l'expression d'une jalousie personnelle au sein de la haute direction de la SS. Berger avait appris que son collègue, le *SS-Obergruppenführer* Jüttner, chef du *SS-Führungshauptamt* (en un sens, le Quartier général de la *Waffen-SS*), était de mêche avec Degrelle et serait présent au défilé de Bruxelles. Degrelle, notait Berger avec amertume, avait agi avec fausseté (« *schräg gespielt* »). Comme tout un chacun, il connaît « l'opposition entre le *SS-Führungshauptamt* et le *SS-Hauptamt* ». Il sait combien dans le premier on « méprise » le second. Berger dit clairement qu'il fallait se rendre compte de la « nocivité » de la présence à Bruxelles d'un « *SS-General aus dem Reich* ». Ce ne fut pas Jüttner qui vint mais Sepp Dietrich.

(323) DELANDSHEERE-OOMS, *op. cit.*, IV, p. 78.

(324) En ce qui concerne les avertissements répétés de Reeder, voir TB 26-28 (T-501, 106, 708-710, 905-909, 914, 971, 975-977, 1056).

grelle était élevé sur un piédestal par les Allemands. La méfiance et la jalousie flamandes se nourrissaient de ce que les Allemands semblaient moins apprécier le sacrifice des Flamands que celui des Wallons au Front de l'Est ⁽³²⁵⁾. Le chef de l'administration d'occupation ne peut s'empêcher de souligner qu'en cela, à nouveau, apparaissait l'antagonisme fondamental des deux groupes ethniques dans l'Etat belge ⁽³²⁶⁾. Les Flamands « ne veulent pas encore comprendre que les Wallons soient considérés et traités comme Germains ». Avec approbation, il cita Verschaeve qui dans un discours à Roulers (27 février 1944), faisant allusion au tapage de et autour de Degrelle, avait dit avec quelque envie : « Les Flamands sont modestes, beaucoup trop modestes ⁽³²⁷⁾. »

Le commentaire de Reeder après le défilé du 1^{er} avril était particulièrement négatif. L'événement avait, d'ailleurs, suscité des complexes plus profonds que prévus. « La confiance est fortement éprouvée dans le camp flamand », écrivait-il. Les Flamands, si souvent divisés dans le passé, sont unanimes à déplorer « que l'entrée des Wallons ait pu se dérouler précisément dans la capitale depuis si longtemps revendiquée par les Flamands ». Ils se sentaient tellement désavantagés et leur confiance était si atteinte que des voix s'élevaient pour affirmer « que pour les Flamands, la situation ne serait pas meilleure sous l'administration allemande que dans l'ancienne Belgique ». Pour les Flamands, Degrelle restait un politicien « belge » recherchant la suprématie dans l'espace belge. Cela mènerait à la prédominance du groupe ethnique wallon ou, du moins, à la dénationalisation du groupe flamand ⁽³²⁸⁾. Reeder déplorait que l'inquiétude flamande quant au « fait belge » fut encore accrue par « l'information maladroite de la presse allemande ». Le *Völkischer Beobachter* et d'autres officieux allemands n'avaient-ils pas, à plusieurs reprises, ces dernières semaines, parlé du « chef belge Degrelle », du « peuple belge » et des « dirigeants belges de jeunesse » ? Les Flamands n'y voyaient pas le résultat d'ignorance de journalistes mais bien la preuve « d'intentions bien précises ». On trouvait en particulier regrettable dans les milieux flamands, poursuivait Reeder, que Degrelle dut ses succès à ses anciens et fidèles collaborateurs de Flandre « qui représentaient la moitié de la brigade wallonne ⁽³²⁹⁾ ».

(325) Koch, *Landesgruppenleiter* de l'*Ausland Organisation der NSDAP*, écrit dans le même sens à son chef, Bohle, le 6 mars 1944. La lettre de Koch n'a pas été retrouvée. Cfr cependant Koch à Bohle, 27 mars 1944 (BAK, NS 19/1541).

(326) TB 26 (T-501, 106, 707).

(327) *Ibidem*, 708.

(328) « *In der starken Herausstellung Degrelles und seiner wallonischen Sturmbrigade erblicken die Flamen eine Benachteiligung ihres eigenen Volkstums. Die Zuversicht im Flämischen Lager sieht sich auf eine harte Probe gestellt. Es werden vielfach Stimmen laut, dass es den Flamen unter deutscher Verwaltung nicht besser gehen werde als im alten Belgien. Die Flamen halten Degrelle nach wie vor für einen « belgischen » Politiker, dessen Streben dahingehe, im Gesamtbelgischen Raum eine Vormachtstellung zu erringen, was eine Bevorzugung der wallonischen Volksgruppe, zum mindestens einer Denationalisierung der Flamen gleichkomme.* » (TB 27, T-501, 106, 909.)

(329) *Ibidem*.

Dans son jugement négatif à l'encontre de Degrelle, le *Militärverwaltungschef* n'exprimait pas seulement son point de vue et celui du VNV. Nous avons déjà signalé que la DeVlag n'appréciait pas l'empressement allemand autour de Degrelle. Au cours d'un entretien avec Koch, chef de l'*Ausland Organisation Belgien* du NSDAP, à Bruxelles, le 23 mars (une semaine environ avant le défilé de la brigade wallonne), Van de Wiele avait bien déclaré se réjouir de ce que Degrelle, « un homme de notre espace », eut mérité, pour courage personnel, la Croix de Chevalier⁽³³⁰⁾, mais il ne s'inquiéta pas moins clairement quant à son propre rôle politique futur. L'ascension de Degrelle, disait-il, suscitait chez les Flamands la crainte que le chef rexiste exige tout naturellement le *leadership* politique en Belgique. Récemment encore, Degrelle lui aurait demandé à qui serait confié la direction de l'espace belge. Van de Wiele avait répondu que la décision relevait du *Führer* seul. A Koch il exprima encore son insatisfaction de ce que les Flamands ne pussent se réjouir « d'une appréciation égale à celle des Wallons de leur engagement militaire ». L'explication était, selon lui, évidente : les volontaires wallons du Front de l'Est formaient une unité alors que les Flamands étaient disséminés dans différentes divisions SS⁽³³¹⁾. Van de Wiele exprima également son mécontentement quant au but supposé des pourparlers que Degrelle aurait eu avec des collaborateurs français après son discours à Paris⁽³³²⁾.

Pour les collaborateurs flamands qui se sentaient mis au rancart, un défilé de la *SS-Sturmbrigade Langemarck* à Bruxelles aurait eu l'effet d'un baume. Début avril, Reeder souligna la chose. Il paraît souhaitable, plaiderait-il, de prouver aux Flamands ulcérés qu'ils « ne sont pas moins appréciés et traités que leurs camarades wallons⁽³³³⁾ ». Non sans arrière-pensée, il signala quelques semaines plus tard que les rumeurs au sujet d'un éventuel défilé des volontaires flamands du Front de l'Est avaient déjà un effet bénéfique sur l'accablement des Flamands⁽³³⁴⁾. Ces rumeurs n'étaient cependant pas fondées. Le 30 avril, Schellong, commandeur de la *Langemarck*, reçut une lettre d'Himmler : contrairement à l'attente, le défilé de la brigade dans la *Heimat* devait être reporté, les femmes et les fiancées seraient invitées à un séjour dans des maisons de vacances SS (*SS-Erholungsheime*)⁽³³⁵⁾. Le même jour Himmler contresigna (seconde piètre consolation) un ordre du jour spécial à la *Langemarck* où il exprimait sa « reconnaissance pour le courage et l'héroïsme montrés dans les combats des derniers mois⁽³³⁶⁾ ». Il est signifi-

(330) Koch à Bohle, chef (avec rang de *Gauleiter*) de l'*Ausland Organisation*, 27 mars 1944 (BAK, NS 19/1541 et T-175, 80, 2600672-74). Voir encore note 332.

(331) Commentaire de Koch : « *Diese Aeußerung Van de Wieles bestätigt das, was ich in meinem Schreiben vom 6. März 1944 über die Enttäuschung in flämischen Kreisen hinsichtlich nicht genügender Anerkennung ihrer Kriegleistung geschrieben habe.* »

(332) Le 13 avril 1944 Bohle envoya à Himmler une copie de la lettre du 27 mars de Koch. Bohle supposait que la conversation Koch-Van de Wiele intéresserait le *Reichsführer* (BAK, NS 19/1541 et T-175, 80, 2600671).

(333) TB 27 (T-501, 106, 905-906).

(334) TB 28 (T-501, 106, 974).

(335) Himmler à Schellong, 30 avril 1944 (BAK, NS 19/229).

(336) Selon la traduction dans *Volk en Staat* des 18-19 mai 1944.

catif que seul Van de Wiele, en tant que *Landesleiter* de la DeVlag, reçut une copie des deux pièces avec une lettre d'accompagnement d'Himmler. « *Flandern* », comme il l'appelait, « *kann auf seine Söhne, ihren Geist und ihre Leistung stolz sein.* » (« La Flandre peut être fière de ses fils, de leur esprit et de leurs actions. ») ⁽³³⁷⁾ Apparemment, n'informant pas Elias, Himmler semblait ne pas se souvenir que le VNV eût jamais fourni des volontaires pour le Front de l'Est. L'explication de l'éviction d'Elias par Himmler réside évidemment dans le fait que, depuis le 14 août, le VNV avait refusé de recruter encore pour la *Waffen-SS*. L'ordre du jour spécial ne fut publié que plus de quinze jours plus tard dans *Volk en Staat* ⁽³³⁸⁾. Commentaire de Reeder après le report du défilé des volontaires flamands : les Flamands sont très attristés de ce que, pour des raisons militaires, on refuse à la *Langemarck* ce qui a été accordé à la *Wallonien* ⁽³³⁹⁾. Il ne devait rien advenir non plus de la promesse d'invitation des femmes et fiancées aux *SS-Erholungsheime*. L'affaire traîna jusqu'en juillet. Jungclaus était opposé à la proposition d'Himmler, le réseau ferroviaire étant surchargé. Et qu'en serait-il de la sécurité des voyageuses ? Le 25 juillet, Brandt signala à Berger, de la part d'Himmler, que l'invitation des femmes flamandes était reportée, les troupes se trouvant déjà au Front ⁽³⁴⁰⁾.

On sait que Degrelle utilisait efficacement la diffusion de rumeurs mensongères comme moyen dans la lutte politique. Aussi contre cette tactique Reeder devait prévenir ses chefs. Maintenant qu'il avait obtenu la Croix de Chevalier, le chef rexiste eut de nouveau recours à cette tactique éprouvée : sa prise de pouvoir, faisait-il divulguer, était imminente, du moins sa nomination comme chef de police par laquelle il serait promu au rang d'une sorte de Darnand belge ⁽³⁴¹⁾. Ces rumeurs semblèrent se confirmer lorsque de hauts fonctionnaires belges apprirent de rexistes qu'après l'arrestation prochaine des secrétaires généraux, ils devraient décider s'ils étaient disposés à rester en service sous Degrelle. Reeder réagit violemment : aucune expérience avec un Degrelle ! Tous les services allemands devaient savoir que cet homme agissait des plans si abacadabrants qu'ils ne méritaient aucune discussion ⁽³⁴²⁾.

Lorsque le chef de Rex tenta de pousser ses avantages politiques en Flandre, Reeder disposait d'autres moyens de parade que de mises en garde alarmistes en haut lieu. Ici le *Militärverwaltungschef* était compétent et pouvait directement intervenir. C'est ce qu'il fit avec succès. En vertu de l'accord du 10 mai 1941, Rex avait disparu de Flandre en tant qu'organisation politi-

(337) Himmler à Van de Wiele, 30 avril 1944 (BAK, NS 19/229).

(338) 18-19 mai 1944. Il est probable que le chef du VNV ait été informé par Schellong.

(339) TB 29 (T-501, 106, 1056).

(340) Berger à Brandt, 14 juillet et Brandt à Berger, 25 juillet 1944 (BAK, NS 19/229, F 11/14).

(341) Darnand était depuis le 30 décembre 1943, secrétaire général chargé du maintien de l'ordre dans le gouvernement Laval. Il disposait de la redoutable *Milice française* pour la lutte contre l'ennemi intérieur, la Résistance (J. DELPERRIE de BAYAC, *Histoire de la Milice*, Paris, 1969, p. 226).

(342) TB 27 (T-501, 106, 906).

que (343). Après l'absorption de Rex-Flandre par le VNV, la région flamande était devenue un terrain de chasse interdit au rexisme. Degrelle avait scrupuleusement respecté l'accord bien qu'il le considéra comme une feinte tactique en attendant d'accéder au pouvoir en Belgique occupée. C'est, du moins, ce qu'il déclara en avril 1943 (344). Cependant, conscient de son prestige militaire après Tscherkassy (345), il se sentit assez fort pour essayer de regagner le terrain perdu. Reeder s'y opposa immédiatement. Peu après le défilé de la brigade, des anciens membres de Rex-Flandre avaient projeté de rendre hommage à leur chef au Palais des Beaux-Arts à Bruxelles. Avec l'accord exprès de Reeder, l'*Oberfeldkommandantur* de Bruxelles exerça une pression suffisante pour faire renoncer à leur projet les auteurs de l'initiative. Le motif qui fut invoqué était qu'une telle manifestation de sympathie ne pouvait être autorisée parce que, dans les circonstances du moment, elle risquait de provoquer de l'inquiétude (*Unruhe*) en pays flamand (346). La même chose se passa à Anvers mais on manque ici de détails précis. Là, comme à Gand, une renaissance déguisée de Rex-Flandre fut toutefois tuée dans l'œuf. Deux journalistes de radio français connus, Jean Hérold-Paquis et Azéma, devaient y donner des conférences. Après consultation avec la Sipo, Reeder fit interdire les réunions. Il avait peu apprécié les reportages radio d'Azéma sur le défilé du 1^{er} avril : ce Français avait eu l'audace d'appeler Degrelle « le chef national-socialiste de Belgique » et la brigade wallonne, « l'élément wallon de l'armée belge de l'avenir ». Au cours du défilé des volontaires, à la porte de

(343) *Cahiers*, 5, p. 50.

(344) *Ibidem*, pp. 94-95.

(345) On trouve une expression de l'arrogance de Degrelle dans un incident avec Canaris. A l'occasion de sa décoration de la Croix de chevalier (20 février 1944) Degrelle tint en sa maison une grande soirée à laquelle le chef de la Sipo-SD de Bruxelles fut également invité. Vers 11 heures, le chef rexiste (sous l'influence de la boisson ?), en présence de nombreux invités et dans le salon de Madame Degrelle, s'attaqua violemment à Canaris. Il lui reprocha vertement de contrecarrer Rex. Désignant les lettres qui figuraient sur la manche de l'uniforme de Canaris, il affirma que SD (*Sicherheitsdienst*) signifiait « Surveillance Degrelle ». W. Reusch, *Oberkriegsverwaltungsrat* auprès de la *Militärverwaltung* et qui maîtrisait parfaitement le français, traduisit les reproches phrase après phrase. Canaris répondit qu'il donnait à Degrelle une demi-heure pour s'excuser et sur ce, quitta le théâtre de l'incident. Après quelques minutes, Degrelle, par l'intermédiaire de son aide de camp Schäffer, demanda à Canaris d'oublier l'incident. Commentaire de Canaris en juin 1947 : Degrelle est un excellent soldat dont le courage était déjà presque légendaire en 1944. D'un point de vue politique, je le considère comme un aventurier. Je l'ai déjà dit à l'époque en des milieux restreints (Canaris à Maystadt, un de ses avocats belges, Nivelles, prison, 10 juin 1947. Arch. pers. A.). Typique de la conception qu'a Degrelle de l'information est le fait que dans l'interview publiée par *Spécial-L'Eventail* (13 juin 1980, p. 6) il raconte l'incident en détail mais ne souffle mot de la réaction violente de Canaris et des excuses qu'il lui a présentées par l'intermédiaire de Schäffer.

(346) Note non datée du *Verwaltungschef* (Callies) de l'OFK de Bruxelles. Le document remonte à quelques jours après le 10 avril 1944 (CREHSGM, Microfilm OFK Bruxelles, 2e rouleau). Le service compétent de Rex avait, dès le 31 mars, demandé l'autorisation prescrite de tenir la manifestation qui aurait lieu le 10 avril. Quoiqu'il apparut le 9 avril que la demande auprès de l'OKF de Bruxelles s'était égarée, on y considéra que l'on ne pouvait interdire la cérémonie. On dut cependant la reporter en raison d'une attaque aérienne sur Bruxelles. Il s'ensuivit une nouvelle demande d'autorisation, avant le 23 avril cette fois. Pour les raisons ci-dessus évoquées, elle n'eut aucun succès.

Hal, leur chef avait crié « Vive la France » à l'adresse du reporter français. Un comble : le même Azéma avait eu l'audace de décrire dans le *Pays Réel*, journal de Rex, Degrelle comme « l'héritier du courant bourguignon ⁽³⁴⁷⁾ » !

Ce fut pour Reeder une maigre consolation d'apprendre que Degrelle avait échoué à s'imposer de manière plus profonde en Wallonie malgré son prestige militaire après Tscherkassy. Ce qui l'inquiétait au plus haut point était l'hostilité persistante de la collaboration flamande à l'égard du traitement privilégié « de Degrelle et des Wallons ⁽³⁴⁸⁾ ». Il lança, à nouveau, un sérieux avertissement. Sous l'angle de l'intérêt allemand et de la politique ethnique en Belgique, il qualifia « la propagande politique expansive » de Degrelle et son « alignement étroit sur la France » de « fort peu souhaitable et dangereux ». Cette activité (Reeder ignorait prudemment le fait qu'elle était, jusque-là, autorisée par les hautes instances allemandes) inquiétait inutilement les Flamands d'Ordre Nouveau. En effet, ils avaient fait et pouvaient encore faire plus que les rexistes pour la cause allemande. En outre, il semblait contradictoire qu'on affirmât du côté allemand qu'aucune décision n'était encore prise quant au sort politique de la Belgique et qu'en même temps on poussât politiquement Degrelle en laissant croire qu'il était l'homme dont on solliciterait l'avis avant de décider ⁽³⁴⁹⁾. Soulignons ici de nouveau qu'il fallut, à Reeder, un courage peu commun pour s'opposer aussi ouvertement au politicien et titulaire de la Croix de Chevalier dont il savait qu'il était le protégé d'Hitler et d'Himmler ⁽³⁵⁰⁾. Seule la forfanterie sans limites de l'ex-chef de Rex explique qu'en 1976 il ait osé affirmer : à l'origine l'administration d'occupation à Bruxelles était contre moi mais Hitler m'a imposé là. Ce n'est que lorsqu'on (Degrelle entend ici von Falkenhausen, Reeder et leurs collaborateurs directs) y a découvert que j'étais intouchable

(347) TB 28 (T-501, 106, 976). Azéma, rédacteur en chef de *Radio Paris*, collaborait régulièrement au *Pays Réel* comme correspondant à Paris. En avril, il avait publié dans l'hebdomadaire *Je suis partout* un article intitulé : *Réveil de la Bourgogne*. Cet article fut repris dans le *Pays Réel* des 27, 28 et 29 avril.

(348) *Ibidem*, 971.

(349) « *Vom Standpunkt der deutschen Interessen und der Volkstumspolitik in Belgien ist diese Expansionspropaganda von Degrelle aber höchst unerwünscht und gefährlich, Einmal verprellt sie unnötig die erneuerungsbereiten Flamen, die für die deutsche Sache schon auf Grund ihrer zahlenmässigen Stärke und Zusammenstellung weit mehr geleistet haben und zu leisten in der Lage sind, als dies der Rexbewegung auch beim besten Willen und Eifer möglich war und möglich sein wird. Darüber hinaus erscheint es aber als ein innerer Widerspruch, wenn deutscherseits immer wieder betont wird, dass eine Entscheidung über das politische Schicksal dieses Raumes noch nicht gefallen sei, Degrelle sich aber gleichzeitig auch politisch ins Rampenlicht stellt und den Eindruck verbreiten darf, als ob er der mit den nötigen Vollmachten und Zusicherungen versehene Patentpolitiker Belgiens sei und die Gestaltung dieses Raumes sich einmal massgeblich nach seinen Plänen richten werde.* » (TB 28, T-501, 106, 971-972.)

(350) Selon F. VAN DER ELST, *Elias, chef du VNV (Cahiers, 3, p. 176)*, Reeder appartient à la catégorie des subalternes qui rédigent leurs rapports officiels à l'intention des chefs du III^e Reich « dans une *Sklavensprache*, essayant par là d'influencer indirectement une politique qu'ils n'osent directement mettre en cause ». On lira dans nos *Kanttekeningen bij een artikel van Frans Van der Elst* (RBHC, VI, 1975, pp. 197-238 ; VII, 1976, pp. 329-423) la critique de cette affirmation totalement non fondée en ce qui concerne Reeder.

auprès du *Führer* qu'« ils se sont mis à me courtiser »⁽³⁵¹⁾. On ne trouve dans les nombreux rapports de Reeder à l'OKH et dans ses rapports spéciaux à Himmler aucun mot qui donne l'impression qu'il ait, de quelque manière que ce soit, courtisé Degrelle. Le *Militärverwaltungschef*, qui connaissait trop bien Degrelle et le détestait, eut considéré toute courtoisie comme indigne de lui. C'est, au contraire, le chef de Rex qui tenta de gagner les faveurs de Reeder en octobre-novembre 1943 pendant qu'à peu près au même moment, comme un vulgaire calomniateur, il lui tirait dans le dos⁽³⁵²⁾.

Une question importante est celle de savoir si Degrelle continua à jouir de la confiance d'Himmler et, par lui, de celle d'Hitler. Reeder fut privé d'une satisfaction (et elle n'était pas minime) : par ses agissements irréfléchis et la propagande développée autour de sa personne et de son combat, le chef rexiste était parvenu à mécontenter son protecteur Himmler. Début juin 1944, ce dernier avait appris avec quelque retard, par la lecture d'un rapport mensuel de la *Propaganda Abteilung Belgien*, que les Flamands s'inquiétaient des intentions d'expansion de Degrelle en Flandre et de son alignement sur la France. Plus particulièrement, il était revenu au *Reichsführer* que Degrelle s'était laissé poser en « l'héritier de la Bourgogne ». Le camp flamand avait vu en cette propagande l'expression des prétentions de Degrelle au *leadership* de tous les mouvements d'Ordre Nouveau en Belgique par la soumission des Flamands⁽³⁵³⁾. Choqué, Himmler avait, par l'intermédiaire de son secrétaire Brandt, donné à Berger l'ordre de réprimander le chef wallon. (Depuis le passage de la Légion Wallonie de l'armée de terre à la *Waffen-SS*, en juin 1943, Berger était le supérieur politique de Degrelle.) « Veuillez communiquer à Degrelle : le *Reichsführer-SS* interdit tout empiètement en Flandre. En outre, l'hommage à 'l'héritier de la Bourgogne' est autant un manque de tact qu'une sottise⁽³⁵⁴⁾. » Bien qu'on puisse supposer que Degrelle eut connaissance de l'appréciation d'Himmler⁽³⁵⁵⁾, il osa encore affirmer en 1976

(351) *Un entretien exclusif avec Léon Degrelle* dans *Défense de l'Occident*, XXIV, novembre 1976, p. 25.

(352) *Cabiers*, 5, pp. 160-164.

(353) Cfr *Propaganda Abteilung Belgien, Stimmungsbericht vom 1. bis 30. April 1944, Geheim*, Bruxelles, 8 mai 1944, p. 2 verso et p. 3 recto : « Gewisse Versuche Degrelles, nach Flandern hinüber zu greifen und den ehemaligen rexistischen flämischen Flügel... wieder zu sich herüberzuziehen, [haben] das Misstrauen neu entfacht. Aus diesem Grunde sah sich die Militärverwaltung veranlast, Versammlungen Degrelles in Antwerpen und Gent zu verbieten. Auch die nach Frankreich hinübergreifende Propaganda Degrelles (er liess sich von dem französischen Rundfunkkommentator Azéma als den 'Erben Burgunde' feiern) beunruhigt die Flamen. Man sieht in dieser Propaganda der Anspruch Degrelles, Chef aller Erneuerungsbewegungen in Belgien zu werden und das Flamentum an die Wand zu drücken. » (BAK, NS 19/1541.) Apparemment, Reeder s'est inspiré du rapport de la *Propaganda Abteilung* dans le jugement de Degrelle que l'on trouve dans son TB 28 pour avril 1944 (T-501, 106, 971 et 975-976).

(354) « Sagen Sie bitte Degrelle, der Reichsführer-SS verbäte sich, jedes Uebergreifen nach Flandern. Ausserdem sei das Feiern als 'Erbe von Burgund' sowohl eine Geschmackslosigkeit als auch eune Torheit. » (Brandt à Berger, 8 juin 1944. BAK, NS 19/1541. T-175, 80, 2600661.) La lettre de Brandt à Berger trouve son origine dans une note sténographiée d'Himmler sur le rapport pour avril 1944 de la *Propaganda Abteilung*.

(355) Cfr *Cabiers*, 1, p. 98, note 85.

qu'il avait plaidé avec succès auprès d'Hitler, « sur la question de la Bourgogne... La Bourgogne donc nous était acquise ⁽³⁵⁶⁾ ».

Apparemment, Berger accueillit assez calmement sa mission. Il fit savoir à Brandt que le rapport de la *Propaganda Abteilung* était « partial » ⁽³⁵⁷⁾. Une guérilla (*Kleinkrieg*) régnait entre Degrelle et la *Militärverwaltung*, dont dépend la *Propaganda Abteilung*. Berger reconnut que Degrelle avait tenté de pénétrer en Flandre. Mais son affirmation : « Nous avons déjà rendu cela impossible à Degrelle », était fautive. Car si forte que fut l'influence de la SS en mai 1944 dans le ressort de von Falkenhausen, seules la *Militärverwaltung* et la Sipo disposaient de la compétence exécutive et des moyens d'interdire des réunions. Dans la conclusion de sa lettre à Brandt, Berger déclara, à la légère, qu'il ne fallait pas considérer comme sérieuse l'action de Degrelle et de quelques Français. L'agitation leur était une seconde nature.

On ignore si et par qui Degrelle fut admonesté. Savoir si la brutale réprimande d'Hitler aurait eu des fruits est une question qui n'avait plus d'importance au moment où Berger reçut sa mission. Elle lui fut signifiée le 8 juin 1944. Deux jours auparavant, les Alliés avaient débarqué en Normandie. Depuis près d'un mois, Degrelle avait d'autres soucis que celui de la réussite de sa tentative de pénétration politique en Flandre. Rex était devenu pour lui, en tant que mouvement politique, chose accessoire. Ce n'est pas dans son parti diminué et de plus en plus isolé qu'il voyait le fondement de sa puissance politique future en Belgique, mais seulement dans la Brigade, qu'il espérait voir devenir une Division ⁽³⁵⁸⁾. A cette fin, dix mille volontaires étaient nécessaires. En raison du manque de candidats dans le pays, il proposa, très probablement avec l'accord d'Hitler ⁽³⁵⁹⁾, de les recruter parmi les travailleurs wallons en Allemagne. Pour libérer l'effectif nécessaire, il passa avec les services allemands compétents un accord aux termes duquel il procurerait en un minimum de temps les noms et adresses de 40.000 compatriotes résidant en Wallonie et dans le Grand Bruxelles qui avaient jusque-là réussi à échapper au travail obligatoire en Allemagne ⁽³⁶⁰⁾. Sur ordre de

(356) Comme note 351, pp. 28-29.

(357) Berger à Brandt, 9 juin 1944 (BAK, NS 19/1541 et T-175, 80, 2600660).

(358) TB 28 (T-501, 106, 976).

(359) De deux télex à Brandt, secrétaire d'Hitler, il ressort que Degrelle quitta Bruxelles le 7 mai et était attendu le lendemain à Munich d'où il partirait en voiture (à la rencontre d'Hitler ?). Le *Hauptsturmführer* Moskopf, référendaire Wallonien auprès de la *Dienststelle Jungclaus* à Bruxelles, l'accompagna (Jungclaus à Brandt et Moskopf à Brandt, 7 mai 1944. CREHSGM, BDC III, Degrelle et T-175, 76, 2594573-75).

(360) Le dimanche 14 mai 1944, les cadres de Rex Grand-Bruxelles se réunirent pour fixer des mesures concernant : 1) la sécurité de leurs membres et sympathisants en cas de débarquement allié et 2) « pour assurer la victoire de Rex le jour où il prendra le pouvoir ». Une communication finale fut lue au nom de Degrelle : « L'autorité allemande est disposée à autoriser la transformation de la SS-Brigade Wallonie en une division et autorise 10.000 ouvriers wallons travaillant en Allemagne à s'incorporer dans cette nouvelle division. Mais cette autorisation ne deviendra effective que si Rex fournit les noms, prénoms et adresses de 40.000 personnes qui se sont soustraites au travail forcé obligatoire en Allemagne. La région de Bruxelles doit fournir 15.000 noms endéans les 5 jours. Aucune limite d'âge n'est prévue. »

Degrelle, son principal collaborateur politique, Louis Collard, secrétaire de « l'Etat-major du Chef », lança le premier ordre d'exécution le 13 mai ⁽³⁶¹⁾. Il prescrivait d'établir « sans délai », dans le secret et en en taisant le but, une liste de 10.000 réfractaires domiciliés en Wallonie et dans le Grand Bruxelles ⁽³⁶²⁾. Elle était destinée aux services compétents du *Reich* et Degrelle la leur remettrait personnellement. Collard souligna que les exécutants n'avaient pas à se demander si les compatriotes recherchés devraient prochainement partir ou non pour le travail obligatoire en Allemagne. Il était essentiel que la remise de l'impressionnante liste par le Chef lui-même créât automatiquement la possibilité à des milliers de travailleurs wallons dans le *Reich* de quitter l'usine et d'aller renforcer les rangs de la Brigade afin d'en faire une Division. Il est évident que Degrelle était conscient du trouble que suscitait, chez ceux de ses collaborateurs qui y étaient impliqués, la manœuvre projetée. Cela explique que Collard leur demanda de penser avant tout à la Division. Les secrétaires généraux, qui avaient appris ce que Degrelle préparait, doutèrent d'abord de l'authenticité de la communication concernant la liste de milliers de réfractaires. Elle était cependant authentique et avait une valeur contraignante ⁽³⁶³⁾. Les circonstances empêchèrent que l'exécution dépassât la phase préparatoire ⁽³⁶⁴⁾.

Pour en revenir aux rapports Berger-Degrelle en juin 1944 : le chef du *SS-Hauptamt* s'inquiétait en fait davantage à propos du chef rexiste qu'on n'est tenté de le déduire du ton léger de sa lettre du 9 à Brandt, secrétaire

(DELANDSHEERE-OOMS, *op. cit.*, IV, p. 144. On en trouve également le texte dans un dossier Partisans armés, saisi en 1944 par la Sipo et conservé dans BAK, R 70, *Belgien*, 4. Microfilm au CREHSGM.)

- (361) *Etat-Major du Chef. Le Secrétaire. Ordre d'exécution n° 35/14*, daté du 13 mai 1944. « Par ordre exprès et formel du Chef, le *Sturmbannführer* et Commandeur Léon Degrelle, il est imposé aux cadres de l'Etat-Major et du mouvement rexiste proprement dit » etc. (CREHSGM, Rex, VII, 24).
- (362) Le nombre de noms et d'adresses à fournir variait de ville à ville sans qu'on soit sûr que le chiffre de la population ait été retenu comme critère (Bruxelles 2.500, Liège 1.660, Charleroi 1.200, Mons 800, Verviers 465, mais Braine-L'Alleud 550).
- (363) A ce sujet, Romsée déclara encore le 16 juin qu'il attendait le résultat d'une enquête (Pv. Comité des secrétaires généraux, 9 et 16 juin 1944). L'ordre d'exécution de Collard, du 13 mai, prouve que la communication au nom de Degrelle (note 361) était authentique et obligatoire. Cfr le rapport confidentiel de l'OFK 589 (Liège) du 10 juillet 1944 concernant « *Arbeitseinsatz Reich; hier: Anwerbung von Wallonen, die von der Rex-Bewegung namhaft gemacht werden* », avec référence à un entretien de service tenu quelques jours auparavant (CREHSGM, Rex, VI, 16). Tout doute concernant l'authenticité de la communication de Degrelle de début mai 1944 est éliminé par Matthys, chef intérimaire de Rex. Dans le mémoire détaillé qu'il lut lors de son procès devant le conseil de guerre de Bruxelles (8 mai 1947), il déclara que l'ordre fut donné via Collard parce qu'il (Matthys) désapprouvait Degrelle. « Il s'agit d'un ordre particulier de Léon Degrelle... Cet ordre fut donné hors de moi... Je fis part à Léon Degrelle de ce rare désaccord... Il me rétorqua finalement qu'il ferait rédiger ses ordres en conséquence. C'est ce qui explique la forme particulière de ces instructions. » (Arch. pers. A.)
- (364) Cfr Procès-Matthys et consorts, *Exposé des faits*, p. 56 (la partie concernant Collard) (CREHSGM). Degrelle détacha un lieutenant de la Brigade *Wallonie* auprès de Collard pour contrôler l'exécution de l'ordre. Les noms et les adresses reçus furent centralisés sur un fichier à Bruxelles. Cependant, les services allemands ne reçurent pas les données rassemblées, « seuls les événements ont empêché cette transmission ».

d'Himmler. Le même jour, Berger fit encore parvenir une autre lettre à Brandt. Dans ce document top secret, il annonça qu'il demanderait dans quelques jours au *Reichsführer* à être déchargé de ses fonctions de chef du *SS-Hauptamt*. Motif : entre autres Degrelle⁽³⁶⁵⁾. Ce dernier avait osé engager, de sa propre initiative, des négociations politiques avec le *SS-Obergruppenführer* Jüttner, chef du *SS-Führungshauptamt*, collègue de Berger et l'un de ses ennemis intimes. (Il faut savoir que Degrelle était subordonné à Jüttner sur le plan militaire comme il l'était à Berger sur le plan politique.) Comme toujours, précisait Berger, Degrelle avait exposé les choses « à sa façon ». Ce qui était encore plus grave est que Jüttner eut transmis (probablement à Himmler) cette version unilatérale sans en référer à Berger qui n'avait été informé qu'après par Jungclaus⁽³⁶⁶⁾. Berger était scandalisé. En tant que chef du *SS-Hauptamt* (l'« *Allgemeine Hauptamt* », soulignait Berger), il tenait à ce que ses collègues l'informent au sujet de toutes les affaires qu'ils « traitaient sous leur responsabilité ». La coupe débordait avec l'affaire Degrelle. Berger ne supporterait pas que ses compétences soient plus longtemps sapées par Jüttner. Il déclarait ne pas souffrir de folie de la persécution. « *Ich habe darüber geschlafen... Ohne mich* », concluait-il.

La petite mise en scène de Berger avec sa menace de démission resta sans lendemain. Il est cependant significatif — et nous en revenons ainsi à Degrelle — que le chef rexiste soit parvenu, début juin 1944, à peine trois mois après avoir reçu la Croix de Chevalier et deux mois après le défilé militaire, à profondément indisposer, pour des raisons politiques, Himmler et Berger. Il y a également des raisons de croire qu'on n'était pas resté insensible en haut lieu aux avertissements répétés de Reeder à l'encontre du *Belgizist* Degrelle. Le 6 juin, une instruction confidentielle du Ministère de la Propagande de Goebbels fut adressée à la presse allemande. Elle était dirigée contre la glorification de Degrelle et de Rex et des expressions comme « Léon Degrelle, chef du mouvement de rénovation belge » ou « le chef belge et héros de guerre Degrelle » devaient être évitées. Seule l'expression « chef du mouvement rexiste wallon⁽³⁶⁷⁾ » pouvait s'appliquer à Degrelle.

La question se pose alors inévitablement de savoir ce qu'eut été l'attitude de Degrelle à l'égard d'autres hauts dignitaires allemands dans l'hypothèse où les difficultés militaires à l'Ouest, après le débarquement allié, n'eus-

(365) Berger à Brandt, 9 juin 1944. *Geheime Kommandosache* (Staatsarchiv Nürnberg, 56, NO-3007). Les quatre autres cas traités dans la lettre de Berger concernent, tous sans exception, des conflits de compétence avec le *SS-Führungshauptamt* de Jüttner. Un Berger amer se demande : qu'est-ce que le *SS-Hauptamt* ? « Ma réponse : c'est Cendrillon. »

(366) Berger écrit que « le HSSPF » l'a informé. Il désigne évidemment Jungclaus qui, cependant, ne sera nommé HSSPF à Bruxelles qu'au début d'août 1944 (Cfr *infra*, p. 181).

(367) BAK, ZSg 109/50, *Sammlung Oberheitmann*. Dans son TB 30 (juin 1944), Reeder affirma que la « tendance belgiciste » de Rex, en particulier de Degrelle, ne faisait que croître. Caractéristique à ce sujet était le fait que dans la plupart des affiches en faveur du recrutement en Allemagne, Degrelle ne parlait pas de la Wallonie mais de la Belgique (T-501, 106, 1155).

sent pas éclipsé les autres problèmes. Sa versatilité politique ⁽³⁶⁸⁾, sa soif impatiente du pouvoir, ses intrigues ne lui eussent-elles pas joué de vilains tours ? Cette question doit rester sans réponse. On possède cependant une indication précieuse au sujet de ce qu'Hitler et Himmler pensaient de Degrelle en juillet 1944 : le très important entretien politique du 12 au *Führerhauptquartier*, déjà analysé en partie, et qui précéda immédiatement la disparition de la *Militärverwaltung* et son remplacement par une *Zivilverwaltung*.

Au cours de cet entretien Hitler et Himmler parlèrent à l'effet d'instruire Grohé. On se souviendra de la décision claire d'Hitler sur l'avenir politique de la Belgique : un *Gau* Flandre et un *Gau* Wallonie ⁽³⁶⁹⁾. Il est frappant que pour Himmler, Degrelle avait à ce moment une valeur politique bien moindre que Van de Wiele. Avec Rex, « le mouvement d'Ordre Nouveau des Wallons », la prudence était en effet de rigueur. Il estimait que Degrelle était sans conteste un politicien « très habile » mais « enclin au changement ». L'habileté résidait « dans l'apport au mouvement rexiste de l'idée d'un *Grand Reich* germanique ». L'inclination au changement (euphémisme pour versatilité) l'avait par contre amené à ranimer « l'idée d'un *Reich* grandbourguignon des Wallons » ⁽³⁷⁰⁾. Les deux derniers mots pesèrent lourdement au détriment de Degrelle. En effet, un *leadership* même futur de Wallons tardivement reconnus comme Germains dans une (problématique) « Grande Bourgogne » ne pouvait rencontrer l'accord d'Himmler et d'Hitler. Entretemps, Degrelle était toutefois un facteur utile. Cyniquement, Himmler remarqua que la thèse de Degrelle sur la germanité des Wallons était « une formule que nous pouvons reprendre avec succès ». Ce qu'il signifiait par là, se révèle très clairement dans la phrase suivante : « En Wallonie, nous pourrions plus tard

(368) Le passé de Degrelle, ses capacités d'adaptation, sa « versatilité maintes fois prouvée » furent considérés par Reeder, du début jusqu'à la fin de l'occupation comme des facteurs négatifs et décisifs pour l'appréciation politique du chef rexiste. Voir e.a. TB 23 pour janvier-mars 1943 (T-501, 106, 56-57).

(369) Cfr *supra*, p. 154. *Cahiers*, 1, pp. 68-129. En 1980, confronté à cette claire déclaration d'Hitler, Degrelle, comme toujours, s'en tira par une affirmation téméraire et mensongère : « J'ai été chez lui une semaine plus tard et je l'ai amené à réviser sa position. » (Interview de Degrelle dans l'hebdomadaire *Spécial-L'Eventail*, 6 juin 1980, p. 8). Degrelle affabule. Le 10 juillet, deux jours après l'assassinat de son frère à Bouillon, Degrelle quitta l'Allemagne du Sud où il recrutait pour le front de l'Est et revint en Belgique. Il partit pour l'Estonie vers la mi-août. Ce n'est que fin septembre-début octobre 1944, quelques semaines après qu'il eut été décoré de la Croix de Chevalier de la croix de fer avec feuilles de Chêne, qu'il fut reçu pour la seconde fois par Hitler. Il est donc impossible que Degrelle ait rencontré le *Führer* une semaine après le 12 juillet. Il est, *apriori* tout à fait invraisemblable qu'il ait imposé une autre *Belgienpolitik* à Hitler. En outre, il est extrêmement étrange qu'il n'ait jamais pensé plus tôt, lorsqu'il s'exprima par écrit sur sa seconde visite à Hitler, à utiliser cet excellent moyen de se mettre en valeur dont il se vanta en 1980. L'explication de l'étrangement longue « modestie » de Degrelle réside dans le fait qu'il n'a pas connu la déclaration du 12 juillet 1944 d'Hitler avant qu'elle ne lui soit présentée par le journaliste qui l'interviewa en 1980.

(370) « *Die Erneuerungsbewegung der Wallonen müsse vorsichtig behandelt werden. Ihr Leiter Léon Degrelle sei ein äusserst geschickter aber sehr wandlungsfähiger Politiker, der die Rexistenbewegung schliesslich zum Gedanken des Grossgermanischen Reiches geführt habe, bei dem dann plötzlich aber wieder der Gedanke eines grossburgundischen Reiches der Wallonen aufblitze.* » On ne voit pas clairement ce qu'Himmler entend par « *Reich* grandbourguignon des Wallons ». La terminologie soi-disant bourguignonne de Degrelle n'est pas plus claire.

lever 30.000 hommes [pour la *Waffen-SS*] ⁽³⁷¹⁾ ». Il n'était pas question d'une mission politique réservée à Degrelle. Il ressort du compte rendu conservé que le *Reichsführer* ne dit mot du prestige militaire du chef rexiste mais qu'il exprima sa satisfaction au sujet des combattants flamands au Front de l'Est. « La légion flamande s'est magnifiquement battue », déclara-t-il. Apparemment, et du moins à court terme, il nourrissait plus d'illusions sur la Flandre que sur la Wallonie. L'idée du service militaire obligatoire dans la *Waffen-SS*, qu'il avait agitée en 1943 ⁽³⁷²⁾, revint sur le tapis. « La Flandre est », comme il s'en déclara convaincu, « le pays où nous pourrions commencer à lever une classe de milice pour le service militaire [dans la *Waffen-SS*]... Une classe de milice se compose d'environ 40.000 hommes ⁽³⁷³⁾. »

Ces glaciales considérations d'Himmler, également exprimées au nom d'Hitler, contredisent les propos grandiloquents d'après-guerre de Degrelle : mon influence sur Hitler était si grande, osa-t-il affirmer en 1949, que s'il avait gagné la guerre, j'aurais pu tout obtenir de lui pour la Belgique ⁽³⁷⁴⁾. « J'aurais pu lui demander n'importe quoi », se vanta-t-il encore une fois vingt ans plus tard ⁽³⁷⁵⁾. En fait, mi-juillet 1944, l'expression *Chef der Wallonen* était considérée par Himmler comme parfaitement suffisante pour désigner Degrelle et encore, seulement lorsqu'elle serait devenue après un laps de temps usuelle ⁽³⁷⁶⁾. A Verschaeve, qu'il rencontra peu après en Bavière, le

(371) « *Die These Degrelles, der Wallone sei ein romanisierter Germane, sei eine Formel, die wir uns sehr wohl zu eigen machen könnten. Aus Wallonien könnten wir später einen Jahrgang von etwa 30.000 Stärke einziehen.* » Le diplomate von Bergen, représentant des Affaires étrangères auprès de la *Militärverwaltung* à Bruxelles, avait déjà, en janvier 1943, déclaré : pas d'expériences politiques avec Degrelle mais « nous en avons un besoin pressant pour la Légion » (*Cahiers*, 5, p. 68).

(372) *Cahiers*, 5, pp. 37-38.

(373) « *Vlandern sei das Land, in dem wir mit der Aushebung von einen Jahrgang für den Kriegsdienst beginnen könnten. Die Vlämische Legion habe sich ausgezeichnet geschlagen. Ein Jahrgang machte etwa 40.000 Mann aus.* » Remarquons qu'Himmler envisageait l'instauration immédiate du service militaire obligatoire en Flandre alors que la chose n'était envisagée que pour plus tard en ce qui concerne la Wallonie.

(374) DEGRELLE, *La Cobue de 1940*, Lausanne, 1949, p. 526.

(375) Propos empruntés à une interview par deux journalistes de la Radio Télévision belge de Degrelle, à Madrid, en décembre 1977. Dans la même interview, Degrelle affirme que son entretien avec Hitler de fin février 1944, après Tscherkassy, dura « une nuit ». En juin 1963, il avait dit huit jours (cfr *supra*, note 309). « Cette nuit-là, dans l'hypothèse... où l'Allemagne eût gagné et où l'Europe eût été faite selon Hitler... a été assurée la survivance et plus que la survivance, la grandeur de notre peuple. Ce fut une nuit indicible. » On sait déjà que, selon la propre annotation de Degrelle dans son agenda, la réception au *Führerhauptquartier* ne dura pas plus d'une heure (de 23 à 24 heures) (cfr *supra*, note 308). La conversation courut sur les opérations militaires de Tscherkassy. Deux généraux allemands qui s'étaient également distingués étaient aussi présents. Qu'Hitler eut alors, en présence de ces deux généraux, discuté avec Degrelle de l'avenir politique de la Belgique après la victoire attendue, est complètement impensable. L'une des règles fondamentales de la politique d'Hitler était précisément le silence, jusqu'à la fin de la guerre, au sujet du sort des Etats occupés.

(376) Brandt, secrétaire d'Himmler, au *SS-Obergruppenführer* von Herff, 14 juillet 1944 (T-175, 76, 2594577 et CREHSGM, BDC III, Degrelle). Von Herff avait transmis à Brandt le projet de décret de nomination de Degrelle en tant que « *Chef der 5. SS-Freiw. Sturmbrigade Wallonen* » sans la signature d'Himmler. « *Der Reichsführer-SS meinte dazu, dass Degrelle ja als Chef der Wallonen bezeichnet werden soll. Er möchte aber diese Bezeichnung nicht mit einer Urkunde festlegen, sondern sie müsste sich vielmehr von selbst einführen.* »

Reichsführer déclara qu'il connaissait « les sauts de cabri de Degrelle ». « Il faut encore attendre de voir de quel côté il [Degrelle] se dirige », aurait ajouté Himmler : « vers nous ou vers la France ⁽³⁷⁷⁾ ». Quant à l'attitude de l'Allemagne envers Degrelle, elle serait déterminée par le comportement de ce dernier ⁽³⁷⁸⁾. Même après que le chef des volontaires wallons eut atteint le sommet de sa renommée guerrière (la Croix de Chevalier avec feuilles de chêne, fin août) il ne pouvait espérer davantage en fait d'avenir politique prestigieux que celui de *Chef der wallonischen Volksgruppe* sous contrôle allemand direct dans un *Reichsgau Wallonien* avec Van de Wiele comme homologue en tant que *Landesleiter der flämischen Volksgruppe* dans un *Reichsgau Flandern* ⁽³⁷⁹⁾. Faut-il attacher quelque importance à l'affirmation d'un homme de lettres crédule selon laquelle Degrelle « avait des chances sérieuses de devenir peut-être le successeur du *Führer* ⁽³⁸⁰⁾ » ? Que non. Elle fait partie de l'arsenal varié de hâbleries grandiloquentes d'après-guerre de l'ancien chef de Rex.

§ 3. Jungclaus HSSPF à compétence limitée

Nous avons déjà soulevé la question de savoir pourquoi, début mars 1944, Himmler brûlait d'imposer la nomination de son protégé Jungclaus en tant que HSSPF. A première vue, il n'avait plus aucune raison sérieuse de s'inquiéter. Deux mois auparavant, à la suite d'un entretien préparatoire qui s'était tenu à la Chancellerie du *Reich* à Berlin avec la participation de Reeder, la décision de principe avait été prise de proposer au *Führer*, au moment opportun, la substitution à Bruxelles d'une administration civile à l'administration militaire ⁽³⁸¹⁾. Himmler savait donc que la nomination d'un HSSPF à Bruxelles serait bientôt un fait accompli. Nous avons également souligné que cette perspective ne le satisfaisait pas totalement car il aurait voulu que son représentant régional à compétence policière et politique fut nommé et

(377) VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog* dans *Verzameld Werk*, VIII, pp. 677-678.

(378) Selon une lettre de Verschaeve à A. Deckmyn, fin décembre 1944. M. Deckmyn nous procura une copie de cette lettre. Nous l'en remercions.

(379) *Cahiers*, 1, pp. 96 et 126. W. MEYERS, « *La Vlaamse Landsleiding* ». *Un Gouvernement d'émigrés en Allemagne après septembre 1944 ?* dans *Cahiers*, 2, pp. 250-251. Pour redorer son blason, Degrelle affirma encore en 1980 qu'en décembre 1944, il revint en Belgique dans le sillage de l'offensive von Rundstedt comme le « Chef de peuple » reconnu par Hitler (Cfr interview de Degrelle citée à la note 369). Degrelle oublie naturellement de signaler que son hypothétique compétence n'aurait pas dépassé la Wallonie.

(380) DELAUNAY, *La dernière guerre et l'anti-histoire* (*Le Nouvel Europe Magazine*, octobre 1979, p. 8). L'auteur se base sur le témoignage de « survivants de l'entourage d'Hitler » qu'il croit prudent de ne pas nommer. Ses sources restent secrètes, mais (consolation pour le lecteur curieux) elles sont conservées en lieu sûr et « sortiront en temps opportun ». Le lecteur curieux est donc prié d'attendre ces temps opportuns.

(381) Cfr *supra*, p. 154.

installé encore avant l'arrivée du commissaire du *Reich* à Bruxelles ⁽³⁸²⁾. Il n'est donc pas exclu que l'impatience d'Himmler résultait de ce qu'il envisageait l'éventualité de l'installation d'un commissaire du *Reich*, peu disposé comme représentant d'Hitler à tolérer dans son ressort un HSSPF à large compétence politique.

La chronologie est éloquente à cet égard.

Le 25 février, cinq jours avant son entretien avec Canaris dans la région de Salzbourg, Himmler reçut officiellement une note détaillée de la conversation signalée ci-dessus, du 3 janvier à la Chancellerie du *Reich* ⁽³⁸³⁾. Un passage de ce document doit l'avoir frappé : l'installation d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France supprimerait tout obstacle à la nomination d'un HSSPF, nomination qui avait toujours suscitée l'opposition de la *Militärverwaltung*. La note précisait toutefois (à l'insatisfaction d'Himmler, nous y reviendrons) qu'il s'agissait d'un HSSPF « selon le modèle néerlandais et norvégien » ⁽³⁸⁴⁾. A cette note était joint un projet de décret concernant l'établissement d'une nouvelle administration d'occupation en Belgique et dans le Nord de la France.

Himmler ne réagit pas immédiatement. Le 6 mars, cinq jours après son accès de colère en présence de Canaris et son humiliant message à Reeder ⁽³⁸⁵⁾, son secrétaire, Brandt, téléphona au service compétent de la Chancellerie du *Reich* : le *Reichsführer-SS*, signala-t-il, constate l'absence d'un article concernant le HSSPF dans le projet de décret ⁽³⁸⁶⁾. Douze jours après, la Chancellerie du *Reich* n'ayant toujours pas répondu, Brandt téléphona à nouveau ⁽³⁸⁷⁾. Cette fois (18 mars), il définit de façon précise ce que souhaitait son chef : un HSSPF à Bruxelles dont la subordination hiérarchique au commissaire du *Reich* et au *Reichsführer-SS* lui-même serait identique à celle qui était de rigueur pour les *Höheren SS* dans les territoires occupés à l'Est ⁽³⁸⁸⁾. En d'autres mots : les exemples scandinaves et néerlandais ne devaient pas être suivis ; il n'y avait place en Belgique et dans le Nord de la France que pour un HSSPF avec le même statut et la même compétence que ses collègues de l'Est.

(382) Cfr *supra*, p. 140.

(383) Lammers à Himmler, 25 février 1944 (BAK, R 43 II/678a). Il est presque impensable qu'Himmler, en tant que ministre de l'Intérieur n'ait pas été mis plus tôt au courant, au moins de manière informelle, de l'entretien du 3 janvier 1944.

(384) « *Der Einsetzung eines Höheren SS- und Polizeiführers nach niederländischen und norwegischen Muster, der sich die militärische Verwaltung stets widersetzt hat, steht nach Einführung der Zivilverwaltung nichts mehr im Wege.* »

(385) Cfr *supra*, p. 137.

(386) Selon une note de Laue, fonctionnaire à la Chancellerie du *Reich*, 6 mars 1944 (BAK, R 43 II/678a).

(387) Notice de Lammers, 18 mars 1944 (BAK, R 43 II/678a).

(388) Himmler souhaite voir dans le projet de décret : « *...noch eine Bestimmung aufzunehmen, durch die dem Reichskommissar ein Höherer SS- und Polizeiführer beigegeben wird, dessen Verhältnis zum Reichskommissar und zum Reichsführer-SS nach dem Vorbild der in den besetzten Ostgebieten bestehenden Regelung gestaltet werden möge.* »

La définition des liens hiérarchiques et de la tâche des représentants d'Himmler en Norvège (27 avril 1940) et aux Pays-Bas (18 mai de la même année) était en effet restée « très vague ». Peut-être s'était-il agi d'un « oubli plutôt volontaire » d'Himmler (389) qui ne souhaitait pas des précisions contraignantes mais comptait bien, fidèle en cela à sa tactique, exploiter le vague à son profit. Quoi qu'il en soit, les stipulations fixant la position et la compétence des HSSPF dans les territoires orientaux occupés (décret d'Hitler du 17 juillet 1941) étaient plus claires que celles des décrets norvégien et hollandais (390). Elles étaient en même temps suffisamment larges que pour permettre aux représentants d'Himmler de s'ingérer dans les domaines politique et policier sans avoir à s'inquiéter d'une soumission formelle « directe et personnelle » à leur commissaire du *Reich* respectif (391). Himmler lui-même n'avait-il pas, deux mois auparavant, pendant la préparation de *Barbarossa*, souligné que ses représentants à l'Est exerceraient « l'administration politique dans ces territoires » (392) ? Il est d'une importance capitale de bien avoir à l'esprit le fait qu'ils agirent toujours dans tous les territoires occupés comme défenseurs des intérêts d'Himmler dans l'exercice de sa double fonction : policière en tant que chef de la police allemande et politique en tant que fondé de pouvoir du NSDAP (393) pour le *Volkstum* (politique ethnique) — et que cette dernière fonction donnait au *Reichsführer* le prétexte rêvé de la plus large immixtion dans les territoires occidentaux limitrophes du *Reich*, de la Norvège à la Belgique (Wallonie comprise), considérés comme germaniques (394).

Revenons-en à la chronologie des faits. Himmler eut immédiatement gain de cause. Le 19 mars déjà, il apprit que le service compétent à la Chancellerie du *Reich* avait rédigé l'article souhaité sur le modèle en vigueur à l'Est. « L'approuvait-il ? », demanda-t-on (395). « Absolument », répondit, le 26, le secrétaire d'Himmler (396).

Pour le maintien de l'ordre public et de la sécurité dans les territoires occupés de la Belgique et du Nord de la France, aux termes du projet, le commissaire du *Reich* se voyait adjoindre, par le *Reichsführer-SS*, un HSSPF qui lui était « directement et personnellement » subordonné. Le *Reichsführer*

(389) IN 't VELD, *De SS en Nederland*, I, p. 74.

(390) H. KRAUSNICK, *Judenverfolgung*, in *Anatomie des SS-Staates*, II, pp. 303-304, édition DTV, Munich, 1967. IN 't VELD, *op. cit.*, I, p. 75.

(391) A propos de cette subordination apparente, cfr H. BUCHHEIM, *Die SS - das Herrschaftsinstrument*, in *Anatomie*, I, pp. 53-55, 116. IN 't VELD, *op. cit.*, pp. 75-76.

(392) A propos du décret d'Himmler du 21 mai 1944 (*Sonderauftrag des Führers*) cfr H. BUCHHEIM, *op. cit.*, pp. 116-117 et IN 't VELD, *op. cit.*, p. 75.

(393) IN 't VELD, *op. cit.*, p. 73. Himmler était depuis le 7 octobre 1939 *Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums*, mais cette fonction, « il avait réussi à la transformer en celle plus large et plus vague de fondé de pouvoir pour toutes les affaires de politique ethnique » (IN 't VELD, *op. cit.*, p. 73 et pp. 169-170).

(394) IN 't VELD, *op. cit.*, p. 73.

(395) *Reichskabinettsrat* von Stutterheim à Brandt, 19 mars 1944 (BAK, R 43 II/678a).

(396) Notice de von Stutterheim, 26 mars 1944 (BAK, *loc. cit.*).

pouvait donner au HSSPF des instructions techniques. Pour autant qu'elles fussent de portée générale ou d'une large signification politique, ces instructions devaient atteindre le HSSPF via le commissaire du *Reich* ⁽³⁹⁷⁾. Ce projet était presque littéralement identique à la règle adoptée dès juillet 1941 pour les territoires occupés à l'Est. Il devait devenir l'article VI du décret d'Hitler du 13 juillet 1944 concernant l'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France ⁽³⁹⁸⁾. Que le lecteur ne s'abuse pas quant à la subordination « directe et personnelle » du HSSPF à son commissaire du *Reich*. La formulation trompeuse masquait, en réalité, le fait qu'en raison de l'indépendance de fait du HSSPF à l'égard du chef militaire ou civil de l'administration d'occupation, ce HSSPF « était avant tout le co-exécutant de la politique d'Himmler ⁽³⁹⁹⁾ ». Que l'administration d'occupation soit militaire ou civile, le complexe SS formait toujours une « enclave » (le terme est emprunté à In 't Veld ⁽⁴⁰⁰⁾) de par la présence du HSSPF comme responsable politique et policier le plus important.

Compte tenu des buts avérés d'Himmler, la compétence de son futur représentant à Bruxelles aurait peut-être pu être davantage précisée. Le mot *Volkstum* est absent alors qu'il se trouve à deux reprises ⁽⁴⁰¹⁾ dans le décret d'Hitler du 9 mars 1942 sur la nomination d'un HSSPF à Paris et ce, bien que la question ethnique ne fut pas en France, pour l'occupant, d'une aussi pressante importance. En juin 1944, lors de la nomination d'un HSSPF en Ukraine, la tâche politique du représentant d'Himmler fut même, probablement pour la première fois, décrite de façon détaillée et officielle. Il était, lisait-on, compétent pour toutes les questions concernant la collaboration entre l'administration d'occupation, la SS et la police dans le commissariat du *Reich* ainsi que pour la politique ethnique et les autres questions politiques ⁽⁴⁰²⁾. On peut donc estimer qu'Himmler considérait que la définition proposée de la position et de la compétence de son HSSPF en Belgique et dans le Nord de la France, l'armait suffisamment contre un commissaire du *Reich* déterminé à refuser toute réduction de son pouvoir politique. L'article ne contenait-il pas, en effet, un passage concernant la portée des instructions techniques du *Reichsführer* offrant, en cas de besoin, la possibilité à son représentant à Bruxelles d'intervenir dans le domaine purement politique ? De plus, où se trouvait la frontière entre le politique et le policier ? En tant que chef

(397) « Zur Durchführung der polizeilichen Sicherung der besetzten Gebiete von Belgien und Nordfrankreich wird der Reichskommissar von Reichsführer-SS und Chef der Deutschen Polizei ein Höherer SS- und Polizeiführer beigegeben, der dem Reichskommissar unmittelbar und persönlich untersteht. Der Reichsführer-SS und Chef der Deutschen Polizei kann diesem Höheren SS- und Polizeiführer fachliche Weisungen erteilen. Sofern diese Weisungen allgemeiner Art oder politisch von weittragender Bedeutung sind, sind sie über den Reichskommissar zu leiten. »

(398) Non publié (BAK, R 43 II/678a). Il y avait également un paragraphe au sujet de la nomination d'un SSPF pour les deux départements du Nord de la France. Il aurait évidemment été subordonné au HSSPF de Bruxelles.

(399) IN 't VELD, *op. cit.*, I, p. 76.

(400) IN 't VELD, *op. cit.*, I, pp. 74 et 106.

(401) IN 't VELD, *op. cit.*, I, p. 75.

(402) BUCHHEIM, *op. cit.*, p. 121.

du *Sipo-SD*, Heydrich se considérait déjà en 1941 comme le responsable devant Himmler de la politique dans les territoires occupés. Il caractérisait lui-même son *Hauptamt*, le RSHA, une sorte de Ministère de la Police, comme le « *Hauptamt* politique de la SS (403) ». Si tel n'était pas le cas, il faudrait alors considérer qu'Himmler se résignait en 1944 à une limitation à la police de la compétence du HSSPF de Bruxelles. En janvier 1943, il avait quand même déclaré être prêt à l'accepter provisoirement (404). Cette hypothèse doit être écartée car, en 1944, Himmler était plus ambitieux qu'en 1943. On connaît même l'étendue de ses exigences avec précision. Cela nous ramène encore une fois à la chronologie des faits.

Nous sommes début avril 1944. Himmler ne peut plus, à ce moment, nourrir aucune illusion quant aux dispositions de Reeder à céder ses compétences politiques et policières à Jungclaus. Les rapports adressés de Bruxelles au RSHA par Canaris l'ont suffisamment informé quant à l'attitude du tenace *Militärverwaltungschef* : aucun transfert de compétence ne sera fait au profit de Jungclaus sans un ordre formel des pouvoirs compétents (405). (Ceux-ci étaient l'OKW, qui ne tirait pas dans le dos de Reeder, et Hitler qui avait seul le droit de nomination mais, provisoirement, ne se mêlait pas de la question.) Dans ces conditions, Himmler n'a plus d'autre issue que la patience et l'attente d'une décision du *Führer* remplaçant finalement l'administration militaire de Bruxelles par une administration civile avec un commissaire du *Reich* flanqué d'un HSSPF. Il estime cependant que les mesures préparatoires doivent être prises en temps opportun en collaboration avec Kaltenbrunner, chef du RSHA qui, de par ses fonctions, a été associé aux entretiens avec Reeder depuis 1942. Ces mesures préparatoires sont significatives des compétences qu'il souhaite voir attribuer à Jungclaus en tant que HSSPF.

Le 11 avril 1944, Himmler fit tenir, comme affaire d'Etat secrète, les rétroactes de la question à Kaltenbrunner (406). De ce dernier, une importante communication partit peu après à l'adresse du lieutenant-colonel de la police Suchanek qui, en tant qu'officier de liaison d'Himmler auprès du *Sipo-SD*, était chargé au RSHA des affaires concernant tous les HSSPF en Allemagne et dans les territoires occupés (407). Kaltenbrunner souligna que dans le traitement ultérieur de la question « dans la nouvelle perspective de

(403) BUCHHEIM, *op. cit.*, pp. 85-86. Dans sa lettre fondamentale du 30 octobre 1941 à Kurt Dalüge, chef de l'*Ordnungspolizei*, Heydrich souligna que « les intérêts généraux du *Reichsführer-SS* » étaient : « *Waffen-SS, Volkstumsfragen, Sicherheitspolizei-SD und politische Fragen und Ordnungspolizeiliche Fragen* » (BUCHHEIM, *op. cit.*, p. 145).

(404) *Cahiers*, 5, p. 19.

(405) Cfr *supra*, p. 138.

(406) C'est-à-dire les pièces résultant des pourparlers avec Reeder, le commandement suprême de l'armée (OKH et OKW) et le RSHA depuis le printemps de 1942. Ces rétroactes ont disparu à l'exception de la lettre d'accompagnement du 11 avril 1944. Il en est fait mention dans la réponse de Kaltenbrunner. Cfr note suivante.

(407) Kaltenbrunner à Himmler, à l'attention de Suchanek, ...avril 1944, date non précisée davantage. *Geheime Reichssache* (IfZM, Fa 156, 766-769).

l'installation d'un *Reichskommissar* (408) », il était désirable que ce dernier abandonnât au futur HSSPF les compétences dont la cession avait déjà été exigée du *Militärbefehlshaber* au cours des pourparlers antérieurs (409). Il ne fait aucun doute que Kaltenbrunner exprimait de cette manière, en style administratif, les ambitions politiques et policières de son chef, le *Reichsführer-SS*.

Quelles compétences Himmler avait-il souhaité, lors des pourparlers (avec Reeder), voir abandonner par von Falkenhausen et dès lors quelles compétences voulait-il que le *Reichskommissar* abandonnât à son tour ? En bref : toutes celles qui concernaient la police et la politique ethnique. Concrètement, les exigences d'Himmler étaient les suivantes : 1) Le *Kommandostab*, branche militaire de l'administration d'occupation, devait perdre son autorité sur la *Geheime Feldpolizei* dans son ensemble ; 2) Les groupes Police, Politique ethnique et Législation devaient être enlevés au ressort du *Militärverwaltungschef* Reeder (410). Le *Militärbefehlshaber* (s'il restait en fonction) ou son successeur le *Reichskommissar* (si la *Militärverwaltung* disparaissait) devaient accepter une limitation de leur compétence à l'économie, un domaine où, provisoirement, Himmler n'osait se hasarder, et aux tâches administratives sans portée politique, pour lesquelles il n'avait aucun intérêt. En tant que HSSPF Jungclaus dirigerait de plus, via un *Befehlshaber* qui lui serait directement subordonné, le *Sipo-SD* et demeurerait compétent (ce n'était naturellement pas une exigence à l'égard de la *Militärverwaltung*) pour toutes les matières dont il s'était déjà occupé depuis avril 1942 dans le cadre de sa *Dienststelle* et en tant que fondé de pouvoir du *Reichsführer-SS* pour la politique ethnique germanique en Flandre et en Wallonie (411). Il devait donc, par exemple, rester le chef de la *Germanische Leitstelle*. Il est clair que dans le secteur civil, à l'exception de l'économie et de quelques tâches administratives considérées comme secondaires, Himmler allait pratique-

(408) Souligné par nous.

(409) « Bei der weiteren Behandlung der Angelegenheit unter dem neuen Gesichtswinkel der Einsetzung eines Reichskommissars scheint es mir notwendig zu sein, dass von seiten des Reichsführers-SS gegenüber dem Reichskommissar für den Höheren SS- und Polizeiführer dieselben Zuständigkeiten gefordert werden, wie in den bisherigen Verhandlungen gegenüber dem Militärbefehlshaber. »

(410) On trouve la longue liste des compétences ci désignées dans l'annexe détaillée (deux pages dactylographiées) de la lettre, citée à la note 407, de Kaltenbrunner à Himmler. Le groupe *Polizei* comprenait, entre autres, les services suivants : police et gendarmerie belge ; sabotage, terrorisme et bandes armées ; repréailles ; armes et explosifs ; police administrative, police des mœurs, police de la circulation ; police des étrangers ; internement des étrangers ennemis ; mesures d'emprisonnement, y compris les prises d'otages dans un but de sécurité et les demandes de grâce. Des détails manquent à propos du groupe *Volkstum*. Le groupe Législation dans la *Präsidialkanzlei* de Reeder était compétent pour le droit pénal matériel (le droit pénal matériel décrit les délits et fixe les peines alors que le droit pénal formel décrit la procédure qui doit être suivie par les personnes et les institutions compétentes) ; les affaires d'armes et d'explosifs ; les droits de réunion et d'association ; les affaires ecclésiastiques ; les délits raciaux et sexuels ; toutes les autres questions importantes, en particulier le droit pénal et la nationalité (*Staatsangehörigkeit*).

(411) Dans sa lettre d'accompagnement (voir note 407), Kaltenbrunner précisait qu'il s'agissait de compétences d'Himmler dans sa fonction de *Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums*.

ment régner sur la Belgique via son HSSPF — pour autant que le commissaire du Reich acceptât dans son ressort une immixtion politique aussi dange-reuse que celle du Reichsführer-SS. Cela ne semblait précisément pas devoir être le cas avec le dignitaire du parti choisi par Hitler pour exercer la fonction de commissaire du Reich : Josef Grohé, Gauleiter du NSDAP à Cologne.

Soyons à nouveau attentifs à la chronologie. Les sources ne nous apprennent à peu près rien concernant la période qui va de la mi-avril à la mi-juillet (412). La suite du traitement de la question soulevée par Kaltenbrunner dans sa lettre à Suchaneck (413), n'est donc pas connue. Il est établi qu'Hitler décida, dans la première moitié de juillet, de façon fort soudaine, de limoger von Falkenhausen et de remplacer la *Militärverwaltung* par une *Zivilverwaltung*. La mauvaise volonté du *Militärbefehlshaber* dans l'application des ordonnances sur le travail obligatoire en Allemagne fournit au *Führer* le prétexte de mettre fin à des années d'hésitation (414). Le 11 (415), il invita, pour le lendemain (416), Grohé à l'Obersalzberg (Berchtesgaden) pour un entretien au plus haut niveau. Le décret d'Hitler concernant l'établissement d'une administration civile d'occupation en Belgique et dans le Nord de la France date du 13 (417). Immédiatement après l'entretien de Berchtesgaden, Grohé invita Reeder à Cologne pour le 14, aux fins de convenir des modalités du transfert des compétences et — c'était le fait important — de demander la collaboration du *Militärverwaltungschef* compétent pour les affaires belges (418). Reeder accepta. Nous verrons bientôt à quelle condition. On ne sait si le haut fonctionnaire a profité de l'occasion pour proposer au haut dignitaire du parti qu'il connaissait très bien (Reeder était depuis 1936 *Regierungspräsident* à Cologne) de faire pièce au Reichsführer-SS, dans l'ultime phase de la lutte, en limitant la compétence de Jungclaus au domaine policier ou si c'est Grohé lui-même, conscient de « son autorité politique et de sa plus grande compétence (419) », qui décida de ne tolérer aucune ingérence de la SS dans son ressort. Les deux possibilités ne s'excluent pas.

(412) Cfr cependant Berger à Himmler, 23 avril 1944, ci-après, p. 179.

(413) Cfr *supra*, p. 175.

(414) Les prodromes de l'établissement d'une *Zivilverwaltung* en Belgique et dans le Nord de la France sont amplement étudiés dans notre livre *Hitler en het politieke lot van België*, II (en préparation). Cfr en attendant W. WAGNER, *Belgien in der deutschen Politik während des Zweiten Weltkrieges*, Boppard, 1974.

(415) Pour les dates qui suivent, cfr Pv. Reeder, von Falkenhausen, Grohé, 4 mars 1949, pp. 7 et 11 (Proc. vF. 99). Les témoignages ne sont pas concordants. Nous avons essayé d'établir la chronologie des faits aussi précisément que possible.

(416) Le compte rendu (*Vermerk*) de cette réunion a été publié avec une introduction dans *Cahiers*, 1, pp. 67-129.

(417) *Ibidem*, p. 68.

(418) Pv. Reeder, 4 mars 1949, p. 5 (Proc. vF., 205). Au cours du voyage aller, Reeder fut victime dans la région de Cologne d'un accident de voiture. Grohé vint le visiter à l'hôpital pour y tenir l'entretien prévu. Ce n'est que le 19 juillet que Reeder put être transféré à Bruxelles. Il resta alité jusqu'à la mi-août (Pv. Reeder, 22 février et 4 mars 1949. Proc. vF. 185 et 205. Déclaration de Reeder lors de son procès, feuille d'audience du 27 septembre 1950, p. 10).

(419) Selon Grohé dans une lettre adressée le 14 mars 1976 à l'auteur.

Lorsque Grohé partit quatre jours plus tard (18 juillet) à Bruxelles pour s'installer dans sa nouvelle fonction, Jungclaus savait que, cette fois, Himmler avait frappé à côté et que la réussite totale lui avait échappé en extremis. A 11 h. 30, quelques heures avant l'arrivée de Grohé, Jungclaus donna par télex à son chef la nouvelle décevante que le nouveau commissaire du *Reich* avait fait appel à Reeder et que ce dernier avait accepté à condition toutefois que la politique suivie par lui continue à être d'application⁽⁴²⁰⁾. Il faut entendre par là, non la politique pro-VNV qui était dépassée, mais la politique anti-SS pour autant qu'elle concerna le comportement à l'égard de la collaboration politique. Une douloureuse précision suivait : la politique ethnique tant convoitée par Himmler serait, avec la propagande, la presse et la culture, confiée à un membre de l'Etat-major de Grohé en tant que *Gau-leiter*. L'avis que le commissaire du *Reich* viendrait discuter aussi vite que possible de la politique ethnique avec le *Reichsführer* était la seule maigre consolation⁽⁴²¹⁾.

Pendant des années, en tant que *Militärverwaltungschef*, Reeder s'était opposé avec succès à la nomination d'un HSSPF dans son ressort. Dans la nouvelle administration d'occupation il redevenait le numéro deux. Il pouvait de plus goûter le plaisir de devenir le substitut d'un commissaire du *Reich*, son « vieil ami », qui, à l'ultime limite, avait barré la route à Himmler sur le terrain politique⁽⁴²²⁾. Pour Reeder, c'était plus qu'une demi-victoire et pour Himmler, c'était plus qu'une demi-défaite, difficile à digérer⁽⁴²³⁾. Lui et les siens, à l'occasion, feraient payer l'adversaire tenace. Lorsqu'à la fin décembre 1944, une reconquête de la Belgique par les Allemands parut probable et que

(420) Jungclaus à Himmler, 18 juillet 1944, 11 h. 30. *Geheime Reichssache* (IFZM, MA 332 et T-175, 130, 2657000-02).

(421) « *Auf Wunsch RK Grohé wird Militärverwaltungschef Reeder einschl. Militärverwaltungsstab vom RK übernommen. Reeder hat dem Wunsch des Reichskommissars entsprochen, so lange die bisher von Graf. Reeder verfolgte Politik vom RK gebilligt wird. Für die Propaganda des RK und für die Volkstumspolitik soll vom Gaustab des RK der SS-Standartenführer Obbling abgestellt werden. Bezüglich Führung der gesamten Volkstumspolitik im hiesigen Raum beabsichtigt der RK mit dem Reichsführer-SS schnellmöglichst eine Besprechung herbeizuführen.* » On connaît peu de choses au sujet de cet entretien. Cfr *infra*, p. 181.

(422) Par décret du 28 juillet constituant son état-major, Grohé nomma Reeder son « représentant général » (*allgemeiner Vertreter*). (BAK, R 43 II/678b). Au cours de l'instruction de son procès, Reeder tenta de minimiser l'importance de sa nouvelle fonction. Il affirma qu'il n'avait été qu'un « agent de liaison ». En tant qu'ancien collaborateur de von Falkenhausen, il avait prié Grohé de ne pas lui donner un rôle important « dans le cadre d'une administration civile » (Pv. Reeder, 4 mars 1949, pp. 5-6. Proc. vF. 991). Lors de son allocution aux secrétaires généraux à l'occasion de son installation (18 juillet), Grohé déclara cependant que Reeder était appelé à poursuivre son importante tâche (DELANDSHEERE-OOMS, *La Belgique sous les Nazis*, IV, p. 193). A l'occasion du cinquantième anniversaire de Reeder, le *Brüsseler Zeitung* (22-23 juillet 1944) écrivit que Grohé avait appelé « son vieil ami et collaborateur de Cologne à poursuivre une tâche à laquelle il s'était consacré corps et âme depuis plus de 4 ans ».

(423) Lorsqu'Himmler rencontra Grohé, début août, au Quartier Général du *Führer*, il ne put s'empêcher d'exprimer son dépit de ce que Reeder « n'avait pas donné suite à certains souhaits ». On comprend lesquels. Il avait encore une seconde plainte à exprimer : Reeder avait politiquement soutenu Elias et non Van de Wiele et Degrelle (Pv. Grohé, 2 mars 1949. Proc. vF., 196).

la question de l'administration d'occupation fut envisagée au plus haut niveau, Himmler téléphona d'urgence à Stuckart, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, que Reeder ne pouvait revenir en Belgique sous aucun prétexte et qu'en tant qu'officier, il lui était également interdit de franchir la frontière (424). Après l'échec de l'offensive des Ardennes, un Berger haineux alla même jusqu'à accuser en termes clairs Reeder « d'avoir contribué à un rapide effondrement ». Tant chez les Flamands que chez les Wallons c'était, en effet, « l'homme qui avait empêché qu'on en arrive à ses fins ». Il qualifiait Reeder et son conseiller Heym de « particulièrement douteux sur le plan politique » (« *politisch auf das Schwerste belastet* ») (425). A la même époque, Himmler, Berger et le RSHA s'opposèrent par tous les moyens à l'obtention par celui qui leur mettait des bâtons dans les roues, de la Croix de Chevalier du Mérite militaire et ce, malgré les propositions répétées de l'OKH en ce sens (426).

On peut se demander si Himmler a été tellement surpris du comportement de Grohé. Ne pouvait-il en rien subodorer la volonté profonde du nouveau commissaire du *Reich* de ne supporter dans l'exercice de sa fonction aucune autre autorité que celle d'Hitler ? Pauvres, les sources vont toutes, à cet égard, dans la même direction. Dès avril, Berger avait signalé à son chef que le *Gauleiter* de Cologne ne désirait pas jouer le rôle politique de représentant du NSDAP en Belgique, craignant des difficultés avec le *Reichsführer* (427). Il n'est donc pas exagéré d'en déduire qu'à ce moment Himmler savait déjà que Grohé n'était pas disposé à agir dans la ligne de la SS en Belgique occupée. La lettre de Rauter, HSSPF aux Pays-Bas, à un coreligionnaire politique est plus explicite. Le 20 juillet, deux jours après l'installation de la nouvelle administration d'occupation à Bruxelles, il écrivait : « En cette quatrième année d'occupation, il ne sera pas facile au *Gauleiter* Grohé de s'imposer en tant que *Reichskommissar* dans les circonstances actuelles en Belgique... Les rapports seront également tendus entre le *Gauleiter* Grohé et le *Reichsführer-SS* car ce dernier a pris l'habitude de traiter les questions de politique ethnique flamandes via l'*Obergruppenführer* Berger... Je peux diffi-

(424) Déclaration solennelle (*eidesstattliche*) de W. Stuckart, 26 mai 1949 (BAK, *Alliierte Prozesse IV*, von Falkenhausen, 109). Selon Stuckart, Himmler donna cet ordre, le 29 décembre 1944, par téléphone. Reeder se trouvait alors justement chez le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, à Berlin, pour un entretien préparatoire concernant le régime d'occupation d'une Belgique dont la reconquête était prévue. Etait-ce un hasard ou Himmler avait-il été secrètement été informé par des fonctionnaires pro SS de la *Reichskanzlei* ?

(425) « *Nach dem Ammenbruch gilt sowohl bei Flamen wie auch bei Wallonen Reeder als der Mann der Sie nicht zum Zuge kommen liess und damit diesen raschen Zusammenbruch überhaupt ermöglicht hätte. Er ist also wie sein Oberregierungsrat Dr. Heym politisch auf das schwerste belastet.* » (Berger à Brandt pour Himmler, 5 janvier 1945, *Geheim*. T-175, 56, 2570528-29.)

(426) Comme note 415.

(427) Berger à Himmler, 23 avril 1944 (RVOA, IS51-N10/2). Berger communiqua à Himmler que Bormann aurait décidé de confier la direction du *Germanische Arbeit* (tâche de la SS !) à Bohle, chef de l'*Auslandorganisation* du NSDAP. Dans ce contexte, écrivait-il, un *Arbeitskreis* du NSDAP serait établi avec Grohé comme chef pour la Belgique. Ce dernier se serait alors rendu en Belgique pour apprécier la situation *de visu*. « (Er) scheint aber, da er mit der Beauftragung Schwierigkeiten mit dem Reichsführer-SS befürchtet, zurückgetreten zu sein. »

cilement m'imaginer que le commissaire du *Reich* abandonnera ce domaine politique si important (428). » Il est hautement invraisemblable qu'Himmler ait ignoré ce que Rauter prévoyait de façon aussi précise.

En tout état de cause, Grohé n'envisageait pas d'abandonner la politique ethnique au nouveau HSSPF. Son appel à Reeder et l'acceptation des conditions de ce dernier ne faisaient pas prévoir une évolution favorable pour la politique SS en Belgique même sous une administration civile. Il n'est pas étonnant que Berger ne fût pas à l'aise. Fin juillet, il invita Jungclaus à Berlin. Apparemment soulagé, il informa Himmler que considérée dans son ensemble, la situation était « en fait plus réjouissante » (« *wesentlich erfreulicher* ») que ce qu'il avait cru (429). Mais il ne put rien avancer de tangible pour justifier son optimisme. Au contraire, il écrivit que Grohé avait rencontré Van de Wiele et Degrelle (430). Tous les deux souhaitaient rompre avec « le système des secrétaires généraux », congédier tous les secrétaires généraux et les remplacer « par des Flamands et des Wallons ». (Berger ne précise pas davantage mais il va de soi que seuls des adhérents à la DeVlag et des rexistes seraient pris en considération pour la succession.) Pour le chef du *SS-Hauptamt* cette communication était le prélude à une attaque contre l'homme qui s'opposait encore toujours à Himmler à Bruxelles. Par sa « forte influence » sur le commissaire du *Reich*, Reeder était responsable de ce que la question des secrétaires généraux n'eut pas encore été abordée (431). Berger s'en prenait de façon particulièrement véhémement à Heym, l'ancien référendaire de Reeder pour la politique ethnique qui était, lui aussi, resté en fonc-

(428) « *Gauleiter Grohé wird es nicht leicht haben, jetzt im 4. Jahr der Besetzung als Reichskommissar in die belgischen Verhältnisse einzusteigen... Schwierig wird auch das Verhältnis Gauleiter Grohé — Reichsführer-SS werden, da bisher der RFSS über Obergruppenführer Berger die flämische Volkstumsfrage behandelt hat... Ich kann mir nicht gut vorstellen, dass der Reichskommissar auf dieses so wichtige politische Gebiet verzichten wird.* » (Rauter à R. Thiel, 20 juillet 1944. RVOA, HSSPF 4a). Le Dr. In 't Veld a eu la grande amabilité de nous procurer une copie de la lettre de Rauter. Concernant R. Thiel, IN 't VELD, *op. cit.*, I, p. 554, note 8.

(429) Berger à Himmler, 31 juillet 1944. *Geheime Kommandosache* (BAK, NS 19/1541 et T-175, 80, 2600653-54).

(430) Grohé avait également rencontré Elias. Il considérait vraisemblablement qu'il était préférable de taire vis-à-vis de Berger le contact avec le chef du VNV. L'entretien Grohé-Elias fut confirmé par les deux parties après la guerre. Grohé évita prudemment de préciser ce dont il avait été question. Il dit seulement qu'il n'avait pas été question de l'exécution d'otages à Gand, une affaire avec laquelle Elias n'avait absolument rien à voir mais qui avait été évoquée par Grohé (Pv. Grohé, 22 février 1949. Proc. vF. 186). Il importe de souligner que l'exécution de 15 otages à Gand date du 23 août 1944. Il est impensable que Grohé, qui était entré en fonction le 18 juillet à Bruxelles, ait attendu plusieurs semaines avant d'inviter le chef du VNV à un entretien. Le témoignage d'Elias est tout à fait différent. Selon lui, Grohé avait conçu le projet de nommer malgré tout de nouveaux secrétaires généraux. A la question de savoir s'il était prêt à offrir la collaboration du VNV, Elias avait répondu « ne pas vouloir la prendre en considération avant que les conditions que j'avais posées lors de mon entretien à Salzbourg ne soient remplies. On en est resté là. » (Pv. Elias, 26 février 1947. Arch. pers. A.) Les sources ne nous apprennent rien quant à la date exacte de l'entretien. Selon Elias, il eut lieu « quelques jours » après l'entrée en fonction de Grohé. Cela doit être exact.

(431) « *Reichskommissar Grohé scheint unter dem starken Einfluss von SS-Gruppenführer Reeder an dieses Problem nicht herangehen zu wollen.* »

tion sous Grohé (432) ! Quoiqu'étant un chef SS, il exerçait depuis longtemps une « influence pernicieuse » et « très défavorable » sur son nouveau chef (433). Le *Reichsführer* ne pouvait-il suggérer à Reeder de libérer Heym pour le Front ? (Suggestion ridicule.) Pour le reste, Berger se contentait de la vague constatation que Grohé « donne l'impression d'être prêt à collaborer de façon ouverte et loyale ».

Le 2 août, le chef du *SS-Hauptamt* rencontra également Grohé à Berlin. (La veille, Jungclaus avait été officiellement nommé HSSPF (434).) Après « un entretien très approfondi », Berger estima pouvoir à nouveau rassurer Himmler par un rapport optimiste (435). « Je crois que nous en arrivons à une collaboration parfaite », assurait-il, vu que le commissaire du *Reich*, « à l'encontre des mesures des petites gens de la Chancellerie du Parti, cherche un contact très étroit avec le *Reichsführer-SS* ».

On peut se demander si l'optimisme affiché par Berger ne cachait en fait son inquiétude. Il ne pouvait, en effet, savoir comment évolueraient les relations entre, d'une part, le complexe SS avec Jungclaus, Berger et Himmler et, d'autre part, le *Reichskommissar-Gauleiter* appuyé par la Chancellerie du Parti de Bormann, « concurrent le plus dangereux d'Himmler dans les affaires de politique germanique » (436). Notre interrogation doit rester sans réponse étant donné que les circonstances (la fin de l'occupation approchait) ont empêché l'éclatement d'un conflit. Les protagonistes potentiels d'une lutte pour le pouvoir politique avaient vraisemblablement en juillet-août 1944 d'autres préoccupations que celle de se demander qui, du *Reichskommissar* ou du *Reichsführer-SS*, définirait et conduirait la politique ethnique en Belgique. Il est certain que Grohé avait gagné la première manche (par surprise ?) en écartant résolument Jungclaus de la politique ethnique dans son nouveau ressort. Entretemps, les éléments d'un conflit explosif s'accumulaient. En tant que *Reichskommissar-Gauleiter*, Grohé était certainement peu disposé à tolérer l'interférence d'une subordination politique à Himmler sur sa subordination directe à Hitler. Mais en tant que fondé de pouvoir du parti pour toutes les questions de politique ethnique et en vertu de l'ordonnance 54/42 bien connue (437), le *Reichsführer-SS* était exclusivement compétent en matière de *Germanische Arbeit* dans un ressort où le frais émoulu *Reichskommissar* s'était approprié cette compétence en l'enlevant pour ce faire à Jungclaus, représentant d'Himmler. En tant que HSSPF à Bruxelles, Jungclaus demeurait toutefois le chef de la *Germanische Leitstelle* régionale. Il semble

(432) Sous Reeder, Heym avait fonctionné en tant que référendaire personnel. Il avait conservé cette fonction de confiance sous Grohé (Pv. Reeder-Grohé, 6 juillet 1949. Proc. vF., 698).

(433) « Für verderblich halte ich, dass der Kriegsverwaltungsrat Heym, der seither schon einen sehr ungünstigen Einfluss (obwohl SS-Führer) auf SS-Gruppenführer hatte, nach wie vor die Volkstumsfragen als Referent bearbeitet. »

(434) L'avis de nomination ne parut que le 10 août 1944 dans le *Brüsseler Zeitung*.

(435) Berger à Himmler, 3 août 1944. *Geheim* (T-175, 80, 2600644-46).

(436) IN 't VELD, *op. cit.*, I, p. 167.

(437) Voir *Cahiers*, 4, pp. 137-138 et IN 't VELD, *op. cit.*, I, pp. 167-172.

peu probable qu'Hitler se fût laissé ainsi écarter par Grohé d'un domaine qu'il considérait jusque-là comme exclusivement sien.

Ce qui suit donne un avant-goût de la lutte de compétences qui se serait à nouveau déchaînée si les circonstances l'avaient encore permis. Dans la première moitié de décembre 1944, Grohé reçut en son bunker de service, entre Cologne et Düren, la visite d'un représentant des Affaires étrangères, le diplomate Krug von Nidda, chargé par son Ministre de s'informer au sujet de la situation politique en Belgique. (von Ribbentrop nourrissait l'ambition de jouer enfin un rôle dans la *Belgienpolitik* au cas où notre pays serait à nouveau occupé.) Grohé, toujours commissaire du *Reich* en titre, déclara immédiatement que « maintenant comme auparavant » il se distançait des méthodes de travail des services allemands compétents en matière de *Belgienpolitik*. Il se plaignit de n'être parfois informé de certaines mesures et décisions qu'*a posteriori*. Il cita à ce propos les noms de Goebbels et Berger. Le *SS-Hauptamt*, poursuivit Grohé, fait courir le bruit que je soutiens principalement le VNV. C'est inexact, souligna-t-il. Van de Wiele est « pour les Flamands un chef de loin supérieur » à Elias. Il conclut qu'il fallait mettre un terme aux conflits de compétence (*Gegeneinanderarbeiten*) entre services allemands devenus de notoriété publique au cours de l'exercice de ses fonctions en Belgique (438).

Aucun doute n'est permis quant à la politique que Grohé aurait suivie à l'encontre de mouvements de collaboration très réduits (439) s'il en avait encore eu l'occasion : en Wallonie, il aurait travaillé avec Rex, en Flandre avec la DeVlag et non avec le VNV. Les instructions d'Hitler du 12 juillet, tacitement approuvées par Hitler, étaient suffisamment claires à cet égard (440). On se demande cependant comment Reeder, représentant et homme de confiance de Grohé, aurait jamais pu collaborer avec Degrelle et Van

(438) Note de l'ambassadeur Krug von Nidda pour von Ribbentrop, 14 décembre 1944 (*Cabiers*, 1, p. 98, note 87). On ne voit pas clairement si Grohé signifiait ainsi qu'il avait eu connaissance de ces abus de par l'exercice de ses fonctions de *Reichskommissar* ou s'il avait appris, par Reeder et Heym, que ces abus avaient paralysé pendant des années le travail de la *Militärverwaltung*.

(439) Au cours d'un entretien avec Lammers à Berlin le 2 août 1944, Grohé dit notamment que la base politique de l'administration allemande en Belgique et dans le Nord de la France était « particulièrement étroite ». Le VNV, mécontent, se tenait à l'écart. Van de Wiele et Degrelle n'étaient suivis (chacun ?) que par 3 % de la population (Note de Lammers, 4 août 1944. BAK, R 43 II/678b).

(440) *Supra*, p. 154. Grohé considérait Van de Wiele comme « ein offener und gerader Charakter und unser zuverlässigster Freund », Degrelle comme « menschlich sympathisch, ausserordentlich intelligent und gewandt », mais mettait en garde à l'encontre des ambitions belges du chef de Rex (comme note précédente). Selon *Die Lage*, bulletin interne de la direction de la propagande du *Reich* du NSDAP (n° du 23 août 1944, p. 10), seuls la DeVlag et Rex étaient encore considérés comme pouvant jouer un rôle politique. Que le rôle politique du VNV fut terminé apparaît clairement dans l'histoire de la *Vlaamse Landsleiding* (cfr W. MEYERS, *La « Vlaamse Landsleiding » — Un « gouvernement » d'émigrés en Allemagne après septembre 1944*, dans *Cabiers*, 2, pp. 238-39). Il faut cependant remarquer qu'Elias lui-même n'était pas prêt à encore jouer un rôle politique actif et l'avait dit clairement aux services allemands compétents. Cela n'empêcha pas certains services allemands, e.a. le *Reichssicherheitshauptamt*, de « laisser la porte ouverte » (MEYERS, *art. cité*, pp. 262-263).

de Wiele. En tant qu'alliés d'Hitler, tous deux étaient des adversaires politiques de l'ancien *Militärverwaltungschef* qui, en outre, ne pouvait personnellement souffrir Degrelle.

Après la guerre, Grohé déclara toutefois qu'en tant que commissaire du *Reich*, il ne craignait pas Himmler, que ce dernier n'avait rien à lui dire et qu'il aurait créé l'atmosphère qui lui convenait dans son nouveau ressort. Propos auxquels un Reeder expérimenté réagit froidement par la remarque fondée que Grohé n'était resté en fonction que pendant quelques semaines et qu'il aurait lui aussi, après un certain temps, eu des comptes à rendre « aux satellites d'Hitler ⁽⁴⁴¹⁾ ». Le plus puissant de ces satellites était un Himmler aux très larges compétences.

(441) Pv. Grohé, von Falkenhausen, Reeder, 4 mars 1949, p. 6 (Proc. vF. 206).

LISTE DES ABBREVIATIONS

Arch. pers. A.	Archives personnelles de l'auteur
All. Proz.	<i>Alliierte Prozesse</i>
BAK	<i>Bundesarchiv Koblenz</i>
BDC	<i>Berlin Document Center</i>
<i>Cahiers</i>	Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale
Can.	Canaris
CREHSGM	Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale
DeVlag	<i>Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft</i> <i>Duits-Vlaamse Arbeidsgemeenschap</i>
DBV	<i>Dietse Blauwvoetvendels</i>
DMS	<i>Dietse Meisjesscharen</i>
GFP	<i>Geheime Feldpolizei</i>
Gestapo	<i>Geheime Staatspolizei</i>
HSSPF	<i>Höherer SS- und Polizeiführer</i>
IfZM	<i>Institut für Zeitgeschichte München</i>
JMB	Justice Militaire Belge (Auditorat général Bruxelles)
MBBNf	<i>Militär Befehlshaber in Belgien und Nordfrankreich</i>
MVC	<i>Militärverwaltungschef</i>
NSB	<i>Nationaalsocialistische Beweging (Pays-Bas)</i>
NSDAP	<i>Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei</i>
NSJV	<i>Nationaalsocialistische Jeugd Vlaanderen</i>
OFK	<i>Oberfeldkommandant(ur)</i>
OKH	<i>Oberkommando des Heeres</i>
OKW	<i>Oberkommando der Wehrmacht</i>
PAB	<i>Politisches Archiv Bonn</i>
Proc.	Procès
Pv	Procès-verbal
RBHC	Revue belge d'histoire contemporaine
RFSS	<i>Reichsführer-SS</i>
RSHA	<i>Reichssicherheitshauptamt</i>
RvOA	<i>Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie Amsterdam</i>
Sipo-SD	<i>Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst</i>
SS	<i>Schutzstaffel</i>
TB	<i>Tätigkeitsbericht de Reeder à l'OKH</i>
T (suivi de trois chiffres)	Documents microfilmés <i>German Records Microfilmed at Alexandria, Va. (GRMA)</i> . Le premier chiffre indique la série, le second le rouleau, le troisième l'image
vF	von Falkenhausen
VNV	<i>Vlaams Nationaal Verbond</i>

Kurt Fagnoul *

ASPECTS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE AU PAYS DE SAINT-VITH **

Un territoire frontalier est toujours un pays déchiré : les uns s'y sentent dans leur patrie, les autres penchent par leurs modes de pensée et pratiques quotidiennes vers le pays voisin. Cette constatation délimite exactement notre sujet.

Pendant six cents ans, le pays de Saint-Vith fut rattaché à Luxembourg. Quand éclata la Révolution Française et que Saint-Vith fut impliqué dans ses désordres militaires, la Convention décréta le 1^{er} octobre 1795, l'annexion des Pays-Bas autrichiens, de la principauté de Liège ainsi que de la principauté abbatiale de Stavelot Malmédy. Stavelot Malmédy ainsi que Saint-Vith, fief luxembourgeois, et Eupen s'intégrèrent au département de l'Ourthe dont la majeure partie était constituée par l'évêché de Liège. Malmédy devint le siège de l'arrondissement de Malmédy auquel appartenaient Eupen et Saint-Vith. Pour la première fois, Saint-Vith constitua ainsi une entité administrative avec Eupen et Malmédy. Au congrès de Vienne de 1815, Eupen et Saint-Vith ainsi que la moitié orientale de l'ancien domaine abbatial de Stavelot Malmédy échurent à la Prusse. Jusqu'à l'année 1919, Eupen Malmédy Saint-Vith appartinrent à l'arrondissement d'Aix-la-Chapelle, donc à l'empire allemand.

Les guerres patriotiques appelaient les hommes sous les drapeaux, et les vétérans se rassemblèrent au sein du « *St. Vither Kriegsverein 1888* » dont le drapeau repose aujourd'hui, après avoir connu bien des avatars, au Musée Populaire de Saint-Vith Z.V.S. Les guerres de 1866 et 1870-1871

(*) Traduit de l'allemand.

(**) Texte basé sur une communication faite le 3 octobre 1981 à l'Académie épiscopale d'Aix-la-Chapelle sous le titre : « *Das Sankt Vither Land. Politischer Spielfeld im deutsch-belgischen Eroberungsfeld* ».

Je remercie particulièrement tous les témoins qui ont bien voulu me livrer leurs souvenirs.

s'étaient terminées victorieusement pour la Prusse et leur souvenir était exaltant. Mais quand la première guerre mondiale s'acheva par la défaite allemande, la plupart des anciens combattants se sentirent trahis par la Patrie. Le Traité de Versailles assombrit encore plus les esprits : Eupen, Malmédy, Saint-Vith furent octroyés à la Belgique. Le 22 octobre 1919, le lieutenant-général Baltia était nommé Haut Commissaire et Gouverneur d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith⁽¹⁾. La cession de ces territoires fut réglée par un référendum populaire qui entra dans l'histoire sous le nom de « petite farce belge ».

L'annexion d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith à la Belgique ouvrit une période de combat qui culminera en 1940. La population se divisa en deux camps et, avec les années, le fossé s'approfondit entre les deux communautés⁽²⁾. Les journaux régionaux d'alors n'acceptèrent pas unanimement l'annexion : ainsi le *Malmédy-Saint-Vith Volkszeitung*, édité à Saint-Vith par Hermann Doepgen. A Eupen existaient l'*Eupener Nachrichten* et l'*Eupener Zeitung* ; en langue allemande paraissait encore le *Landbote*⁽³⁾.

Des raisons stratégiques et militaires avaient également présidé à l'annexion. Déjà pendant la guerre, on avait plaidé pour une frontière orientale de la Belgique militairement plus efficace⁽⁴⁾. Parmi les porte-paroles de cette exigence figuraient beaucoup de Français ainsi que des Belges : Des Ombiaux, Wallez, Zwendelaar⁽⁵⁾ ; d'autres demeuraient dans l'anonymat. La Haute Fagne jouait un rôle essentiel dans ces considérations stratégiques. Qui détenait le Haut-Plateau des Fagnes pouvait atteindre avec une facilité extraordinaire la ville impériale d'Aix, blottie au fond de la vallée. Désormais, avec son nouveau tracé, la frontière belge se situait à moins de 3 km du centre d'Aix, à près de 10 km de Stolberg et à quelque 15 km seulement de la zone industrielle d'Eschweiler.

L'annexion suscita cependant des protestations en Belgique même. Beaucoup traitèrent le référendum de comédie, de cancer pour les relations germano-belges. Cela conduisit, vers la fin de 1924, à ce que d'influents milieux industriels belges prennent l'initiative d'entretiens sur la restitution. Le franc belge était alors ébranlé. Eupen-Malmédy-Saint-Vith aurait constitué une contribution allemande à la stabilisation des valeurs belges pour prix du montant des marks émis en Belgique pendant la guerre. Pour la restitution de la partie wallonne d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith, on cita le chiffre de

(1) Heinz DOEPGEN, *Die Abtretung des Gebietes von Eupen-Malmédy an Belgien im Jahre 1920*, pp. 115 et suiv. ; également Kurt FAGNOUL, in « *Zwischen Venn und Schneifel* », 17^e année, Cahier 3, p. 41.

(2) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs. Augenzeugenberichten vom grossen Treck durch die Eifel 1944-1945*, Eupen, 1980, p. 9.

(3) Heidi CHRISTMANN, *Presse und Gesellschaftliche Kommunikation in Eupen-Malmédy zwischen den beiden Weltkriegen*, Munich, 1974, pp. 362 et suiv.

(4) Heinz DOEPGEN, *op. cit.*, p. 29.

(5) Maurice DES OMBIAUX, *Les revendications territoriales de la Belgique*, Paris, 1916. Norbert WALLEZ, *La Belgique de demain et sa politique*, Bruxelles-Paris, 1916. A. ZWENDELAAR, *La Belgique jusqu'au Rhin*, Bruxelles, 1919.

150 millions de dollars (6). Les négociations entre Stresemann et le gouvernement belge durèrent jusqu'en 1926. Elles constituaient pour les Français une inquiétante préoccupation. Ils liaient la question avec celle de l'Alsace-Lorraine et, de plus, la France voulait être défendue depuis le Haut-Plateau des Fagnes (7). Finalement on fit savoir à Stresemann que le remboursement des marks constituait partie intégrante des réparations et ne nécessitait donc aucune contrepartie.

Ces négociations étaient suivies avec passion dans la région et la presse locale dans son ensemble ne fit pas faute d'exprimer son désappointement. Le 4 juin 1927 parut pour la première fois le *Grenz Echo*, comme contre-poids aux cinq journaux germanophones locaux, tous hostiles à la Belgique. Une violente polémique de presse se déclencha alors (8). Elle était menée principalement d'Allemagne, contre le *Grenz Echo*. Ainsi naquit en 1927 également un *Echo aus Malmédy-Monschau*, édité par les associations réunies des originaires d'Eupen-Malmédy-Monjoie. La direction était assurée par un natif de Wirtzfeld (9).

Les efforts pour le retour à la mère-patrie ne cessèrent pas. Ainsi le conseiller de gouvernement Franz Thedick fut désigné comme chargé d'affaires impérial pour Eupen-Malmédy au sein du gouvernement à Cologne. Il était doté de multiples compétences. Ainsi, il lui revenait de trouver et sélectionner à Eupen-Malmédy des hommes capables de mener l'action pour le retour. Il s'occupait également de la répartition et l'affectation des subsides allemands (10). A Eupen-Malmédy-Saint-Vith s'étaient constituées, sous couverture culturelle, des organisations qui combattaient le régime belge et luttaient pour le retour au *Reich*. La plus forte de ces organisations était le *Heimattreue Front* (littéralement : Front fidèle à la Patrie) constitué en 1935 (11). Il était issu du Parti Populaire Chrétien qui remportait jusqu'alors le plus grand nombre de suffrages et que présidait le Malmédien Josef Dehottay. En avril 1933 déjà, ce dernier avait sollicité une audience auprès de Hitler. Il ne fut exaucé qu'en septembre et reçut des nouvelles directives pour sa politique nationaliste (12).

Pour faire pièce au mouvement de retour au *Reich*, la Belgique avait

(6) Par décret du 3 octobre 1914, les Allemands avaient imposé le *Mark* comme moyen légal de paiement en Belgique occupée. Il valait alors 1,25 FB. A la fin de la guerre, le gouvernement belge détenait ainsi 6,1 billions de Marks. Du fait de l'inflation en Allemagne, une grande quantité supplémentaire de Marks avait été introduite frauduleusement en Belgique. Cf. Manfred J. ENSSLE, *Stresemann's territorial revisionism*, pp. 33 et suiv.

(7) Manfred J. ENSSLE, *Stresemann's territorial revisionism*, pp. 31-32.

(8) *Grenz-Echo*, N° 212, 28 septembre 1927.

(9) *Echo aus Eupen-Malmédy-Monschau*.

(10) Martin SCHAERER, *Deutsche Annexionspolitik im Westen. Die Wiedereingliederung Eupen-Malmedys im Zweiten Weltkrieg*, Bern-Frankfurt-a.-M., 1975, p. 32.

(11) En 1939, le *Heimattreue Front* comptait 1.737 membres. *Eupener Nachrichten*, n° 53, 6 mars 1939, p. 2.

(12) Klaus PABST, *Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940*, Aix-la-Chapelle, 1964, p. 391.

voté en 1934 une législation permettant le retrait de nationalité. Ainsi Dehottay fut-il déchu de sa nationalité belge et expulsé au début de 1936. Devenu par ce fait la figure symbolique du patriotisme allemand d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith, Dehottay ne fut cependant plus reçu par Hitler, en raison de sa personnalité contestée (13).

Quand, après le référendum de 1935, la Sarre fit retour à l'Allemagne, la joie et l'espoir culminèrent chez les partisans de l'Allemagne. On chantait, parfois ouvertement en public, l'hymne de la Sarre dont le texte avait été modifié : « La Sarre est allemande, au tour d'Eupen-Malmédy ! » (*Deutsch ist die Saar, Eupen-Malmédy kommt nach !*) (14). A la nouvelle année 1935, l'association de gymnastique de Bütgenbach, organisa comme de coutume, une représentation suivie de bal. Les organisateurs avaient toujours obtenu pour cette occasion la prolongation de l'heure de fermeture. Mais comme les autorités étaient persuadées que l'association n'était également qu'une couverture pour le mouvement nationaliste, l'autorisation fut cette fois refusée. A minuit tapant, les gendarmes firent irruption dans la salle et sommèrent l'assistance de quitter les lieux. Cette provocation suscita naturellement de vigoureuses protestations. On conseilla aux jeunes de ne pas céder à la provocation, mais sans réussir complètement à éviter des échauffourées. Le jour suivant, des arrestations furent opérées au milieu d'un grand déploiement de gendarmes. L'un des jeunes gens s'enfuit, passa la frontière... et ne revint chez lui qu'en 1940. Cet événement, qui entra dans l'histoire comme le procès de la Saint-Sylvestre, apporta de l'eau au moulin des nationalistes qui y gagnèrent de nouvelles sympathies (15).

Le 7 mars 1936, Hitler réoccupa la Rhénanie. Alors qu'il s'agissait clairement d'une rupture du Traité de Versailles, ni la France ni les autres signataires n'entreprirent rien qui pût stopper les projets expansionnistes du dictateur. La seule mesure militaire prise par la France fut un renforcement plus ou moins inutile de la ligne Maginot. Cette réoccupation de la Rhénanie eut comme conséquence de conforter le *Heimattreue Front* dans ses efforts pour le rattachement au Grand Reich allemand. La presse salua le pas franchi. La transgression du Traité par Hitler fut dépeinte comme une étape historique dans l'affermissement de la paix en Europe : « Ceci n'est pas une menace pour la paix mais bien un acte de paix, car celle-ci ne peut naître que de l'égalité de droits » put-on lire dans la presse locale. On tentait de rendre l'affaire anodine, d'en atténuer le danger : « Aucun Belge n'a été troublé dans son sommeil ; de plus nul ne peut surenchérir à l'offre du *Führer* pour 25 ans de paix ». Le *Grenz Echo* par contre ne variait pas de son cours et écrivait : « Ce qui s'est passé aujourd'hui avec l'entrée de l'armée allemande en Rhénanie, n'est qu'un dernier pas au bout d'une longue

(13) *Ibidem*, p. 393.

(14) Henriette BECKER, *Der belgische Kreis Malmédy angesichts des Einmarsches deutscher Truppen in das entmilitarisierte Rheinland*. (Travail de fin d'études à l'École supérieure du Rhin, Neuss.) Arzfeld, 1977.

(15) Témoignage oral de Josef Schoffers, Born (Amel).

route » (16). En clair, il avertissait : le prochain pas c'est la guerre. La population accorda une grande attention à l'événement. Il fut fêté, non seulement dans les rues mais au sein des familles. L'on voyait déjà en pensée les soldats allemands qui avaient franchi le Rhin pénétrer dans la région de Malmédy. A Saint-Vith, tout le monde était dans la rue, des croix gammées étaient partout visibles, des inscriptions « *Heil Hitler* » figuraient sur de multiples murs. A Eupen par exemple, se déroula un lâcher de ballons munis de cartes avec la mention : « Eupen-Malmédy désire le retour à cette Patrie ». La jeunesse se montrait enthousiaste et hissait des drapeaux à croix gammée.

Pendant que la population pro-allemande témoignait ainsi de son approbation et de son enthousiasme national, les Wallons affichaient gravité et préoccupation. Bien que dans les milieux politiques, on se fût attendu à cet acte de Hitler, le caractère « prématuré » de l'action avait douloureusement surpris.

Quand il devint clair que les Occidentaux ne répondaient à Hitler que par des paroles, l'espoir nourri par la population germanophone d'un retour au *Reich* fut réaffirmé à haute voix (17).

L'invasion de la province rhénane aurait dû être le signal pour l'ouverture de nouvelles négociations. Le 24 août 1936, le service militaire obligatoire de deux ans fut instauré (18). Il ne fallait plus être prophète pour comprendre les signes du temps. Le gouvernement allemand justifia cette mesure par la politique délibérée d'encerclement menée par la France à l'encontre de l'Allemagne ! (le pacte franco-russe).

Beaucoup d'habitants de Saint-Vith avaient des parents du côté allemand. Ils furent ainsi informés fort tôt et confidentiellement des changements intervenus dans le *Reich*. Le chômage diminuait, l'ordre et la discipline régnaient. La plupart exprimaient leur satisfaction, jugeant que cela allait mieux qu'avant. C'était l'avis de simples citoyens mais cela influençait des Saint-Vithois. Il y avait cependant des thèmes tabou, au sujet desquels ils ne pouvaient manifestement rien dire. Sans doute cela faisait-il partie de cette discipline à laquelle ils adhéraient.

Le 12 mars 1938, les troupes allemandes envahirent l'Autriche. A croire les informations allemandes, la population enthousiaste acclamait les « libérateurs ». Après quelques mois, d'autres nouvelles filtrèrent cependant. Depuis 1928, les Pères de Steyl possédaient une maison à Montenau, au pied du Wolfbusch. Les Pères assuraient le service de la paroisse d'Iveldingen-Montenau et en même temps la maison servait de lieu de repos pour les religieux revenant de mission. Quelques mois après l'*Anschluss*, refluèrent à Montenau des Pères de Steyl originaires des maisons de l'ordre en Autri-

(16) Cfr. H. BECKER, *op. cit.*

(17) *Ibidem.*

(18) EDELMAN-DISCH, *Volkwerden der Deutschen.*

che. Leurs récits firent dresser les oreilles des gens. Les Allemands étaient anticléricaux et confisquaient les couvents catholiques : ainsi en 1938 déjà la Maison missionnaire de St-Ruppert à Bischofshofen près de Salzburg avait été transformée en un internat national-socialiste (*Nationalsozialistische Heimschule*) (19). Que les nationaux-socialistes s'attaquent au clergé et confisquent les couvents ne laissait rien présager de bon. Les émigrants autrichiens auront une grande importance pour les Pères de Montenu car peu de temps allait s'écouler avant qu'Eupen-Malmédy-Saint-Vith soit à son tour « réuni à la Patrie ». Le Père Schuch, natif de Vienne, avait échappé à grand-peine à ses tourmenteurs. Toutes ses conversations reflétaient la peur du pouvoir brun. Elles constituaient un clair avertissement. Aussi le 10 mai, les Pères de Steyl surent à quoi s'en tenir. Ce fut là un aspect positif.

Mais dans la nuit du 26 au 27 septembre 1938, dans la plupart des villages entre Fagne et Eiffel, la population resta éveillée et bien souvent dans la rue. Les premiers réservistes avaient été rappelés et dans toutes les conversations la guerre à venir était présente (20). L'incertitude pesait sur la population. L'accord de Munich du 29 septembre 1938 mit fin à l'alarme (21).

Depuis 1936, la construction du « *Westwall* » (Mur de l'Ouest) avait été entamée à la frontière occidentale du *Reich*. Cela créait de l'emploi pour beaucoup et même des ouvriers de la région y trouvèrent de l'embauche. Seuls quelques-uns à Saint-Vith émirent des critiques à l'encontre de ces fortifications. Du côté allemand, on insistait sur leur caractère purement défensif. De plus, elles ne pouvaient nuire à la région : en cas d'*Anschluss*, en effet, la ligne de défense serait portée plus loin en avant. Le *Westwall* était la réponse à la ligne Maginot, mais construit plus en profondeur. Il était constitué de 22.000 ouvrages de béton et d'acier et courait sur la rive droite du Rhin depuis la frontière suisse, ensuite de Saarbrücken, dans la direction de Trèves-Aix-la-Chapelle, jusqu'à la frontière néerlandaise. En 1938, on travaillait intensément à l'achèvement du *Westwall* dans le secteur Bleialf-Losheim. Ces fortifications n'apportaient pas seulement de l'emploi pour les frontaliers : beaucoup de Silésiens et d'Allemands de l'Est y étaient occupés (22).

Le 9 novembre 1938, survint en Allemagne la Nuit de Cristal qui sonna l'heure de la persécution des Juifs. Dans une action concertée, les nazis maltraitèrent les Juifs, démolirent leurs magasins, pillèrent leurs maisons. Ces événements appartiennent aux chapitres les plus noirs de l'histoire contemporaine. Livres et émissions de T.V. leur ont été consacrés. Mais dans ces récits, le pays de Saint-Vith n'est jamais cité et pourtant la région entre Fagne et Eiffel a joué un grand rôle pour beaucoup de Juifs.

(19) Kurt PISKATY, *Oesterreichische Provinz*, in *Steyler Missionschronik* 1975. (*Sonderband : Steyl 1875-1975*).

(20) Chronique paroissiale Iveldingen-Montenu.

(21) EDELMAN-DISCH, *op. cit.*

(22) Témoignage oral de Ludwig Dahmen, Bleialf (B.R.D.).

Ainsi, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, à Hülscheid, sur le territoire de Manderfeld, un jeune homme de 15-16 ans demanda de l'aide à la maison Schenk. Sa première question fut pour savoir s'il était déjà en Belgique. Le jeune homme pleurait amèrement et son visage était en sang. Quand Schenk et son épouse lui ouvrirent la porte, il raconta qu'il était de Stadkyll et s'appelait Rothschild. Sa maison avait été incendiée ; ils avaient, son frère et lui, été battus, ses parents également. Il avait réussi à s'enfuir et voulait gagner Bruxelles. Schenk le conduisit sur la grand-route qui menait à la gare. Le garçon lui dit connaître une adresse précise à Bruxelles. Il s'agissait d'une organisation qui donnait asile aux réfugiés juifs ⁽²³⁾.

Au début, seuls quelques Juifs isolés franchirent la frontière. Mais, avec le temps, les passages illégaux s'accrurent constamment et constituèrent un problème. Au départ, la population frontalière ne fut qu'indirectement concernée par celui-ci. Mais bien vite, il se trouva des personnes pour tirer profit de cette situation de désespoir. Une organisation fut mise sur pied. A Cologne existait une officine qui se chargeait de conduire à Hallschlag. Là vivaient alors beaucoup d'ouvriers occupés à la construction du *Westwall*. Le moyen de transport était l'essentiel. Les fuyards étaient pour la plupart conduits à la frontière par camions. Comme les transportés devaient être dissimulés, les gros camions-citerne convenaient particulièrement bien. On cachait les Juifs dans les réservoirs d'eau. La plupart n'étaient pas préparés à pareille aventure. Secoués, épuisés, souillés, fangeux et transis, ils atteignaient la frontière à Losheim où ils étaient « déchargés » dans le fossé. La route, à Losheim, formait la frontière. On leur indiquait la direction dans laquelle ils avaient à courir et quand tombait l'obscurité, ils prenaient à travers champs jusqu'aux villages belges, Allmuthen et Hergersberg ⁽²⁴⁾.

Les autorités belges eurent rapidement vent de la chose. Et pour stopper cette immigration clandestine, on posta des gendarmes. Ils étaient équipés de lourds vélomoteurs et coiffés d'un étrange casque noir. Quand les gendarmes interceptaient des émigrants clandestins dans la zone frontière, il arrivait qu'ils les ramènent à la frontière et les remettent aux mains des Allemands. On les appelait les « chasseurs de Juifs ». Ceux par contre qui leur portaient secours et les emmenaient hors de la zone de danger étaient désignés comme « passeurs de Juifs » ⁽²⁵⁾. Quand les fuyards étaient appréhendés au-delà de la zone frontière contrôlée, ils n'étaient qu'internés. La majorité des Juifs avaient des contacts à Bruxelles ou Anvers. Là fonctionnaient les bureaux pour émigrés qui facilitaient leur « occultation ». Beaucoup de Juifs bien nantis avaient d'ailleurs placé des fonds en Belgique précédemment ⁽²⁶⁾.

Là où existe une frontière sévit aussi la fraude. De 1938 au début de

(23) Témoignage oral de Nikolaus Schenk, Hülscheid (Büllingen).

(24) Témoignage oral de Josef Heinskyll, Hülscheid (Büllingen).

(25) *Ibidem*.

(26) Témoignage oral de Nikolaus Schenk, Hülscheid (Büllingen).

la guerre, s'épanouit dans la zone frontière un extraordinaire trafic d'hommes. Quand il s'agissait d'un « voyage » organisé, les Juifs étaient parqués dans une chambre. On parlait peu. Soudain apparaissait un « passeur », chauffeur de camion. Il ôtait son chapeau et ordonnait aux Juifs d'y déposer leurs bagues, montres..., etc... Il s'assurait que le voyage en valait la peine et seulement alors, les fugitifs étaient chargés dans des camions à bestiaux, devaient se cacher sous les ballots de paille. Il arrivait aussi qu'on ait bâti une cachette entre la cabine et le chargement. Ils devaient s'y insérer, sans vision de l'extérieur. Ils y étaient si à l'étroit qu'après peu de temps leurs membres étaient ankylosés. Quand, à travers bois et champs, les fugitifs atteignaient Morsheck, Saint-Vith ou Weywertz, ils s'engouffraient dans des taxis ou poursuivaient leur route en train⁽²⁷⁾. On découvrit un jour, près de Manderfeld, un cadavre de femme démunie du moindre papier : seules quelques pierres recouvraient le corps. L'inconnue — il s'agissait d'une Juive fugitive — fut inhumée au cimetière de Manderfeld⁽²⁸⁾. Des scènes émouvantes se sont déroulées ici, mais il est impossible de les détailler dans ces pages. Dans la plupart des cas, la population, par amour chrétien du prochain et de manière désintéressée, apporta son aide. Mais les gens avaient souvent peur d'être eux-mêmes impliqués.

Au plus fort de la vague d'évasions, en 1938, l'hiver survint. La plupart des femmes portaient des souliers légers aux pieds. Ni les vêtements, ni les chaussures ne convenaient à la fuite. La plupart n'avaient pas prévu d'effectuer une marche forcée de nuit. Mais de Manderfeld à Weywertz, il y a 25 km à vol d'oiseau et cette distance devait être parcourue dans l'obscurité. Cela signifiait ramper à travers clôtures et haies, enjamber des ruisseaux et, en cas de danger, chercher refuge dans la neige et s'y maintenir immobile. Les traîneurs n'étaient pas admis. Les fuyards atteignaient la gare salvatrice à bout de force.

Beaucoup de « traqueurs » de Juifs éprouvaient de la sympathie pour ces fugitifs et fermaient l'œil. Mais il se présenta également des cas où des Juifs furent remis entre les mains de leurs tourmenteurs. Parmi les « passeurs » de Juifs il y en eut qui occupèrent ultérieurement une fonction dans l'administration nazie. La plupart agissaient par amour chrétien du prochain. Ils n'étaient pas nazis comme le Parti l'exigeait d'eux !

A partir de 1938, on peut dire qu'Hitler se borna à réaliser les objectifs de sa politique étrangère tels qu'il les avait décrits dans *Mein Kampf*... Il n'y faisait pas mystère de son intention de réunifier par la force tous les territoires de langue allemande. Clair avertissement à tous les Etats voisins, il proclamait : « Les frontières des Etats ont été établies par des hommes, elles sont modifiées par des hommes »⁽²⁹⁾. Le *Heimattreue Front* trouva

(27) Témoignage oral de Nikolaus Schenk, Hülscheid (Büllingen).

(28) Témoignage oral de Heinrich Maus, Krewinkel (Büllingen).

(29) Adolph HITLER, *Mein Kampf*, Munich, 1933, p. 753.



Dès 1932, des croix gammées apparurent sur certaines maisons de Saint-Vith (Photo : Z.V.S. Archiv.).

Les « Dents du Dragon » constituèrent la marque significative du *Westwall*. Celui-ci absorba en quantités innombrables des mètres cubes de béton. (Photo : *St. Vith im Schatten des Endsiegs*).

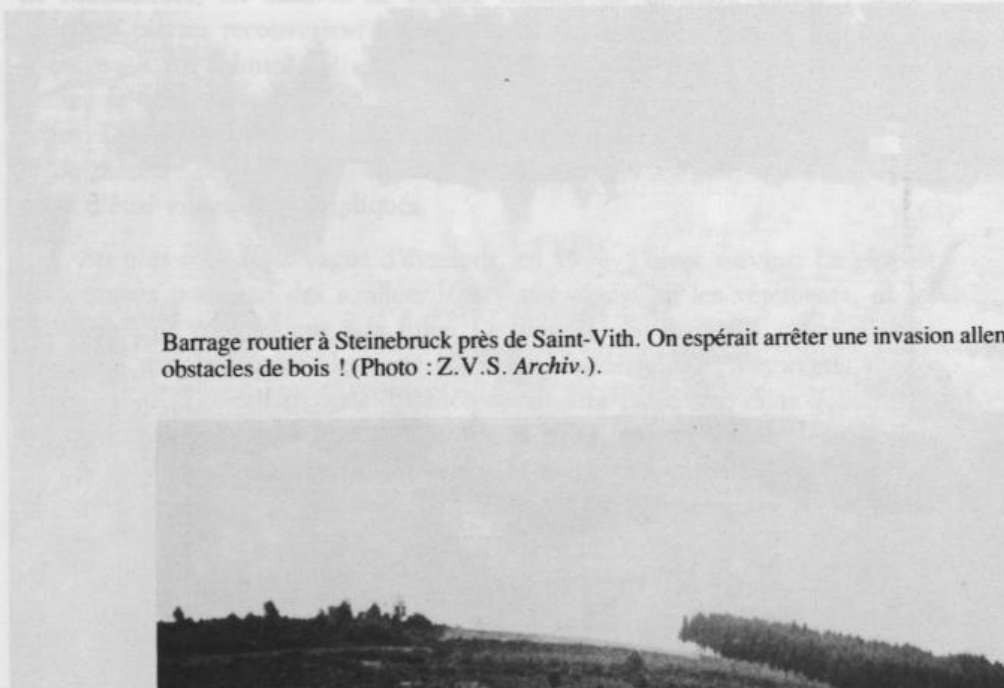


Affiches du *Heimattreue Front* pour les élections législatives de 1939. (Photo : Z.V.S. Archiv.).



Noël 1939 à la citadelle de Huy. Des membres de l'ambassade allemande assistent avec leur épouse à la veillée. (Photo : Z.V.S. Archiv.).

situés à Morsbeck, Sains-Vish ou Weywertz, ils s'enfuyaient dans des taxis ou poursuivaient leur route en train (37). On découvrit un jour, près de Manderfeld, un cadavre de femme décapité de quelques mètres, les



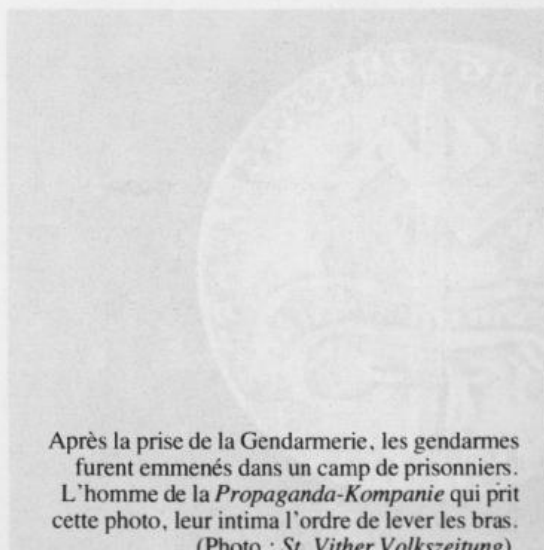
Barrage routier à Steinebruck près de Saint-Vith. On espérait arrêter une invasion allemande avec ces obstacles de bois ! (Photo : Z.V.S. Archiv.).



(37) Ténage
(38) Ténage
(39) Abbé



10 mai 1940. Les premiers blindés allemands traversent Saint-Vith. Comme le montre la photo, les maisons arboraient principalement les couleurs de la ville. (Photo : Z.V.S. Archiv.).



Après la prise de la Gendarmerie, les gendarmes furent emmenés dans un camp de prisonniers. L'homme de la *Propaganda-Kompanie* qui prit cette photo, leur intima l'ordre de lever les bras. (Photo : *St. Vither Volkszeitung*).





Comme ce fut déjà le cas en 1920, lors de la cession d'Eupen-Malmédy, une médaille commémorative fut pressée pour le retour au Reich.

Le *recto* porte une borne kilométrique sur laquelle figure l'inscription Malmédy-Eupen. Le fait que Malmédy précède Eupen provient de la très ancienne liaison de la principauté épiscopale avec l'Empire allemand. La borne est surmontée d'un casque allemand symbolisant la « libération » par les armes. A côté de la pierre, un jeune chêne allemand pousse, entourant presque le casque. L'écusson de la nation Belgique gît à terre. A gauche de la borne, l'Aigle, animal héraldique allemand, ayant récupéré son aire, veille d'un regard farouche sur Eupen-Malmédy. L'inscription du recto : Retour 18 mai 1940.

Le *verso* porte au centre un glaive dressé, la croix gammée en arrière-fond. Un serpent dresse la tête pour mordre mais un second serpent a déjà été abattu par le glaive. Entre les deux serpents, l'inscription : dictat de Versailles. Le serpent mort figurerait la France ; l'autre, encore vénimeux, l'Angleterre, les deux puissances titulaires du traité. L'inscription signifie : après 20 ans de séparation, retour au Reich.

Cette médaille fut pressée en nombre limité et est fort rare. En même temps, elle souligne l'importance accordée alors au décret du Führer réunissant Eupen-Malmédy au Reich.





Défilé de S.A. devant la maison du Parti à Saint-Vith. Quand les Américains conquirent la ville, drapeaux et uniformes devinrent des « souvenirs » fort prisés. Ils se livrèrent à un pillage en règle de ce local. (Photo : *St. Vith im Schatten des Endsiegs*).

L'histoire de l'évacuation des Saint-Vithois reconstruit d'après les notes de Joseph Margraff, le dernier Ortsgruppenführer de la ville, en 1945. Les Américains pillèrent le local du parti nazi pour le faire servir de magasin à munitions. (Photo : *St. Vith im Schatten des Endsiegs*)



S.A. en avant ! L'Ortsgruppenführer Josef Margraff (2^{me} à gauche) lors d'un défilé à travers la ville. Il devra quitter Saint-Vith. (Photo : *St. Vith im Schatten des Endsiegs*).



Saint-Vith fut détruit à 97 % par les bombardements. On fit sauter l'église paroissiale après guerre. Aujourd'hui, on aurait restauré les ruines. (Photo : *St. Vith im Schatten des Endsiegs*).

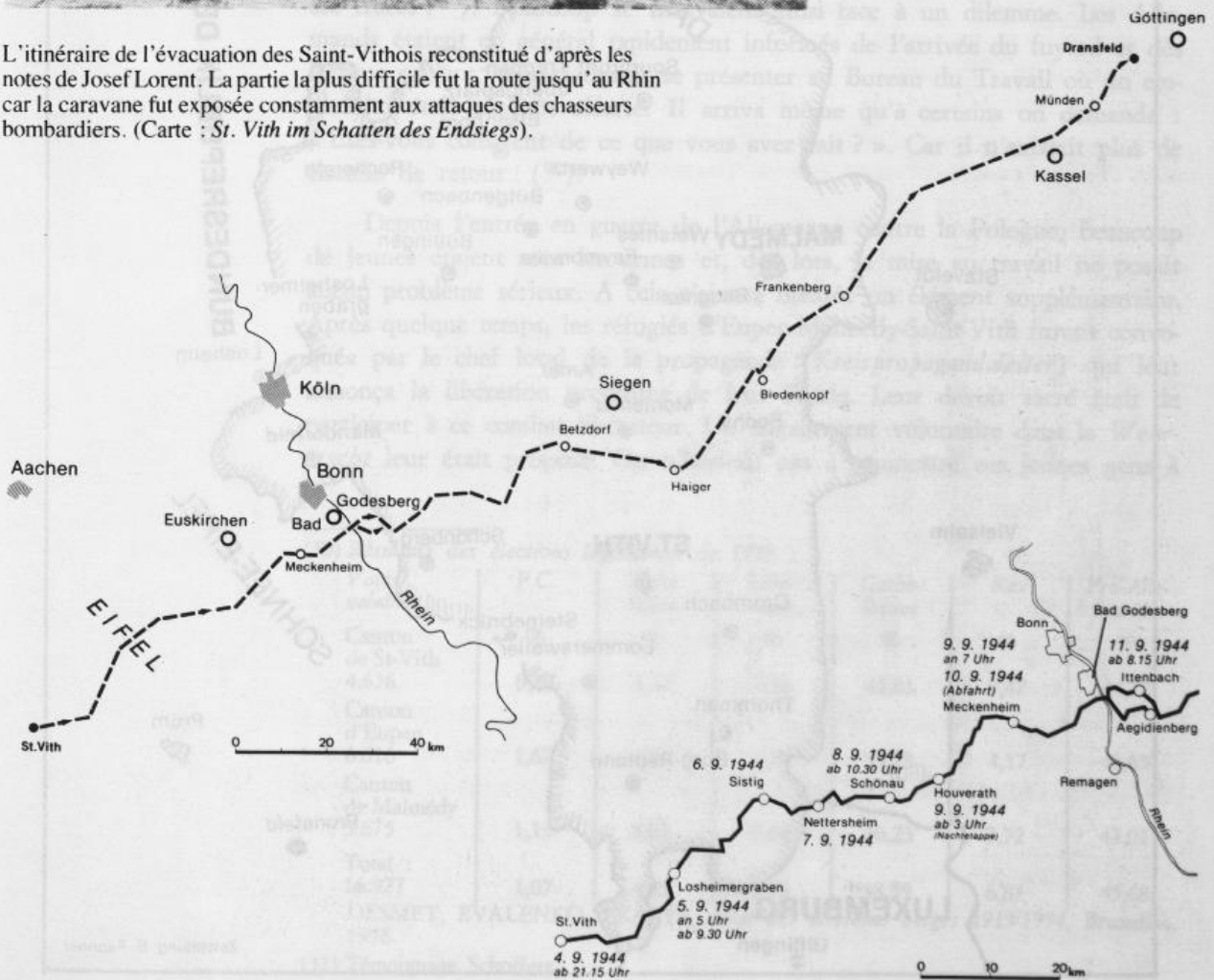
« Haies d'honneur » pour le retour des évacués. Les visages parlent d'eux-mêmes. (Photo : *St. Vith im Schatten des Endsiegs*).

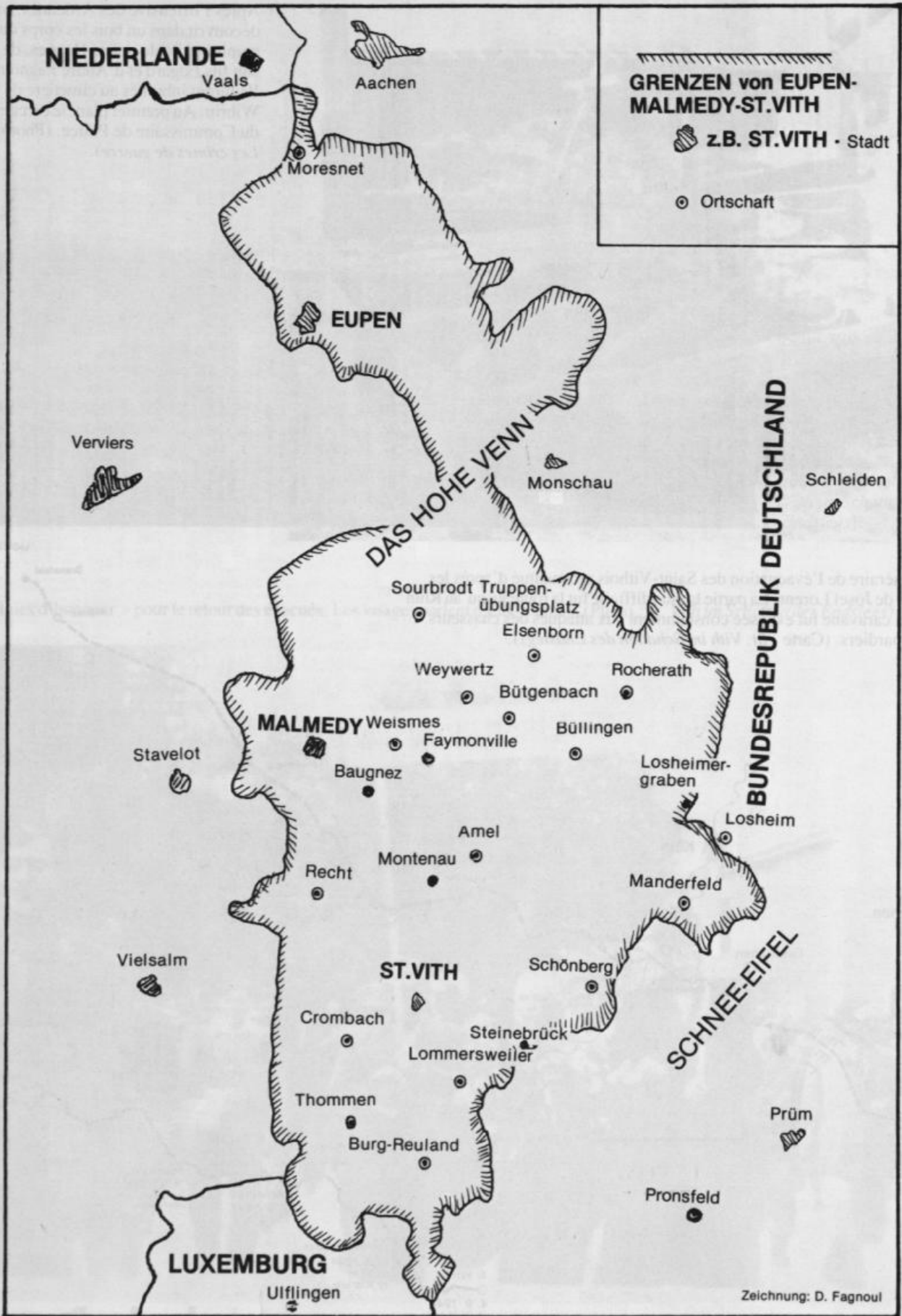




Après l'offensive des Ardennes, on découvrit dans un bois les corps du commissaire de police Hennes, de son fils Edgard et d'André Fagnoul. Ils furent inhumés au cimetière de Wibrin. Au premier plan, le cercueil du Commissaire de Police. (Photo : *Les crimes de guerre*).

L'itinéraire de l'évacuation des Saint-Vithois reconstitué d'après les notes de Josef Lorent. La partie la plus difficile fut la route jusqu'au Rhin car la caravane fut exposée constamment aux attaques des chasseurs bombardiers. (Carte : *St. Vith im Schatten des Endsiegs*).





ainsi un soutien puissant du côté allemand et l'utilisa pour consolider et parfaire encore ses positions. Les élections d'avril 1939 servirent bien les objectifs du Front et les organisations existantes furent renforcées⁽³⁰⁾.

A cette époque, beaucoup d'habitants étaient contraints au chômage et cherchaient du travail dans le *Reich* voisin. A Saint-Vith, opéraient des recruteurs et beaucoup de jeunes se laissaient séduire. Dans la nuit, ils étaient alors conduits à travers la frontière, convoyés par des membres convaincus du *Front*.

Beaucoup de ces « nouveaux Belges » appelés sous les armes à la mobilisation avaient été considérés comme peu fiables. Certains dès lors n'avaient pas eu l'occasion de manier une seule fois un fusil et ils en furent profondément humiliés. A leur première permission, ils constituaient une cible désignée pour la désertion. A Bütgenbach, par exemple, dans une famille, cinq frères avaient déjà gagné l'Allemagne. Quand le plus jeune revint en permission en janvier 1940, sa mère lui demanda s'il était conscient que dans un avenir plus ou moins rapproché, il lui serait ordonné de tirer sur ses frères⁽³¹⁾. Beaucoup se trouvaient ainsi face à un dilemme. Les Allemands étaient en général rapidement informés de l'arrivée du fuyard et dès le jour suivant, celui-ci devait se présenter au Bureau du Travail où un emploi lui était aussitôt affecté. Il arriva même qu'à certains on demanda : « Etes-vous conscient de ce que vous avez fait ? ». Car il n'existait plus de chemin de retour !⁽³²⁾.

Depuis l'entrée en guerre de l'Allemagne contre la Pologne, beaucoup de jeunes étaient sous les armes et, dès lors, la mise au travail ne posait aucun problème sérieux. A cela s'ajouta bientôt un élément supplémentaire. Après quelque temps, les réfugiés d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith furent convoqués par le chef local de la propagande (*Kreispropagandaleiter*) qui leur annonça la libération prochaine de leur Patrie. Leur devoir sacré était de participer à ce combat libérateur. Un engagement volontaire dans la *Wehrmacht* leur était proposé. On n'hésitait pas à soumettre ces jeunes gens à

(30) Résultats des élections législatives de 1939 :

Votes valables	P.C.	Socialistes	Libéraux	Catholiques	Rex	Pro-Allemands
	%	%	%	%	%	%
Canton de St-Vith 4.636	0,22	3,02	0,56	42,01	9,47	44,72
Canton d'Eupen 6.616	1,62	4,01	3,37	38,18	4,17	48,65
Canton de Malmédy 5.675	1,13	5,07	6,84	36,23	7,72	43,01
Total : 16.927	1,07	4,09	3,76	38,59	6,81	45,68

DESMET, EVALENKO, FRAEYS, *Atlas des élections belges 1919-1954*, Bruxelles, 1958.

(31) Témoignage Schoffers.

(32) Témoignage Heinskyll.

de fortes pressions morales⁽³³⁾. Beaucoup se laissèrent convaincre et s'engagèrent. On les regroupa dans une unité spéciale, « ZBV 800 »⁽³⁴⁾, à Munstereiffel.

Du côté belge, l'existence de cette unité spéciale était connue. On y avait même introduit des espions, rapidement démasqués d'ailleurs. Mais, pour ne pas donner l'alerte, ces « pro-Belges » furent seulement tenus discrètement à l'œil. Quand vint l'heure H, ils furent mutés dans un service sanitaire loin derrière le Front⁽³⁵⁾.

La plupart des réservistes issus des régions « nouvellement belges » avaient été réunis dans une même unité non-armée. On l'appelait « Troupe auxiliaire de l'armée », la T.A.A. Brocardant ce sigle, les « Eupen-Malmédiens » se désignèrent rapidement comme les « *Tiere Aller Art* » (des animaux de toutes espèces)⁽³⁶⁾. D'un certain point de vue, on se méfiait des T.A.A. ; mais par ailleurs, il semble difficilement compréhensible qu'on les ait autorisés, malgré cela, à rentrer en congé au pays. Depuis la fin de 1939, une campagne de désertion avait débuté et, de plus en plus souvent, les permissionnaires ne rejoignaient pas leur cantonnement. Mais les désertions ne concernaient pas uniquement les T.A.A. De nombreux autres soldats effectuaient régulièrement leur service militaire dans des unités wallonnes : ils étaient bien informés des dispositifs belges. Leur désertion revêtait donc un prix particulier aux yeux des Allemands. Ils pouvaient fournir la description des lignes de défense et des fortifications.

L'attaque de la Belgique avait été originellement prévue pour le 12 novembre 1939⁽³⁷⁾. Trente divisions prêtes à l'assaut avaient été rassemblées entre Kleve et Trèves. Les divisions blindées s'étaient avancées aux frontières et des unités de combat avaient relevé les gardes-frontière. Le gouvernement belge avait été informé de l'attaque probable par son ambassade à Berlin.

Peter Hardy, de Weywertz, alors âgé de près de 45 ans, était entré en conflit avec la loi belge et s'était mué en rebelle. Comme homme de liaison, il renseignait les Allemands sur chaque nouveau barrage routier, sur chaque déplacement de troupe, etc... En novembre 1939, il se décida à gagner l'Allemagne. Il s'engagea aussitôt à la *Wehrmacht* et fut dès lors amené à Munstereiffel. Mis en présence de bacs à sable, il constata avec ébahissement que les Allemands connaissaient à merveille leurs objectifs de combat.

Les barrages étaient souvent fort primitifs, constitués de vieilles charrettes à foin, de brouettes, de herses ou de rondins de pins. A certains endroits, les routes avaient été barricadées au moyen de pierres brutes. Entre

(33) Témoignage Schoffers.

(34) *Zur Besondere Verwendung*, Pour missions spéciales.

(35) Témoignage oral de Peter Hardy, Weywertz (Bütgenbach).

(36) Témoignage Heinskyll.

(37) Témoignage Hardy.

Andler, près de Schönberg, et Manderfeld, on avait même érigé un mur de pierre de deux mètres de hauteur sur une route. Mais la coupure des voies de communications créait de nombreux inconvénients pour la population (38). Ainsi, par exemple, pour aller de Saint-Vith à Manderfeld, les médecins et sages-femmes devaient souvent effectuer un grand détour. Le boulanger et le boucher devaient décharger devant le mur et transférer leurs marchandises dans un autre véhicule de l'autre côté (39). On peut imaginer sans peine la grogne de la population, d'autant qu'il ne fallait pas être grand expert militaire pour réaliser que ces barrages ne pourraient retenir longtemps les Allemands, et certainement pas leurs blindés. Il y avait là, de la part des Belges, une évidente naïveté.

D'Allemagne filtra la rumeur qu'en cas d'invasion, on réglerait le compte de quelques pro-Belges. Aussi pour ces derniers, ainsi que pour ceux que la politique avait mis en évidence, de réels motifs de crainte existaient et un système d'alarme en cas d'attaque fut mis sur pied. En janvier 1940, coururent à nouveau des bruits d'invasion allemande et beaucoup s'enfuirent alors jusqu'à Nieuport (40). Mais l'attaque n'eut pas lieu et ils rentrèrent chez eux, exposés à la dérision des gens du *Heimattreue Front*. On se moquait d'eux publiquement et on désigna désormais Nieuport sous l'appellation de « Couyonville ».

Paul Drösch, natif de Rocherath, en service à la gendarmerie de Manderfeld, avait été envoyé à vélo ce soir de janvier à la frontière allemande. De là-haut, près de Weckerath, on pouvait voir loin en Allemagne. Drösch avait comme mission de signaler avec sa lampe de poche toute attaque allemande. Ainsi l'alerte serait-elle communiquée au poste de gendarmerie de Manderfeld, distant de quelques kilomètres (41). A l'évidence, nul ne s'imaginait alors réellement ce que pouvait signifier « la guerre éclair ».

Jakob Trauden, de Pronsfeld, près de Prüm, avait servi de 1936 à 1938 dans le Régiment d'Infanterie n° 105 à Trèves et avait été démobilisé comme sous-officier. Rappelé en août 1939, il fut affecté à Steinebrück. Revenant d'une courte permission généreusement arrosée, il s'endormit dans le train... et se réveilla face à deux gendarmes belges. Dans son sommeil, il avait dépassé la frontière allemande ! On lui enleva son fusil, mais on oublia de lui ôter son pistolet de service ! Il avait dissimulé sa boussole dans ses bottes. A Lommersweiler, il fut soumis à un interrogatoire sommaire. Il fut ensuite dirigé, par Saint-Vith, vers Liège où il fut interrogé plus intensément. On s'étonna de son uniforme neuf et surtout de son coffre à provisions. On s'imaginait que les Allemands n'avaient plus rien à mettre et crevaient de faim. De Liège, il fut emmené à la citadelle de Huy. Jusqu'à l'invasion, il reçut sa solde complète ; l'attaché militaire lui rendit fréquemment visite

(38) Témoignage oral de Jakob Peterges, Andler (St. Vith).

(39) *Idem*.

(40) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*, p. 57.

(41) Témoignage oral de Paul Drösch, Baranzy (Musson).

et il était le bienvenu à la cantine car il y offrait souvent à boire à ses gardiens belges. Quand les Allemands approchèrent, il fut transféré en France et, de longues années seulement après la guerre, il revint d'Amérique dans sa vieille Patrie. Sa connaissance de la deuxième guerre se limite aux récits entendus (42).

Les Belges capturèrent encore un soldat allemand au printemps 1940. Mais il n'y eut pas de déserteurs. Quand on interrogea ce soldat à Saint-Vith, il prononça quelques mots que retint longtemps le gendarme Drösch : « Quand les Allemands arriveront, vous verrez alors ce qu'est la guerre ! » On ne pouvait imaginer alors ce que cela signifiait (43).

Le 10 mai 1940, les Allemands franchirent la frontière sur une largeur de 162 kilomètres. L'attaque fut si soudaine que la plupart furent surpris dans leur sommeil. Dans la nuit du 9 au 10 mai déjà, des troupes d'assaut avaient franchi la frontière, guidées par des natifs du lieu, revêtus de l'uniforme allemand. Grâce aux bacs à sable, ils connaissaient leurs objectifs à merveille (44). Les hommes du ZBV 800 avaient reçu à Spandau une formation spéciale de pionniers et ils étaient dotés de l'armement le plus moderne. Pour ne pas faire le moindre bruit, ils portaient le casque sous le manteau. La plupart occupèrent leur poste dès 3 heures et attendirent avec impatience les signes de l'attaque. L'heure de celle-ci était fixée à 5 heures. Si aucun moteur d'avion ne se faisait entendre, cela devait signifier que l'attaque était annulée. Dès lors, l'ordre était de se retirer sans attirer l'attention (45).

L'assaillant ignorait si le camp d'exercices d'Elsenborn était occupé et s'il offrirait une résistance. S'il était vide, le signal devait être l'explosion du bâtiment de la poste. Mais à l'Hôtel Borg, situé dans le camp, on avait remarqué que les soldats avaient évacué et l'amour du pays prit le dessus. Hardy, le guide du groupe d'assaut, regrettait de détruire le bâtiment. Aussi demeura-t-il intact. Le groupe progressait dans la forêt, dont chaque chemin, chaque arbre étaient connus. Les Belges devaient faire sauter les rails près de Schienen sur la ligne Sourbrodt-Kalterherberg. Mais l'on savait que le train pouvait être occupé par des ouvriers ainsi que des cheminots du coin. Aussi un détachement d'assaut fut-il envoyé au « *Grünen Kloster* » pour empêcher l'explosion. Cela donna lieu à un combat et il y eut un blessé grave du côté belge qui succomba pendant le transport vers l'hôpital (46). Sur la route du camp vers Sourbrodt, quelques soldats et un gendarme furent capturés. Ils avaient lié leur arme à leur vélo et ils auraient été mille fois abattus avant d'avoir pu la détacher (47).

(42) Témoignage oral de Jakob Trauden, Pronsfeld (R.F.A.).

(43) Témoignage Drösch.

(44) Témoignage Hardy.

(45) Témoignage Aloys Schoffers.

(46) Témoignage Peter Hardy.

(47) *Idem*.

A la gare de Sourbrodt, il y eut un échange de coups de feu. Une stèle rappelle l'événement. Elle porte l'inscription : « Ici, à l'aube du 10 mai 1940 fut lâchement assassiné par la Cinquième Colonne teutonne Kimmer Gertrude née Theissen. Passant souviens-toi ! » Cette dame voulait encore attraper le train pour Weismes et fuyait dans une voiture de boulanger. Au poste d'aiguillage, les soldats belges auraient ouvert le feu sur le groupe d'assaut et une balle perdue l'aurait atteinte. Quand le guide du groupe et son lieutenant atteignirent la gare, ils virent le chef de gare menottes au poing. Hardy ordonna aussitôt de le détacher. Il apprit alors la mort tragique de la femme, épouse d'un gendarme belge (48). On ne connaîtra sans doute jamais la vérité.

Les postes de garde belges du viaduc de Weywertz ne s'étaient pas laissés surprendre et le pont du chemin de fer avait sauté avant l'arrivée des Allemands. Les soldats belges avaient sans doute été avertis d'une quelconque façon car, selon les déclarations du groupe d'assaut, l'attaque avait été bien préparée et excellemment menée (49). En revanche, le viaduc de Bütgenbach et la digue demeurèrent intacts. Les combats autour du viaduc firent quelques blessés et aujourd'hui encore, au cimetière de Bütgenbach, la tombe d'un soldat inconnu rappelle le 10 mai. Schoffers, le guide du groupe d'assaut qui avait la mission de s'emparer du barrage intact, tira, à cinq heures du matin, un coup de fusil en l'air, jeta une grenade et cria : « Haut les mains, c'est la guerre ». Ainsi débuta la deuxième guerre mondiale à Bütgenbach (50). Totalement surpris, les soldats belges se laissèrent capturer sans résistance. Le gardien du barrage, un civil, Wallon de Malmédy, réveillé par l'assaut, se rua dehors revolver au poing. Il fut aussitôt maîtrisé par quelques Allemands et risquait d'être abattu sur-le-champ comme partisan. « Cela commence ici comme en Pologne ! ». Mais Schoffers intervint et, comme il connaissait le gardien, ordonna de le relâcher immédiatement (51). Il lui sauva la vie ! Ils ne pouvaient prévoir alors que cinq ans plus tard, le gardien interviendrait comme témoin devant l'Auditeur Militaire afin d'obtenir la vie sauve pour Schoffers. Un soldat du poste de garde versait des larmes amères alors que, bras en l'air, il prenait le chemin incertain de la captivité. Cinq ans plus tard, il déclarait s'être battu jusqu'à la dernière cartouche avant de se rendre. Désignant « le héros », l'Auditeur Militaire eut ces paroles : « Vous voyez la bravoure de nos soldats ! » (52).

Les coups de feu avaient averti les civils de l'arrivée des Allemands et certains n'eurent rien de plus pressé que de courir sur les lieux du combat. La chance seule explique qu'il n'y ait pas eu plus de victimes.

La population civile de Saint-Vith fut très tôt sur pied le 10 mai. Les sentiments étaient partagés. La génération qui avait participé à la Grande

(48) *Idem.*

(49) *Idem.*

(50) Témoignage Schoffers.

(51) *Idem.*

(52) *Idem.*

Guerre savait ce que signifiait ce jour : c'était le début de la seconde guerre mondiale. La Belgique y était entraînée et, circonstance aggravante, le pays de Saint-Vith était zone frontière. Si l'Allemagne ne réussissait pas sa percée et que l'on en arrivait à une guerre de positions, il y avait grand danger que le pays fût anéanti. Beaucoup de jeunes gens servant dans l'armée belge, aboutirait-on à une guerre civile ? Beaucoup se hâtèrent de rejoindre leurs amis pour ne pas les laisser seuls en cet instant ou pour demander assistance. La jeunesse était dans sa majorité enthousiaste et suivait avec intérêt la progression allemande. Ces jeunes ne pouvaient prévoir qu'ils en seraient quelques mois plus tard. Mais au lieu de connaître la marche triomphale, ils participeraient à une retraite bouleversante. Bien des leurs perdraient la vie sur de lointains champs de bataille d'Europe ou d'Afrique ou subiraient leur vie durant les suites des blessures encourues.

La population civile emplissait les rues, fêtait ses enfants revenus au pays⁽⁵³⁾. On ne tendait pas seulement la main, on versait à boire, offrant cigarettes et chocolat. Soulignons cependant que les attentions des Saint-Vithois n'allaient pas uniquement aux vainqueurs ; bien des prisonniers reçurent également à boire le lait que les paysans ramenaient de la traite. De même, beaucoup de soldats belges, quand ils étaient casernés là, ne devaient pas faire appel à la cantine militaire. Reçu à la table familiale où il occupait souvent la place du fils sous les drapeaux, le milicien s'était fréquemment vu servir son plat favori⁽⁵⁴⁾.

Le 10 mai à Saint-Vith, les gendarmes tirèrent avec leur fusil sur les Stukas volant en rase-mottes. Leur chef donna l'ordre d'ouvrir le feu dès qu'il aperçut les premiers Allemands. D'après l'ex-gendarme Drösch, d'entrée de jeu, leur situation était cependant sans issue. Face à l'entraînement de la *Wehrmacht*, leur formation était défectueuse ; ils ne disposaient, en outre, que d'armes dépassées⁽⁵⁵⁾. Ici aussi, des civils arrivèrent sur les lieux et des *Heimattreue* participèrent, armés, à la « lutte de libération ». Deux gendarmes périrent et sept furent blessés. Un civil fut atteint à la jambe. Un gendarme grièvement blessé, dirigé d'urgence, sur une échelle, vers le plus proche hôpital, expira en chemin⁽⁵⁶⁾. Le pont près du Rosenhügel avait sauté, précipitant dans le vide le dernier wagon de voyageurs et le wagon à bagages d'un train qui le traversait.

L'hôpital de Saint-Vith était comble de blessés. Les civières chargées reposaient jusque dans les corridors. Les médecins étaient impuissants. De nombreuses auxiliaires volontaires s'étaient offertes et soignaient amis et ennemis. Le souvenir est demeuré parmi elles d'un officier français qui ne voyait qu'assassins parmi les Allemands. Il les haïssait du fond du cœur et refusait les soins du médecin-militaire. Il mourut proférant les pires impré-

(53) Martin SCHAERER, *op. cit.*, pp. 45 et suiv.

(54) Témoignage oral de Erna Hanf-Peren, Saint-Vith.

(55) Témoignage Drösch.

(56) Témoignage oral de Vitus Margraff, Rodt (Saint-Vith).

cations. Il fut inhumé au cimetière de Saint-Vith. Mais, l'année suivante, son corps fut exhumé et transféré en France ⁽⁵⁷⁾.

A Saint-Vith, arrivaient chaque jour de nouveaux prisonniers, et quotidiennement les gens allaient voir s'ils n'y reconnaissaient pas l'un ou l'autre. Dans le bas de la commune était établi un camp de prisonniers coloniaux. Beaucoup avaient peur d'eux. Ce préjugé n'était vraisemblablement pas dû aux méfaits qu'on leur attribuait mais bien à leur couleur de peau ⁽⁵⁸⁾. Les jeunes d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith prisonniers des Allemands furent rapidement libérés et rentrèrent souvent au foyer par des chemins aventureux. Les natifs du pays qui avaient guidé les troupes d'assaut allemandes et pour une très grande part assuré leur succès, reçurent presque tous la Croix de Fer de 2^{me} classe pour leur action. Après le 10 mai, ils ne furent provisoirement pas désignés pour d'autres combats. Après cette dangereuse aventure, on leur accorda un congé au foyer. Ceux de Saint-Vith furent affectés à l'hôpital Saint-Joseph, transformé en un grand hôpital militaire et surpeuplé. Le commandement allemand avait bien escompté qu'il n'y aurait pas, à la frontière, de soldats belges originaires d'Eupen-Malmédy. En refusant à ceux qui portaient ses couleurs de pénétrer en Belgique, il voulait empêcher que deux frères puissent devoir combattre l'un contre l'autre ⁽⁵⁹⁾.

Une fois de plus, les Allemands avaient une longueur d'avance dans l'art de la guerre. Ils n'avaient pas seulement de meilleures armes. Déjà en 14-18, ils portaient des uniformes « feldgrau » là où les Français en culottes rouges offraient de merveilleuses cibles. En 1940, ils avaient la supériorité des airs et enfonçaient les lignes ennemies avec leurs chars. Mais ils disposaient également d'une nouvelle arme très importante, la propagande, « l'arme de la guerre psychologique » ⁽⁶⁰⁾. La Compagnie de Propagande (P.K.) en relevait, mais aussi la sirène des Stukas bombardant en piqué. La guerre civile d'Espagne avait permis d'en faire l'expérience. Quand fut prise la gendarmerie de Saint-Vith, on plaça les gendarmes et les « libérateurs » devant l'homme de la P.K. et, au commandement, les prisonniers durent une nouvelle fois lever les bras ⁽⁶¹⁾. Cette photo de la prise de la gendarmerie fit le tour de toute la presse allemande comme celle de la conquête de la première ville allemande libérée.

Mais certains voulurent assouvir leur vengeance et ainsi quelques excès furent commis à Saint-Vith. On obligea quelques pro-Belges à parcourir la ville, pieds nus et mains levées, sous la risée des habitants. Quand l'un des dirigeants du *Heimattreue* l'apprit, il se rendit aussitôt sur place et cria :

(57) Témoignage oral d'une infirmière auxiliaire désirant garder l'anonymat.

(58) Témoignage Erna Hanf-Peren.

(59) Témoignage oral de Josef von der Lahr, Saint-Vith.

(60) Kurt FAGNOUL, *Kriegsschicksale 1944-1945. Beiträge zur Chronik der Ardennen-Offensive im Lande zwischen Venn und Schneifel*, Saint-Vith, Geschichtsverein Zwischen Venn und Schneifel, 1969, p. 6.

(61) Témoignage Paul Drösch.

« C'est aujourd'hui le jour merveilleux que nous avons si longtemps attendu et vous voulez le souiller avec cela ! » Le supplice prit fin aussitôt ! (62)

Il faut être habitant des frontières pour connaître les problèmes que cela soulève. De même il faut se remettre dans les conditions de l'époque et à la place des individus pour pouvoir comprendre et juger. La plupart des habitants avaient des parents du côté allemand. Ils eurent souvent conscience très tôt des à-côtés du mouvement « Retour au Reich ». Les premiers opposants au national-socialisme se manifestèrent dans le pays de Saint-Vith ! Ils prirent parti pour la démocratie ou pour la Belgique. Ils ne surent pas ! Ils prirent les risques de la prison et du camp de concentration ! (63)

Le 18 mai 1940, un décret spécial du *Führer* intégrait Eupen-Malmédy-Saint-Vith et Moresnet au *Reich*. Cette région, attribuée à la Belgique par le Traité de Versailles, est demeurée toujours intimement liée à l'Allemagne et ne pouvait être considérée ni traitée comme pays ennemi occupé (64). Le dimanche suivant, les cloches sonnèrent dans toutes les paroisses du pays de Saint-Vith. Ce n'était pas la première fois qu'elles célébraient pareil événement. Elles avaient annoncé les 17 et 18 janvier 1816 le rattachement de Saint-Vith à la Prusse (65). Mais bien de ces cloches allaient être dans un avenir proche fondues et transformées en canons. La ville de Saint-Vith reçut l'ordre de pavoiser. En fait, dès le jour de l'invasion, des drapeaux à croix gammée avaient flotté, cousus parfois dans la nuit même. A quelques habitants qui n'avaient pas de drapeau nazi, le chef territorial conseilla d'arborer les couleurs de la ville ou bien encore les bannières de la Fête-Dieu. La croix gammée n'était pas indispensable au retour dans la Patrie.

Dans les jours et les semaines qui suivirent, l'administration militaire allemande veilla à ce que la vie normale reprenne au plus vite. Le 7 juin déjà, le *Reichsmark* fut introduit (66). Saint-Vith, comme chef-lieu de canton, possédait un bureau d'enregistrement et domaines ainsi qu'une recette des contributions. Ils furent supprimés et leurs attributions confiées à Malmédy. Le bureau des contributions de Bütgenbach disparut également.

L'école épiscopale de Saint-Vith resta initialement fermée et beaucoup d'élèves passèrent à l'Athénée de Malmédy. Les bâtiments avaient servi d'hôpital de campagne pour la *Wehrmacht*. L'inscription des élèves débuta seulement le 15 octobre 1940. L'école épiscopale devint une école secondaire pour garçons (67).

Peu avant le début des hostilités, le nouvel édifice du couvent de Steyl

(62) Témoignage oral de Franz Pip-Margraff, Saint-Vith.

(63) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*, p. 54.

(64) Cfr. *Die Rheinprovinz, Amtliches Organ des Landeshauptmanns*, Düsseldorf, 16^e année, n° 6, juin 1940.

(65) Journal de Doutrelepont, bourgmestre de Amel, 1814-1817.

(66) Martin SCHAERER, *op. cit.*, p. 189.

(67) B. KARTHEUSER, J. DRIES, H. JENNIGES, *Eine Schule in ihrer Zeit*, Saint-Vith, Ed. Aktvell, 1981, pp. 78 et suiv.

à Montenau avait été achevé. Mais à présent, les Allemands étaient là ! Selon toute vraisemblance, frères et pères étaient promis au même sort que leurs semblables autrichiens. Le Père Dümpelmann, alors Recteur du Couvent de Montenau, tenta une démarche diplomatique : à l'été 1940, il prit contact avec l'Etat-Major du 7^{me} Corps d'Armée à Munster et proposa sa maison comme hôpital pour la *Wehrmacht*. Les pourparlers traînèrent pendant des mois mais finalement, en 1941, arrivèrent les premiers malades et blessés. Cette activité nécessitant de nombreuses bonnes volontés, il fut fait également appel aux Sœurs de la Congrégation de Steyl qui y demeurèrent jusqu'à la fin de la guerre (68).

Des organisations politiques furent mises sur pied et, dans bien des cas, des anciens *Heimattreue* en prirent la direction. En beaucoup d'endroits, des responsables se présentèrent volontairement, non par enthousiasme ou conviction national-socialistes (69), mais bien plutôt pour ne pas laisser tout le pouvoir entre les mains de fanatiques ou de *Reichsdeutsche* imposés par les nouveaux maîtres pour mettre en place le système national-socialiste.

On était convaincu que le nouveau pouvoir s'installerait selon le modèle mis au point dans le *Reich*. Aussi pour les paysans, il était capital que la fonction de *Ortsbauernführer* (chef local des paysans) fût confiée à des hommes modérés et de la région. Beaucoup pressentaient les problèmes que soulèveraient pour les civils les réquisitions de guerre.

L'on savait aussi que le nouveau pouvoir était hostile à la religion et cependant il fallait assurer la préservation du caractère chrétien de la population. Ainsi, par exemple, l'*Ortsgruppenführer* (chef local du parti), de Manderfeld, un militant *Heimattreue* chevronné d'avant-guerre, échoua rapidement sur la liste noire. Seul un engagement volontaire dans la *Wehrmacht* lui permit d'échapper aux exigences toujours plus lourdes et éprouvantes de la direction du Parti. La résistance à l'idéologie nazie surgit dès le départ du sein même de l'organisation (70).

Bien entendu, on ne peut porter chacun aux nues. Des actes arbitraires et des dénonciations furent commis. Des cheminots, enseignants, agents des postes et des finances ne furent pas réadmis en service en raison de leur attitude pro-belge ou de leur désaccord avec les nazis. Ou bien encore ils furent déplacés dans l'*Altreich* (ancien empire), comme on l'appelait alors... Là, ils trouvèrent compréhension pour leur attitude, furent réhabilités et revinrent bien souvent, au grand dépit des dénonciateurs, à leur ancien lieu de travail. Une petite partie des fonctionnaires choisit cependant l'exil en Belgique pour quelques années (71). Parmi eux, beaucoup étaient venus de Belgique à Saint-Vith après 1920. Ils regagnaient leur ancienne patrie. Beau-

(68) Kurt FAGNOUL, *Das Kloster St. Raphael und seine Pfarrei*, in *Zwischen Venn und Schneifel*, 1965.

(69) Témoignage Heinrich Maus.

(70) Témoignage Josef Heinskyll.

(71) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*, p. 51.

coup purent s'en aller librement avec leurs biens. Les fonctionnaires étaient dotés, depuis avant la guerre, d'un livret de mobilisation dans lequel figuraient les instructions en cas de guerre. Entre autres, il leur était enjoint de demeurer à leur poste. Il fut reproché à quelques fonctionnaires ayant choisi l'exil d'avoir transgressé cet article. Ils avaient espéré être accueillis à bras ouverts, mais pour les Belges ils étaient de « nouveaux Belges », en fait d'anciens Allemands, originaires du pays de Saint-Vith, à nouveau allemand. La méconnaissance du français aggravait encore la situation de beaucoup d'entre eux.

Mais il ne faudrait pas imaginer que les « frères germaniques libérés » furent accueillis partout dans le *Reich* avec chaleur. Au contraire, on les affublait souvent de sobriquets péjoratifs comme « *Beutegermanen* », littéralement « butin germanique », ou encore « *Rucksackdeutsche* », « Allemands sac-au-dos », Allemands transitoires, Allemands voyageurs. Ceci illustre bien le triste sort des populations frontalières.

Au début de 1942, commença la vague d'incorporations dans la *Wehrmacht*. Depuis le 10 mai, quelques volontaires s'étaient engagés mais on peut supposer que leur nombre est bien mince en regard des futurs incorporés obligatoires. La résistance débuta et grandit avec cette mobilisation dans la *Wehrmacht*. On peut distinguer trois groupes de résistants :

D'abord ceux qui par conviction patriotique s'opposèrent dès l'invasion au régime national-socialiste et préférèrent gagner la Belgique.

Le deuxième groupe se compose de ceux qui refusèrent l'incorporation dans la *Wehrmacht* et prirent la fuite.

Dans le troisième, figurent ceux qui rejoignirent le camp du futur vainqueur après la bataille de Stalingrad (72).

Ces groupes se subdivisent à leur tour en résistants passifs et actifs.

On pourrait croire que le cas des Prisonniers Politiques est simple. Malheureusement, après la guerre, des personnes se présentèrent, rescapées des prisons et camps allemands, comme persécutées politiques alors qu'elles avaient dû leur internement à des infractions aux lois économiques ou tout simplement au droit commun. Beaucoup d'autres encore, désireuses de se blanchir, s'imaginaient qu'en dénonçant leur voisin ou leur ennemi intime, elles acquerraient une honorabilité patriotique.

A l'aube de l'année 1944, sous des apparences immuables, l'image du pays de Saint-Vith s'était profondément modifiée. Bien des mères et des épouses pleuraient leur fils ou leur mari tombé sur de lointains champs de bataille. Au pays, les vieux devaient remplacer les soldats et travailler dur. L'enthousiasme initial qui avait accueilli l'invasion allemande s'était envolé. On n'avait pas imaginé les choses ainsi. Du front arrivaient sans cesse des

(72) *Ibidem*, p. 57.

nouvelles menaçantes. Un avenir incertain se dessinait et la propagande allemande peignait tout en de sombres couleurs. Et de fait, chaque nuit on entendait l'incessant vombrissement des bombardiers alliés volant vers le *Reich* pour y semer la ruine et la mort (73).

Quand les Alliés débarquèrent en Normandie le 6 juin, on sut qu'un tournant radical était pris. Bien que les communiqués de la *Wehrmacht* n'aient admis qu'avec réticence l'avance alliée, des nouvelles filtrèrent qui ne laissaient plus aucun doute sur la défaite allemande. Début 1944, on avait incorporé dans la défense anti-aérienne (FLAK) les jeunes jusqu'à quinze ans et demi (74). On ne s'embarassait plus de rien. Le 9 août 1944, des bombardiers américains attaquèrent Saint-Vith et le camp d'Elsenborn. Six habitants perdirent la vie et la vieille église paroissiale brûla jusque dans ses fondements. Dans les semaines qui suivirent, on vit passer de plus en plus de colonnes motorisées allemandes refluant dans le *Reich*. Les rumeurs les plus diverses parcoururent la ville. Depuis le 13 mai 1944, les Allemands avaient mis en service une bombe volante sans pilote qui opérait de grands ravages chez l'ennemi. Certains avaient vu passer dans le ciel nocturne ce fantôme crachant du feu et pétaradant. Le communiqué de la *Wehrmacht* annonçait qu'il s'agissait d'une arme de représaille (*Vergeltungswaffe*). Aussi cette arme dirigeable moderne fut baptisée V1. Elle devait être suivie de V2, V3, etc... Certains pensaient que les V1 devaient être utilisés contre les Américains s'ils assaillaient le *Westwall*. Ainsi le pays de Saint-Vith se trouverait à nouveau entre les deux fronts et subirait de grands dommages (75).

Le 4 septembre finalement, les rumeurs devinrent réalité. La veille, un dimanche, s'était tenue une réunion du Parti et il avait été décidé d'évacuer Saint-Vith. Les membres du Parti allaient de maison en maison et conseillaient aux vieux de quitter la ville par le train. Le pain, les chaussures, etc., étaient vendus sans timbres. Beaucoup de *Reichsdeutsche* en particulier embarquèrent.

Le chef local du Parti (*Ortsgruppenführer*) et le bourgmestre s'opposèrent bruyamment. Le chef Margraff refusait l'ordre d'évacuation : natif de Saint-Vith, il ne pouvait en prendre la responsabilité. De plus, ce n'était pas l'affaire du Parti ! Mais quand l'ordre arriva d'en haut, l'administration communale dut l'exécuter. C'est ainsi que les policiers Margraff et Girretz, ainsi que l'huissier de la ville, Müller, reçurent l'ordre d'avertir la population que la ville devait être évacuée pour 19 heures (76). De fait, il s'agissait de la première ville allemande sur le point de tomber aux mains des Américains. Ceux qui s'étaient joints aux caravanes de fuyards s'y étaient sentis

(73) *Ibidem*, p. 74.

(74) Cfr. Paul EMUNDS, *Mit 15 an die Kanonen. Eine Fallstudie über das Schicksal der als « Luftwaffenbelfer » eingesetzten Oberschüler in der Sperrfeuerbatterien (Flak Abt. 514) rund um Aachen während der anglo-amerikanischen Luftoffensiven der Jahre 1943-1944*, Aix-la-Chapelle, 1975.

(75) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*, p. 15.

(76) *Idem*, p. 17.

obligés. Leur activité de guerre leur collait à la peau. Certains chargèrent leurs biens sur une charrette à bras et cherchèrent asile auprès de parents ou d'amis dans les villages proches. Mais il en fut que rien ne put émouvoir et qui demeurèrent dans leur maison. Beaucoup d'habitants de Saint-Vith avaient alors les larmes aux yeux. Le bétail emmené mugissait et ne voulait pas quitter la ville (77). La caravane se composait de 64 attelages dont quelques-uns tirés par des bœufs. Dans leur hâte, la plupart n'avaient emmené que le strict nécessaire, oubliant souvent le plus important. A lui seul le fourrage du bétail occupait une place énorme. Pour le médecin qui était du voyage, on avait aménagé une automobile fonctionnant à l'essence purifiée en provenance de la pharmacie Lorent. Du fait de sa présence dans la colonne, malades et femmes enceintes n'avaient pas hésité à s'y joindre.

Dès la première nuit, les fuyards furent tirés de leur sommeil : il fallait se presser car l'avant-garde des blindés américains était dans Saint-Vith. Beaucoup ne voulaient pas trop s'éloigner du *Westwall*. Plus on s'enfonçait dans le *Reich*, plus on s'exposait aux bombardements, plus ardu devenait le retour. Dès la clarté venue, les chasseurs bombardiers surgissaient survolant le convoi et y semant l'effroi et la panique (78). Quelques jours après, l'ordre atteignit la colonne que les femmes, les enfants et les vieux devaient la quitter et continuer par chemin de fer. Ils ne devaient être transportés que jusqu'à Euskirchen. Cette nouvelle créa une forte émotion chez les hommes. Était-ce une tactique des Allemands pour les forcer à poursuivre ? Après quelques jours en effet, ils avaient réalisé la situation et beaucoup refusaient d'aller plus loin. Voulait-on ainsi les rendre dociles ? En tous les cas, ils ne voulaient pas franchir le Rhin (79).

A Meckenheim, ils furent reçus par leur ancien bourgmestre Mayer. Alors que le convoi atteignait ce village, les chasseurs-bombardiers firent sauter un train de munitions. Mais pire encore, ils apprirent que ceux dont ils avaient dû se séparer avaient été transportés plus loin, en direction de Kassel. Le retour était désormais hors de question ! A Siegburg, la caravane passa devant une colonne de prisonniers : on y reconnut Linden, de Saint-Vith, prisonnier politique condamné à mort pour démoralisation de l'armée. Le convoi fut conduit jusqu'à Dransfeld, Hannoversch - Münden. Là, tout était organisé au mieux. Les réfugiés de Saint-Vith reçurent un accueil chaleureux et, pour autant que ce fût possible, les hommes trouvèrent rapidement du travail (80).

A Saint-Vith, l'hôpital de campagne avait été dissous. Quelques voitures de reconnaissance stationnaient seules aux carrefours. En bas, dans la *Rodlerstrasse*, un détachement SS fit sauter quelques gros arbres et en barra

(77) Jusqu'à sa destruction en 1944, Saint-Vith comportait encore, insérées dans la ville, des entreprises agricoles.

(78) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*.

(79) *Idem*, p. 23.

(80) *Idem*, p. 33.

la route. Bien des Saint-Vithois se trouvaient alors en vacances. Une série d'entre eux décida de se cacher pour attendre l'arrivée des Américains.

La gare de Saint-Vith avait été fort endommagée par le premier bombardement du mois d'août. Malgré cela, dans les derniers jours avant l'arrivée des Américains, une activité fébrile régna sur les quais. Le 10 septembre, on rassembla tous les wagons ainsi que les locomotives disponibles sur la voie vers Gerolstein. Ce précieux matériel de guerre fut amené via Gerolstein et Grimberg à Holzwickede, près de Uma. A l'exception d'une locomotive endommagée, de type T 14, tout fut évacué. Triste spectacle quand on songe qu'en sa période de gloire cette gare employait jusqu'à 1.000 personnes ⁽⁸¹⁾.

Les premiers Américains pénétrèrent le 12 septembre dans les faubourgs de Saint-Vith. Dans la Fagne environnante une arrière-garde SS avait encore livré un furieux combat. Mais cela ne pouvait plus stopper l'avance, seulement la retarder. Au crépuscule, les assaillants se retranchèrent. La nouvelle de l'arrivée des Américains se répandit comme une traînée de poudre. Un Saint-Vithois muni d'un drapeau blanc se porta à la rencontre des Américains pour leur annoncer que la ville était sans défenseurs. C'est le lendemain cependant que les G.I.'s surgirent de leurs tranchées et investirent la ville. Pour beaucoup de Saint-Vithois la présence américaine paraissait étrange. Il ne s'agissait pas d'une invasion comme le 10 mai 1940. Tout au long de leur avance libératrice, les Américains avaient été acclamés par la population civile. A Saint-Vith, par contre, personne ne s'attardait dans les rues. Un grand désenchantement s'était installé ⁽⁸²⁾. On avait conscience d'être désormais séparé des amis et parents évacués, ainsi que des hommes combattant du côté allemand. Quand aurait-on à nouveau des nouvelles d'eux ? Des pensées diverses assaillaient les Saint-Vithois.

Sur les pas des Américains suivait l'Armée Blanche. Ses membres se considéraient en pays ennemi et ils occupèrent la ville à grand fracas. Les plaintes s'accumulèrent, si bien que les Américains prièrent les Résistants de monter volontairement au Front près de Manderfeld ou de remettre leurs armes sur la place du Marché. Ils furent finalement ramenés en camions militaires à l'intérieur du pays. Ils n'avaient malheureusement pas grandi l'image du « libérateur » ⁽⁸³⁾.

Les jours suivants, les anciens Saint-Vithois rentrèrent d'exil. Le bourgmestre Fères retenu à Bruxelles comme député, le premier échevin Hubert Simons occupa la fonction de bourgmestre FF. Hermann Lehnen remplit les fonctions de secrétaire communal et le commissaire de police Hennes mit sur pied, avec des Résistants originaires de Saint-Vith et des environs, une petite force de police.

Le rétablissement de l'administration belge créa de gros problèmes. Il

(81) *Idem*, p. 37.

(82) *Idem*, p. 44.

(83) *Idem*, p. 57.

fallait remplacer les documents d'identité, changer la monnaie, introduire les cartes belges de ravitaillement, etc... (84).

Les *Civil-Affairs* s'étaient établies dans la maison Pip-Margraff. Le capitaine Green, chef de poste, témoignait d'une grande compréhension pour la situation, et la bonne entente régnait entre *Civil-Affairs* et administration belge (85). Très rapidement, les habitants de Saint-Vith ayant servi dans l'armée allemande et s'étant laissé surprendre, durent comparaître devant le contre-espionnage américain (C.I.C., *Counter Intelligence Corps*). Ils y furent interrogés et il leur fut demandé s'ils avaient appartenu à une unité de *Wehrwolf*. On ne pouvait imaginer simplement qu'ils avaient profité d'un congé au pays pour ne pas rejoindre leur unité. Quelques jours après, les prisonniers furent embarqués et emmenés dans un camp de P.G. à Cherbourg, sur la côte atlantique. Il y avait là près de trois à quatre cents prisonniers originaires d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith. Pour Noël, un chœur de prisonniers se forma. Un Eupenois avait écrit un texte qui fut chanté sur une mélodie de Gerhard Winkler. Johannes Piette avait composé une partition pour chœur à plusieurs voix et il conduisit les répétitions. La chorale se produisit dans la nuit de Noël, mais, en même temps, dans les nuages, se faisait entendre le vombrissement des avions. Ils volaient vers Saint-Vith pour raser la ville (86).

Le 4 octobre, la 2^{me} Division d'infanterie U.S. s'installait à Saint-Vith. Elle avait combattu depuis le débarquement et possédait donc une grande expérience du Front. Sans doute prévoyait-on déjà une attaque allemande et l'on attendait sa poussée dans la direction de Saint-Vith. Le Front entre Burg-Reuland et Ouren n'était que faiblement couvert. Un officier supérieur des parachutistes américains, en inspection au Front, confia à l'officier commandant la résistance, qu'il en était ainsi dans l'espoir que les Allemands attaqueraient effectivement (87). Quand on constata que la 6^{me} Armée blindée SS tentait de percer la ligne Elsenborn-Liège près de Rocherath, la 2^{me} Division U.S. fut déplacée plus au Nord. Toute étude de l'offensive von Runstedt devrait tenir compte du fait qu'Eisenhower prit seul la responsabilité de ne garnir que faiblement le Front des Ardennes.

Le 16 décembre 1944, aux premières heures du matin, éclataient à Saint-Vith ainsi qu'à Malmédy plusieurs grenades tirées depuis un train blindé. SS et parachutistes combattaient avec acharnement pour chaque mètre de terrain près de Manderfeld. Les Américains se défendaient avec l'énergie du désespoir. Le bourgmestre ff. Simons ayant gagné en hâte l'Hôtel de Ville, il fut introduit auprès de l'officier des *Civil Affairs* qui lui assura qu'il ignorait tout d'une attaque allemande.. S'il en était autrement, il en aurait été informé (88) !

(84) *Idem*, p. 58 et suiv.

(85) *Idem*, p. 51 et suiv.

(86) *Idem*, p. 75.

(87) *Idem*, p. 80.

(88) *Idem*, p. 87.

L'interdiction de circuler fut proclamée, les services religieux furent suspendus ; il était même interdit de stationner à sa fenêtre. A nouveau, beaucoup de Saint-Vithois cherchèrent à fuir. Certains avaient reçu, immédiatement avant l'arrivée des Américains leur ordre de rejoindre et ne s'y étaient pas conformés, ou bien encore ils n'avaient pas aidé aux travaux de fortifications. Il s'agissait pour eux de fuir. Ceux qui étaient rentrés d'exil quittèrent à nouveau la ville. Le 13 décembre, la 2^{me} Division d'infanterie U.S. fut déplacée dans le secteur Wirtzfeld-Rocherath-Elsenborn. C'est là que Sepp Dietrich devait percer avec sa 6^{me} Armée dans la direction Elsenborn-Liège (89).

Des parachutistes allemands sous les ordres du Colonel von der Heydte avaient sauté sur la Haute Fagne avec mission de tenir les carrefours dans la direction Verviers-Liège. Mais l'opération échoua. La plupart des parachutistes ne furent pas largués au-dessus de leur objectif, ou bien le ravitaillement ne suivit pas, et après quelques jours, toute l'entreprise dut être considérée comme un échec : le Colonel von der Heydte se rendit aux Américains à Monschau (90). Près de Wirtzfeld cependant le groupe blindé Peiper réussit à percer dans la direction Elsenborn-Liège. Mais le feu des Américains fut si puissant que Peiper choisit de bifurquer en direction de Bütgenbach. Sa tentative échoua dans le domaine de Bütgenbach. De là, il prit la direction Schoppen, Onderval, Baugnez Ligneuville vers Stavelot. Vers 13 heures, les premiers chars allemands traversaient Baugnez. Et peu après, « Radio Calais » clamait la nouvelle du massacre (91).

Les Américains se trouvaient en sérieuse difficulté dans l'Eiffel. Saint-Vith était particulièrement en péril, pris en tenaille par la 5^{me} Armée du Général Hasso von Manteuffel. Cet important nœud stratégique de communications devait tomber entre les mains allemandes au plus tard le 17 décembre à 18 heures sous peine de faire échouer toute l'offensive (92). La 7^{me} Division blindée américaine du Général Clarke fut déplacée en hâte de Heerlen à Saint-Vith et défendit cinq jours durant la ville contre les assauts allemands. Le Général von Manteuffel avait conquis auprès des Américains le surnom de « Général Boomerang » (93). A chaque fois qu'on croyait l'avoir enfin repoussé définitivement, il réapparaissait soudainement ailleurs et donnait à nouveau du fil à retordre. La défense de Saint-Vith permit aux

(89) *Idem*, p. 83 et suiv.

(90) Freiherr VON DER HEYDTE, in *Kriegsschicksale 1944-45. Beiträge zur Chronik der Ardennen-Offensive im Lande zwischen Venn und Schneifel*, p. 189 et suiv.

(91) Le 20 décembre 1944, Radio Calais (*Sender Calais*) annonçait « au cours de la reconquête du territoire au sud de Malmédy, près du carrefour de Thirimont, les cadavres d'environ soixante soldats américains ont été découverts. D'après leurs compagnons rescapés, ils ont été abattus par les Allemands alors qu'ils s'étaient rendus ou s'apprétaient à le faire ». Cette nouvelle fut répercutée par la presse et très vite le nombre des victimes crût jusqu'à 142, d'autres parlèrent de près de 400 morts. Un civil du lieu déposa sous serment qu'il n'y avait eu que 13 Américains tués. Mais le mémorial de Baugnez porte, gravés dans la pierre, 84 noms.

(92) Henri BERNARD, in *Kriegsschicksale 1944-45. Beiträge zur Chronik der Ardennen-Offensive im Lande zwischen Venn und Schneifel*, pp. 11 et suiv.

(93) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*, p. 92.

unités américaines de se replier et le 22 décembre, le Maréchal Montgomery ordonna le retrait total. La gare de Saint-Vith était considérée comme une importante gare de manœuvres et, de plus, comme nœud de communications, la ville était stratégiquement importante. Dès les premiers jours du retour des Allemands, le *Kreisleiter* Saal ainsi que d'autres hauts fonctionnaires du Parti refirent surface. Le *Kreisleiter* Saal attribua le repli à un sabotage de la *Wehrmacht* et promit que tout désormais irait beaucoup mieux ⁽⁹⁴⁾.

Mais le jour de Noël, vers trois-quatre heures de l'après-midi, Saint-Vith fut bombardée. La partie haute de la ville fut sérieusement atteinte. Ce n'était qu'un début ! Le lendemain de Noël, Saint-Vith fut réduite en cendres par 294 quadrimoteurs Lancaster et bombardiers Halifax. Avaient pris part au raid sur Saint-Vith, non seulement des escadrilles anglaises, mais aussi françaises, australiennes et néo-zélandaises. Un total de onze cent trente-neuf tonnes de bombes fut largué. Les pilotes se tirèrent fort bien ce jour-là du danger que présentait cependant le rideau de défense anti-aérienne large de 20 miles. La *Luftwaffe* n'avait plus la moindre force de frappe ⁽⁹⁵⁾. Habituellement les formations américaines volaient de jour alors que les bombardiers de la R.A.F. attaquaient de nuit. Saint-Vith fut cependant réduite en cendres par des escadrilles anglaises ⁽⁹⁶⁾. Ce fait résulte d'un accord passé depuis le débarquement du 6 juin par lequel le R.A.F. *Bomber Command* était tenu d'appuyer les formations américaines dans le cadre d'*Overlord* ainsi que de toutes les missions sur l'Europe ⁽⁹⁷⁾. Ainsi, en décembre 1944, la R.A.F. effectua 3.656 missions de jour et 11.239 sorties de nuit. En août 1944, les Britanniques avaient même effectué 10.271 sorties de jour pour 10.013 missions nocturnes ⁽⁹⁸⁾. Malmédy, qui ne tomba jamais aux mains des Allemands pendant l'offensive, fut bombardée deux fois et beaucoup de G.I.'s trouvèrent la mort dans ces actions ⁽⁹⁹⁾.

On jeta d'abord des bombes explosives, puis pour parachever, des bombes incendiaires. Or Saint-Vith possédait encore beaucoup de maisons à colombage et l'incendie était visible des kilomètres à la ronde. Le nombre

(94) *Idem*, p. 103.

(95) Kurt FAGNOUL, *Geschichtliche Funkbilder* (Emission BRP Eupen, décembre 1980). Le PC de Manteuffel se trouvait dans la maison Backes à Eiterbach près de Saint Vith. C'est là que passa également un court moment le *Generalfeldmarschall* Model peu avant la prise de Saint Vith. Le propriétaire des lieux put entendre un entretien téléphonique avec l'O.K.H. Pour la prise de la ville on avait obtenu la promesse du soutien de la *Luftwaffe*. Les officiers s'étaient même rassemblés devant la porte pour admirer le passage des chasseurs-bombardiers allemands. A leur grand désappointement, pas le moindre avion ne pointa à l'horizon ! Témoignage oral du curé Albert Backes, Amel.

(96) Le 17 octobre 1942 les Anglais avaient déjà bombardé les usines Schneider du Creusot. Cfr HASTINGS, *Bomber Command*, London, Michel Joseph Ltd, 1979, p. 183.

(97) Cfr HASTINGS, *op. cit.*, p. 289.

(98) Voir Sir Charles WEBSTER et Noble FRANKLAND, *The Strategic Air Offensive against Germany 1939-1945*, Vol. IV, *Annexes and Appendices*, London, HMSO, 1961, pp. 433 et 436.

(99) Les deux bombardements de Malmédy sont considérés comme des fautes stratégiques. Voir à ce propos Lucien CAILLOUX, *Ardennes 1944. Pearl Harbour en Europe*, deuxième partie, Liège, L. Cailloux, 1970, pp. 94-97 et Charles WHITING, *Massacre at Malmédy*, London, Leo Cooper, 1971, pp. 166-167.

des victimes de ce bombardement n'est pas établi. Les évaluations varient de mille à mille cinq cents morts. Rien que dans la cave sous le cloître de l'église trois cents personnes perdirent la vie. Il se trouvait alors à Saint-Vith beaucoup d'évacués des villages du *Westwall*. Les registres de population furent également détruits. Après guerre, on nettoya la ville et toutes les ruines furent assemblées près de la *Büchelturm* en un gigantesque tas. Il est fort vraisemblable que des squelettes demeurent encore ensevelis sous ces décombres et surtout beaucoup d'objets de valeur. Aussi la rumeur populaire désigne-t-elle cette colline, à côté de la *Büchelturm*, où s'étend aujourd'hui le parc communal, du nom de « Montagne aux millions ». Le Père Goffart, alors aumônier de l'hôpital, avait exposé à l'adoration des croyants les Saints Sacrements dans la cave. Un office devait avoir lieu à 15 heures. Grâce à cette heureuse circonstance, la plupart des patients et des Sœurs se trouvaient alors à la cave. Seuls les vieux et les infirmes étaient demeurés en haut, dans leur chambre. Ils connurent une mort atroce car ils furent brûlés vifs ⁽¹⁰⁰⁾.

Dans le *Weserland*, les fuyards connurent également les bombardements. Hans Esselen, un Saint-Vithois arrêté pour espionnage, avait réussi à se libérer. Il informa les Saint-Vithois de la destruction de leur cité. Aucun de ses auditeurs ne put retenir ses larmes ⁽¹⁰¹⁾. Ils n'avaient pas seulement perdu leur Patrie, tous leurs biens étaient détruits. Ils ne possédaient plus que ce qu'ils portaient.

Le 25 janvier 1945, Saint-Vith était à nouveau aux mains des Américains. Mais il n'y avait plus de rues. Seuls des sentiers cheminaient entre les ruines. Des habitants isolés revenaient en ville chercher leurs morts dans les décombres. Neuf maisons seulement tenaient encore debout, encore que fortement endommagées. Chaque jour, on découvrait de nouvelles victimes, chaque jour, des avis de décès parvenaient aux habitants ⁽¹⁰²⁾.

Le Front se déplaça rapidement vers l'Est et bientôt on apprit que les Américains avaient franchi le Rhin. Les réfugiés revinrent lentement de leur exil en Belgique et l'Administration belge se réinstalla à son tour.

Après l'offensive, un changement s'était produit dans l'opinion. Le temps des maîtres bruns était définitivement passé, des hommes nouveaux apparaissaient. Les prêtres originaires d'Allemagne durent quitter le pays, bien qu'en haut lieu on fût intervenu en leur faveur ⁽¹⁰³⁾. Le doyen Breuer,

(100) *Idem*, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*, pp. 101 et suiv.

(101) *Idem*, p. 121.

(102) *Idem*, pp. 113 et suiv.

(103) Au cours d'une interpellation relative à la politique du gouvernement en différentes matières dans les Cantons de l'Est, le sénateur Olyff demanda, entre autres, ce qu'il en était de l'épuration des ecclésiastiques nommés par les Allemands et exerçant encore leur ministère. « M. Van Glabbeke, ministre de l'Intérieur. — On ne tolère pas ces situations. Je tiens à dire au Sénat qu'il faut absolument qu'il y ait de bons bergers dans les paroisses des Cantons de l'Est. J'ai été très sensible à la découverte de cette situation lors de mon premier voyage là-bas. J'ai en effet constaté qu'un grand nombre de curés nommés sous le régime nazi refusaient même de porter la

décédé ultérieurement à Schuler, près de Gerolstein, fut l'un des premiers expulsés et trouva asile au séminaire d'Aix-la-Chapelle (104). Mais les ecclésiastiques *Reichsdeutsche* ne furent pas seuls à devoir quitter le pays. Le chapelain Messerich fut déplacé à l'intérieur du pays et ne regagna sa Patrie natale que de longues années après, comme curé de Faymonville. Des changements importants de personnel administratif eurent lieu au pays de Saint-Vith (105).

Quand le Front approcha de Kassel, une partie des Saint-Vithois fut intégrée aux *Volkssturm*, d'autres fuirent à nouveau. Ils voulaient échapper à la guerre, mais celle-ci dévorait tout le monde. Un jour, parvint à Saint-Vith la nouvelle qu'avaient été découverts, près de Wibrin, les corps du commissaire de police Hennes, de son fils et du policier auxiliaire André Fagnoul. Ils avaient été abattus par les Allemands. On sait aujourd'hui que des soldats SS français appartenant à un commando spécial de la Gestapo traquaient ces fugitifs. Ils avaient été dénoncés. En présence d'une très grande foule, ils furent inhumés le 29 août 1948 au cimetière de Saint-Vith (106).

En mai 1945, à Hannoversch-Münden, on se préparait au retour à Saint-Vith. Ce fut une démarche difficile. En chemin déjà, ils apprirent que la chasse aux nazis était ouverte dans leur pays et que beaucoup d'innocents en souffraient. Mauvais traitements, emprisonnements et corvées étaient à l'ordre du jour. Plusieurs rebroussèrent chemin à mi-route. Mais d'autres agirent selon le vieil adage : « Rien n'est jamais mangé plus chaud qu'il n'a été cuit ». Ils durent d'abord séjourner dans un camp d'accueil près d'Aix, puis seulement furent autorisés à franchir la frontière. Mais à Saint-Vith, la populace les attendait. La vague épuratrice avait commencé, et comme déjà dit plus haut, elle fit beaucoup de victimes. Les revenants connurent souvent les « haies d'honneur » douloureuses. Les prisons étaient surpeuplées si bien qu'il fallut utiliser des écoles comme geôles (107). Les pratiques tant dénoncées auparavant étaient désormais adoptées. L'Auditorat Militaire de Malmédy-Saint-Vith traita huit mille quatre cent quarante-cinq dossiers. Pour toute la population des Cantons de l'Est — soixante-quatre mille habitants — seize mille quatre cent quatre-vingts dossiers furent ouverts. On

robe de nos bons curés de campagne, lui préférant la redingote à la mode allemande. Je suis intervenu immédiatement auprès de mon collègue de la Justice pour qu'il intervint là où il fallait le faire. Je suis intervenu moi-même, par l'entremise du gouverneur de Liège, auprès des hautes autorités ecclésiastiques, qui ont témoigné du désir d'aider immédiatement le gouvernement en modifiant cet état de choses et de faire disparaître des Cantons de l'Est les mauvais bergers qui s'y trouvent encore dans certaines paroisses.

M. Olyff. — Je vous remercie beaucoup, monsieur le ministre. J'espère que la dernière épuration sera faite rapidement. », A.P.S., 17 mai 1945.

(104) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*, p. 133.

(105) *Idem*, p. 135.

(106) *Les crimes de guerre commis pendant la contre-offensive von Runstedt dans les Ardennes. Décembre 1944-janvier 1945* (Ministère de la Justice. Commission des crimes de guerre), p. 46.

(107) Kurt FAGNOUL, *St. Vith im Schatten des Endsiegs*, p. 136.

peut dire que pratiquement chaque famille fut touchée d'une manière ou d'une autre (108).

P.-H. Spaak, alors ministre des Affaires étrangères, déclara, selon *Le Soir* du 17 novembre 1944, que la Belgique réclamerait la restitution de ses frontières de 1940. Eupen-Malmédy était un problème interne, à régler en dehors de tout contexte international. Vraisemblablement faudrait-il déchoir de leur nationalité quelques indésirables. La législation le permettait et elle serait appliquée. Le *Bruxelles-Malmédy Zeitung* se préoccupa intensément de l'épuration dans les Cantons de l'Est. Son rédacteur en chef, Charly Duchesne, avait été préfet de l'Athénée de Malmédy avant-guerre et, comme tel, avait acquis — bien plus que d'autres — une bonne compréhension des réalités confuses de la région. Il tenta, alors déjà, de dire la vérité, mais sa voix fut noyée dans le tumulte des autres. Dès 1946, après 12 numéros, le journal cessa de paraître (109).

Des velléités expansionistes s'étaient manifestées. Les frontières du pays auraient été portées encore plus à l'Est de sorte que les lignes de chemin de fer de Saint-Vith à Aix-la-Chapelle et de Saint-Vith à Gérolstein ne parcourent que le sol belge (110). Des intérêts économiques s'y ajoutaient. Les *Kreisen* Monjoie et Schleiden, ainsi que la vieille ville impériale d'Aix auraient été intégrés à la Belgique. Certains rêvaient ainsi d'une « Grande Belgique » comme à l'époque romaine la Province Belge s'étendait jusqu'à la Moselle. Mais la Belgique ne put assouvir ses rêves annexionnistes.

Par contre, dans le pays, des personnalités et des communes prirent des initiatives pour adoucir la misère des régions fortement endommagées. Ainsi la Ville de Bruxelles, par exemple, assumait le parrainage de la ville détruite de Saint-Vith. Il est malheureux que pas même un nom de rue ne rappelle ce geste d'amitié posé dans une période désespérée. Entretemps, les vagues soulevées par la haine se sont apaisées. La plupart des blessures se sont guéries. La majorité est aujourd'hui réhabilitée et certains le furent aussitôt. Mais il serait exagéré d'affirmer que tout est oublié. On a connu bien des souffrances et des misères dans les familles concernées. Et certains ont porté ce poids toute leur vie.

Les frontières imprègnent l'histoire du pays de Saint-Vith. J'ai abouti à la conviction que beaucoup de fautes ont été commises, des deux côtés de la barrière. Mais on ne s'en est pas contenté et elles ont été maintes fois répétées.

(108) La répartition géographique se présente ainsi : Flandre 0,74 p.c.; Wallonie 0,52 p.c.; Bruxelles 0,56 p.c.; Brabant 0,52 p.c.; Cantons de l'Est 2,41 p.c. (Cfr. Henri HOEN, *Les Cantons de l'Est 1945-1975*, Ministère de l'Intérieur, Commissariat d'Arrondissement Malmédy, 1975).

(109) *Bruxelles-Malmédy. Organe Indépendant de l'Union Nationale entre la nouvelle et l'ancienne Belgique*, janvier-février 1945, n° 1.

(110) *Ibidem*, n° 7, 1^{er} juillet 1945. — Cfr. Kurt MERTENS, *Monschau : Die Gebietsansprüche Belgiens*, in *Das Monschauer Land-Jahrbuch 1974*, pp. 82-98.

Les publications du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale

— CAHIERS D'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

- 1, 1970 *Le travail obligatoire en Belgique (1940-1944) — L'instauration d'une « Zivilverwaltung » en Belgique et dans le Nord de la France.*
130 p. (existe encore en néerlandais) (épuisé)
- 2, 1972 *Les réseaux de renseignement belges en France — Le MNB et le renseignement — La presse clandestine en 1940 — Verviers 40-41 — L'Internationale Socialiste à Londres — La K.A.J. en Allemagne — Un « gouvernement » flamand dans le Reich.*
300 p. 280,— F
- 3, 1974 *Le service « D » et l'aide aux illégaux — La vie religieuse des P.G. — La spoliation économique des Juifs — La conférence diplomatique du 5 avril 1940 — La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Première partie : La Sicherheitspolizei en Belgique — Elias, chef du VNV.*
199 p. 190,— F
- 4, 1976 *La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Deuxième partie : L'infiltration de la collaboration politique en Flandre par la SS — Quelques données relatives à l'extermination des Tsiganes de Belgique — La mise au travail des Courtraisiens en Allemagne — La conduite de la guerre économique aux U.S.A. — La représentation des intérêts belges par la Suisse.*
230 p. 320,— F
- 5, 1978 *La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Troisième partie : Evolution d'octobre 1942 à octobre 1943 — Rex et l'Allemagne (1933-1940), Une documentation — La lettre pastorale du Cardinal Van Roey sur la capitulation du 28 mai 1940. Le rôle du barreau et de la magistrature.*

- 6, 1980 *Les conditions de paix de la radio nazie — La propagande : un investissement trop coûteux et mal étudié ? — Le Service Luc, été 1941-été 1942. Aspects des problèmes de commandement et de liaisons — L'évacuation massive des prisons SS en Belgique. Les convois des 8 et 23 mai 1944 à destination de Buchenwald — Les volontaires gantois pour les Brigades Internationales en Espagne. Motivations du volontariat pour un conflit politico-militaire.*

— REPERTOIRES

- W. Meyers : *België in de tweede wereldoorlog. Bibliografie (1970-1975)*
in 4°, offset, 146 p. 200,— F
- F. Selleslagh : *België tijdens de tweede wereldoorlog. Fotorepertorium*
in 4°, offset, VII-153 p. (épuisé)
- A. Cordewiener : *La presse et la Seconde Guerre mondiale. Répertoire de la presse périodique conservée au Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale*
in 4°, offset (épuisé)

— DOCUMENTS

1. F. Selleslagh : *L'emploi de la main-d'œuvre belge sous l'occupation (1940)*
in 4°, offset, 130 p. 105,— F
2. F. Selleslagh : *De tewerkstelling van Belgische arbeidskrachten tijdens de bezetting (1941)*
in 4°, offset, 134 p. 160,— F

— INVENTAIRES

1. J. Gotovitch : *Inventaire du Fonds Léo Lejeune*
in 4°, offset, XVI-94 p. (épuisé)
2. H. Balthazar : *Inventaris Hendrik de Man*
in 4°, offset, 55 p. 75,— F
3. J. Gallant : *Inventaris archief J. Grauls*
in 4°, offset, VI-43 p. 75,— F
4. J. Gotovitch : *Archives des Partisans Armés*
in 4°, offset, XVIII-40 p. 75,— F

5. D. Vercauteren et
J. Gotovitch : *Archives des réseaux Tégat et Zéro*
in 4°, offset, X-83 p. 100,— F
6. J. Gotovitch : *Papiers privés. J. Bondas, L. Delsinne, A. Gerlo...*
in 4°, offset, 88 p. 100,— F
7. W. Steenhaut et
M. Van de Steen : *Archief DeVlag*
in 4°, offset, VIII-152 p. (épuisé)
8. W. Steenhaut
et D. Martin : *Fonds Bevrijding van Antwerpen*
in 4°, offset, 66 p. 150,— F
9. H. Masson : *Archives Rex et mouvements wallons de collaboration*
in 4°, offset, XIII-58 p. 150,— F
11. D. Martin : *Archief Albert De Vleeschauwer*
in 4°, offset, 142 p. 200,— F

Encore disponible

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE
Bruxelles, 1967, 248 p. 148,— F

La Brigade spéciale de Luttre — Le convoi du 22 septembre 1941 — Het alarm van januari 1940 in Nederland — Inventaire de la presse clandestine liégeoise — La résistance belge en 1943 vue par la Gestapo.

Le Centre édite périodiquement un *Bulletin* d'informations qui fait le point des travaux et donne la situation de ses collections.

Annuellement, le *Bulletin* publie une *Bibliographie* des publications relatives à la Belgique dans la seconde guerre mondiale parues dans l'année.

Le *Bulletin* est envoyé gratuitement sur demande.

Paiement des publications à la réception de la facture.

M. Van de Suen : *Archiv. Devla*
 in 4, offert. VIII-122 p. (épuisé)
 100.— F

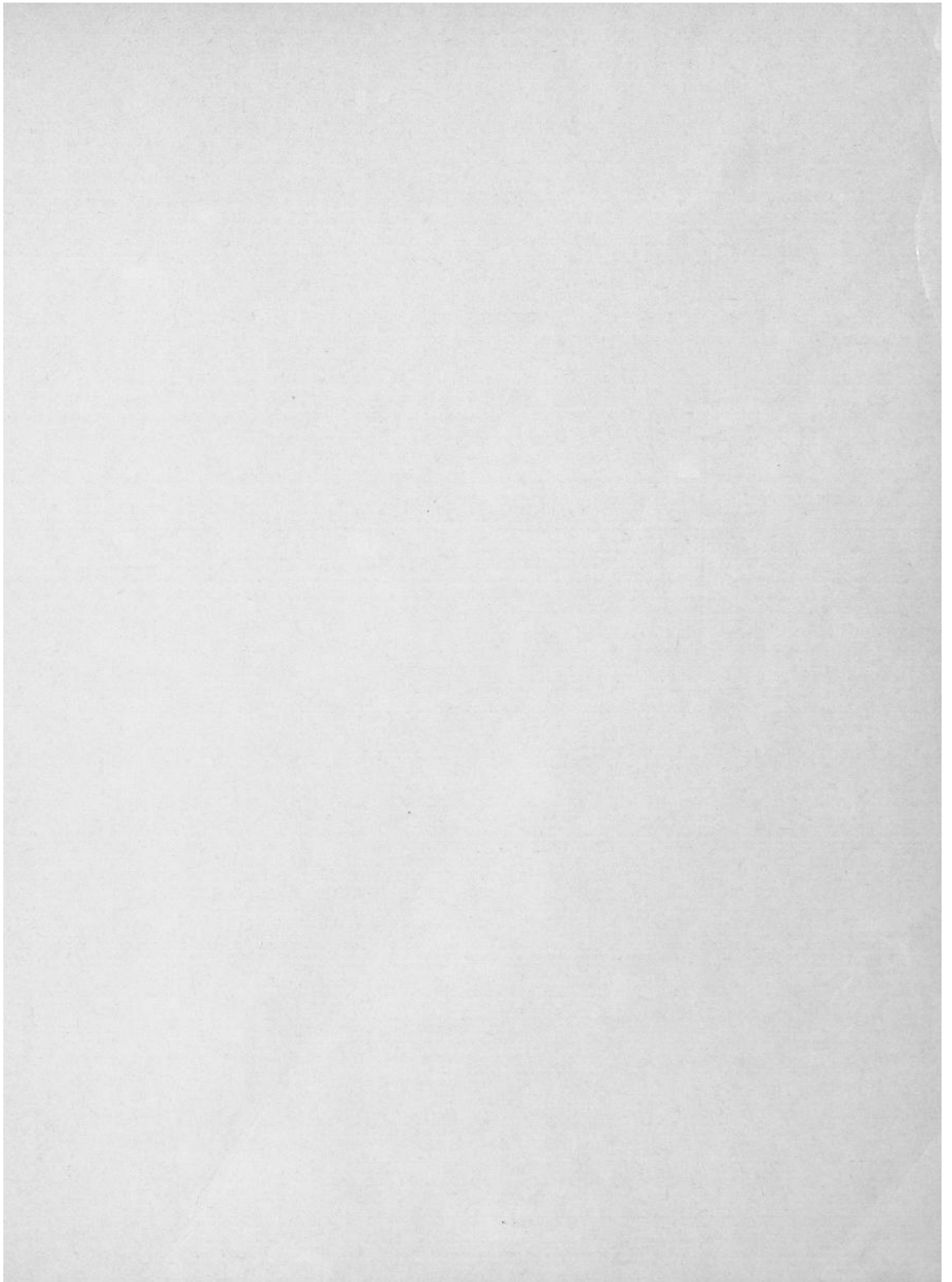
8. W. Steinhilber
 et D. Martin : *Les arts de la guerre*
 in 4, offert. 142 p.
 200.— F

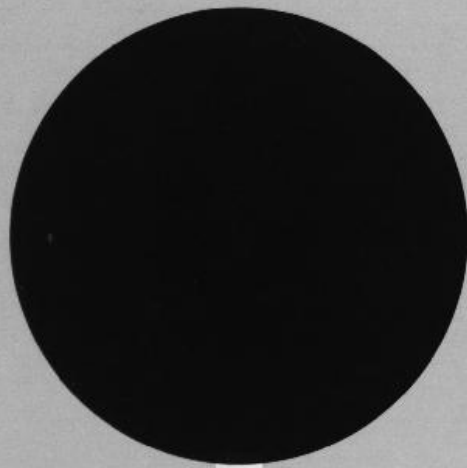
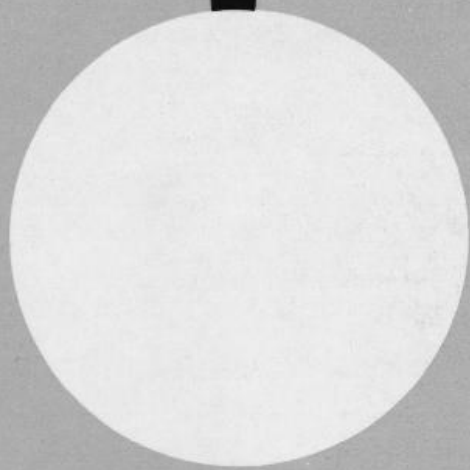
9. H. Masson : *Artillerie, For et mouvement*
 in 4, offert. 142 p.
 200.— F

11. D. Martin : *Artillerie, For et mouvement*
 in 4, offert. 142 p.
 200.— F

Imprimé
sur les presses de
l'Imprimerie Vanbrackel
à Mouscron

Le bulletin est envoyé gratuitement sur demande.
 A. J. G. : *Les arts de la guerre*
 in 4, offert. 142 p. 75.— F
 B. H. : *Les arts de la guerre*
 in 4, offert. 142 p. 75.— F
 C. J. : *Les arts de la guerre*
 in 4, offert. 142 p. 75.— F





**Prix : Belgique 350 Fr.
Etranger 400 Fr.**